

## ENQUÊTE

### La Principauté de Monaco confrontée au blanchiment d'argent sale

LA COUR d'appel de Monaco doit se prononcer, lundi 16 novembre, sur la condamnation de Moshe Binyamin à douze ans de prison pour « détention de fonds provenant de trafic de stupéfiants ». Source de tensions entre Paris et le prince Rainier, il s'agit de la première affaire de blanchiment jamais jugée dans la Principauté. Notre enquête montre que plusieurs affaires similaires, vite écartées, ont mis en lumière de curieuses pratiques judiciaires contre lesquelles se dressent des magistrats français. Mais le responsable du cabinet du prince, Georges Brinda, assure que Monaco est « peut-être le seul pays au monde où la justice est totalement indépendante ».

Lire pages 10 et 11, et notre éditorial page 17



### La disparition d'Edwige Feuillère

La « grande dame » du cinéma français est morte un vendredi 13, quelques jours après le décès de Jean Marais, qui fut souvent son partenaire. p. 29

### L'état de notre environnement

Selon le rapport de l'Institut français de l'environnement, publié lundi, la France a fait des « progrès réels » mais « moins rapidement que prévu ». p. 13

### L'argent du Parlement

Les parlementaires disposent d'une réserve de quelque 800 millions de francs par an, qu'ils répartissent de façon totalement arbitraire. Enquête. p. 15

### Réforme du droit des sociétés

L'avant-projet de loi prévoit notamment une réduction du pouvoir des PDG et la transparence de leurs rémunérations. Le patronat prépare sa contre-attaque. p. 20

### A Radio-France, un PDG contesté

Le CSA doit désigner le futur dirigeant de Radio-France avant le 29 novembre. Parmi les sept candidats, l'actuel PDG, Michel Boyon, au bilan critiqué. p. 22

Allemagne, 3 DM; Argentine-Guyane, 9 F; Autriche, 26 ATS; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Espagne, 165 P; France, 7,50 F; Danemark, 16 KR; Grèce, 200 D; Irlande, 100 I; Italie, 2000 L; Luxembourg, 40 F; Norvège, 10 NOK; Pays-Bas, 10 G; Portugal, 200 PTE; Royaume-Uni, 5 £; Suède, 10 SEK; Suisse, 2,10 S; Thaïlande, 10 THB; USA, 100 C; USA (territoires), 2,25 \$.

M 0147 - 1117 - 7,50 F

## La gauche face à l'effet Cohn-Bendit

● Tête de liste des Verts aux élections européennes, l'ancien leader de Mai 68 a appelé solennellement Lionel Jospin à régulariser les sans-papiers ● Sa réussite dans les médias inquiète socialistes et communistes ● Robert Hue craint une « guerre fratricide » au sein de la gauche plurielle

DANIEL COHN-BENDIT a fait une entrée fracassante dans le débat politique français lors du congrès des Verts réuni à Noisy-le-Grand, en Seine-Saint-Denis, samedi 14 et dimanche 15 novembre, pour ratifier son élection comme chef de file de la liste des écologistes aux élections européennes de juin 1999. Délaissant les sujets européens, l'ancien animateur sur les bancs des Grünen, a appelé Lionel Jospin à faire preuve de « générosité républicaine » envers les sans-papiers exclus des régularisations ouvertes en 1997. « La grandeur d'un homme politique, a-t-il dit, c'est, à un moment donné, de savoir débloquer la situation ».

En présence de Joseph Rossignol, maire (PS) de Limeil-Brevannes dans le Val-de-Marne, et d'un délégué des sans-papiers hébergés dans sa mairie avant l'intervention des forces de l'ordre, M. Cohn-Bendit a évoqué l'exemple du général de Gaulle acceptant de légaliser l'objection de



conscience après la grève de la faim du pacifiste Louis Lecoin en 1962. Précisant qu'il veut contribuer à la victoire de M. Jospin à la future élection présidentielle, il a expliqué que celle-ci ne pourra pas être gagnée « au centre » et que la victoire ne sera possible que « si le peuple de gauche se reconnaît » dans un « geste rassembleur ».

Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, a parlé, dimanche, du problème des sans-papiers comme d'une « épine » qui « infecte » le gouvernement. Les dirigeants socialistes ont expliqué que les critères de régularisation doivent être respectés. Le PCF, qui réclame lui aussi la réouverture des dossiers refusés, réunit son conseil national, alors que Robert Hue a exprimé, lundi matin, sa crainte d'une « guerre fratricide » au sein de la Gauche aux élections européennes de juin 1999.

Lire pages 6, 9 et la chronique de Pierre Georges page 36

## La crise irakienne

- Bagdad accepte sans conditions de coopérer avec l'Unscorm
- Washington renonce aux frappes, mais ses troupes restent en état d'alerte
- Bill Clinton appelle au renversement de Saddam Hussein
- Le débat s'ouvre sur l'efficacité des sanctions

Lire pages 2 et 3 et notre analyse page 17

## Jacques Chirac s'incline devant « la petite-fille des Mayas »

### GUATEMALA

de notre envoyée spéciale Une Marseillaise sucrée et pacifique a résonné dans le patio blanc de l'université San Carlos de Guatemala, signifiant d'entrée au protocole sa mise en congé. « Très chère » Rigoberta Menchu, Prix Nobel de la paix et ambassadrice de bonne volonté auprès de l'Unesco, accueillait, samedi 14 novembre dans la soirée, son « cher, très cher ami » Jacques Chirac.

Sans note, parce que, a-t-elle dit, un discours écrit n'aurait pu traduire ce que son cœur voulait exprimer, elle a rendu hommage au soutien que le chef de l'Etat français apporte, depuis plusieurs années, à son combat pour la paix. « Lors de notre dernière rencontre, nous nous sommes promis une amitié éternelle, entre vous et moi, entre vous et le peuple guatémaltèque. Vous avez respecté votre parole, vous êtes là parmi nous, a-t-elle déclaré. Nous vous avons attendu avec une profonde émotion, une profonde affection et nous vous accueillons les bras ouverts ».

Devant l'assemblée colorée, composée essentiellement d'artistes et d'universitaires

guatémaltèques, Rigoberta Menchu a ajouté que la visite du président de la République avait « un sens profond pour la lutte que nous avons menée et que nous mènerons toujours dans notre pays ».

La voix étouffée d'émotion et les larmes au bord des yeux, le Prix Nobel de la paix a remercié encore une fois le chef de l'Etat de sa présence et conclu son propos en rendant hommage à « toutes les victimes des conflits armés d'Amérique centrale, toutes les veuves et les orphelins » et en évoquant la souffrance de tous ceux qui, aujourd'hui, sont les victimes du cyclone Mitch.

Après s'être longuement incliné devant Rigoberta Menchu, Jacques Chirac a pris, à son tour, la parole pour saluer « la petite fille des Mayas » qui se bat « depuis tant d'années, pacifiquement mais avec noblesse et détermination, pour la reconnaissance de l'identité, de la culture et des droits imprescriptibles des peuples premiers dans le monde ». Reprenant à son compte la défense de « l'interculturalité » si souvent évoquée par Rigoberta Menchu, M. Chirac a observé qu'elle constituait « un des grands défis de l'avenir : pour

suivre le dialogue des civilisations et d'abord respecter chaque culture, en reconnaître l'apport, garder et transmettre la mémoire. C'est cela aussi l'enjeu de la paix partout dans le monde », a ajouté le chef de l'Etat. A ses yeux, l'accord sur les droits et l'identité des peuples indigènes, signé en décembre 1996 au Guatemala, forme « la clef de voûte du processus de réconciliation » qui permettra aux Guatémaltèques de construire « une nouvelle nation, multiculturelle, où chacun trouve sa place sans distinction d'origine, de race, de langue ou d'éthnie ».

Jacques Chirac a enfin annoncé qu'à l'occasion du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme à Paris, en décembre, Rigoberta Menchu serait son « invité personnelle ». Puis, après avoir visité, dans l'enceinte de l'université, une exposition de peintres américains et pris chaleureusement congé du Prix Nobel de la paix, il a rejoint son hôtel pour s'entretenir, par téléphone, avec Bill Clinton et Tony Blair... des menaces de guerre en Irak.

Pascal Robert-Diard

Lire page 16

## NOS FEUILLETS SONT AUSSI MOBILES QUE LA LOI



Les règlements et la législation bougent. Présentés sous le mode dynamique du feuillet mobile, nos DICTIONNAIRES ET CODES PERMANENTS sont mis à jour dès que l'actualité l'exige. Vous êtes assurés d'être à la pointe de l'information.

Tél 01 40 92 36 36

EDITIONS LEGISLATIVES

## POINT DE VUE

### Le dernier legs de Pinochet

par Bruno Adrian Patino

L'ARRESTATION du général Pinochet à Londres a été l'occasion d'un rappel des heures les plus noires de la dictature chilienne (1973-1990). Mais la légitimité éthique et légale de l'arrestation a occulté ce qui l'a rendue possible. Le général Pinochet n'est ni naïf ni ignorant des politiques suivies à l'étranger. Il dispose d'un cabinet écossé et de différents relais dans l'armée. Il s'est pourtant fait « attraper » dans une clinique londonienne par surprise, sentiment partagé par une grande partie des gouvernants du Chili démocratique.

Dès le 20 juillet 1997, le journal espagnol El País développait, sur une pleine page, la stratégie suivie par le juge espagnol Manuel Garcia Castellon, afin d'arriver, un jour à « mettre le général Pinochet sur le banc des accusés » pour génocide.

Les informations contenues dans cet article ne passent pas inaperçues au Chili : elles furent reprises dans la quasi-majorité des

journaux chiliens, et de nombreux juristes s'accordèrent à souligner l'impossibilité pour le général Pinochet de voyager dorénavant à destination des pays de l'Union européenne en particulier, ou de pays ayant signé une convention d'extradition avec l'Espagne plus généralement. L'instruction du juge Baltasar Garçon, qui concerne des meurtres, tortures et assassinats ayant eu lieu en Argentine, dans le cadre de l'opération Condor, vint renforcer cette analyse.

Et pourtant le général Pinochet a continué de voyager. Son rang d'ancien chef d'Etat, son titre de sénateur à vie et son passeport officiel ne sauraient constituer les seules explications à ce sentiment d'impunité.

Lire la suite 18

Bruno Adrian Patino, ancien correspondant du « Monde » au Chili, est secrétaire général des Editions Hazan.

## Rentrée emmêlée



JO MASO

L'ÉQUIPE de France de rugby a signé une victoire bruyante face à l'Argentine, samedi 14 novembre, à Nantes. Jo Maso, le manager du XV tricolore, affirme au Monde ne pas craindre la défaite face à l'Australie, samedi 21 novembre, au Stade de France. A lire également, dans nos pages « Sports », le football, avec les difficultés de Nantes, et la voile, par Laurent Bourgon sur Primogaz.

Lire pages 25 à 27

International	2	Argentin	25
France	5	Météorologie	28
Société	10	Jeu	28
Régions	13	Culture	29
Carrel	14	Calendrier	31
Nations	15	Économie	32
Entreprises	18	Mouvements	32
Communication	22	Impôts	33
Tableau de bord	23	Radio-Télévision	33



# INTERNATIONAL

LE MONDE / MARDI 17 NOVEMBRE 1998

**DIPLOMATIE** Bagdad est revenu inconditionnellement samedi 14 novembre sur sa décision de ne plus coopérer avec les experts chargés de le désarmer. Le président Bill

Clinton a annoncé, dimanche, que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne renonçaient au recours à la force. **WASHINGTON** demeure vigilant et prêt à frapper à la moindre nou-

velle infraction irakienne, sans attendre le feu vert du Conseil de sécurité ni adresser des avertissements au gouvernement irakien, a prévenu le conseiller pré-

sidentiel pour la sécurité nationale, Sandy Berger. **LE CONSEIL DE SECURITE** des Nations unies a « pris note » de la décision irakienne et rappelé à Bagdad qu'il était tenu de

la respecter strictement. **A BAGDAD**, la population, désignée et préoccupée par ses multiples soucis quotidiens, craint que la crise ne soit que partie remise.

## L'Irak échappe aux frappes américaines, mais la tension reste vive

Bagdad a confirmé, dimanche 15 novembre, que la reprise de la coopération avec la commission chargée du désarmement était « inconditionnelle ». Washington a donc renoncé à la solution militaire, mais maintient ses forces en alerte

**WASHINGTON**  
de notre correspondant  
Saddam Hussein a capitulé devant la menace d'une intervention américaine, donnons-lui encore une chance de prouver sa bonne foi, sinon... Ainsi le président Bill Clinton a-t-il annoncé en substance, dimanche 15 novembre, que les Etats-Unis avaient décidé de faire confiance aux Nations unies - Bagdad ayant promis de reprendre sa coopération avec leurs experts en désarmement -, tout en se réservant le droit d'intervenir militairement si Saddam Hussein venait sur ses engagements.  
« Soyons clairs. L'Irak a cédé, mais cela ne suffit pas. Maintenant [il] doit remplir ses obligations et reprendre inconditionnellement sa coopération avec les inspecteurs [de l'Unscorm], la commission chargée de désarmer l'Irak (...). Nous resterons vigilants jusqu'à ce que toutes ces conditions soient remplies, nous maintiendrons la pression, nous resterons prêts à agir », a déclaré M. Clinton, qui venait d'annoncer in extremis son départ pour le som-

met de l'APEC (Coopération économique Asie-Pacifique) à Kuala Lumpur, où il sera remplacé par le vice-président Al Gore. Mais il n'a pas caché que sa « détermination à frapper, avec le soutien massif de l'opinion mondiale, a produit le résultat [qu'il préférait] : une volte-face » de l'Irak. Il a justifié sa préférence pour une solution diplomatique, par le fait que « les inspecteurs demeurent le moyen le plus efficace pour découvrir, détruire et empêcher l'Irak de fabriquer à nouveau ses armes de destruction massive et les missiles pour les transporter ». Un mécanisme de contrôle

international comme l'Unscorm, a-t-il fait valoir, peut se révéler indispensable dans les dix à vingt ans à venir, alors que les armes biologiques et chimiques risquent de devenir une des plus graves menaces pour le monde.  
Cette volonté d'apaisement, après une semaine de tension croissante, n'a pas empêché M. Clinton de réaffirmer son désir de voir tomber le régime irakien. « Cette crise montre, malheureusement une fois de plus, qu'il demeure un obstacle au bien-être de son peuple et une menace pour la paix dans la région. (...) Le meilleur

de faire face à cette menace serait un nouveau gouvernement à Bagdad qui s'engage à respecter et à protéger les Irakiens et la paix dans la région », a-t-il dit. Washington va donc « intensifier » son soutien à l'opposition irakienne, pour laquelle le Congrès vient de voter 97 millions de dollars d'aide militaire.  
**TROIS EXIGENCES SATISFAITES**  
Que s'est-il passé les derniers jours pour que l'on évite de justesse la contagion ? Jeudi et vendredi, on disait les frappes inévitables ; le dispositif militaire américain dans le Golfe se renforçait ; la liste des sites à détruire était évoquée. Certaines informations laissent même entendre qu'il était trop tard pour venir au chevet d'une Unscorm moribonde. Mais samedi, quelques heures après une première missive adressée au secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, - lettre initialement bien accueillie par la communauté internationale avant d'être jugée « inacceptable » par Washington -

Bagdad fournissait aux Nations unies les dernières garanties exigées par Washington et le Conseil de sécurité. Les bombardiers géants B-52 chargés de missiles de croisière étaient en vol, les navires dans le Golfe s'approprièrent à lancer leurs Tomahawk, des centaines de missiles menaçaient directement les sites stratégiques irakiens. « C'est presque comme si [Saddam] savait. Ça a été tout juste », a déclaré un officiel du Pentagone. M. Clinton a affirmé qu'il avait arrêté le compte à rebours parce que le président irakien avait répondu à trois exigences : « annuler les inspections, révoquer explicitement les décisions d'arrêt et d'octobre de suspendre la coopération avec l'Unscorm et assurer celle-ci de sa coopération pleine et entière ».

bombardements sur la population civile. Selon le Washington Post, les pertes auraient pu atteindre le chiffre de dix mille personnes. Comme l'explique Judith Kipper, du Centre d'études stratégiques et internationales, « le président est très prudent, il n'aime pas l'affrontement, dans sa vie privée comme en politique. Et puis, la diffusion d'armes de destruction massive n'est pas sa première priorité, elle vient après les crises asiatique et russe ».  
Que va-t-il se passer maintenant ? Sandy Berger, conseiller de M. Clinton pour la sécurité nationale, et le secrétaire à la défense, William Cohen, ont affirmé qu'en cas de récidive irakienne les Etats-Unis n'auraient besoin ni de demander l'autorisation du Conseil de sécurité ni de lancer un avertissement avant de bombarder l'Irak. Ils maintiendront sur place une force de frappe fûtée suffisante, tout en réduisant l'envoi de troupes et de matériel vers le Golfe.

Patrice de Beer

### Jacques Chirac : l'Irak reste sous la menace

Jacques Chirac a salué, dimanche 15 novembre, la déclaration de Bill Clinton sur l'Irak et affirmé que Bagdad devait comprendre qu'« en cas de nouvelle rupture de sa coopération avec l'ONU la menace de l'usage de la force pèserait à nouveau immédiatement sur ce pays ». Bill Clinton « vient, il y a quelques heures, de faire une déclaration dont je salue l'esprit », a dit M. Chirac, depuis le Guatemala. Il s'était entretenu la veille par téléphone avec Bill Clinton et Tony Blair. « C'est en coopérant pleinement avec les Nations unies que l'Irak obtiendra la levée des sanctions », a également indiqué le chef de l'Etat.

## Bill Clinton confond les objectifs des Nations unies et ceux des Etats-Unis

LA STRATÉGIE américaine à l'égard de l'Irak n'a jamais été par sa clarté et les déclarations, dimanche 15 novembre, du président Bill Clinton, ne l'ont pas davantage éclairée.

### ANALYSE

Une stratégie construite sur la confusion des genres

Non seulement les intentions des Etats-Unis paraissent contradictoires, mais M. Clinton a confondu, dans un même souffle, les objectifs des Nations unies et ceux des Etats-Unis, donnant ainsi crédit à l'idée selon laquelle Washington marginalise l'organisation internationale au profit de ses propres plans en Irak.

L'un des arguments forts invoqués par M. Clinton, pour expliquer la renonciation au recours à la force contre l'Irak, est l'importance du maintien dans ce pays des membres de la commission chargée de le désarmer (Unscorm). « Si nous menons une action militaire, nous pouvons altérer de manière significative la capacité de Saddam Hussein de développer des armes de destruction massive, mais cela semblera le glas de l'Unscorm », a-t-il dit. « Nous n'aurons plus alors aucune surveillance, aucun aperçu, aucune implication dans ce qui se passe à l'intérieur de l'Irak ».  
Mais, a-t-il prévenu, les Etats-Unis demeurent vigilants et prêts à sévir, si l'Irak contrevient à ses engagements. « La signification qu'ils passeront alors par pertes et profits cette même Unscorm, à laquelle M. Clinton vient de tresser des lauriers. Pour lui substituer quoi ? Comment alors l'ONU pourrait-elle faire en sorte que l'Irak ne soit plus une menace pour ses voisins et pour

la paix ? Le chef de l'exécutif américain s'est abstenu de poser ces questions et a fortiori d'y répondre.

M. Clinton a également affirmé que le « renforcement des sanctions dans les zones d'exclusion aériennes » imposées à l'Irak en 1991 fait partie des mesures envisagées pour « endiguer la menace » que pourrait encore faire planer le président irakien. Les zones d'exclusion en question s'étendent au nord du 36° parallèle (dans une partie du Kurdistan) et au sud du 33°. Elles ont été créées après la guerre du Golfe non pas en vertu d'une résolution du Conseil de sécurité, mais conformément à une interprétation américano-franco-britannique de la résolution 688 du Conseil, qui exige de l'Irak le respect des droits de l'homme. Elles visent à entraver la répression par l'Irak de sa population. Or, si M. Clinton a la quasi-garantie que la Grande-Bretagne le suivra sur cette voie d'un « renforcement des sanctions », il n'est pas du

tout certain que la France, par exemple, accepte de le faire. Déjà, en 1996, lorsque Washington avait décidé de porter du 32° au 33° parallèle la zone d'exclusion dans le sud de l'Irak, Paris s'était abstenu.

### DES INTENTIONS AMBIGUES

Pratiquant la confusion des genres, M. Clinton a affirmé qu'il long terme son objectif était de voir s'installer en Irak « un nouveau gouvernement qui s'engageait à représenter et respecter son peuple ». Ce n'est pas la première fois qu'un membre de l'administration américaine expose l'ambiguïté des intentions américaines. Washington avait, en 1991, incité les populations kurdes et chiites à se soulever pour renverser le régime. Elle avait par la suite laissé écraser ces révoltes dans le sang. La CIA a entretenu et financé des groupes d'opposition, mais son projet s'est soldé par un fiasco total du fait des conflits qui minent les opposants et de l'interven-

tion de l'armée irakienne, en septembre 1996, dans le Kurdistan, aux côtés de l'une des deux principales formations kurdes.

Ce qui est nouveau dans les déclarations, dimanche, de M. Clinton, et avant lui de la secrétaire d'Etat Madeleine Albright, c'est le fait d'associer ce projet américain aux objectifs de la communauté internationale. Or le renversement du régime irakien n'a jamais été inscrit dans les projets du Conseil de sécurité des Nations unies, qui ne pensent de Saddam Hussein les gouvernements des pays membres du Conseil. L'ONU se borne, en effet, à exiger de l'Irak qu'il coopère à l'élimination de ses armes de destruction massive, qu'il cesse de réprimer ses populations, qu'il indemnise tous les pays, sociétés et particuliers qui ont été lésés par l'invasion du Koweït et qu'il libère les prisonniers koweïtiens.

Mourna Naïm

## Tony Blair, solidaire jusqu'au bout

LONDRES

de notre correspondant  
Huit entretiens téléphoniques en dix-huit heures de crise, une « communication » absolument identique et à même solide scepticisme quant aux engagements pris par l'Irak : Tony Blair et Bill Clinton se sont montrés en complète communion d'esprit tout au long de la crise irakienne. A l'instar des autres Européens, qui ont gardé une distance militaire respectable quant à l'éventualité de frappes sur l'Irak, les forces britanniques, avait averti, dimanche, le porte-parole du premier ministre, demeuraient « prêts, disposés et capables de frapper au moindre faux mouvement ». Dimanche matin, alors que Paris, Moscou, Pékin et Le Caire se déclaraient satisfaits de la volte-face irakienne, Londres comme Washington exigeaient - et obtenaient - que soient biffés de la lettre d'acceptation ira-

kienne les neuf « souhaits » qui l'accompagnaient. « Saddam Hussein, a dit Tony Blair, n'est pas quelqu'un à qui nous pouvons faire confiance. Cela ne sera pas terminé tant que nous n'aurons pas testé chacun des points agréés ». En clair, le Royaume-Uni soutient les cinq points sur lesquels les Etats-Unis entendent « tester » l'Irak. Tony Blair avait donné, samedi, ordre aux douze chasseurs-bombardiers Tornado britanniques basés au Koweït de participer à l'action américaine. « Un cinquième des cibles » irakiennes devaient être frappées par les avions anglais, a discrètement fait savoir le ministère de la défense. « Je n'hésiterais pas à redonner cet ordre si besoin est », a réitéré Tony Blair, dimanche après-midi. Et la prochaine fois, a-t-il précisé, reprendra-t-il aussi la version américaine, « il n'y aura d'avertissement d'aucune sorte ».

Patrice Claude

## Les inspecteurs de l'Unscorm devraient reprendre leurs activités dès mercredi

NEW YORK

(Nations unies)

de notre correspondant

« Le président Clinton a parlé comme un grand homme d'Etat et ses déclarations seront appréciées par la communauté internationale dans son ensemble ». C'est en ces termes que le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a commenté, dimanche 15 novembre, les propos du président Bill Clinton à l'égard de la crise irakienne. « Je suis reconnaissant au président Clinton pour sa décision courageuse et difficile, qui est une victoire de la diplomatie et de la détermination ». Cette opinion était largement partagée

aux Nations unies. La décision du président Clinton de ne pas recourir à la force contre l'Irak, estime un diplomate occidental de haut rang, montre que le président américain « s'est rallié à l'idée que le maintien des experts du désarmement en Irak est le meilleur moyen de surveiller ce pays. Tout s'est cristallisé autour de ce constat ».

Toutefois, nul n'a le sentiment à l'ONU que le risque d'un recours à la force est totalement écarté. Désormais, chaque mot et chaque geste du gouvernement irakien seront surveillés de très près. Il ne faudra pas attendre longtemps pour tester l'Irak. Selon Richard But-

ler, le président de la commission chargée de désarmer le pays (Unscorm), les inspecteurs de l'ONU devaient être de retour à Bagdad mardi 17 novembre et pourront reprendre leur travail dès mercredi. Si, disent les diplomates, l'Irak « prend la décision suicidaire » d'empêcher l'Unscorm d'effectuer « librement et inconditionnellement » son travail, « les Américains ne chercheront plus l'avis de l'ONU et recourront à la force sans hésitation aucune ».

Pour l'heure, les pays membres du Conseil ont décidé d'accorder à Bagdad le bénéfice du doute. Ainsi, dans une déclaration à la presse di-

manche, le Conseil a « pris note » du fait que l'Irak a décidé « clairement et inconditionnellement, de coopérer avec l'Unscorm et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) », et que « cette décision constitue une abrogation des décisions du 5 août et du 31 octobre ». Il a aussi exprimé « sa profonde gratitude au secrétaire général pour ses efforts » et estimé que sa « confiance dans les intentions de l'Irak a besoin d'être confortée par une coopération entière, inconditionnelle et soutenue avec l'Unscorm ». Le Conseil a réaffirmé son intention de « procéder à un examen global » des relations de l'Irak avec l'ONU.

Les craintes de certaines délégations de voir les Etats-Unis exiger une résolution réitérant la menace de recours à la force, si la coopération de l'Irak laisse à désirer, se sont révélées injustifiées. Toutefois, les tentatives de la France et de la Russie d'inscrire une phrase soulignant le fait que l'Unscorm demeure « un organe subsidiaire » du Conseil de sécurité ont été rejetées par Washington. Certaines délégations arabes ont exprimé leurs craintes que M. Butler « soit tenté de créer des incidents » en procédant à des inspections « provocantes ». M. Butler, pour sa part, interrogé par des chaînes de télévision américaines, a accusé les Irakiens de « mentir » sur leurs armes de destruction massive. Si le scénario prévu par le Conseil de sécurité se déroule normalement, M. Annan devrait, une fois que l'Unscorm aura repris ses activités, présenter un rapport au Conseil confirmant la coopération irakienne. Le Conseil procéderait alors

à « l'examen global » qui, espèrent les Irakiens, mènera à la levée de l'embargo pétrolier.

## Le Conseil a réaffirmé son intention de « procéder à un examen global » des relations avec l'Irak

Dans les couloirs de l'ONU, les débats tournaient dimanche autour de la volonté des Etats-Unis de changer le régime en Irak. C'est un « agenda américain », disaient publiquement les diplomates, mais, en privé, ils faisaient remarquer que si Washington réussissait, « il serait applaudi par la communauté internationale dans son ensemble ». D'autres n'excluaient pas que l'objectif de M. Clinton soit « de préparer l'opinion américaine à la levée éventuelle des sanctions économiques qui ont été un échec absolu », en faisant la distinction entre le régime et la population civile en Irak. La pleine coopération de l'Irak sur le désarmement rendrait en tout cas « interable » le maintien indéfini des sanctions.

Par ailleurs, le chef du programme humanitaire de l'Irak, a annoncé que les 150 observateurs de l'ONU regagneraient Bagdad lundi.

A. B. P.



Les premières demandes s'apparentaient à...

Deux jours de tensions...

Les questions à...

DU 16 NOVEMBRE AU 31 DECEMBRE 1998

**Les Prix En Fête!**  
TOSHIBA

Il faut les voir pour y croire!

**PORTÉGÉ 7010CT**  
+ station CD NetDock : la plate-forme Multimédia PII 300, la plus complète, la plus avancée.

Processeur Intel® Pentium® II 300 MHz  
32 Mo + DD 4,1 Go  
Ecran TFT 12"1 - 1,8 Kg  
2,3 à 2,8 cm d'épaisseur (hors station).

Station CD NetDock :  
CD ROM 24X - Ethernet  
Wake on LAN - USB

Prix En Fête! **24 490 F HT**  
29 995 F TTC

TOSHIBA

Téléphone Infos au 01 47 28 28 29

Handwritten Arabic text: "مكتبة المثلث"



مكتبة من العراق



### Les premières demandes irakiennes s'apparentaient à des conditions

DANS L'ANNEXE à la lettre qu'il avait adressée, samedi 14 novembre, au secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, le vice-premier ministre irakien, Tarek Aziz, demandait un calendrier pour la levée des sanctions et des assurances en ce sens, qui seraient « directement communiquées à la direction habilitée à Bagdad par le biais du secrétaire général, ou par une délégation du Conseil ». Qu'il s'agisse d'une simple maladresse, ou d'une volonté délibérée de maintenir une ambiguïté, ces demandes quasi-comminatoires semblaient en contradiction avec l'annonce par Bagdad de la reprise inconditionnelle de sa coopération avec la

point de vue... M. Aziz demandait en effet dans une « annexe » à son premier courrier que « le réexamen [des sanctions par le Conseil de sécurité] soit effectué dans un délai très bref (sept jours par exemple) après la reprise du travail de l'Unscocom. En termes diplomatiques, il souhaitait que « le Conseil de sécurité soit prêt à appliquer le paragraphe 22 si la satisfaction des exigences de la section C de la résolution 687 du Conseil de sécurité est établie ». Si le Conseil estime que le travail doit se poursuivre, ajoutait M. Aziz, une courte période doit être fixée à cet effet, et pendant ce temps, le Conseil doit adopter « des mesures pour la levée ou la réduction des sanctions, proportionnellement à la partie des exigences du paragraphe 22 qui a été satisfaite ». Bagdad demandait enfin que soit respectée l'interprétation juridique de la « section C » et qu'aucun Etat n'y ajoute des conditions additionnelles - une allusion aux Etats-Unis qui exigent, entre autres, que l'Irak respecte les droits de l'homme et clarifie l'affaire des prisonniers koweïtiens avant toute levée des sanctions.

La « section C » de la résolution 687 de l'ONU dispose essentiellement que l'Irak « doit accepter inconditionnellement que soient détruits, enlevés ou neutralisés, sous supervision internationale, toutes les armes chimiques et biologiques et tous les stocks d'agents, ainsi que tous les sous-systèmes et composants et toutes les installations de recherche-développement, d'appui et de production dans ces domaines, tous les missiles balistiques d'une portée supérieure à 150 kilomètres, ainsi que tous les principaux composants et les installations de réparation et de production ». L'Unscocom est chargée de « détruire, enlever ou neutraliser » tous ces produits. Bagdad doit aussi se conformer strictement au traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en répondant à toutes les exigences en la matière de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Quant au paragraphe 22 de la même résolution, il prévoit que, dès que l'Irak aura satisfait toutes les conditions pré-citées, « les interdictions énoncées dans la résolution 661 [de 1990] touchant à l'importation de produits de base et de marchandises d'origine irakienne et les transactions financières connexes seront levées ».

M. Aziz demandait, par ailleurs, que le Conseil de sécurité examine sérieusement et dans les plus brefs

délais la question de la composition de l'Unscocom. Il lâchait ainsi quelque peu de lest sur les sempiternelles exigences de l'Irak concernant la commission, ne réclamant plus explicitement la révocation de son chef, Richard Butler, le rééquilibrage des personnels, le transfert du quartier général de New York à Genève ou Vienne et la mise sur pied d'un bureau exécutif de l'Unscocom dépendant du Conseil de sécurité.

M. Na.

## La population de Bagdad n'a pas cru à la guerre pour cette fois

BAGDAD de notre envoyé spécial. Certains mots sont devenus routine à Bagdad - bombardements, frappes militaires, menaces aériennes - et désolent la lassitude l'emporte souvent sur la peur. « Je n'ai pas réellement cru que cela allait arriver », confiait après coup, dimanche 15 novembre, une habitante du quartier de Karada, ignorant que l'annonce par l'Irak de la reprise inconditionnelle des inspections de l'Unscocom avait stoppé dans leur vol les bombardiers américains. « Il n'y a pas eu de panique, poursuivait-elle, les gens avaient peur mais ils ont continué leurs affaires comme d'habitude. Les commerçants ont augmenté leurs prix en pensant que les clients allaient stocker leurs produits. Mais personne n'a fait de provisions. A cause du sentiment de fatalité, aussi pour des questions d'argent, et puis tout simplement parce que c'est prendre un risque, avec toutes ces pannes d'électricité. En février, lors de la dernière crise, certains avaient dû jeter des aliments périssables qui s'étaient abîmés ».

La routine, à Bagdad, a aussi son rythme, et celui de la rue n'a que peu de rapport avec l'excitation des ambassades et du centre de presse pris d'assaut par les médias étrangers. Alors que la crise rebondissait dimanche après les

réactions négatives des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne au revirement des autorités de Bagdad, les irakiens sont restés dans leur grande majorité sur l'impression favorable laissée la veille par la lettre adressée au secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, par le vice-premier ministre irakien, Tarek Aziz. L'agence de presse irakienne, INA, avait annoncé samedi soir le retour des personnels des agences de l'ONU évacués sur Amman.

#### METHODES DE GANGSTER I

Pris au piège du conflit qui oppose leur gouvernement et les Etats-Unis, les irakiens sont restés dans leur monde fait de précarité et de besoins alimentaires sans connaître le détail des péripéties de ces derniers jours. « Il y a eu des pressions des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne sur ceux de leurs ressortissants qui mettent en œuvre la résolution de l'ONU « pétrole contre nourriture », afin qu'ils quittent l'Irak. Ce sont des méthodes de gangster ! », émettait dimanche un cadre onusien. « Depuis deux jours, c'est-à-dire depuis le départ de la compagnie Lloyd's, qui assure le contrôle des cargaisons de vivres et de médicaments arrivant à Bagdad, et qui permet donc aux sociétés d'être payées, l'acheminement des produits alimentaires est coupé, alors que dans

le même temps, les livraisons de pétrole continuent », a indiqué Eric Felt, porte-parole du programme humanitaire de l'ONU. « En février, e-t-il ajouté, il n'y avait pas eu la moindre interruption. Il n'y a heureusement pas de péril à court terme : la distribution des rations alimentaires à la population pour le mois de novembre est en cours, et les stocks représentent actuellement vingt-trois jours de consommation du pays pour le blé et douze jours en ce qui concerne le riz ».

A Bagdad, pourtant, beaucoup craignent une nouvelle escalade qui serait, cette fois-ci, sans appel. « Les Américains veulent nous détruire, ils recommenceront », assure Hassan, qui patiente au guichet d'une banque dans une rue commerçante de la capitale. « On dit aujourd'hui qu'il n'y a plus de problème. Demain, ce sont eux [les Américains] qui diront : Voilà, avec deux bombes il n'y aura plus de problème. » Dans les jours qui viennent, les personnels des agences onusiennes en charge du programme humanitaire et ceux chargés du désarmement du pays vont rentrer. Les seconds sont redoutés car l'on s'attend déjà, dans la rue comme dans les ambassades, à de nouveaux coups d'éclat.

Gilles Paris

### Deux jours de tension

- Dans la nuit du vendredi 13 au samedi 14 novembre, Kofi Annan, dans une lettre, « exhorte » Bagdad à revenir sur sa décision et à coopérer avec l'Unscocom.
- Samedi, alors que les appareils américains font route vers l'Irak, le vice-premier ministre irakien, Tarek Aziz, annonce dans sa lettre-réponse que l'Irak a « décidé de reprendre sa coopération avec l'Unscocom et l'Agence internationale de l'énergie atomique et de les autoriser à mener leurs activités habituelles, conformément aux résolutions » de l'ONU. Une annexe à cette lettre énumère des demandes irakiennes. La lettre est bien accueillie par la communauté internationale.
- Le président Clinton juge la réponse irakienne « inacceptable ».
- Dimanche, l'Irak précise que l'annexe vise uniquement à exposer ses vues et que la reprise de la coopération avec l'Unscocom est « inconditionnelle ».
- Bill Clinton juge la réponse irakienne recevable.

commission spéciale chargée de désamirer l'Irak (Unscocom). Les Etats-Unis étaient donc fondés à refuser l'offre irakienne, l'assimilant à une litanie de conditions. « C'est le monde à l'envers », déclarait Sandy Berger, le conseiller du président Bill Clinton pour la sécurité nationale. Ce qui a obligé Bagdad à préciser, dans une autre lettre, transmise dimanche par l'ambassadeur irakien à l'ONU, Nizar Hamdoun, qu'il ne s'agissait que d'un simple

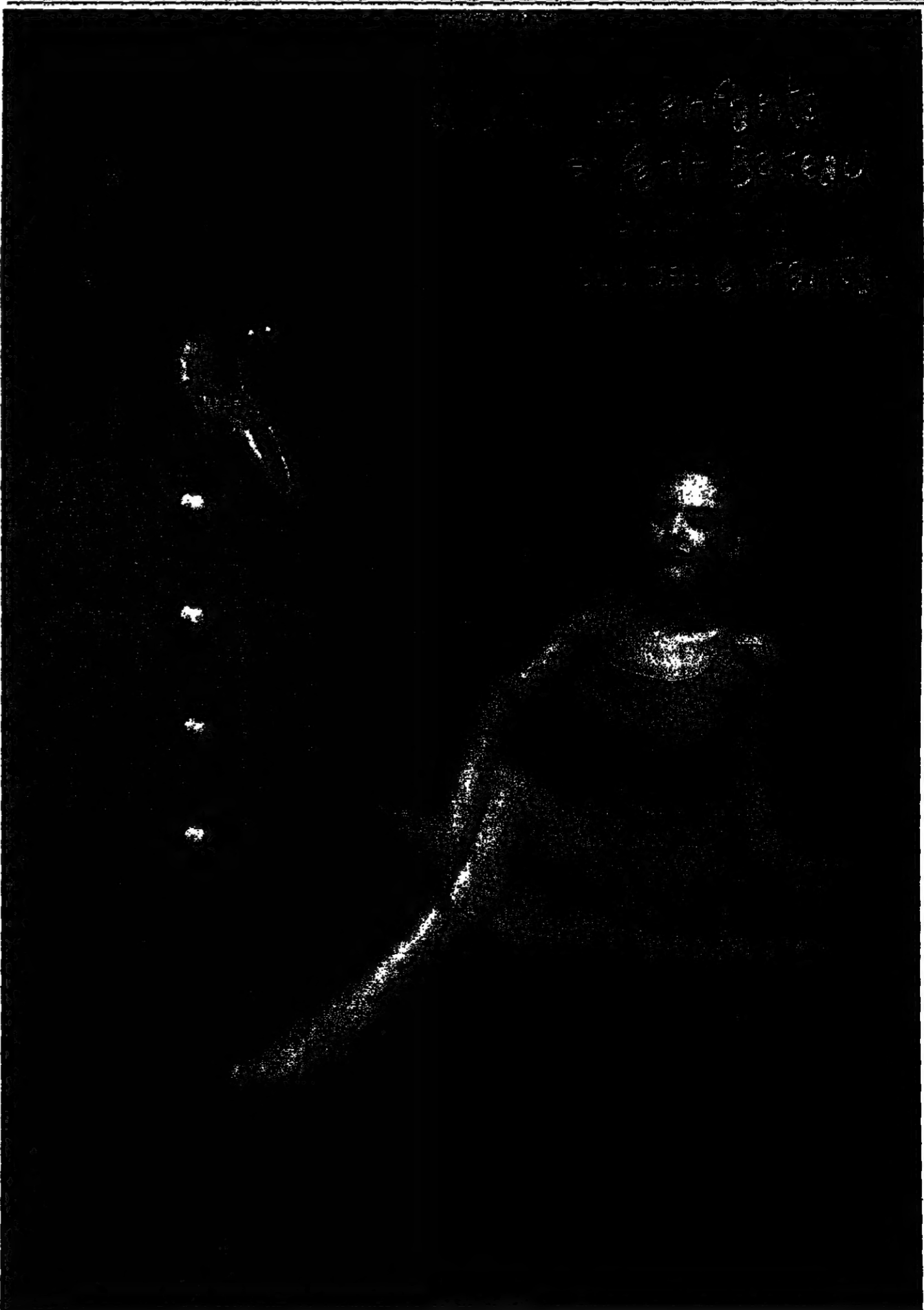
### TROIS QUESTIONS A... NIZAR HAMDOUN

1 En tant qu'ambassadeur de l'Irak auprès des Nations unies, pensez-vous, après les déclarations du président Clinton, que l'objectif de Washington soit un changement de régime dans votre pays ?  
Ce n'est pas la première fois que l'on entend de tels propos depuis Washington. Les Américains ont même pris des mesures concrètes, afin de déstabiliser le gouvernement irakien. Ce qui est nouveau, c'est que cela soit dit par le président lui-même. J'espère que ces propos étaient à usage interne. Si cela n'était pas le cas, ce que dit le président Clinton discrédite la politique américaine en Irak et prouve bien que leur but n'est pas le désarmement de ce pays ni l'application des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. L'Irak a déjà condamné cette parole de la déclaration du président Clinton comme une ingérence inacceptable dans ses affaires intérieures.

2 Peut-on s'attendre que les inspecteurs de l'Unscocom - la commission de l'ONU chargée du désarmement de l'Irak - soient désormais autorisés à se rendre où ils veulent, quand ils veulent ?  
Ils ont le droit de retourner en Irak, mais il faut aussi qu'ils soient liés par les résolutions du Conseil et les accords signés avec l'Irak. Je dois ajouter que ces résolutions ont deux parties : l'une exige la coopération de l'Irak avec le Conseil et son organe subsidiaire, l'Unscocom, mais la deuxième partie stipule clairement qu'en cas de coopération les sanctions seront levées.

3 La menace d'une opération militaire pose-t-elle encore sur l'Irak ?  
Vous me posez une question difficile, ce n'est pas l'Irak ni d'ailleurs quatorze des quinze pays membres du Conseil qui ont le droit sur la gâchette. La réponse relève de Washington. Mais je n'ai pas le sentiment que le danger soit écarté.

Propos recueillis par Afané Bassir Pour



nsion reste vive

Blair s'indigne jusqu'au bout

activités des mercredi



## Le pouvoir indonésien est à nouveau tenté de se durcir face à la « subversion »

Treize morts et des dizaines de blessés à Djakarta

L'Indonésie est sous le choc de la nouvelle flambée de violence qui s'est produite en fin de semaine dernière. La répression a occulté les ten-

tatives modestes de libéralisation politique entreprises par le régime post-Suharto et a ressuscité les étudiants et la population. Le pouvoir

est accusé d'« insensibilité » pour des décisions qui ont jeté de l'huile sur le feu face aux man-

ifestations. Le gouvernement, qui entendait renforcer son assise avec des lois libérales, sort de l'épreuve affaibli. Votés dans un bâtiment transformé en forteresse, les « décrets » de l'Assemblée consultative du peuple (MPR) n'ont pas convaincu les étudiants.

L'indéniable progrès que cette législation représente a été occulté par la violence des affrontements entre étudiants et soldats. Le pouvoir se retrouve donc sur la défensive, plusieurs voix s'élevaient pour réclamer la démission de B.J. Habibie et, surtout, celle de son commandant en chef et ministre de la défense, le général Wiranto.

« ARROGANCE NUE »  
« Nous condamnons avec force la violence qui a tué les enfants de la nation. Nous déplorons les actions de l'appareil de sécurité, qui a été au-delà de ses responsabilités en tant que combattant et défenseur de la population », a déclaré, samedi, Megawati Sukarnoputri, l'une des figures les plus populaires d'Indonésie. Des opposants reprochent non seulement aux forces de l'ordre d'avoir tiré, même des balles en caoutchouc, sur des manifestants, mais également des décisions qui ont sans doute contribué à jeter de l'huile sur le feu. Pourquoi avoir fait appel à des dizaines de milliers de militaires civils, fatalement indisposés, et dont la présence a exacerbé déjà pris l'allure d'une vaste campagne de déploiement de trente mille hommes de troupe appuyés par leurs blindés. Pourquoi aucune délégation étudiante n'a-t-elle été

reçue par les parlementaires en session ? Le président Habibie a réagi en annonçant, samedi à la télévision, qu'il avait ordonné au général Wiranto d'afficher une grande fermeté, car « le mouvement contre le gouvernement met en danger l'unité nationale ». « Insensibilité », a jugé, lundi, le Jakarta Post dans un éditorial consacré à l'« arrogance nue » du pouvoir. Si le général Wiranto a annoncé une enquête sur les tirs d'armes automatiques, la police a déjà interrogé, de son côté, plusieurs personnes, qui ont réclamé le renvoi du patron des forces armées. Dans les coulisses du pouvoir, on fêlait donc de nouveau avec les accusations de « tentative de déstabilisation » et de « subversion », familières sous le précédent régime.

L'un des résultats de la piètre gestion de la situation, la semaine dernière, a été de ressouder public et étudiants. Samedi, des manifestations antigouvernementales ont eu lieu dans plusieurs grandes villes de l'archipel, tandis qu'à Djakarta les funérailles des étudiants tués ont rassemblé des milliers de gens. La colère est évidente et la crédibilité des autorités est en cause. Mais la peur du vide contribue, même au sein de l'opposition, à expliquer une certaine retenue. Si Amien Rais, populaire leader musulman, a réclaté la « démission immédiate » de Wiranto, d'autres se demandent comment gérer une situation qui oscille entre le faux plat et la vraie tempête. Les points, en tout cas, ne sont pas rompus. Amien Rais a déclaré qu'il s'était entretenu samedi soir avec Habibie, lequel a reçu, dimanche, des membres de la

Commission nationale des droits de l'homme. Sortant de son silence, Suharto, qui réside dans la capitale et dont les étudiants demandent la traduction en justice, a reproché au gouvernement « de ne pas avoir écouté les étudiants et de ne pas avoir traité avec respect ». « La raison de ma démission a été, en priorité, d'éviter un bain de sang. Pourquoi cela doit-il se produire maintenant ? », a-t-il ajouté, selon son demi-frère, Probosutedjo, dont les propos ont été diffusés par l'agence officielle Antara. Votée vendredi par le MPR, la réouverture d'une enquête sur la fortune de l'ancien président devra, entre-temps, s'accommoder du fait que le gouvernement a affirmé dimanche n'avoir repéré, au cours d'une enquête après des soixante-douze banques, que l'équivalent de moins de 3 millions de dollars dans les comptes de Suharto.

Les pillages sporadiques de samedi ont débordé sur le quartier chinois, dont les vitrines éventrées et les bâtiments brûlés en mai dernier n'ont toujours pas été réparés ou restaurés, ce qui souligne déjà un manque de confiance. « Comment pouvez-vous parler de reconstruction économique quand vous ne disposez même pas d'un gouvernement légitime ? », s'est exclamé Sjahrir, directeur de l'Institut indonésien de recherches économiques et financières. « Nous voulons un gouvernement qui s'interessa à notre sort. S'il ne veut pas le faire, nous marcherons de nouveau », résumait, plus prosaïquement, Early, étudiante en droit à Atma Jaya.

Jean-Claude Pomonti

## Les victimes du ferry « Estonia » pourraient être remontées

La recommandation du comité d'experts intervient quatre ans après le drame et embarrasse le gouvernement suédois

STOCKHOLM

de notre correspondant

Chaque jour, Sara Svensson passe au cimetière déposer un bouquet de fleurs au pied d'une pierre tombale. Mais il n'y a que de la terre sous le granite. Le corps de son mari, Lef, est allé, quelque part au fond de la mer Baltique. Pasteur suédois, il revenait de Tallinn lorsque, dans la nuit du 27 au 28 septembre 1994, le ferry Estonia qui le transportait vers Stockholm coula avec 988 autres personnes à bord. Seules 137 d'entre elles survécurent à cette catastrophe maritime, la plus grave survenue ce siècle en Europe. Depuis, Sara Svensson réclame en vain la dépouille de son mari. Or, depuis le jeudi 12 novembre, elle a retrouvé espoir. Plus de quatre ans après le drame, un comité d'experts nommé par le gouvernement suédois a recommandé de remonter « autant de corps que possible » à la surface. Un nouvel épisode d'une affaire qui, après avoir traumatisé le royaume, tourne au fiasco pour les autorités.

Sur les 852 cadavres de victimes, 757 se trouvent encore à l'intérieur ou à proximité de l'Estonia, qui gît sur son flanc droit par quelque 80 mètres de fond. Dans l'immense émotion des premiers jours après le naufrage, le gouvernement de Stockholm promit aux proches des plus de 500 Suédois disparus qu'on leur restituerait les corps. Promesse non tenue : sur recommandation d'un « conseil éthique », le premier ministre d'alors, Ingvar Carlsson, choisit de transformer le navire de la compagnie suédo-estonienne Estline en une sépulture sous-marine. Motif : étant donné qu'il est techniquement impossible d'accéder à tous les cadavres, il serait plus juste de n'en remonter aucun.

Afin d'éviter les pillages ou les initiatives de parents prêts à tout pour retrouver leurs morts, le fût décidé de recouvrir le bateau long de 135 mètres d'une chappe de béton. Une décision qui n'alla jamais au-delà des préparatifs. Non seulement parce qu'elle suscitait la colère d'une majorité des proches des victimes. Mais aussi et surtout pour ne pas entraver d'éventuels suppléments d'enquête dans le

HONDURAS, NOVEMBRE 98

### Aidons-les à reconstruire leur vie dévastée



Dès les premières heures, CARE, présent au Honduras depuis des années, a agi pour distribuer une aide d'urgence (médicaments, nourriture, couvertures, abris, savons, ustensiles de cuisine etc.) aux enfants et aux familles victimes du cyclone Mitch.

Mais il faut agir vite, car les besoins sont immenses !

Nous avons besoin de votre soutien. Envoyez vos dons à CARE France, CCP 811 M PARIS 40 rue de Paradis, 75010 Paris, Tél. 01 45 23 22 55.

Un reçu fiscal vous sera retourné dès réception de votre don. Vos dons seront consacrés à l'aide d'urgence au Honduras pour des produits et équipements de première nécessité dans les régions les plus affectées du pays.

**CARE**

France  
Association humanitaire agréée  
par la Fondation de France

Antoine Jacob

## La crise financière ralentit la progression du libre-échange en Asie

DJAKARTA

de notre envoyé spécial

Imposer le libre-échange dans une zone en pleine récession n'est pas une mince affaire. Le sixième sommet de la Coopération économique de l'Asie-Pacifique (APEC), qui s'ouvre mardi 17 novembre à Kuala Lumpur en présence des chefs d'Etat des 21 pays membres - mais en l'absence de Bill Clinton, représenté par le vice-président Al Gore -, s'annonce comme la réunion la plus éprouvante du jeune forum regroupant tous les pays riverains du Pacifique. A la volonté américaine de louer le long terme en poursuivant la libéralisation du commerce international s'opposent les préoccupations plus immédiates d'économies asiatiques aux prises avec leur plus grave crise depuis une douzaine d'années.

En 1994, quand l'Asie orientale affichait une santé étonnante en dépit des premiers ratés de la locomotive japonaise, l'APEC avait annoncé que la région deviendrait une zone de libre-échange en 2010, pour ses économies les plus avancées, et dix années plus tard pour celles qui l'ont qualifiées alors d'« émergentes ». C'était à Bogor, en Indonésie, à l'instigation du président Suharto, doyen politique de la région. Washington avait, dans la foulée, poussé ses pions et obtenu, en décembre 1996, à l'occasion de la première conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Singapour, la libéralisation des technologies de l'information.

PIED DE NEZ A LA LIBERALISATION  
Quatre années plus tard, Suharto n'est plus là et son pays est le plus affecté par quinze mois de crise. La communauté internationale a accordé, dans le cadre de plans d'austérité négociés par le FMI, quelque 120 milliards de dollars à trois économies sinistrées (environ 670 milliards de francs) : Corée du Sud, Indonésie et Thaïlande. Quant à l'hôte du sommet, la Malaisie, elle vient de faire un pied de nez à la libéralisation du commerce international en instaurant, le 1<sup>er</sup> septembre, un contrôle des changes et des mouvements de capitaux. Dimanche 15 novembre, le premier ministre malaisien, le Dr Mahathir, sans rejeter la globalisation, a demandé aux principaux pays indus-

trialisés d'« accorder aux petits et aux faibles le temps et la latitude de préparer des ajustements et d'y procéder ».

A Kuala Lumpur, ainsi que l'a souligné la conférence des ministres des finances de l'APEC, samedi et dimanche, les sujets de contentieux sont lourds. Les Etats-Unis et le Canada tenaient, par exemple, à l'application d'une résolution prise à Vancouver voilà un an : la « libéralisation sectorielle

estimer faire leur part de sacrifice en tolérant un déficit commercial gigantesque avec l'Asie (en augmentation de 38 % au premier semestre 1998), ont leur idée sur la destination de l'argent nippon. Comme la dette extérieure asiatique est essentiellement privée, Washington met au point un plan, selon l'Asian Wall Street Journal, pour restructurer les dettes de banques et d'entreprises en faillite. Tokyo, qui trouve le procédé trop commode et dont les banques sont les plus exposées en Asie, n'est prêt qu'à négocier des réajustements des dettes déjà existantes et de proposer de nouvelles lignes de crédits. Selon le plan pré-tête des Américains, les pays asiatiques en difficulté émettraient des obligations d'Etat garanties en partie par le Japon et d'autres pays, les intérêts étant garantis par la Banque mondiale et d'autres institutions internationales.

Les participants asiatiques sont beaucoup plus préoccupés par la résolution de la crise que par la libéralisation du commerce mondial. Alors que Washington réitère son soutien à l'austérité appliquée par le FMI, Mahathir Mohamad a son propre agenda sur lequel figurent, en bonne place, la réglementation des marchés internationaux, le contrôle des agences de notation et la protection des monnaies. Le premier ministre malaisien a même pris l'initiative d'organiser des débats sur le système multilatéral du commerce, le commerce de l'électronique, les infrastructures de développement et le développement des qualifications liées aux transferts de technologie.

Avec le soutien de la Chine, de l'Indonésie et même du Japon, la Malaisie souhaite que la priorité soit accordée à la discussion de mesures susceptibles d'aider les économies asiatiques à mieux encaisser de futurs chocs monétaires. Des réserves croissantes à l'égard de la liberté des marchés ont pu être mesurées en août quand Hongkong a dépensé quelque 15 milliards de dollars pour soutenir sa Bourse.

Attendant avec un vif intérêt l'allocution du président chinois, Jiang Zemin, les dirigeants de la région sont, d'un autre côté, beaucoup plus préoccupés par une éventuelle

volontaire et anticipée », dès 1999, de neuf secteurs qui représentent un volume commercial de 1500 milliards de dollars. Les Japonais se rebiffent à propos de deux secteurs, la pêche et les forêts. Certains de leurs partenaires asiatiques, auxquels Tokyo a promis une enveloppe de 30 milliards de dollars en octobre, ne souhaitent pas les bousculer.

Le Japon a été accusé de ne pas en faire assez pour sortir ses voisins de la crise. Les Etats-Unis, qui

### La France annule les dettes des touchés par le cyclone Mitch

### Première visite à Moscou du chancelier Gerhard Schröder

### Le nouveau gouverneur d'Okina est favorable au maintien d'une base militaire américaine

### Rapatrier les corps peut contribuer à « réconcilier les parents des victimes avec la société »

### La France annule les dettes des touchés par le cyclone Mitch

### Le nouveau gouverneur d'Okina est favorable au maintien d'une base militaire américaine

### Six religieux assassinés au Congo-Brazzaville

مكتبة علم



## La France annule les dettes des pays touchés par le cyclone Mitch

GUATEMALA CITY. « La communauté internationale doit se mobiliser davantage et mener une action de solidarité exemplaire pour sauver ce qui peut l'être, reconstruire ce qui est détruit, rebâtir les économies, redonner l'espoir et la confiance », a déclaré Jacques Chirac dimanche, après avoir survolé en compagnie du président du Guatemala Alvaro Arzu la zone de Puerto Barrios, qui a été touchée par le cyclone Mitch. Le président français a proposé la tenue d'une conférence internationale pour la reconstruction de l'Amérique centrale. Cette conférence devrait se tenir « dans un délai d'un mois » et être présidée par la Banque mondiale, avec le concours du Fonds monétaire international et de la Banque interaméricaine de développement. Le succès d'un tel programme de reconstruction passe « par l'allègement du fardeau de la dette des pays affectés par l'ouragan Mitch », a estimé M. Chirac, annonçant que la France a décidé d'annuler « la totalité de ses créances au titre de l'aide publique au développement », au bénéfice des quatre pays touchés : le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et le Salvador (voir *Le Monde* du 11 novembre). - (Corresp.)

## Première visite à Moscou du chancelier Gerhard Schröder

BONN. Gerhard Schröder s'est rendu à Moscou, lundi 16 novembre, pour une visite de deux jours, sa première visite en Russie en tant que chancelier. Le chancelier allemand est déterminé à « mettre fin à la politique de la sauna », selon les termes employés par une source gouvernementale allemande. Cette formule fait allusion aux liens étroits qui unissaient Helmut Kohl à Boris Eltsine, dont une des entrevues s'était déroulée dans un bain de vapeur. Gerhard Schröder a fait savoir qu'il verrait de nombreux hommes politiques russes. Outre Boris Eltsine, dont le mandat prendra fin en l'an 2000, et le premier ministre russe, Evgueni Primakov, il devrait rencontrer les principaux candidats à la succession du maître du Kremlin. Parmi eux se trouvent Alexandre Lebed, gouverneur de la région sibérienne de Krasnoïarsk, et Guennadi Ziouganov, chef du Parti communiste de la Fédération de Russie.

## Le nouveau gouverneur d'Okinawa est favorable au maintien d'une base militaire américaine

TOKYO. La victoire de Keïchi Inamine, qui l'a emporté dimanche 15 novembre sur le gouverneur d'Okinawa sortant, Masahide Ota, a été accueillie avec soulagement à Tokyo et à Washington. Homme d'affaires, soutenu par le Parti libéral-démocrate au pouvoir à Tokyo (PLD), M. Inamine est favorable au maintien des bases américaines dans l'archipel qui s'étend sur 1 000 kilomètres entre Kyushu et Taiwan. Depuis 1995, M. Ota, qui briguait un troisième mandat, était en opposition ouverte avec Tokyo sur la question de la relocation hors de la préfecture de la base aérienne de Futenma. Les habitants d'Okinawa, dont le revenu par tête est le plus faible et le taux de chômage le plus élevé du Japon, ont fait passer leurs espoirs d'amélioration de la situation économique devant leur combat contre la présence américaine. Ne représentant que 0,6 % du territoire national, Okinawa accueille les deux tiers des bases américaines au Japon (17 000 hommes). - (Corresp.)

### DÉPÊCHES

■ ALLEMAGNE : le chancelier Gerhard Schröder a nommé Klaus Gretschmann « sherpa » pour les affaires économiques et financières internationales. Professeur d'université à Aix-la-Chapelle, Klaus Gretschmann aura notamment à préparer les sommets du G7 et sera en poste à la chancellerie fédérale. Cette nomination est interprétée comme un désaveu de Helner Flassbeck, secrétaire d'Etat aux finances et proche d'Oskar Lafontaine, qui aurait dû normalement occuper ce poste selon les traditions administratives bonnoises. Le nouveau « sherpa » n'est pas favorable, selon la *Süddeutsche Zeitung*, aux idées de « zones-cibles » permettant de mieux encadrer les parités de l'euro, du dollar et du yen.

■ Le jeune délinquant turc « Mehmet » a finalement été expulsé de Munich vers la Turquie samedi 14 novembre. Né en Allemagne mais de nationalité turque en vertu du droit du sang jusqu'ici en vigueur outre-Rhin, ce jeune a commis une soixantaine de délits qui lui ont valu d'être condamné à un an de prison avant de faire l'objet d'un arrêté d'expulsion de la part du ministère de l'Intérieur de Bavière. Cette expulsion vers la Turquie a été critiquée par la gauche allemande, qui y voit la preuve du mauvais fonctionnement du droit de la nationalité allemande. Celui-ci va être profondément réformé au cours des prochains mois, la coalition SPD-Verts au pouvoir ayant décidé d'introduire des éléments de « droit du sol » dans la législation allemande.

■ MAURITANIE : le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM) ont annoncé dimanche 15 novembre, à Nouakchott, que les négociations avec la Mauritanie ont débouché sur un « accord total ». Ces négociations étaient cruciales pour l'éligibilité de ce pays à une réduction (mais pas avant 2001) de sa dette dans le cadre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés. - (AFP)

■ ALGÉRIE : le quotidien *Le Matin* a reparu dimanche 15 novembre après une suspension de vingt-sept jours, due officiellement à un litige commercial avec les imprimeries de l'Etat mais que ses responsables attribuent à des motifs politiques. Le journal de langue française est réapparu dans les kiosques après avoir eu recours à une nouvelle imprimerie privée. Des sept journaux qui avaient cessé de paraître il y a près d'un mois, seuls *Le Soir d'Algérie* et *La Tribune* ne sont toujours pas revenus en kiosque (lire analyse page 17). - (AFP)

## Six religieux assassinés au Congo-Brazzaville

BRAZZAVILLE. Treize personnes, parmi lesquelles figurent cinq pasteurs, un prêtre, cinq notables et un militaire, ont été assassinées, samedi 14 novembre, au Congo-Brazzaville alors qu'ils participaient à une mission de médiation, a rapporté dimanche Radio France internationale (RFI). Un porte-parole du gouvernement congolais a imputé la responsabilité de leur mort aux partisans de l'opposant en exil Bernard Kolelas, dernier premier ministre du président Pascal Lissouba, chassé du pouvoir par les armes par le général Denis Sassou Nguesso. Selon RFI, les six religieux et leurs compagnons ont été tués de sang froid à Mindouli, à quelque 150 kilomètres à l'ouest de Brazzaville. Ils s'appretaient à rencontrer des rebelles pour tenter une mission de médiation lorsque des miliciens Ninjas fidèles à M. Kolelas ont ouvert le feu sans sommation. Une opération de représailles aussitôt menée par l'armée congolaise - composée essentiellement de partisans du général Sassou Nguesso - a fait une vingtaine de morts parmi les rebelles du Pool, la région d'où est originaire M. Kolelas.

## La Roumanie est en proie au mécontentement social en l'absence de réformes économiques

Le président Constantinescu annonce une période d'austérité

Affichant de piètres résultats macroéconomiques, la Roumanie peine à réaliser sa transition vers le marché. Les entreprises d'Etat tra-

vailent à perte, l'économie parallèle prospère, l'inflation est estimée à 45 % pour 1998, et la population affiche son mécontentement. Depuis l'automne, Bucarest est le théâtre de manifestations d'enseignants, de camionneurs, d'étudiants, las de devoir « se serrer la ceinture ».

### BUCAREST

correspondance  
Ces derniers jours, la place de la Victoire, à Bucarest, n'avait rien qui pouvait lui valoir son appellation. Figés devant le siège du gouvernement roumain - accroupis près des égouts pour se réchauffer ou entassés dans leurs camions -, quelques centaines de chauffeurs grelottants attendaient le résultat des négociations menées par l'Union des syndicats de camionneurs et de transporteurs de Roumanie. Récemment, la même place avait débordé de quelques milliers d'étudiants de Bucarest et de la province, venus, eux aussi, négocier avec le premier ministre, Radu Vasile, une vingtaine de revendications. Quatorze centres universitaires sont embrasés par ce mouvement de grève estudiantine. Un sentiment d'urgence semble s'installer dans la capitale roumaine.

« Nous sommes là parce que nous en avons assez de nous serrer la ceinture », s'insurge un camionneur. « On nous parle de réformes tous les jours, intervient un chauffeur de taxi, mais on nous fait payer plus de taxes. C'est le bakchich qui gouverne ce pays. » La colère et le désespoir semblent s'emparer de bon nombre de Roumains, qui n'arrivent plus à joindre les deux bouts. Dans un appel pathétique, le président chrétien-démocrate, Emil Constantinescu, leur a annoncé une nouvelle période d'austérité. Après avoir présidé une réunion du gouvernement - une première, depuis son élection en novembre 1996 -, le président a officiellement admis l'évidence : « La Roumanie est en crise ».

FRASQUES POLITIQUES  
La sonnette d'alarme tirée au sujet de la Roumanie dans le rapport de la Commission européenne sur les onze pays candidats à l'intégration européenne, rendu public le 4 novembre, a été entendue à Bucarest. Le pays a accumulé trop de retard dans la mise en place des structures de l'économie de marché. Les frasques politiques qui ont déchiré, cette année, la coalition des chrétiens-démocrates et des sociaux-démocrates dirigée par le président du Sénat, Petre Roman, ont fini par bloquer la réforme économique.

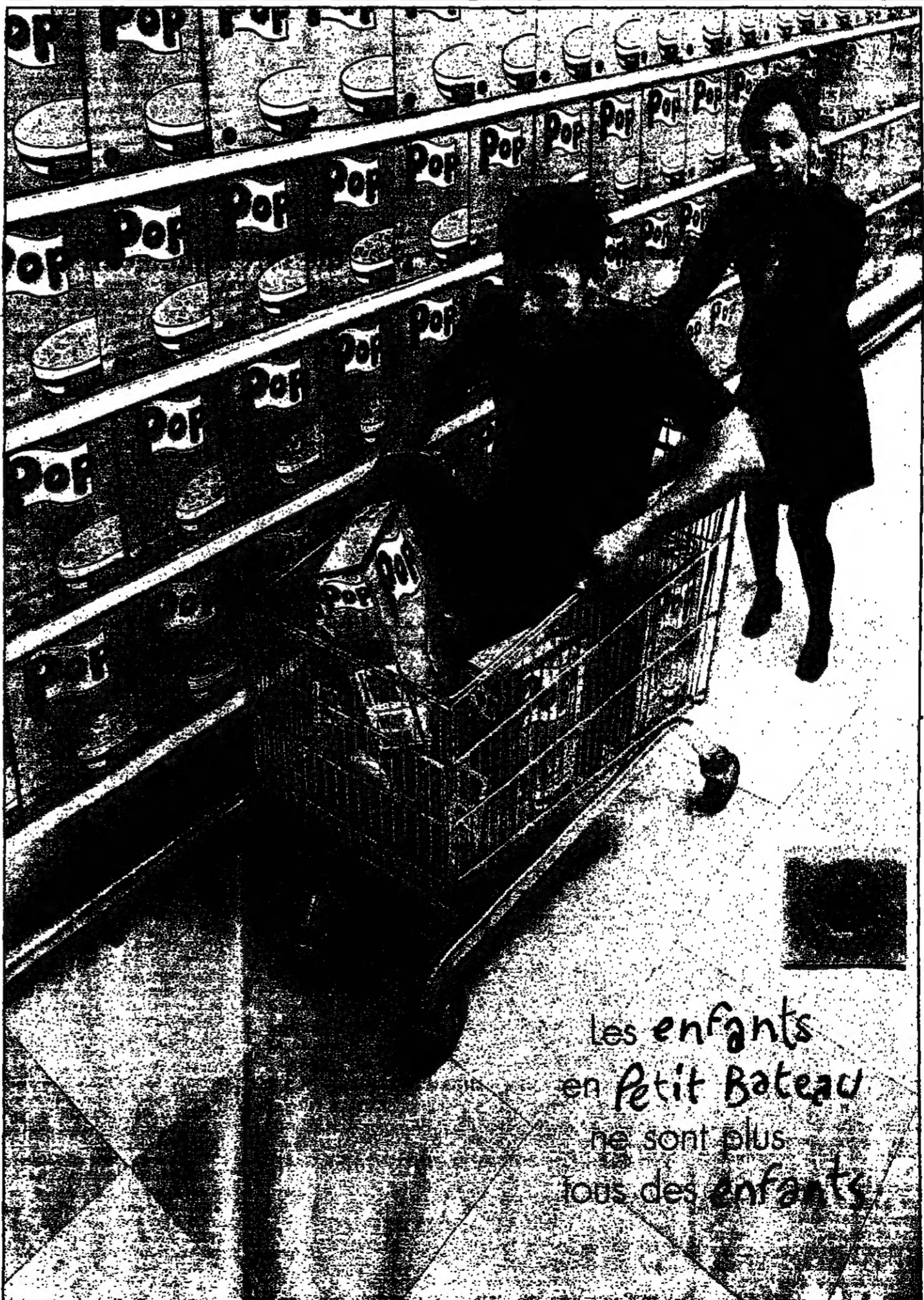
A en croire les chiffres officiels, cent cinquante entreprises d'Etat, héritées de l'époque Ceausescu, provoqueraient 90 % des pertes dont souffre actuellement le pays. Selon le Bloc national syndical, des revenus importants générés par l'économie parallèle échappent à l'Etat. Quant aux petites et moyennes entreprises, le secteur le plus dynamique de l'économie, elles sont écrasées par les impôts. Le projet de loi qui vise à abaisser de 38 à 25 % le taux d'imposition sur les bénéfices n'a pas reçu l'agrément du Fonds monétaire international, qui a repoussé les négociations avec la Roumanie à début janvier.

La poussée réformatrice du président Emil Constantinescu risque de se heurter aujourd'hui au refus d'une population qui, depuis neuf ans, ne ressent pas les bénéfices économiques de la transition. Depuis le début du mois de novembre, les syndicats multiplient les protestations et appellent à

descendre dans la rue. Les étudiants revendiquent 4 % du PIB pour l'éducation nationale, les militaires se plaignent d'un budget trop maigre dans la perspective de leur intégration à l'OTAN, les médecins dénoncent le manque dramatique de médicaments... A l'approche de l'hiver, la mission du gouvernement de Radu Vasile s'avère des plus délicates.

Mirel Bran

■ La Roumanie et la Russie souhaitent troquer du blé contre du gaz pour 300 millions de dollars, a annoncé, vendredi 13 novembre, le ministre roumain de l'Agriculture, Dinu Gavrilescu. En 1997, la Roumanie a importé pour 1,4 milliard de dollars de gaz naturel et de pétrole russes ; ses exportations vers la Russie ne se sont élevées qu'à 350 millions de dollars. « Le plus important est que Bucarest économise 300 millions de dollars, à un moment où des dettes extérieures de 2,2 milliards de dollars arrivent à échéance », a expliqué M. Gavrilescu. - (AFP)



Les enfants en Petit Bateau ne sont plus tous des enfants

AIRIE



GAUCHE Réunis en congrès, les 14 et 15 novembre à Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis), les Verts ont entériné la candidature de Daniel Cohn-Bendit comme tête de liste pour les élections européennes.

À CETTE OCCASION, ils ont aussi fait entendre leur différence au sein de la gauche plurielle : M. Cohn-Bendit et M. Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, ont demandé avec vigueur à Lionel Jospin de régulariser les sans-papiers.

LE GOUVERNEMENT maintient sa position officielle de fermeté qui devrait conduire à la régularisation de 80 000 des 140 000 demandeurs. Il entend cependant appliquer avec souplesse les critères de la circulaire Chevènement.

# Les Verts demandent solennellement à M. Jospin de régulariser les sans-papiers

Déplorant le « rigorisme » du premier ministre, Daniel Cohn-Bendit, chef de file des Verts aux élections européennes, l'appelle à faire un geste. Dominique Voynet, ministre de l'environnement, souligne son « désaccord » avec le premier ministre sur ce dossier

IL DEVAIT parler de l'Europe. Il n'en a pas eu le temps. Ou peut-être a-t-il estimé que, pour rassembler les Verts et plaire aux militants, qui recevaient le maire de Limeil-Brévannes, Joseph Rossignol, et un délégué des sans-papiers hébergés dans sa mairie, il avait mieux à faire. Samedi 14 novembre, devant les écologistes français réunis en congrès, Daniel Cohn-Bendit a donc réservé ses accents les plus enflammés à la cause des sans-papiers qui empoisonnent la gauche « plurielle » - laissant Dominique Voynet, le lendemain, expliquer aux Verts que « Maastricht et Amsterdam sont désormais derrière » eux. Résultat : après une heure de discours, une standing ovation, exceptionnelle chez les Verts, tandis que le ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement s'étonnait : « L'Europe, dont j'ai cru comprendre que vous aviez pu parler hier... »

Rappelant son expérience de premier adjoint au maire de Frankfurt chargé des questions d'immigration, entre 1988 et 1994, Daniel Cohn-Bendit a assuré ne pas être « un défenseur des frontières ouvertes » mais un partisan d'« une politique hospitalière ». « Les 140 000 sans-papiers sont victimes de la politique de la droite. Deux conceptions, dès lors, s'affrontent. Celle de l'ordre républicain, celle de Lionel Jospin, et peut-être également de Jean-Pierre Chevènement. Mais il y a aussi ceux qui pensent que la générosité est républicaine », a-t-il ajouté, rangeant les Verts dans le second camp.

« J'en appelle donc aux amis de Lionel Jospin, a-t-il lancé solennellement. Expliquez-lui, vous qui avez son oreille, que la grandeur d'un homme politique, c'est, à un moment donné, de savoir débloquer la situation. Dites-lui qu'il faut qu'il réfléchisse à l'exemple du général de Gaulle. Et d'expliquer, avec une anecdote empruntée à une culture très soixante-huitarde, l'épisode du pacifiste et anarchiste Louis Lecoln, en 1962 : « Après plusieurs dizaines de journées de grève de la faim de Louis Lecoln, le général de Gaulle a cédé et a permis à l'objection de conscience d'appartenir à la loi dans la société française », a-t-il dit. « La grandeur d'un homme politique - d'un futur président de la République - c'est de régulariser tous les sans-papiers », a-t-il lancé à l'adresse du premier ministre.

Et de mettre les pieds dans le plat. « Moi, vous savez, mon objectif est simple. Je veux que Lionel Jospin gagne les prochaines présidentielles », a lancé le député européen Grégoire. « Mais ces présidentielles », a-t-il ajouté, « ne peuvent se gagner que si le peuple de gauche se reconnaît dans un « geste rassembleur » pour la gauche « plurielle ». « Les élections présidentielles ne se gagnent pas au centre », a-t-il ajouté.

« C'est une erreur de dire : je n'ai pas besoin de bouger, parce que ma majorité est faible. Sinon, a-t-il menacé, avant de céder la place au maire de Limeil-Brévannes, « ce problème reste une plaie qui un jour se paiera très, très, très cher. Là-dessus se joue l'avenir de beaucoup de militants politiques, qui vont être déçus par une telle attitude rigoriste. »

A son tour, dimanche, le ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, Dominique Voynet, a fait appel au « bon sens » de Lionel Jospin. « Lorsque, il y a un an, nous disions que, avec cette politique d'immigration, nous allions droit au mur, nous apparaissons comme des oiseaux de mauvais augure. Nous aurions aimé avoir tort. Malheureusement, la situation s'enlise et conduit aujourd'hui à des actes désespérés », comme les grèves de la faim. « La mise en danger personnelle que ce type d'actes entraîne exprime mieux que n'importe quelle circulaire la profonde volonté d'intégration de ces personnes (...). L'évacuation de force ne règle rien. Je pense même qu'avec, pour seule réponse à onze personnes en grève de la faim, l'envoi de cinquante policiers, le gouvernement avoue son impuissance. Il n'y a ni naïveté ni cynisme dans ma proposition : la régularisation doit avoir lieu, que ce soit pour des problèmes de générosité ou de réalisme. »

La ministre et le chef de file des Verts aux élections européennes ont également plaidé pour reconsidérer les années de la guerre d'Algérie. « Je suis fier de Lionel Jospin », a dit Dominique Voynet, à Noisy-le-Grand, évoquant la manière dont Lionel Jospin a choisi de faire sortir les mutins de 1917 de l'oubli. « Certains croient encore au dogme de l'infaillibilité de l'Etat français, qui s'est pourtant révélé aussi peu fiable que celui de l'infaillibilité du pape. J'attends le jour où la France demandera pardon pour les crimes commis pendant les guerres coloniales et la torture en Algérie. La France ne peut que sortir grandie lorsqu'elle regarde l'Histoire en face. »

« Pas le seul ministère de l'environnement »

« Les Verts n'ont pas vocation à se contenter du seul ministère de l'environnement », a déclaré Dominique Voynet, dimanche 15 novembre, devant le millier de militants réunis en congrès à Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis). Rappelant que, au-delà des 35 heures, « notre objectif reste les 32 heures et la semaine de quatre jours », elle a souligné que les Verts auraient souhaité « un outil plus précis et plus contraignant » que la loi Aubry actuelle.

« On est loin de la caricature : le nucléaire et la lampe à pétrole », a-t-elle ajouté, répondant de manière implicite au secrétaire national du Parti communiste. La veille, Daniel Cohn-Bendit avait lancé à M. Hue : « C'est le degré zéro de la ringardise. Non, Robert, révisé, sans ça la campagne va être désolante ! »

« Si j'avais été Jospin, j'aurais confié une mission à Charles Pasqua », confiait pour sa part Daniel Cohn-Bendit dans les couloirs du congrès, en évoquant la demande de l'ancien ministre RPR de l'intérieur de procéder à cette occasion à une régularisation massive « de tous les sans-papiers identifiés » (Le Monde du 17 juillet). Et d'ajouter que, pour lui, la trêve de Noël constituerait une belle occasion.

« Si j'avais été Jospin, j'aurais confié une mission à Charles Pasqua », confiait pour sa part Daniel Cohn-Bendit dans les couloirs du congrès, en évoquant la demande de l'ancien ministre RPR de l'intérieur de procéder à cette occasion à une régularisation massive « de tous les sans-papiers identifiés » (Le Monde du 17 juillet). Et d'ajouter que, pour lui, la trêve de Noël constituerait une belle occasion.

« Si j'avais été Jospin, j'aurais confié une mission à Charles Pasqua », confiait pour sa part Daniel Cohn-Bendit dans les couloirs du congrès, en évoquant la demande de l'ancien ministre RPR de l'intérieur de procéder à cette occasion à une régularisation massive « de tous les sans-papiers identifiés » (Le Monde du 17 juillet). Et d'ajouter que, pour lui, la trêve de Noël constituerait une belle occasion.

« Si j'avais été Jospin, j'aurais confié une mission à Charles Pasqua », confiait pour sa part Daniel Cohn-Bendit dans les couloirs du congrès, en évoquant la demande de l'ancien ministre RPR de l'intérieur de procéder à cette occasion à une régularisation massive « de tous les sans-papiers identifiés » (Le Monde du 17 juillet). Et d'ajouter que, pour lui, la trêve de Noël constituerait une belle occasion.

« Si j'avais été Jospin, j'aurais confié une mission à Charles Pasqua », confiait pour sa part Daniel Cohn-Bendit dans les couloirs du congrès, en évoquant la demande de l'ancien ministre RPR de l'intérieur de procéder à cette occasion à une régularisation massive « de tous les sans-papiers identifiés » (Le Monde du 17 juillet). Et d'ajouter que, pour lui, la trêve de Noël constituerait une belle occasion.

« Si j'avais été Jospin, j'aurais confié une mission à Charles Pasqua », confiait pour sa part Daniel Cohn-Bendit dans les couloirs du congrès, en évoquant la demande de l'ancien ministre RPR de l'intérieur de procéder à cette occasion à une régularisation massive « de tous les sans-papiers identifiés » (Le Monde du 17 juillet). Et d'ajouter que, pour lui, la trêve de Noël constituerait une belle occasion.

## François Hollande défend la démarche du cas par cas

« NOUS JOUERONS la dédramatisation », confiait Jean-Christophe Cambadélis, dans les couloirs du congrès des Verts, samedi 14 et dimanche 15 novembre à Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis). La majeure partie du PS, chargé des relations au sein de la gauche « plurielle », a ainsi donné le ton des réactions qui ont suivi l'appel des Verts à régulariser les sans-papiers.

Le gouvernement et les socialistes se sont, de fait, bien gardés de grossir le débat. François Hollande, premier secrétaire du PS, a rejeté clairement la demande du parti écologiste. « D'abord, on nous dit que le bon sens commence par la régularisation sur la base de critères. a-t-il expliqué lors de l'émission « Brise-Glace », dimanche, sur La Cinquième. Après, on nous dit que le bon sens, c'est les régulariser tous. Admettons qu'on aille jusqu'à là. Après, le bon sens, le geste rassembleur, ce serait de régulariser tous ceux qui arrivent, parce que c'est choquant sur le plan humain : pourquoi, à un jour près, certains pourraient-ils être régularisés et pas d'autres ? » M. Hollande s'est prononcé, ensuite, pour un traitement « au cas par cas » des demandes des sans-papiers.

« Il suffirait de faire une grève de la faim pour être régularisé ? », a encore lancé le député de Corrèze. « Devoir sans cesse bouger les critères, ce n'est pas un geste rassembleur. a-t-il expliqué. A un certain moment, il faut dire stop. La dignité d'un père, d'une mère, d'un élu, la dignité d'un chef, d'un responsable, c'est de dire : « Là, il y a une règle ; au-delà, ce n'est plus la règle. » »

LA DISSONANCE EMMANUELLI Le socialiste Henri Emmanuelli, qui lance, mardi, un nouveau journal, Le Quotidien de la République, a exprimé, lundi, sur LCI, le souhait que le gouvernement « fasse évoluer le dossier » des sans-papiers. « Les sans-papiers, ils sont là », a observé l'ancien président de l'Assemblée nationale, en se demandant « si on va mettre des charters pour les renvoyer chez eux ». M. Emmanuelli estime qu'il y a « une série de dossiers mal engagés » et que « la gauche doit

avoir le courage d'assumer ses choix ». Le gouvernement a reçu le soutien de Raymond Barre, député (UDF) du Rhône et maire de Lyon. L'ancien premier ministre a déclaré, dimanche, au « Club de la presse d'Europe 1 », que le gouvernement a « adopté une attitude sage » sur les sans-papiers et qu'il ne faut « pas lui donner de difficultés supplémentaires ». « Il faut laisser le gouvernement traiter cette affaire dans un esprit de fermeté et d'humanité (...), ce qu'il s'est efforcé de faire », a expliqué M. Barre, en récusant les « mesures globales » qui vont, selon lui, à l'encontre des objectifs d'intégration.

« Cette décision a été prise en complet accord avec les sans-papiers », a ajouté M. Rossignol. Je continue à me battre pour eux mais je vais essayer de les convaincre d'arrêter leur grève de la faim, qui ne peut plus durer. »

AUTORISATIONS PROVISOIRES DE SÉJOUR Dimanche soir, la préfecture du Val-de-Marne a annoncé, de son côté, que les onze grévistes de la faim allaient bénéficier d'autorisations provisoires de séjour pour « la période de temps nécessaire à leur rétablissement », soit « trois mois maximum, renouvelables si des nouvelles justifient un traitement », précise le ministre de l'intérieur. Les grévistes, dix Maliens et un Mauritanien, ont perdu entre 10 et 15 kilos. S'ils refusent toujours de s'alimenter, ils ont en revanche accepté d'être « tous perfusés de manière graduelle de façon à restaurer leur équilibre glucidique, protéique et vitamínique », comme l'indique le docteur Alain Fisch.

Invité à prendre la parole après Daniel Cohn-Bendit devant l'assemblée fédérale des Verts, Joseph Rossignol a lancé, samedi 14 novembre, un nouvel appel au gouvernement « pour ne pas laisser hors la loi tous les sans-papiers » qui ont demandé à être régularisés. Le même jour, trois cents personnes se sont réunies à proximité de l'hôtel Matignon pour protester contre l'évacuation des grévistes. « Nous lançons un appel urgent au premier ministre pour qu'il entende le cri de ces hommes qui mettent leur vie en péril », a déclaré Mouloud Aounit, secrétaire général du MRAP, soutenu par plusieurs représentants des Verts et du Parti communiste. A défaut d'être reçue par Lionel Jospin, la délégation de personnalités et de représentants d'associations de soutien aux sans-papiers se présentera, mercredi 18 novembre, au Parlement européen de Strasbourg.

## Sursis de trois mois pour les grévistes de Limeil-Brévannes

ÉVACUÉS DE FORCE par les CRS, vendredi 13 novembre, sur l'ordre de la préfecture du Val-de-Marne, les onze sans-papiers réfugiés dans la mairie socialiste de Limeil-Brévannes (Val-de-Marne) ont finalement accepté d'être hospitalisés, dimanche 15 novembre, après soixante-seize jours de grève de la faim.

Dans la nuit de vendredi à samedi, huit d'entre eux ont débranché leurs perfusions et regagné la salle du conseil municipal où ils s'étaient installés, le 13 octobre. Après plusieurs heures de discussion, le maire (PS) de Limeil-Brévannes, Joseph Rossignol, a réussi à les convaincre de rejoindre leurs trois camarades hospitalisés, vendredi, à l'hôpital intercommunal de Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne). « Je préfère utiliser la persuasion plutôt que d'envoyer des cars de police, ce qui ne résout rien », a expliqué le maire, qui a obtenu « l'accord tacite » du ministre de l'intérieur pour négocier en douceur leur hospitalisation.

« Cette décision a été prise en complet accord avec les sans-papiers », a ajouté M. Rossignol. Je continue à me battre pour eux mais je vais essayer de les convaincre d'arrêter leur grève de la faim, qui ne peut plus durer. »

Invité à prendre la parole après Daniel Cohn-Bendit devant l'assemblée fédérale des Verts, Joseph Rossignol a lancé, samedi 14 novembre, un nouvel appel au gouvernement « pour ne pas laisser hors la loi tous les sans-papiers » qui ont demandé à être régularisés. Le même jour, trois cents personnes se sont réunies à proximité de l'hôtel Matignon pour protester contre l'évacuation des grévistes. « Nous lançons un appel urgent au premier ministre pour qu'il entende le cri de ces hommes qui mettent leur vie en péril », a déclaré Mouloud Aounit, secrétaire général du MRAP, soutenu par plusieurs représentants des Verts et du Parti communiste. A défaut d'être reçue par Lionel Jospin, la délégation de personnalités et de représentants d'associations de soutien aux sans-papiers se présentera, mercredi 18 novembre, au Parlement européen de Strasbourg.

## Régularisations : fermeté officielle et souplesse d'interprétation

L'HOSPITALISATION forcée des Africains de Limeil-Brévannes est l'occasion pour le gouvernement d'afficher sa fermeté sur le dossier des sans-papiers. Cette rigueur proclamée, qui se traduit par quelque 60 000 retus de régularisation sur 140 000 demandes, va de pair avec une relative perméabilité aux pressions de tous ordres - courriers de parlementaires, interventions associatives, parrainages par des personnalités - qui s'exercent sur l'administration et les cabinets. Les grèves de la faim elles-mêmes ont abouti, depuis des mois, à la régularisation de la plupart des étrangers qui s'étaient lancés dans ce type de mouvement désespéré. Ainsi, le long jeûne de l'église des Batignolles, au printemps 1998, a débouché non seulement sur une large régularisation des grévistes, mais sur les deux circulaires d'août élargissant les critères initiaux de la « régularisation Chevènement ».

Cette double réalité rend à la fois logique et difficilement crédible le discours intrinsèque diffusé par le gouvernement, arc-bouté sur des critères présentés comme intangibles. « Nous sommes prêts à discuter de toutes les situations individuelles, mais le principe d'une régularisation sur critères ne variera pas », répétait-on, lundi 16 novembre, dans l'entourage de Jean-Jack Queyranne, ministre de l'intérieur par intérim. Place Beauvau, on voudrait voir dans les événements de Limeil-Brévannes les derniers soubresauts du mouvement des sans-papiers. De fait, des grèves de la faim se poursuivent dans plusieurs villes (Bordeaux, Lille, Orléans et Avignon) sans faire tâche d'huile et au milieu d'une relative indifférence.

« Cette décision a été prise en complet accord avec les sans-papiers », a ajouté M. Rossignol. Je continue à me battre pour eux mais je vais essayer de les convaincre d'arrêter leur grève de la faim, qui ne peut plus durer. »

« Cette décision a été prise en complet accord avec les sans-papiers », a ajouté M. Rossignol. Je continue à me battre pour eux mais je vais essayer de les convaincre d'arrêter leur grève de la faim, qui ne peut plus durer. »

## Invité à prendre la parole après Daniel Cohn-Bendit devant l'assemblée fédérale des Verts, Joseph Rossignol a lancé, samedi 14 novembre, un nouvel appel au gouvernement « pour ne pas laisser hors la loi tous les sans-papiers » qui ont demandé à être régularisés.

Le même jour, trois cents personnes se sont réunies à proximité de l'hôtel Matignon pour protester contre l'évacuation des grévistes. « Nous lançons un appel urgent au premier ministre pour qu'il entende le cri de ces hommes qui mettent leur vie en péril », a déclaré Mouloud Aounit, secrétaire général du MRAP, soutenu par plusieurs représentants des Verts et du Parti communiste. A défaut d'être reçue par Lionel Jospin, la délégation de personnalités et de représentants d'associations de soutien aux sans-papiers se présentera, mercredi 18 novembre, au Parlement européen de Strasbourg.

« Cette décision a été prise en complet accord avec les sans-papiers », a ajouté M. Rossignol. Je continue à me battre pour eux mais je vais essayer de les convaincre d'arrêter leur grève de la faim, qui ne peut plus durer. »

« Cette décision a été prise en complet accord avec les sans-papiers », a ajouté M. Rossignol. Je continue à me battre pour eux mais je vais essayer de les convaincre d'arrêter leur grève de la faim, qui ne peut plus durer. »

« Cette décision a été prise en complet accord avec les sans-papiers », a ajouté M. Rossignol. Je continue à me battre pour eux mais je vais essayer de les convaincre d'arrêter leur grève de la faim, qui ne peut plus durer. »

## « Cette décision a été prise en complet accord avec les sans-papiers », a ajouté M. Rossignol.

Je continue à me battre pour eux mais je vais essayer de les convaincre d'arrêter leur grève de la faim, qui ne peut plus durer. »

« Cette décision a été prise en complet accord avec les sans-papiers », a ajouté M. Rossignol. Je continue à me battre pour eux mais je vais essayer de les convaincre d'arrêter leur grève de la faim, qui ne peut plus durer. »

« Cette décision a été prise en complet accord avec les sans-papiers », a ajouté M. Rossignol. Je continue à me battre pour eux mais je vais essayer de les convaincre d'arrêter leur grève de la faim, qui ne peut plus durer. »

« Cette décision a été prise en complet accord avec les sans-papiers », a ajouté M. Rossignol. Je continue à me battre pour eux mais je vais essayer de les convaincre d'arrêter leur grève de la faim, qui ne peut plus durer. »

L'extrême droite ex... contre les « cultu... Les élus français ont...

Bruno Gallissot, secrétaire général de son groupe... Alpes a réuni à Lyon...

Manifestation à R... Les élus français ont...

« LÉGITIME DÉFENSE » Secrétaire général de son groupe... Alpes a réuni à Lyon...

« Cette décision a été prise en complet accord avec les sans-papiers », a ajouté M. Rossignol. Je continue à me battre pour eux mais je vais essayer de les convaincre d'arrêter leur grève de la faim, qui ne peut plus durer. »

« Cette décision a été prise en complet accord avec les sans-papiers », a ajouté M. Rossignol. Je continue à me battre pour eux mais je vais essayer de les convaincre d'arrêter leur grève de la faim, qui ne peut plus durer. »

« Cette décision a été prise en complet accord avec les sans-papiers », a ajouté M. Rossignol. Je continue à me battre pour eux mais je vais essayer de les convaincre d'arrêter leur grève de la faim, qui ne peut plus durer. »

Handwritten signature or note at the bottom of the page.



## L'extrême droite exige des mesures de rétorsion contre les « cultureux » qui la combattent

Les élus Front national de quatre conseils régionaux se sont réunis à Lyon

Bruno Gollnisch, secrétaire général du FN et président de son groupe au conseil régional Rhône-Alpes, a réuni à Lyon, samedi 14 novembre, les

élus d'extrême droite des quatre régions où celle-ci est associée aux exécutifs. Dressant un bilan positif de l'attitude des présidents qui colla-

borent avec eux, les représentants du FN exigent la fin des subventions régionales aux institutions culturelles qui combattent l'extrême droite.

### LYON

de notre correspondant régional  
Les élus du Front national qui, depuis neuf mois, apportent leur soutien aux présidents des conseils régionaux de Bourgogne, Languedoc-Roussillon, Picardie et Rhône-Alpes, ont exprimé, samedi 15 novembre, à Lyon, leur satisfaction, à la fois à l'égard de leurs partenaires respectifs et quant au fonctionnement de ces régions, dans lesquelles l'extrême droite est en position d'arbitre (*Le Monde* daté 15-16 novembre). Même Bruno Gollnisch, président du groupe Front national du conseil régional Rhône-Alpes, qui avait manifesté récemment son agacement à l'égard de Charles Millon (ex-UDF), s'est plu à souligner le « bon fonctionnement » de sa région où, affirme-t-il, « seulement 1,2 % de l'ensemble du budget [qui s'élève à 7 milliards de francs] a été refusé » par son groupe.

### ■ LÉGITIME DÉPENSE ■

Secrétaire général du Front national et, à ce titre, « patron » des élus au sein de ce parti, M. Gollnisch a engagé ses amis à négocier avec les exécutifs régionaux qu'ils soutiennent pour que soient respectés, dans les futurs documents budgétaires, les engagements pris par les présidents lorsqu'ils avaient été élus avec les voix de l'extrême droite. Ils réclament d'abord une « décade » fiscale, la mise en place de dispositifs de sécurité dans les lycées et les transports en commun, la valorisation du patrimoine régional. Ils demandent aussi une plus grande transparence dans les procédures d'appels d'offres, la refonte de la

formation professionnelle et l'instauration de la représentation proportionnelle dans les commissions et les délégations où elle n'est pas déjà la règle.

Ces six points ont été qualifiés de « souples » par M. Gollnisch, pour qui leur mise en œuvre peut s'étaler dans la durée. « Il peut y avoir des avancées significatives sur certains points et moins sur d'autres », a-t-il concédé, mais il a prévenu : « Nous n'avons donné aucun blanc-seing [aux présidents

notre soutien, a affirmé M. Gollnisch. Il y aura des discussions, faibles ou après, mais nous sommes confiants. » Son collègue de Bourgogne, Pierre Jaboulet-Vercherre, chef de l'extrême droite au conseil régional que préside Jean-Pierre Soisson (ex-UDF), a surchargé en affirmant que « les quatre présidents vont devoir montrer des offes particulières aux groupes FN de leurs régions ».

Les élus du Front national demandent que les présidents des

préside Jacques Blanc, député (Démo-cratie libérale) de Lozère.

M. Gollnisch, qui s'était opposé une première fois, le 23 octobre, à M. Millon, en rejetant une délibération sur la politique de la ville au motif qu'elle ne comportait aucune disposition nouvelle sur la sécurité, a énoncé la stratégie qu'il entend suivre au cours des prochaines semaines. Il souhaite mettre le « patron » du conseil régional Rhône-Alpes au pied du mur et prévient que, si nécessaire, il aidera le président de La Droite à « sortir de l'ambiguïté ». « Soit M. Millon nous trouve trop encombrants, et il se passe de nous, soit il veut continuer à bénéficier de notre soutien, et il prend en compte nos exigences. Après la discussion du budget de 1999 [prévu le 17 décembre], les choses seront claires pour tout le monde. S'il prend suffisamment en compte nos six points, ses protestations et ses affirmations selon lesquelles il n'aurait pas fait d'accord avec nous auront peu d'importance », a expliqué M. Gollnisch.

Le dirigeant d'extrême droite a mis en garde M. Millon et les trois autres présidents que soutient le FN contre la tentation d'utiliser le « 49-3 » régional pour faire adopter leurs budgets sans majorité. « Ils auraient beaucoup de mal à les dépenser », prévient M. Gollnisch, qui se déclare prêt à bloquer aussitôt, en Rhône-Alpes, le fonctionnement de la commission permanente et à « démissionner » les huit vice-présidents du conseil régional. « Je suis assez procédurier pour cela », a prévenu l'universitaire lyonnais.

Claude Francillon

### Manifestation à Toulouse contre la venue de M. Le Pen

Dimanche 15 novembre, dans l'après-midi, un millier de personnes répondant à l'appel de syndicats, partis de gauche et associations militantes pour les droits de l'homme et contre le racisme ont défilé dans les rues de Toulouse, contre la venue dans la ville, le soir, du président du Front national, Jean-Marie Le Pen.

Dans la région Rhône-Alpes, une centaine de personnes ont manifesté à l'invitation du CLIC (Collectif de liaison et d'initiatives contre le racisme, la xénophobie, le fascisme), samedi, à Chuses, en Haute-Savoie, pour protester contre un billet injurieux, publié dans le bulletin départemental du Front national et invitant les militants du FN à « cracher » au visage des journalistes (*Le Monde* du 11 novembre). A Villeurbanne, enfin, dans le Rhône, un débat et un concert organisés par le Manifeste contre le Front national, association proche du Parti socialiste, ont réuni, eux aussi, quelque cent personnes.

que soutient le FN) pour six ans. Nos élus ne voteront pas les budgets qui ne prendront pas suffisamment en compte nos six propositions.

Le numéro trois du FN attend donc des présidents des quatre conseils régionaux collaborant avec l'extrême droite des décisions conformes aux souhaits de celle-ci. « Nous allons peser sur les événements, obtenir qu'une partie au moins du programme du Front national soit prise en compte. C'est la condition de la poursuite de

conseils régionaux auxquels ils apportent leur appui cessent de subventionner celles des institutions culturelles qui se sont transformées en « machines politiques » contre le FN et l'alliance de la droite avec lui. « Les « cultureux » nous ont déclaré la guerre. Nous sommes en état de légitime défense et nous nous défendrons. On ne peut pas impunément mordre la main qui vous nourrit », a menacé Alain Jamet, président du groupe en Languedoc-Roussillon, que

## Jean-Claude Trichet refuse de « se laisser influencer »

LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE DE FRANCE n'a pas l'intention de céder aux pressions qui s'exercent sur lui en faveur d'une baisse des taux d'intérêt. « Pour inspirer confiance aux épargnants français, européens et mondiaux, il ne faut pas se laisser influencer, ni dans un sens ni dans un autre », a expliqué Jean-Claude Trichet, dans un entretien au *Journal du dimanche* du 15 novembre, avant d'ajouter : « Ce n'est pas parce que l'on nous demande de baisser encore des taux d'intérêt déjà très bas que nous le ferons ! Et ce n'est pas non plus parce qu'on nous le suggère un peu trop bruyamment que nous ne le ferions pas ! » Cette mise au point s'adresse, même si M. Trichet ne le précise pas explicitement, à Dominique Strauss-Kahn, qui, depuis plusieurs semaines, plaide en faveur d'un nouveau « policy mix », s'appuyant sur la rigueur budgétaire et une détente de la politique monétaire. Le 12 novembre, le ministre de l'économie et des finances avait déclaré que la France « peut avoir des taux d'intérêt plus faibles » du fait de la « très faible inflation ».

### DÉPÊCHES

■ SÉNAT : Christian Poncelet (RPR), président du Sénat, « ne voit pas en quoi » Laurent Fabius (PS), président de l'Assemblée nationale, « peut porter une responsabilité » dans l'affaire du sang contaminé. Invité du « Forum de Radio J », dimanche 15 novembre, M. Poncelet a aussi déclaré qu'il « ne voit pas pourquoi » il demanderait à Roland Dumas, mis en examen dans l'affaire Elf, « de quitter » la présidence du Conseil constitutionnel. C'est à lui « d'apprécier s'il doit partir ou non », a-t-il ajouté.

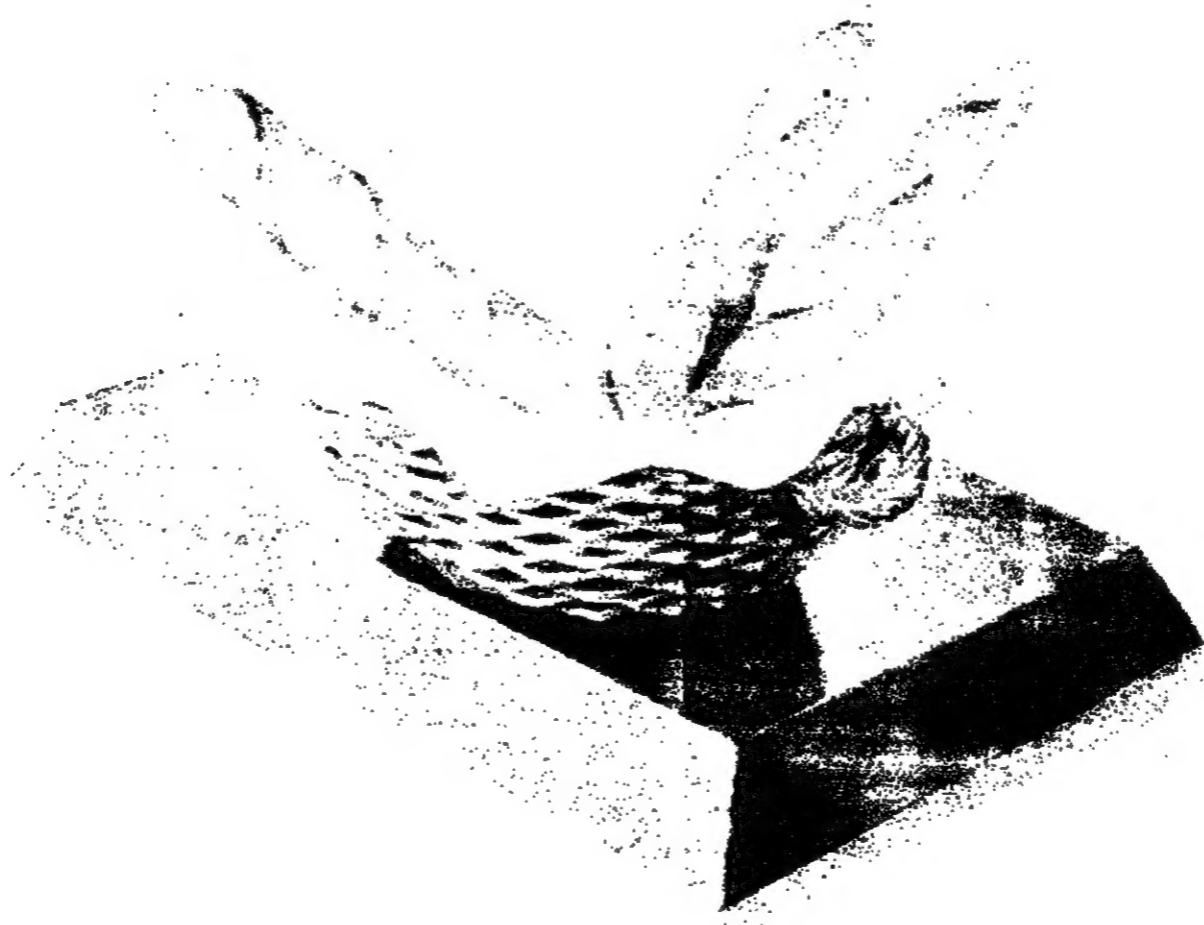
■ ÉLECTIONS EUROPÉENNES : Raymond Barre, député (UDF) du Rhône et maire de Lyon, a déclaré, dimanche 15 novembre, au « Club de la presse d'Europe 1 », que « si les partis de l'opposition se mettent d'accord sur le nom de Philippe Séguin » comme tête de liste aux élections européennes, « pourquoi pas ? » Pour François Bayrou, président de l'UDF, invité du « Grand jury RTL-Le Monde-LCI » (lire page 16), « ce serait une très bonne idée » de confier la tête de liste à Valéry Giscard d'Estaing.

■ FRONT NATIONAL : le maire du village des Plans (Gard), Pierre Masseglin, a été mis en minorité, dimanche 15 novembre, à l'issue d'une élection municipale partielle organisée après la démission de six élus protestant contre son adhésion au Front national. Les six opposants ont remporté entre 60 % et 67 % des suffrages.

■ ANTI-IVG : Jean-Marie Le Chevallier, maire (FN) de Toulon, a remis une médaille de la ville à Xavier Dor, chef de file des opposants à l'avortement, condamné une douzaine de fois par la justice pour ses actions dans des hôpitaux. Le maire entendait récompenser M. Dor pour son ouvrage *Le crime contre Dieu*, à l'occasion d'une « fête du livre ».

■ MÉDECINS : le règlement minimal conventionnel, qui s'appliquera aux médecins libéraux à compter du 1<sup>er</sup> décembre s'ils ne signent pas de conventions avec les caisses d'assurance-maladie, est paru au *Journal officiel* du 14 novembre. Ce texte, qui remplace un règlement provisoire établi le 10 juillet, entraînera une hausse des cotisations sociales des médecins, l'assurance-maladie réduisant la part de cotisations qu'elle prend en charge (*Le Monde* du 11 novembre).

■ BUDGET : l'Assemblée nationale a approuvé, samedi 14 novembre, les crédits de la communication pour 1999, comprenant une enveloppe de 18,478 milliards de francs pour l'audiovisuel public, en hausse de 2,6 % par rapport à 1998. Le tarif de la redevance passera à 744 francs pour un récepteur couleur et 475 francs pour un appareil noir et blanc.



DE CROUSTILLANTES BAGUETTES FRAÎCHES — une denrée sur laquelle on peut compter.

Pour ce qui est de l'économie du pays, le public français compte sur les réserves nationales en or.

Selon un récent sondage d'opinion :

■ 84 pour cent des Français pensent que la confiance du public quant à l'économie du pays repose sur le niveau des réserves en or;

■ 75 pour cent pensent que les réserves en or jouent un rôle important dans l'autonomie économique et monétaire d'un pays; et

■ 90 pour cent pensent que le gouvernement devrait maintenir ou augmenter le niveau de réserves en or actuellement détenues par la Banque de France pour soutenir le franc.

Le public français compte sur d'importantes réserves en or pour assurer la puissance monétaire et la stabilité économique du pays.



WORLD GOLD COUNCIL



20 Le Monde • Télévision • Radio • Multimédia • Dimanche 15 - Lundi 16 novembre 1998

# CANAL+

## 4,4 MILLIONS D'ABONNÉS.

## 35 MILLIONS D'OPINIONS FAVORABLES.

Aujourd'hui, 2 foyers sur 10 sont abonnés à CANAL+, mais la sympathie pour CANAL+ va bien au-delà de ses abonnés : plus de 8 Français sur 10 pensent que CANAL+ est une entreprise moderne, créative, indépendante et dynamique (Sondage ISL Septembre 1998).

Aujourd'hui tout le monde sait que CANAL+ soutient et accompagne depuis 14 ans tous les talents du cinéma, de la création et du sport. Pour le plus grand bien des abonnés, pour le plus grand bien de tous. Projection d'un sondage réalisé auprès de 1000 individus, représentatifs des 4,4 millions de Français âgés de 18 ans et plus, entre le 18 et le 22 septembre, par l'Institut ISL.

**GROUPE CANAL+**

CREATIONS RECONNUES D'INTERET GENERAL

### Le PCF e

Général... le Parti communiste...

Le comité national... le Parti communiste...

C'est... le Parti communiste...

### Jésus-Christ superstar de la

Jésus-Christ... superstar de la...

### La repentance du parti laiss

La repentance du parti laiss...

### REUSSIR LES ADMISSIONS PARALLELES

Par voie de... DUT, BTS...  
1<sup>ère</sup> année : ES, L...  
2<sup>ème</sup> année : ES, L...  
3<sup>ème</sup> année : ES, L...  
4<sup>ème</sup> année : ES, L...

### PESUP

Paris... 01 43 25 63 30



كنا من الجدل

# Le PCF est embarrassé par l'Europe et par les Verts

### Géné par le scrutin européen de 1999 et bousculé par l'entrée en scène de la liste des Verts conduite par Daniel Cohn-Bendit, le Parti communiste préfère mettre l'accent sur ses débats internes, comme la réhabilitation des exclus du parti ou la crise de « L'Humanité »

Le comité national du Parti communiste se réunit, lundi 16 et mardi 17 novembre. Il devrait témoigner de l'embarras des communistes à l'approche des élections européennes. Gêné par ce scrutin, sur-

prise par une liste LO-LCR, qu'elle n'attendait pas, et par la candidature très médiatique de Daniel Cohn-Bendit, à laquelle elle ne croyait pas, la place du Colonel-Fabien peine à construire sa liste

de « large rassemblement ». Lundi matin, sur France Inter, le secrétaire national, Robert Hue, a déclaré : « La pire des choses serait de vouloir transformer les élections européennes non pas en débat

sur l'Europe, mais en une sorte de guerre fratricide à l'intérieur de la gauche plurielle. » Il a ajouté : « Daniel Cohn-Bendit parle vrai, mais il ne faut pas qu'il bluffe » et a déclaré qu'« il se méfiait des

scores gonflés qui se dégonflent très vite », comme celui de Bernard Tapie en 1994. Il a conclu en accusant les Verts et leur tête de liste d'avoir lancé une « campagne politicienne ».

C'EST Dominique Voynet qui le dit. Dimanche 15 novembre, en clôturant le congrès de son parti, à Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis), la chef de file des Verts français, évoquant le scrutin européen du 13 juin 1999, a lancé aux caméras et aux militants : « J'ai l'impression que certains, à gauche, se refilent la patate chaude. "Ben non, cher ami, vas-y, après toi". C'est peut-être que leur programme sur l'Europe n'est pas aussi abouti que le nôtre. » La ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement sait de quoi elle parle. Les communistes ont décidé de reporter un conseil national exceptionnel sur l'Europe, prévu les 7 et 8 novembre, à Strasbourg, au mois de mars 1999.

prévu cette semaine-là. En réalité, cet incident a arrangé les communistes français. Les socialistes ne désigneront en effet pas leur tête de liste avant leur convention sur l'Europe, le 27 mars. Robert Hue préférerait ne pas avoir à se dévouer mais se heurte aux résistances de la ministre de la jeunesse et des sports, Marie-George Buffet. Et il ne fait pas mystère que sa candidature dépendra largement de celle de François Hollande à la tête de la liste socialiste.

une petite formation d'une centaine de militants et quelques élus venus de la minorité de l'Alternative rouge et Verte (AREV) et de l'ex-Convention pour une alternative progressiste (CAP) de Charles Fiterman et qui ont refusé d'aller chez les Verts ou au PS : un mariage annoncé en grande pompe par L'Humanité et force communistes.

liste commune avec le PS - comme l'avait proposé en son temps le numéro « deux » du PS, Jean-Christophe Cambadélis - hante à nouveau certains refondateurs, ces soupçons semblent vains : « A notre 29<sup>e</sup> congrès, en décembre 1996, nous avons acté le principe d'une liste séparée pour le scrutin européen », confiait Robert Hue lors de l'université d'été de son parti, cet été.

Bruxelles, font aussi part de leurs inquiétudes personnelles, tels Philippe Herzog, élu en 1994 sur la liste du PCF mais qui a quitté le parti en décembre 1996, ou encore Aline Paillet, très en pointe dans la lutte pour les sans-papiers, qui s'était vue reprocher publiquement par Nicole Borvo, lors des journées parlementaires de Dieppe (Seine-Maritime), le 22 septembre, sa présence à une fête « 100 % à gauche » de la Ligue communiste révolutionnaire, quelques jours plus tôt, à Toulouse.

Officiellement, le débat sur le Pacte civil de solidarité (PACS) est passé par là : après la journée noire du 9 octobre, les socialistes avaient en effet souhaité que chacun soit présent dans l'hémicycle pour le débat sur le « PACS II ».

Convaincu par son entourage et ses partenaires socialistes, Robert Hue n'avait, en outre, jamais cru à un ticket commun, à sa gauche, des trotskistes Ariette Lagullier et Alain Krivine. A la fête de L'Humanité, le 13 septembre, il croyait aussi que la candidature de Daniel Cohn-Bendit n'était pas encore jouée. Pour le moment, la liste de « large rassemblement » souhaitée et annoncée par la direction du PCF, en juin, n'a donc trouvé d'autre allié que... les Alternatifs,

Pas étonnant, à ce compte, que la Place du Colonel-Fabien ait décidé d'engager le plus tard possible le débat sur l'Europe. D'autant que, pour le PCF, il est important de laisser le traité d'Amsterdam, ratifié par l'Assemblée nationale le 24 novembre, puis par le Congrès en janvier, derrière lui, à la manière de Maastricht. Plus facile en effet de s'affirmer « euroconstructif » auprès de militants restés souvent viscéralement anti-européens après s'être battu contre deux « mauvais » traités qui, adoptés, donnent néanmoins un cadre à l'Europe. Si le soupçon d'une

« Initiative d'envie » A la mi-janvier, un comité national sera consacré aux « principes » de la liste communiste pour le scrutin du 13 juin 1999. Le conseil national, qui se tiendra à Paris, n'interviendra que deux mois plus tard. D'où l'agacement de certains responsables fédéraux, lors d'un récent bureau national, qui comprennent mal qu'on les mette devant le fait accompli : comment discuter d'une liste sans savoir quel en sera le contenu », comme on dit au parti ? D'autres, à

Concurrencé sur sa gauche par la liste trotskiste, pour laquelle les militants communistes n'ont plus aujourd'hui les très fortes réticences qu'ils conservent à l'égard de Daniel Cohn-Bendit, Robert Hue sait qu'il devra jouer fin. Pour le moment, l'objectif de la direction apparaît clairement : parler le moins possible du rendez-vous électoral, considéré comme « très lointain ». D'où l'ordre du jour du comité national des 16 et 17 no-

Ariane Chemin

## Jésus-Christ superstar de la Fête de « L'Huma »

JÉSUS-CRIST sera l'une des vedettes de la prochaine Fête de L'Humanité en septembre 1999. A sa manière, le PCF, qui tiendra son 30<sup>e</sup> congrès en janvier 2000, va s'associer à la célébration de ce que le pape appelle le jubilé de l'an 2000, c'est-à-dire l'entrée dans le troisième millénaire du christianisme. Dirigé par Antoine Casanova, le secrétaire chargé des relations avec les croyants lance des invitations. Mieux que la « main tendue » par Maurice Thorez ou l'appel aux chrétiens de Georges Marchais, l'effort du PCF pour s'adresser aux militants des Eglises promet d'être spectaculaire.

« Nous sommes dans une culture judéo-chrétienne et il serait aberrant qu'un parti humaniste comme le nôtre passe à côté d'un tel événement. Notre sympathie pour la dimension sociale du christianisme est ancienne, mais notre point de vue restera laïque. » Jésus-Christ ne sera pas tout à fait un inconnu à la Fête de L'Humanité qui, depuis six ans, accueille une exposition sur les croyances, fréquentée notamment par le pasteur Jean Tartier, président de la Fédération protestante, le Père Daniel Guette, secrétaire du Service incroyance et foi de l'épiscopat, Henri Bulawsko, représentant la communauté juive. En septembre 1995, la lettre de l'épiscopat aux catholiques de France (Proposer la foi aujourd'hui) y fut même largement commentée. La mairie communiste de Champigny (Val-de-Marne) a consacré des débats à l'édit de Nantes, avec le pasteur Michel Bertrand, président de l'Eglise réformée de France, et Soheib Bencheikh, mufti de Marseille.

Des liens sont noués avec des évêques comme Olivier de Berranger, Albert Rouet, ancien président de la commission sociale de l'épiscopat, Jacques Delaporte, président du mouvement Justice et Paix. Le cardinal Roger Etchegaray, de la Curie romaine, reçoit Henri Levard, chargé au PC de relations avec les chrétiens. En janvier 1995, Mgr Pierre Ely donne à L'Humanité sa première interview de cardinal. Et s'il trouve que le pape est « réac » en matière morale, le quotidien du PCF consacre trois pages à son encyclique de 1991 qui condamne les excès du capitalisme, applaudit ses appels à la paix et son récent voyage à Cuba. Mais longtemps tenues en suspicion par la droite pour leur « connivence » d'hier avec le marxisme, les Eglises entendent aujourd'hui garder la plus élémentaire prudence.

OFFICIELLEMENT, le sort de L'Humanité-Hebdo, l'hebdomadaire qui a succédé il y a un an à L'Humanité-Dimanche, n'est pas encore scellé et c'est en décembre que les communistes devraient décider, « en toute connaissance de cause », du sort de leur presse. Mais dès mardi 17 novembre, le comité national du PCF doit entendre le rapport de Pierre Zarka, directeur de L'Humanité et de L'Humanité-Hebdo, et, sauf surprise, entendre son choix de « coupler » les deux titres et de rénover le quotidien communiste (Le Monde du 26 septembre). Lors d'un bureau national tardif, vendredi 13 novembre, Robert Hue aurait avalisé ce « couplage » - en réalité une fusion qui ne veut pas dire son nom - qui devrait se traduire par la mort en tant que telle de l'hebdomadaire du PCF lancé il y a cinquante ans.

La nouvelle formule de L'Humanité, due au graphiste Claude Maggiori, devrait paraître cinq jours par semaine, à partir de mars 1999. Un supplément sur papier journal, au format actuel de L'Humanité, paraîtrait le samedi et serait vendu le week-end (15 francs). Ce supplément comporterait 56 pages dont 16 en quadrichromie (au lieu de 76 actuellement pour L'Humanité-Hebdo). Ce « couplage » pourrait entraîner des suppressions d'emplois, en particulier aux abonnements, à la gestion et à l'informatique, compte tenu d'accords de sous-traitance.

## La repentance du parti laisse de marbre le colonel Guinguoin

LIMOGES de notre correspondant Pas de commentaires. A la ruine de sa proche réhabilitation par le comité national du PCF, Georges Guinguoin oppose une indifférence totale : « C'est une décision du Parti communiste qui ne concerne que lui ; elle ne me re-

garde pas. » Francette Lazard, qui a le dossier en charge au bureau national, a pris contact. Mais l'honneur reste de marbre : « Vous, les journalistes, vous voudriez commenter les faits avant même qu'ils se soient produits. »

Le colonel Guinguoin, compagnon de la Libération, « préfet du maquis », maire de Limoges (1944-1947), est exclu du PCF le 9 novembre 1952. Jeune instituteur, il y était entré en 1935 et y avait vite exercé des responsabilités régionales. En 1940, révoqué de l'enseignement, il assure la continuité clandestine du PCF et s'oppose très vite, à la direction nationale et appelle au front patriotique contre l'occupant et le régime de Vichy. Dès le début 1941, sa petite équipe passe à l'action directe. Le désaccord se creuse. A Paris, Guinguoin est « le fou qui vit dans les bois » ; en Limousin, il est « Le Grand », surnom qui lui reste aujourd'hui dans la région.

La repentance du PCF ne lui fait donc ni chaud ni froid. « Ce sont de vieilles histoires ; j'ai quarante-cinq ans, c'est l'âge de la sérénité. » Il reste en revanche sensible à la fidélité de son terroir. Deux bourgs y ont une rue à son nom, Magnac-Laval (Haute-Vienne) où il est né, et Eymoutiers, principal lieu de son activité maquisarde qui lui a aussi dédié son collège. Il est question aujourd'hui d'une rue à Limoges. Il n'en dit rien, mais ses proches as-

surent que le choix qui le toucherait le plus serait celui du complexe sportif Beaublanc ; l'une des principales réalisations de son passage à la mairie, devenue un des hauts lieux du sport en France grâce à l'équipe de basket du CSP de Limoges.

Georges Chatain

Yves-Marie Labé

**REUSSIR LES ADMISSIONS PARALLÈLES**

- Sur DEUG, DUT, BTS : 1<sup>re</sup> année : ESC Lyon, concours "Tremplin", "Profilis", "Passerelle"
- Sur Licence : 2<sup>e</sup> année : HEC-ESCP, ESC Lyon, concours "Tremplin", "Profilis", "Passerelle", Sciences Po
- Sur Maîtrise : 2<sup>e</sup> année : ESSEC, EFB-CPA, DECF-DESOF

**IPESUP**  
35 rue du Centre Notre-Dame  
75004 Paris - 01 43 25 63 20  
01 43 25 63 20

**S'envoler ça donne des ailes**

**VOLS**

DEPART DE PARIS	
MALTE	950F
LISBONNE	990F
MARRAKECH	1000F
VENISE	1050F
* LES ANTILLES	2490F
LOME	2600F
SAINT DOMINGUE	3150F
PUNTA CANA	3350F
** LA REUNION	3480F
KILIMANJARO	3550F
ANTANANARIVO	3900F
TAHITI	4900F

**VOIS ALLER RETOUR**  
\* DEPART DE LYON, MARRAKECH, TOULOUSE, NANTES ET BREST 2 890 F  
\*\* DEPART DE LYON ET MARRAKECH 3 380 F

A GENEVEZ DATES  
TOUTES DATES ANNULÉES  
180 AGENCES EN FRANCE  
0 805 33 33 33 (1,097 LA MINUTE)  
3615 ET (à partir de 0,657 LA MINUTE)  
11,097 LA MINUTE ET 0,657 EN MOINS DE 15h  
à 1h, en samedi 12h en lundi 0h  
<http://www.nouvelles-frontieres.fr>

**NOUVELLES FRONTIERES**  
distributeur d'énergie

IS  
S  
S  
S

D'INTERET GENERAL



SOCIÉTÉ

LE MONDE / MARDI 17 NOVEMBRE 1998

ENQUÊTE La cour d'appel de Monaco...

tion de fonds provenant de trafic de stupéfiants...

prince souverain Rainier III. RESPONSABLE du cabinet du Prince, Georges Brinda...

peut-être le seul pays au monde où la justice est totalement indépendante...

culités pour mener leurs enquêtes. Fait sans précédent...

La justice monégasque confrontée à sa première affaire de blanchiment

La cour d'appel de Monaco doit rendre, lundi 16 novembre, un arrêt concernant Moshe Binyamin...

MONACO de notre envoyé spécial Monaco, le 7 juillet 1995. Quand Moshe Binyamin...

tionnaires français avancée par Paris, nouvellement arrivé sur le Rocher...

dere son enquête terminée et demande le renvoi de Binyamin devant le tribunal correctionnel.

measure, une procédure disciplinaire est engagée. Devant la plus haute juridiction criminelle monégasque...

substitut Dominique Auter, chargé des dossiers financiers, reste en poste. Mais il est déchargé de ses fonctions...

tout, le ministère français de la justice, Elisabeth Guigou en tête, a pris fait et cause pour la « jeune garde »...

L'affaire Binyamin devant la justice

Au terme d'une crise qui a secoué la magistrature monégasque, la cour d'appel de Monaco doit se prononcer sur la condamnation de Moshe Binyamin...

La France n'a, étrangement, pas voulu renouveler le procureur général et le premier président de la cour d'appel dans leurs fonctions.

supplémentaires dans cette enquête qu'il estime incomplète. Il s'agit notamment de rechercher l'origine de fonds passés par des banques d'Amérique latine.

TROIS QUESTIONS À... GEORGES GRINDA 1 En tant que responsable du cabinet de SAS le prince Rainier...

2 Diriez-vous qu'il n'y a aucune intervention, écrite ou orale, sur des dossiers particuliers?

UNE ENQUÊTE DE « L'EXPRESSION »

La suite des événements a donné raison au juge Duchaine. Sur le fond de son dossier d'instruction, tout d'abord...

Un droit qui ignore l'abus de biens sociaux

Une justice déléguée et rendue au nom du prince. Selon la Constitution monégasque, le « pouvoir judiciaire » appartient au prince souverain...

français de la justice, puis adressées à la Principauté qui fait son choix. Chaque détachement porte sur une durée de cinq ans...

L'homme qui se faisait fort de vendre onze mille Mercedes en Russie

MONACO de notre envoyé spécial Trois contrats de vente portant sur onze mille limousines Mercedes, trois cents grues automotrices Liebherr...

miers à déchanter. Leur société avait signé deux contrats avec l'homme d'affaires et l'une de ses sociétés, IRC Hongkong.

UNE GARANTIE DE LA BNP A Monaco, Mercedes s'est engagée à verser 20 millions de dollars à Irsam.

sans davantage rembourser les 21 millions de dollars. La firme automobile allemande s'est logiquement inquiétée de la solvabilité de cet homme...

ESPRIT November 1998 Peut-on réguler le capitalisme? Renseignements: 01 43 01 08 33

Différentes aff... ternir la réput... Une de ses avantages

DANS son discours, le député Jean-Louis Berteloot...

L'affaire Binyamin vous paraît-elle démontre l'attrait exercé par la Principauté sur les blanchisseurs d'argent sale?

Telecommunications d'entreprise. Ne vous contentez plus des standards existants.

Handwritten signature or text at the bottom of the page.



## Différentes affaires qui ont bien failli ternir la réputation de la Principauté

Une palette d'avantages fiscaux permet d'attirer de riches clients étrangers

DANS son rapport parlementaire consacré en 1993 à la Mafia, le député français François d'Aubert décrivait Monaco comme « un lieu particulièrement recherché par les opérateurs ayant des capitaux à blanchir ». Le 16 octobre, la ministre de la justice, Elisabeth Guigou, reprenait le flambeau, exhortant ses partenaires européens à « s'attaquer au mieux aux effets désastreux des paradis fiscaux qui se renforcent au sein même de l'Union ». Dans la déclaration d'Avignon, le garde des sceaux s'engageait, avec ses homologues européens, à ce que « les Etats de l'Union européenne » se montrent « exemplaires dans la lutte contre les paradis fiscaux et les possibilités de blanchir ou de faire fructifier l'argent de la criminalité organisée ».

La Principauté, qui n'est pas membre de l'Union européenne, bien qu'enclavée dans le département des Alpes-Maritimes, a entre-temps durci sa législation anti-blanchiment, même si elle demeure un paradis fiscal (sauf pour les Français, depuis la convention franco-monégasque du 18 mai 1963). Avec une population de trente mille habitants, Monaco compte une cinquantaine d'établissements bancaires, dont le nombre a doublé dans les quinze dernières années. Leur développement, qui s'est orienté vers la gestion des fortunes privées, est placé sous le contrôle des autorités bancaires françaises.

Afin d'attirer de riches clients étrangers, la place offre une palette d'avantages fiscaux. Ses résidents ne sont assujettis ni à l'impôt sur le revenu, ni à l'impôt sur la fortune, ni aux taxes foncières ou d'habitation. Ils ne versent pas de droits sur les successions ou les donations en ligne directe ou entre époux. L'impôt sur les sociétés existe, mais leurs dirigeants peuvent fortement limiter la part des bénéfices en se versant des rémunérations d'administrateurs ou des salaires conséquents. Ils peuvent créer des sociétés anonymes monégasques (SAM, au capital minimum d'un million de francs) et des sociétés civiles particulières (SCP).

La principale faille de la législation anti-blanchiment tient à la législation fiscale. Certes, les établissements financiers sont tenus de déclarer à un organe dépendant du ministre d'Etat - le Service d'information et de contrôle des circuits financiers (Sicfin), créé en avril 1994 - toutes les opérations portant sur des sommes dont ils soupçonnent qu'elles proviennent « du trafic de stupéfiants ou de l'activité d'organisations criminelles ». Mais la loi ne reconnaît aucun délit fiscal (sauf pour les Français). Le fait pour une banque de recevoir de l'argent provenant d'une infraction fiscale commise dans un pays tiers n'est ainsi pas considéré comme une infraction. Invoquer l'évasion fiscale empêche alors la justice d'enquêter à la source, dans le pays d'origine, sur un éventuel blanchiment de fonds d'origine criminelle.

Au cours des trois premières années d'existence du Sicfin, les établissements bancaires lui ont adressé cent cinquante déclarations de soupçon. L'une d'elles a donné lieu à l'ouverture d'une information judiciaire, sur un total de neuf dossiers de blanchiment ouverts depuis 1995 et toujours à l'instruction à Monaco. La Principauté n'est pas pour autant à l'abri d'un scandale majeur qui ternirait sa réputation, comme l'ont illustré plusieurs affaires survenues ces dernières années.

### LE KRACH DE LA BANQUE INDUSTRIELLE DE MONACO (BIM)

En 1990, le krach de la BIM a mis en cause le fonctionnement d'un important établissement bancaire assurant des moyens d'évasion fiscale. Avant d'être en cessation de paiement, la BIM accueillait, parmi ses clients, une série de fraudeurs du fisc français, qui se cachaient derrière des SCP représentées par des dirigeants monégasques. Abrisés derrière ces prête-noms, non assujettis à l'impôt, les vrais clients percevaient des bons de caisse au nom des sociétés. Le pot-aux-roses a été découvert à la suite de l'intervention de la Banque de France provoquée par le trou monumental laissé par un escroc dans les comptes de la BIM.

Deux instructions ont été confiées, l'une au juge Jean-Pierre Murciano de Grasse (Alpes-Maritimes), l'autre au juge Jacques Lefort de Monaco. Leurs investigations ont permis de découvrir la « table de correspondance » de la BIM, un fichier comportant le nom des clients, le montant de leurs dépôts et de leurs retraits. L'un des dirigeants de la banque, Jean-Claude Colzy, détenu pendant six mois, a été condamné en avril 1996 à quatre ans de prison ferme, par défaut car il avait alors quitté le Rocher. La princesse Isabelle de Bourbon-Parma, qui présidait la BIM, a échappé d'une peine de prison avec sursis.

### LES APORTEURS D'AFFAIRES DE LA SOCIÉTÉ DES BAINS DE MER (SBM)

Le 20 avril 1994, six membres du Conseil national (le Parlement monégasque) ont adressé une lettre dénonçant des dysfonctionnements au casino de Monte-Carlo à l'attention de leur ministre de l'Intérieur, Jean Arribaud. L'affaire a secoué la SBM, concessionnaire du monopole des jeux et principal employeur du Rocher, contrôlé par l'Etat et possédant notamment l'Opéra, les Sporting d'hiver et d'été, plusieurs palaces et restaurants. La lettre, objet d'une « fuite » dans la presse, a dénoncé le rôle joué par des Italiens, « agents-prêteurs » et « apporteurs d'affaires » au casino. Elle faisait état de commissions versées par des dirigeants de l'établissement à ces Italiens, qui lui assuraient une part importante de sa clientèle.

Un audit confié au cabinet Arthur Andersen avait dans un premier temps permis à la SBM de publier un communiqué précisant

que « les irrégularités ou malversations alléguées par la correspondance dont la presse s'est fait l'écho ne sont pas avérées ». Travaillant seul, le procureur général Gaston Carrasco avait dans un second temps mené une enquête préliminaire au cours de laquelle il avait entendu plusieurs responsables de la SBM. Seulement une partie de cette enquête avait ensuite été transmise au juge d'instruction Jacques Lefort.

Trois des « agents-prêteurs » italiens, proches de la Mafia, ont été condamnés et expulsés. Magdalena Motto, une de leurs compatriotes qui coordonnait leur action au casino, a purgé une peine de prison ferme. La découverte d'une attestation délivrée à l'italienne par le secrétaire général de la SBM, Stéphane Giacardi, lui a valu des poursuites pour faux en écriture. Le caissier de la Société monégasque d'avances et de recouvrements (SMAR), la filiale de la SBM chargée de consentir des avances en liquide, a lui aussi été inculpé. Mais, malgré les demandes des juges successivement chargés de l'instruction, l'intégrité de la procédure du procureur général ne leur a jamais été communiquée. Aussi le juge Charles Duchaine a-t-il refusé de prolonger des poursuites qu'il estimait sélectives et a-t-il rendu un non-lieu.

Le 21 novembre 1997, la police monégasque a par ailleurs interpellé cinq Italiens. Circulant à bord de Ferrari et signalés comme des membres de la mafia, ils étaient des habitués des salles de jeux où ils payaient en liquide. Reconduits à la frontière, ils étaient de retour le lendemain avant d'être de nouveau refoulés, cette fois sans leurs voitures. Le groupe était lié à Franco Lupattelli, un quadragénaire italien considéré lui aussi comme un « apporteur d'affaires » du casino et qui fut, à la fin de 1997, déclaré indésirable en Principauté.

### LES RELATIONS D'AFFAIRES DOUTEUSES DE DANIEL DUCRUET

Alors époux de la princesse Stéphanie, Daniel Ducruet était associé à un Italien résidant en Principauté, Franco Chiarolanza, au sein notamment de la société monégasque Cogetra. En 1996, le procureur d'Asi, enquêtant sur un dossier de blanchiment et d'escroquerie visant Franco Chiarolanza, avait adressé au juge Duchaine une commission rogatoire internationale afin de vérifier le transfert de fonds frauduleux vers Monaco. Le juge avait fait placer sur écoute les lignes de la société et du domicile de Daniel Ducruet.

E. In.

## Une « amitié protectrice » depuis un traité de 1918 avec la France

« LES GRIMALDI, une des plus influentes familles guelfes de Gênes, avaient été chassés à deux reprises de leur ville par les Gibelins », rappelait une plaquette diffusée à l'occasion du sept centième anniversaire de la dynastie, célébrant la prise de la forteresse de Monaco, le 8 janvier 1297.

Souveraine depuis sept siècles, principauté depuis 1662, Monaco entretient une « amitié protectrice », depuis le traité du 17 juillet 1918, avec la France. Le « grand pays voisin » s'est engagé à défendre l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Principauté.

Chef de l'Etat, le Prince Rainier a accédé au trône en 1949. La constitution du 17 décembre 1962 définit la nature du gouvernement de la Principauté comme une monarchie héréditaire et constitutionnelle. Le pouvoir exécutif y est exercé, sous la haute autorité du Prince, par un ministre d'Etat, assisté d'un Conseil de gouvernement composé de trois membres nommés par le Prince et responsable devant le seul souverain. Comme ses prédécesseurs, l'actuel ministre d'Etat, Michel Lévyque, a été choisi par le Prince

en prenant soin d'ordonner aux policiers de distinguer les éléments en lien avec l'enquête et les propos d'ordre privé.

Le 12 novembre 1996, Daniel Ducruet et deux comparses ont été conduits dans les locaux de la police, où le juge a demandé que leurs échanges, à l'intérieur d'une pièce « sonorisée », soient écoutés. Les comptes bancaires de Daniel Ducruet, dont son compte joint avec la princesse, sur lequel sont apparus - à une date ultérieure à leur divorce - des mouvements suspects, ont été étudiés. Le procureur Carrasco a demandé l'annulation d'une partie de la procédure, au motif notamment qu'il n'avait pas été prévenu de l'épisode de la « sonorisation ». Le 2 août 1997, la cour d'appel a donné raison au procureur, annulant des actes de procédure touchant Daniel Ducruet, dont des écoutes et des relevés du compte joint.

### UN SPONSOR COMPROMETTANT POUR LE GRAND PRIX

Un Italien recherché par différentes polices européennes pour des faits de délinquance financière, Ricardo Fanchini, a échappé de peu à une interpellation à Monaco, au matin du départ du Grand Prix automobile de 1996. Son arrestation était ordonnée dans le cours d'une information ouverte sur le Rocher pour association de malfaiteurs. Juste avant son interpellation, il avait quitté précipitamment la Principauté à bord de son yacht. Il était venu assister à la course sous couvert de la société Kremlińska, qui subventionnait alors le Rallye et le Grand Prix.

### L'AFFAIRE SANGEORGI, ENTRE ÉVASION FISCALE ET BLANCHIMENT MARSEILLAIS

Genre du grand financier mafieux sicilien Nino Salvo, le médecin palermitain Gaetano Sangeorgi résidait en 1994 dans une villa de la Côte d'Azur appartenant à une société monégasque gérée par un citoyen de la Principauté. Selon une instruction ouverte en 1995 à Monaco, 5 millions de francs en provenance d'Italie ont été versés sur les comptes de cette société, via des sociétés offshore. Le gérant assure que ces sommes proviennent d'une évasion fiscale. Gaetano Sangeorgi, arrêté en 1994 dans la région niçoise, a été extradé depuis vers son pays où il est poursuivi pour participation au meurtre d'un homme d'affaires italien, en 1992 à Palerme, sur ordre du parain Toto Riina.

## La genèse des élites politiques en Occident

### Naissance de la noblesse

« Le livre fera date, avec sa puissante érudition, tant française qu'allemande. »

Emmanuel Le Roy Ladurie, Le Figaro

« Un essai suggestif et décapant. »

Philippe-Jean Catinchi, Le Monde

« Sa lecture est une invitation salutaire à sortir de notre propre vision du monde pour mieux comprendre celui dont nous sommes les héritiers. »

Jean-Luc Pauthier, La Croix

« Un très grand livre. De ceux qui s'imposent dès leur parution, marquent les esprits. »

Frédéric Valloire, Valeurs actuelles

« K.F. Werner bat en brèche l'image du méchant seigneur pour rendre à l'aristocratie ses lettres de noblesse. »

Stéphane Bouquet, Libération

« Cet ouvrage ambitieux... bauscule et renouvelle, par les perspectives qu'il dessine et les informations qu'il recèle, nos idées et nos connaissances sur la naissance de l'Europe. »

Laurent Theis, Le Point

L'Histoire  
chez  
**FAYARD**

Telecommunications d'Entreprise

Ne vous contentez plus des standards existants

0 803 805 803



# Les à-peu-près d'un responsable de caisse régionale sur les retraites payées à l'étranger

## Le président de la CRAM du Sud-Est a laissé entendre que des pensions étaient versées à des morts

Des propos récents de Guy Regord, président de la caisse régionale d'assurance-maladie du Sud-Est, ont provoqué une polémique sur les re-

traites versées aux étrangers rentrés dans leur pays. M. Regord avait déploré des fraudes rendues possibles par « un système de contrôle fort

vulnérable et désuet », lors d'une conférence de presse au cours de laquelle avaient été évoqués des chiffres sans rapport avec la réalité.

**MARSEILLE**  
de notre correspondant régional  
Le 21 octobre, le président de la caisse régionale d'assurance-maladie du Sud-Est (CRAM-SE), Guy Regord, tenait une conférence de presse après un conseil d'administration. Il y annonçait qu'il avait écrit une lettre au premier ministre dans laquelle il dénonçait « un système de contrôle fort vulnérable et désuet » sur le versement de leurs retraites aux ressortissants étrangers rentrés dans leur pays. Les « documents sollicités » pour justifier les paiements seraient notamment « entachés (...) de doute quant à leur authenticité ».

Le président Regord, représentant du patronat au titre du Medef (ex-CNPF), demandait donc à Lionel Jospin des moyens supplémentaires pour « l'efficacité de nos politiques sociales ». Le lendemain, le Journal La Provence titrait en manchette : « Retraites : des milliards versés sans contrôle à l'étranger » et évoquait dans son article « un milliard de francs versés à d'hypothétiques retraités ».

M. Regord soutient aujourd'hui qu'il n'a donné aucun chiffre lors de la conférence de presse, hormis celui de 25 milliards de francs versés pour les 741 000 retraités, français et étrangers, dépendant de la CRAM-SE. Mais Bernard Nicoletti, responsable patronal non-membre du conseil d'administration, présent à la conférence de presse, avait bien parlé, lui, « de risque portant sur un milliard ». La CRAM ne verse pourtant que 478 millions de francs à l'ensemble des retraités étrangers. Le milliard évoqué équivaudrait donc à plus du double de la somme normalement due. Le chiffre lancé apparaît donc sans

fondement. La Provence, dans ses éditions du lundi 16 novembre, corrige d'ailleurs son information en indiquant qu'il avait été fait état d'« un zéro de trop ».

Au sein de la CRAM-SE, plus personne n'assume le chiffre, mais personne ne veut non plus le démentir explicitement. M. Regord explique qu'il voulait dénoncer un « système de contrôle défaillant », « le n'arrive pas à quantifier cette fraude, ajoute-t-il. Cela peut être de 1 à 50, je n'en sais rien ». Il se défend de « toute polémique sur les chiffres ». Est le milliard, reste le soupçon d'une fraude énorme que les mécanismes de vérification ne sauraient détecter.

**DÉMENTI AU NIVEAU NATIONAL.**  
Ces mécanismes sont connus. Le paiement de la retraite est conditionné à l'envoi chaque année d'une « attestation d'existence ». Quand elle n'est pas retournée à la date voulue, le versement s'interrompt. M. Regord, qui refuse de nommer le moindre pays, fait état de lettres d'avertissement de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse (CNAV) sur quelques fraudes possibles, qui seraient motivées par sa démarche. Une autre source mentionne une lettre concernant deux villages algériens. M. Regord refuse de le confirmer explicitement au nom de la protection du secret des dossiers. Il maintient pourtant que « l'administration n'est pas fiable » dans certains pays et ajoute qu'« il doit y avoir des complaisances ».

Un spécialiste national de la CNAV précise de son côté que les « administrations locales sont reconnues par tous les organismes internationaux ». Dans un commun-

iqué publié après la conférence de presse, la CNAV rappelait d'ailleurs sa préoccupation constante du « contrôle de la condition d'existence pour le versement des retraites ». Ce sont des banques, indique-t-elle, qui paient ces retraites et qui supportent elles-mêmes le risque. Ce qu'elles versent indûment est à leur frais, ce qui les rend prudentes.

Hasard de l'histoire : ayant changé de banque pour cette prestation, la CNAV a opéré récemment une vérification à grande échelle, contrôlant par exemple les relevés d'identité bancaire. Cette enquête n'a rien révélé d'anormal. La Caisse nationale ajoute qu'elle dispose d'un outil statistique permettant un contrôle indirect. « L'observation des effectifs de retraités dans les différents pays suivant les tranches d'âge : si un nombre significatif de pensions était versées indûment dans tel ou tel pays au titre de personnes décédées, il devrait appa-

raître un pourcentage de bénéficiaires âgés pour ces pays ». Or, cela n'apparaît nulle part dans les tableaux comparatifs. Conclusion de la CNAV : « Si les fraudes existent, elles ne peuvent être que ponctuelles et en aucun cas représenter des surcoûts de dépenses massifs ». Sans jamais le nommer, la CNAV dément donc les propos alarmistes du président de la CRAM-SE.

Mais dans la sphère politique, l'ordre des crédibilités s'inverse parfois. Sur la foi de la conférence de presse de M. Regord, Jean-Michel Ferrand, député RPR du Vaucluse, a déjà posé à l'Assemblée nationale une question au gouvernement où il évoque « 4 milliards concernant les ressortissants étrangers » et des détournements pouvant atteindre « plusieurs centaines de millions de francs ». Il est à craindre qu'il ne soit pas le seul à entretenir cette confusion.

Michel Samson

## Des associations chrétiennes célèbrent les droits de l'homme

ON A trop souvent dit et écrit que les croyants étaient plus attachés à leurs « devoirs » envers Dieu qu'aux « droits » de l'homme pour qu'ils ne tentent pas, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme (10 décembre 1948), de rétablir la vérité. La Cimade, l'ACAT (Action des chrétiens contre la torture), le CCDF (Comité catholique contre la faim et pour le développement), Justice et Paix, Pax Christi, etc. : plusieurs organisations protestantes et catholiques avaient ligé leurs efforts pour célébrer cet an-

iversaire, samedi 14 novembre à Paris - avant une « veillée eucuménique » à Notre-Dame autour du métropolite orthodoxe Jérôme, du pasteur Jean Tierrier, de Mgr Jean-Marie Lustiger et Mgr Louis-Marie Billé - et rappeler que la lutte pour les droits humains est une exigence de la foi chrétienne.

« Il faut descendre au fond du puits pour apercevoir la blancheur des étoiles » : cette formule de Valclav Havel vient d'un pays où des laïcs comme lui et des croyants ont lutté au coude à coude contre le communisme. Elle exprime la conviction, rappelée au long de cette journée, que les droits de l'homme ne se comprennent et ne se défendent qu'« au contact de la plus extrême détresse », selon le mot de Jean Tonglet, responsable international du mouvement ATD Quart Monde. D'où la multitude des appels lancés, tant par le philosophe protestant Paul Ricoeur que par des témoins venus du Paraguay ou du Timor, de Chine ou d'Irlande, d'Israël ou de Palestine, pour combattre le découragement, continuer d'espérer et de militer « au cœur de la nuit ».

La nuit, précisément, Soline Nyirahabimana en revient. Elle arrive du Rwanda, ce pays le plus catholique d'Afrique qui fut le théâtre de l'un des plus affreux génocides. « Nous fûmes tous à la fois coupables et victimes », dit-elle devant les 2 000 militants chrétiens réunis à Paris. Ces hommes qui ont tué ou ont été tués sont les nôtres. Ces prisonniers qui attendent d'être jugés sont

nos maris. Nos enfants eux-mêmes ont tué et ont été tués ». Elle dirige un collectif de 35 associations rwandaises qui, par des actions concrètes dans les écoles ou les camps, avec les femmes et les enfants, tentent de reconstruire un pays, au nom de ce qu'elle n'ose pas encore appeler la « réconciliation ».

**PARDON, OUBLI ET IMPUNITÉ**  
Outre le « repli » dû à une désespérance qui n'épargne personne, le chrétien est-il, plus que d'autres, tenté par l'oubli et le pardon ? Cela fut dit au cours de cette journée. La succession des gestes de « repentance » (Jeûs, Inquisition, etc.) ne doit pas nous égarer, ont prévenu ces responsables associatifs. Pardon oui, mais pas au risque de l'impunité. Cette question - y compris pour l'affaire Pinochet - peut diviser les chrétiens. Guy Aurenche, avocat et président de la Fédération internationale des associations chrétiennes de lutte contre la torture (Fiacat), n'en a que davantage regretté « le déplorable mélange entre pardon et absence de justice ».

Ces organisations n'entendent pas réserver à leurs « chapelles » cette commémoration de la Déclaration universelle de 1948. Elles rejoindront le collectif dit « de l'article 1 » - « Tous les hommes naissent

libres et égaux en dignité et en droits » - réunissant une trentaine d'associations qui, les 11 et 12 décembre à La Villette, animent débats et expositions. Mais elles avaient à cœur d'abord de redire quelques convictions : ne pas céder aux « peurs » qui touchent à l'identité chrétienne ; faire des droits de l'homme l'objet d'un véritable enseignement dans les manuels de catéchèse, les séminaires, les écoles ; appeler le Vatican à être « plus logique dans sa défense de la vie » et refuser, plus explicitement que ne le fait son dernier catéchisme, la peine de mort.

Mais leur appel s'adresse aussi aux responsables politiques. Les militants réunis samedi à Paris se sont inquiétés des multiples formes d'exclusion, des menaces contre le droit d'asile, des crispations ethniques, de la dictature des circuits économiques et financiers. Ils ont enfin souhaité que les droits de l'homme ne soient plus le « gadget » que l'on sort au journal de 20 heures, devant des images de violence et de mort, mais un « souffle » qui traverse toute l'action politique. Vœu pieux ?

Henri Tincq

## L'opinion publique face aux plantes transgéniques

Grand débat  
Mardi 24 novembre 1998 de 18h à 22h30  
accès libre sur inscription

**18h30 Table ronde :**  
Comment le citoyen se forme-t-il une opinion ?  
avec : Michel Aigle, professeur de biologie cellulaire et génétique, université de Bordeaux, Dominique Bourg, philosophe, Suzanne de Cheveigné, sociologue au CNRS, Edienne Magnien, Commission Européenne, Pierre Pagasse, président de Limagrain.

**20h45 Table ronde :**  
Comment le citoyen peut-il être associé à la décision publique ?  
avec : Arnaud Apotelet, Greenpeace France, Marie-Jeanne Husset, 60 millions de consommateurs, Pierre-Benoît Joly, philosophe à Paris, Philippe Kouristky, professeur au Collège de France, Institut Pasteur, Jean-Yves Le Déaut, député, Brian Wynne, professeur de sociologie des sciences, Lancaster.

Animation : Catherine Vincent, journaliste au Monde.  
Animation : Sylvia Zappi, journaliste au Monde.

**Ciblage :** Guy Pallot, président de l'INRA.

**Le Monde**  
Cité des Sciences et de l'Industrie  
30 avenue Corentin Cariou  
75019 Paris

Programme détaillé, renseignements et inscriptions :  
• Marie-Agnès Bernardis : 01 40 05 75 62  
• Cécile Join-Lambert : 01 40 05 82 97

**la cité**

Des au jour d'hui  
<http://www.telerama.fr>

**réagir**  
Sifflez ou applaudissez : votez chaque jour pour ou contre la sélection TV de Max et consultez sa cote.

**télé et ciné sur mesure**  
Composez votre propre grille de programmes. Enregistrez vos préférences TV et ciné pour être averti par e-mail dès qu'une émission ou un film qui vous plaît est programmé.

**échanger**  
Dialoguez en direct avec un réalisateur. Lisez votre expérience sur les forums et partagez celle des autres.

**tout retrouver**  
Accédez aux archives de Télérama et consultez l'ensemble des sujets traités depuis 1971.

**Télérama**  
Prenez votre culture en main.

## CORRESPONDANCE

### Une lettre d'Henry de Lesquen

A la suite de notre article intitulé « Les traditionalistes obtiennent, au Vatican, des marques de soutien » (Le Monde du 27 octobre), nous avons reçu d'Henry de Lesquen, président du Club de l'Hortologie, la mise au point suivante :  
Dom Eric de Lesquen, abbé de Randol, n'est pas mon frère, mais mon cousin germain. Le Club de l'Hortologie n'est pas « lié au Front national », il est parfaitement indépendant des partis.

**2 nouveaux copieurs personnels Canon Chez Duriez**

Sans entretien. Compact et léger. Tout papiers. Canon FC 200 avec alimentation feuille à feuille 2 490 F TTC, FC 220 avec alimentation automatique 50 feuilles 3 490 F TTC.  
Duriez, 3 rue La Boétie Paris 8e  
112 bd St-Germain Paris 6e

## L'état de l'environnement

L'institut français de l'environnement  
soutient à titre de partenaire

**DES PRINCIPALES**  
L'Institut français de l'environnement (Ifremer) a publié son rapport annuel sur l'état de l'environnement en France. Le rapport indique que l'état de l'environnement est globalement satisfaisant, mais que des progrès restent à faire, notamment en matière de qualité de l'air et de l'eau. Le rapport souligne également l'importance de la participation citoyenne dans la gestion de l'environnement.

**ENVA L'UNION**  
L'Union européenne a adopté une directive relative à l'évaluation de l'impact environnemental des projets d'aménagement. Cette directive vise à garantir que les impacts potentiels des projets soient correctement évalués et pris en compte dans le processus de décision.

**La nature patrimoniale de France protégée**  
Le gouvernement a annoncé la création d'un réseau national de réserves naturelles intégrales. Ces réserves ont pour objectif de protéger les zones les plus riches et les plus vulnérables de la biodiversité française.

**La nature patrimoniale de France protégée**  
Le gouvernement a annoncé la création d'un réseau national de réserves naturelles intégrales. Ces réserves ont pour objectif de protéger les zones les plus riches et les plus vulnérables de la biodiversité française.

**La nature patrimoniale de France protégée**  
Le gouvernement a annoncé la création d'un réseau national de réserves naturelles intégrales. Ces réserves ont pour objectif de protéger les zones les plus riches et les plus vulnérables de la biodiversité française.

**La nature patrimoniale de France protégée**  
Le gouvernement a annoncé la création d'un réseau national de réserves naturelles intégrales. Ces réserves ont pour objectif de protéger les zones les plus riches et les plus vulnérables de la biodiversité française.

**La nature patrimoniale de France protégée**  
Le gouvernement a annoncé la création d'un réseau national de réserves naturelles intégrales. Ces réserves ont pour objectif de protéger les zones les plus riches et les plus vulnérables de la biodiversité française.

**La nature patrimoniale de France protégée**  
Le gouvernement a annoncé la création d'un réseau national de réserves naturelles intégrales. Ces réserves ont pour objectif de protéger les zones les plus riches et les plus vulnérables de la biodiversité française.

**La nature patrimoniale de France protégée**  
Le gouvernement a annoncé la création d'un réseau national de réserves naturelles intégrales. Ces réserves ont pour objectif de protéger les zones les plus riches et les plus vulnérables de la biodiversité française.

**La nature patrimoniale de France protégée**  
Le gouvernement a annoncé la création d'un réseau national de réserves naturelles intégrales. Ces réserves ont pour objectif de protéger les zones les plus riches et les plus vulnérables de la biodiversité française.

**La nature patrimoniale de France protégée**  
Le gouvernement a annoncé la création d'un réseau national de réserves naturelles intégrales. Ces réserves ont pour objectif de protéger les zones les plus riches et les plus vulnérables de la biodiversité française.

**La nature patrimoniale de France protégée**  
Le gouvernement a annoncé la création d'un réseau national de réserves naturelles intégrales. Ces réserves ont pour objectif de protéger les zones les plus riches et les plus vulnérables de la biodiversité française.

**La nature patrimoniale de France protégée**  
Le gouvernement a annoncé la création d'un réseau national de réserves naturelles intégrales. Ces réserves ont pour objectif de protéger les zones les plus riches et les plus vulnérables de la biodiversité française.

**La nature patrimoniale de France protégée**  
Le gouvernement a annoncé la création d'un réseau national de réserves naturelles intégrales. Ces réserves ont pour objectif de protéger les zones les plus riches et les plus vulnérables de la biodiversité française.

**La nature patrimoniale de France protégée**  
Le gouvernement a annoncé la création d'un réseau national de réserves naturelles intégrales. Ces réserves ont pour objectif de protéger les zones les plus riches et les plus vulnérables de la biodiversité française.

**La nature patrimoniale de France protégée**  
Le gouvernement a annoncé la création d'un réseau national de réserves naturelles intégrales. Ces réserves ont pour objectif de protéger les zones les plus riches et les plus vulnérables de la biodiversité française.

**La nature patrimoniale de France protégée**  
Le gouvernement a annoncé la création d'un réseau national de réserves naturelles intégrales. Ces réserves ont pour objectif de protéger les zones les plus riches et les plus vulnérables de la biodiversité française.

**La nature patrimoniale de France protégée**  
Le gouvernement a annoncé la création d'un réseau national de réserves naturelles intégrales. Ces réserves ont pour objectif de protéger les zones les plus riches et les plus vulnérables de la biodiversité française.

**La nature patrimoniale de France protégée**  
Le gouvernement a annoncé la création d'un réseau national de réserves naturelles intégrales. Ces réserves ont pour objectif de protéger les zones les plus riches et les plus vulnérables de la biodiversité française.

**La nature patrimoniale de France protégée**  
Le gouvernement a annoncé la création d'un réseau national de réserves naturelles intégrales. Ces réserves ont pour objectif de protéger les zones les plus riches et les plus vulnérables de la biodiversité française.

**La nature patrimoniale de France protégée**  
Le gouvernement a annoncé la création d'un réseau national de réserves naturelles intégrales. Ces réserves ont pour objectif de protéger les zones les plus riches et les plus vulnérables de la biodiversité française.

**La nature patrimoniale de France protégée**  
Le gouvernement a annoncé la création d'un réseau national de réserves naturelles intégrales. Ces réserves ont pour objectif de protéger les zones les plus riches et les plus vulnérables de la biodiversité française.

**La nature patrimoniale de France protégée**  
Le gouvernement a annoncé la création d'un réseau national de réserves naturelles intégrales. Ces réserves ont pour objectif de protéger les zones les plus riches et les plus vulnérables de la biodiversité française.

**La nature patrimoniale de France protégée**  
Le gouvernement a annoncé la création d'un réseau national de réserves naturelles intégrales. Ces réserves ont pour objectif de protéger les zones les plus riches et les plus vulnérables de la biodiversité française.

**La nature patrimoniale de France protégée**  
Le gouvernement a annoncé la création d'un réseau national de réserves naturelles intégrales. Ces réserves ont pour objectif de protéger les zones les plus riches et les plus vulnérables de la biodiversité française.

**La nature patrimoniale de France protégée**  
Le gouvernement a annoncé la création d'un réseau national de réserves naturelles intégrales. Ces réserves ont pour objectif de protéger les zones les plus riches et les plus vulnérables de la biodiversité française.

**La nature patrimoniale de France protégée**  
Le gouvernement a annoncé la création d'un réseau national de réserves naturelles intégrales. Ces réserves ont pour objectif de protéger les zones les plus riches et les plus vulnérables de la biodiversité française.

**La nature patrimoniale de France protégée**  
Le gouvernement a annoncé la création d'un réseau national de réserves naturelles intégrales. Ces réserves ont pour objectif de protéger les zones les plus riches et les plus vulnérables de la biodiversité française.

**La nature patrimoniale de France protégée**  
Le gouvernement a annoncé la création d'un réseau national de réserves naturelles intégrales. Ces réserves ont pour objectif de protéger les zones les plus riches et les plus vulnérables de la biodiversité française.

Handwritten note in Arabic script: "هذا من اجل"



سكنا من الحاجر

RÉGIONS

LE MONDE / MARDI 17 NOVEMBRE 1998

L'état de l'environnement en France : des progrès réels, mais trop lents

L'Institut français de l'environnement (IFEN) publie l'édition 1999 de son rapport national. La prise de conscience a progressé, mais la France reste souvent à la traîne par rapport à ses voisins européens. Le XX<sup>e</sup> siècle léguera aux générations futures des sols et des océans pollués

DES PROGRÈS réels mais plus lents que prévu : c'est la conclusion du rapport sur « l'environnement en France », publié lundi 16 novembre par l'Institut français de l'environnement (IFEN), qui établit tous les quatre ans un tel bilan national. Au plan des avancées, l'IFEN observe que la plupart des émissions polluantes dans l'air sont « en décroissance ». La pollution de l'eau par les rejets industriels ou urbains est « en recul sensible ». La superficie des espaces protégés augmente. Pourtant, il existe un « sentiment général (...) que [les efforts] sont sensiblement plus lents que prévu » et la France reste souvent en retard par rapport à ses voisins européens.

vements d'eau potable en baisse de 1 % par an depuis dix ans, la qualité se dégrade. « On n'arrive pas à juguler les impacts des rejets polluants diffus de l'agriculture intensive », résume Thierry Lavoué, coordonnateur de l'étude. Entre 17 et 20 millions de Français boivent une eau non conforme aux normes sanitaires européennes. La contamination par les nitrates des eaux de surface se généralise sur deux tiers du territoire : au nord d'une ligne Toulouse-Strasbourg, les évolutions sont « mauvaises ». La pollution au phosphore, responsable du phénomène d'eutrophisation - apparition d'algues vertes assphydant les milieux aquatiques - tend également à se propager : si les pics de pollution tendent à diminuer, c'est l'ensemble du réseau des rivières qui est touché. La contamination par les pesticides est moins étendue mais les rivières et nappes polluées le sont durablement. La première cause de non-conformité de l'eau potable demeure la contamination bactériologique, via les micro-organismes pathogènes.

EAUX MARINES : deux phénomènes inquiètent les spécialistes de l'IFEN, les macrodéchets et l'eutrophisation des milieux. Une masse croissante de déchets, débris industriels et ménagers, pollue le littoral et les fonds marins. On recense plus de 8 millions de débris sur les fonds du golfe du Lion, 50 millions sur ceux du golfe de Gascogne. Estuaire de la Seine, côtes du Calvados, Bretagne sud, pays de la Loire et côte ouest de la Méditerranée connaissent aussi depuis dix ans des phénomènes récurrents d'eutrophisation, favorisant le développement d'algues toxiques.

BERRE font partie des agglomérations les plus touchées par les pointes de pollution à l'ozone entre 1994 et 1996. A Paris et en petite couronne, le coût médico-social journalier, pour « un niveau très élevé de pollution », serait respectivement de 2,9 millions de francs pour l'ozone et de 12,3 millions pour le dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>). Le dispositif de surveillance permet de mieux appréhender les pollutions locales, mais « de nombreux polluants ne sont pas encore assez mesurés ». La congestion du réseau routier a augmenté de 60 % en dix ans, passant à 500 milliers d'heures-kilomètres en 1996. Paris et la région parisienne représentent à eux seuls 85 % des embouteillages nationaux.

SOLS : les méthodes culturales intensives ont abouti, selon l'inventaire de l'IFEN, à ce que « les taux de matière organique des sols agricoles ont significativement baissé », en particulier dans la Beauce, la Brie, l'Aquitaine et le Roussillon. L'érosion touche, elle, les zones de grande culture au nord-ouest et à l'est du Bassin parisien, ainsi que la vallée du Rhône et le Sud-Ouest. L'accumulation dans les sols de métaux lourds, de pesticides, et de substances telles que les dioxines pose la question de leur devenir à long terme.

BRUIT : un salarié sur quatre subit des nuisances sonores sensibles, 13 % sont exposés à un bruit supérieur à 85 décibels (dB), niveau jugé pénible. C'est en effet au travail que le bruit est potentiellement le plus nuisible pour la santé. La surdité est devenue la maladie la plus coûteuse pour la Sécurité sociale : 800 millions d'indemnités versées annuellement. 33 % des ménages se déclarent gênés par le bruit de la circulation, 30 % par les nuisances de voisinage. « La situation est affligeante », résume Thierry Lavoué.

EAUX CONTINENTALES : si l'effort d'économies commence à porter ses fruits, avec des pré-

AIR : malgré la réduction générale des émissions de polluants, les pics de pollution sont en augmentation. Lille, Lyon, Marseille, Strasbourg et Fos-

Un « héritage » encombrant

Le rapport de l'IFEN constate que, depuis 1994, le débat sur l'environnement s'est déplacé : d'une forte mobilisation sur les risques globaux (effet de serre), on est passé aux préoccupations quotidiennes et locales, liées à la santé, la vie en ville et la consommation. Avec la multiplication des pics de pollution dans les grandes agglomérations, la qualité de l'air en ville a pris « une importance majeure » aux yeux des Français. L'option parait de plus en plus sensible aux problèmes que le XX<sup>e</sup> siècle léguera aux générations futures : déchets nucléaires, métaux lourds, pollutions chimiques des sols, gaz à effet de serre, stocks de pêche appauvris, friches... « Le poids de l'héritage risque d'être considérable », notent les rapporteurs. Ce legs pénalisera en particulier océans et sols : « Le siècle à venir devra accorder une attention beaucoup plus grande à la gestion ou à la restauration de stocks », autrement dit au « développement durable ».

Sylvia Zappi

La nappe phréatique de Beauce protégée

ORLÉANS de notre correspondant. Sécheresse persistante, prélèvements sans compter des céréales pour satisfaire la course au rendement : déjà malmenée par la pollution aux nitrates, l'importante nappe de Beauce, qui s'étend sous six départements et n'arrive pas à se recharger, est menacée. C'est pourquoi le préfet de la région Centre, Jacques Barel, entouré des dirigeants agricoles, a annoncé le 13 novembre la mise en place dès 1999, lors de l'ouverture de la campagne d'irrigation, d'un dispositif de gestion permettant de maîtriser les prélèvements d'eau, auquel les « seigneurs du blé » devront désormais se soumettre. Le préfet n'a pas voulu parler de quotas, terme avec lequel la profession agricole est fâchée, mais cela y ressemble singulièrement. Pour la campagne 1999, un plafond global a été fixé : pas plus de 360 millions de mètres cubes, chiffre établi en fonction du niveau - bas - de la nappe, en 1998. La répartition sera définie par département, puis chaque préfet fixera les plafonds individuels, sur une base de 1 000 mètres cubes à l'hectare environ. D'une année sur l'autre, l'irrigation sera gratifiée d'un « bonus », s'il économise, ou d'un « malus ». Le dispositif, experti-

mental pendant trois ans et rotulable en fonction du niveau de la nappe, sera intégré ensuite dans le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) en cours d'élaboration. 3 200 irriguants sont touchés. La mise en place promet d'être complexe. Il faut des compteurs dans chaque exploitation, ce qui est loin d'être le cas, bien que la loi l'exige depuis 1997. Il faut aussi pouvoir contrôler le dispositif, tout en sachant qu'« on ne pourra pas mettre un policier derrière chaque agriculteur », a indiqué un représentant des services de l'Etat. Un profond changement d'état d'esprit est à mettre au crédit des dirigeants agricoles : « Nous espérons être suivis par un maximum d'agriculteurs. Sur le terrain, nous allons rencontrer des difficultés. Tout le monde ne comprendra pas cet engagement pris dans l'intérêt général », a souligné Guy Vasseur, président de la chambre régionale d'agriculture. « Il est possible d'aboutir dans la concertation et loin des polémiques stériles à des solutions qui préservent les ressources naturelles, tout en donnant aux agriculteurs les assurances minimales dont ils ont besoin », ajoutent les dirigeants agricoles.

Régis Guyotat

Mme Mégret candidate à la présidence de l'Association des maires de France

CATHERINE MÉGRET, maire (FN) de Vitrolles (Bouches-du-Rhône), devait intervenir, mardi 17 novembre à Paris, à la tribune du congrès de l'Association des maires de France (AMF), comme candidate à la présidence de cette institution. C'est la première fois que le Front national brigue la tête de cette association transpartisanne, financée par les cotisations de 90 % des maires de France. Le FN continue ainsi sa stratégie d'implantation tous azimuts, qu'il s'agisse des élections professionnelles ou, aujourd'hui, du renouvellement des instances d'une organisation reconnue pour sa défense de la « cause communale ». A l'AMF, on s'efforce de relativiser l'embarras suscité par cette candidature. « Etant maire, elle a le droit comme les autres à une expression », affirme Jean-Paul Delevoye, sénateur RPR du Pas-de-Calais, maire de Bapaume, président sortant de l'AMF et candidat à sa propre succession. A gauche, on s'efforce aussi de limiter la portée de cette tentative : « Ce n'est pas la candidature de Mme Mégret qui changera quoi que ce soit aux positions de l'AMF », souligne Georges Lemoine, ancien maire (div. gauche) de Chartres et secrétaire général sortant de l'AMF. Gilbert Roger, maire PS de Bondy (Seine-Saint-Denis) et can-

didat de la gauche « plurielle », comptait, pour sa part, dénoncer mardi à la tribune la candidature d'un « maire qui exclut les Français et balafre l'écharpe tricolore ». La candidate du FN n'est assurée que d'une douzaine de voix, celles des maires FN qui cotisent à l'AMF. Mais Mme Mégret pourrait profiter de l'hostilité au pacte civil de solidarité (PACS) de nombreux maires ruraux. Certains élus pourraient se reporter sur son nom pour sanctionner M. Delevoye, qui s'est gardé de rallier la pétition dite « des 14 000 maires » contre le PACS. Mme Mégret recueillera aussi une certaine adhésion à la stratégie d'accord droite-FN, qu'elle défend dans sa profession de foi. M. Delevoye, qui n'est pas suspect de complaisance envers le FN, se défend d'avoir mis les thèmes de l'insécurité et des gens du voyage à l'ordre du jour du congrès par opportunisme : « Si, en 2001, nous ne voulons pas que les Français nous disent : "Virez-nous tous les politiques et mettez-nous des flics partout !", nous devons repartir à la conquête des valeurs républicaines. Et cela passe par le local ». L'entourage du président de l'AMF prédit un score de 3 % pour Mme Mégret.

Béatrice Jérôme

Epargne salariale
Insécurité ou Indexation ?
Dans un contexte boursier mouvementé, de nombreux salariés recherchent la sécurité et la stabilité des rendements pour leur épargne salariale. Répondant à leurs attentes, Interépargne innove en créant, après le lancement par le Trésor français des OAT indexées sur l'inflation, un nouveau FCPE sécuritaire investi principalement en OAT : Fructi OATz.
Fructi OATz d'Interépargne
1er FCPE en OAT indexées sur l'inflation
Pour les salariés, Fructi OATz ne présente que des avantages :
- de par son indexation, il sécurise leur épargne face à toute éventuelle reprise de l'inflation.
- il les fait bénéficier d'un produit potentiellement mieux rémunéré que les SICAV monétaires tout en leur assurant une protection optimale de leur capital investi.
Pour votre entreprise, l'intégration de Fructi OATz dans votre dispositif d'épargne salariale est une simple formalité : un avenant suffit.
A l'heure où tous les investisseurs veulent protéger coûte que coûte leurs placements et où les salariés s'inquiètent des rendements de leur épargne salariale, Fructi OATz d'Interépargne vous offre sérénité, performance et garantie de l'Etat.
Pour obtenir une documentation, contactez Catherine Sayag - 01 55 80 44 10 ou adressez votre carte de visite à Interépargne - 176, rue Montmartre - 75002 Paris
Nous gérons, avec vous, des solutions d'avenir.
INTERÉPARGNE
BANQUE POPULAIRE

L'opinion publique aux plantes transgéniques

Le Monde la cité



DISPARITIONS

Niklas Luhmann

Un sociologue inventeur d'une théorie du système

LE SOCIOLOGUE allemand Niklas Luhmann est mort, vendredi 6 novembre, à son domicile d'Oerlinghausen, près de Bielefeld (Rhénanie du Nord). Né le 8 décembre 1927 à Lueneburg (Basse-Saxe), Niklas Luhmann était un sociologue et théoricien allemand exceptionnel. En bien des sens : par l'ampleur de l'œuvre - des dizaines de titres dont peu bénéficient d'une traduction en français (Amour comme passion, Aubier, 1990, quelques fragments et dossiers publiés en revue) ; par l'ambition de rompre avec les sociologies « classiques », qui le pousse à produire une théorie complexe effectuante de continus retours sur elle-même ; par la singularité de l'itinéraire personnel.

mandes, dont celle de Francfort. En ce sens, Luhmann peut être situé en position symétrique de celle occupée par Jürgen Habermas, mais avec moins de retentissement immédiat. Maugré une carrière sociologique à la fin des années 60, c'est prendre en charge l'interprétation des turbulences et de la grande transformation qui s'effectue. C'est n'en finir jamais avec la question de la société moderne européenne. Cette société que Luhmann montre issue d'un long et unique processus accompli de la fin du Moyen Âge à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. A un ordre hiérarchisé et global succède un ordre aléatoire qui résulte de la multiplication des systèmes spécialisés (politiques, administratifs, économiques, religieux), clos et autonomes. La société devient polycentrée. Il n'est plus possible de postuler un ordre préalable souffrant de dysfonctionnements, la réalité sociale se donne à connaître en termes probabilistes, l'existence et le maintien de ses systèmes sont « problématiques ».

1977) est l'ouvrage où, dans le sillage de Talcott Parsons, Luhmann présente une interprétation fonctionnelle de la religion. En étudiant le rapport religion-surmatérial, la religion comme système et le surmatériel comme « environnement », Niklas Luhmann élabore une théorie du système. Il veut montrer que la démarche systématique a une forte capacité explicative. Mais c'est à Systèmes sociaux. Esquisse d'une théorie générale (Soziale Systeme. Grundrisse einer Allgemeinen Theorie, 1984) qu'il attribue la qualité de premier « vrai » livre. C'est là sa contribution la plus notable, en même temps que la plus novatrice et la plus abstraite. Il identifie trois grands systèmes autoréférentiels : les systèmes vivants, les systèmes psychiques et les systèmes sociaux. Chacun des systèmes distingue ce qui lui est propre et ce qui constitue son « environnement », définit ses frontières et se définit à l'intérieur de celles-ci. Son degré de complexité dépend des relations entretenues avec son environnement ; plus il est ouvert, plus il a de relations externes, plus il est complexe. La mécanique du système n'est pas la dynamique ; le couffin, la contradiction, le paradoxe lui sont nécessaires ; l'évolution, la transformation des structures, résultent des « désaccords » entre le mouvement du système et celui de son environnement.

La vision de Niklas Luhmann a de l'ampleur, elle comporte une dimension que l'on pourrait dire tragique. L'œuvre, que les critiques ont considérée dépourvue de tout éclairage empirique, pousse ses ramifications dans tous les domaines : les transformations d'aujourd'hui s'effectuent et se disent. Elle déconcentre, elle provoque, elle est donc nécessaire.

Georges Balandier

UNE DIMENSION TRAGIQUE

Daniel Bell a décrit une société moderne non intégrée, clivée par des contradictions insurmontables. Niklas Luhmann introduit une vision plus complexe ; il explique pourquoi et en quoi cette société parvient à une intégration forte- ment aléatoire, jamais entièrement stabilisée, toujours génératrice d'incertitude quant à son « évolution ».

D'une œuvre abondante, il faut retenir trois livres, trois moments de l'élaboration théorique. Fonction de la religion (Funktion der Religion,

1977) est l'ouvrage où, dans le sillage de Talcott Parsons, Luhmann présente une interprétation fonctionnelle de la religion. En étudiant le rapport religion-surmatérial, la religion comme système et le surmatériel comme « environnement », Niklas Luhmann élabore une théorie du système. Il veut montrer que la démarche systématique a une forte capacité explicative. Mais c'est à Systèmes sociaux. Esquisse d'une théorie générale (Soziale Systeme. Grundrisse einer Allgemeinen Theorie, 1984) qu'il attribue la qualité de premier « vrai » livre. C'est là sa contribution la plus notable, en même temps que la plus novatrice et la plus abstraite. Il identifie trois grands systèmes autoréférentiels : les systèmes vivants, les systèmes psychiques et les systèmes sociaux. Chacun des systèmes distingue ce qui lui est propre et ce qui constitue son « environnement », définit ses frontières et se définit à l'intérieur de celles-ci. Son degré de complexité dépend des relations entretenues avec son environnement ; plus il est ouvert, plus il a de relations externes, plus il est complexe. La mécanique du système n'est pas la dynamique ; le couffin, la contradiction, le paradoxe lui sont nécessaires ; l'évolution, la transformation des structures, résultent des « désaccords » entre le mouvement du système et celui de son environnement.

C'est avec L'Autopoïèse de la conscience (Die Autopoiesis des Bewusstseins, 1985) que s'effectue une nouvelle étape ; au début des années 80, le concept d'« auto-poïèse » est repris de l'œuvre de certains biologistes (Maturana, Varela) et transféré de leur discipline à

la sociologie. Le système construit seul ses mécanismes, crée lui-même ses propres règles de fonctionnement et les possibilités de se « penser » lui-même. Doté de ces capacités, le système occupe dans le devenir historique la place que l'individu occupait depuis qu'elle lui avait été attribuée par la philosophie des Lumières. C'est, a-t-on dit, l'image d'une « société sans hommes ».

■ CLAUDE SERRE, dessinateur et illustrateur à l'humour très noir, est mort vendredi 13 novembre d'un cancer à l'âge de soixante ans. Claude Serre avait commencé sa carrière à quinze ans chez un décorateur d'assiettes en porcelaine. Mais, dès 1962, sa vocation d'humoriste et sa facilité à illustrer différents thèmes de la vie courante l'ont porté vers l'illustration et le dessin de presse. Il a collaboré à diverses revues comme Pleurs, Planète, Bizarre, Hara-Kiri ou Pariscope. Claude Serre avait aussi réalisé plusieurs affiches de théâtre et cinéma. En 1972, sa rencontre avec Jacques Génat l'incite à publier chez l'éditeur Gröbels de bandes dessinées son premier livre, Humour noir et hommes

Stokely Carmichael

L'ancien chef des Black Panthers

STOKELY CARMICHAEL, qui fut le « premier ministre » du mouvement des Black Panthers, est mort, dimanche 13 novembre, à Conakry (Guinée) d'un cancer de la prostate, à l'âge de cinquante-sept ans.

Né à Trinidad le 29 juin 1941, Stokely Carmichael est élevé à New York avant d'entrer, en 1960, à l'université Howard de Washington, où il obtient un diplôme de philosophie. Il participe alors à la création de la grande organisation née dans la fièvre des révoltes noires de l'époque, le Comité étudiant de coordination non violente (SNCC), dont il devient président en 1966. Marxiste-léniniste, internationaliste convaincu et opposant à la guerre du Vietnam, Stokely Carmichael se veut avant tout le défenseur des droits des Noirs. Il invente un slogan qui devait faire florès, le « Black Power », un cri de ralliement qui doit servir, selon lui, à donner aux

Noirs les moyens de s'organiser politiquement et économiquement : « Nous voulons contrôler les institutions des communautés où nous vivons, et arrêter l'exploitation des gens de couleur à travers le monde », explique-t-il.

Soucieux de défendre les valeurs culturelles des Afro-Américains, Stokely Carmichael a du mal à convaincre du caractère non violent de cette doctrine du « pouvoir noir », surtout lorsque, en 1968, ce légataire de la pensée de Malcolm X rejoint le mouvement des Panthers noirs. Les Noirs, dit-il, doivent se préparer à une longue période de lutte armée. Il quittera les Black Panthers un an plus tard, pour s'installer en Algérie, puis en Guinée. Stokely Carmichael prend alors le nom de Kwame Touré, en hommage à ses deux parrains, Kwame Nkrumah, le président ghanéen en exil, et Sékou Touré, l'ancien président guinéen. Marié à l'ancienne chanteuse sud-africaine Myriam Makeba, il ne quittera plus l'Afrique, où il voulait développer un seul Etat, socialiste et panafricain.

Laurent Zecchini

JOURNAL OFFICIEL

Au Journal officiel daté jeudi 12-vendredi 13 novembre sont publiés : Conseil constitutionnel : plusieurs décisions par lesquelles le Conseil constitutionnel a rejeté la requête du juge d'instruction auprès du tribunal de grande instance de Paris, Chantal Perdrix (Le Monde du 14 novembre), ainsi que des requêtes concernant les élections sénatoriales du 27 septembre.

AU CARNET DU « MONDE »

Anniversaires

- 17 septembre 1998. Régis. Tu m'as donné deux ans de bonheur, de générosité, d'amour, de l'âme. Christian.

Décès

- On nous prie de faire part du décès du docteur Raymond BOURNIQUE, survenu à Paris, le 13 novembre 1998.

Vous pouvez nous transmettre vos annonces la veille pour le lendemain jusqu'à 16 h 30

Nos abonnés et nos actionnaires. N'oubliez pas de nous adresser vos lettres et vos chèques de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

LE MONDE diplomatique

RUSSIE

Un pays en mal d'Etat, par Moshe Lewin. - Le purgatoire des intellectuels, par Claude Frioux.

- CRISE FINANCIÈRE : Le système bancaire en déroute, par Ibrahim Warde. - L'ATCM, un fond au-dessus de tout soupçon (I. W.). - Les meilleurs économistes du monde », par Serge Halimi. - Le bateau ivre de la finance, par Bernard Cassen. - Tempête sur les économies d'Amérique latine, par Carlos Gabetta. ■ MEXIQUE : Nouvelles guérillas dans le Guerrero, par Maurice Lemoine. ■ MAROC : Réussir la transition démocratique, par Remy Leveau. ■ BIRMANIE : Répression sur fond de narco-trafic, par André et Louis Boucaud. ■ KOSOVO : Pour une paix à l'irlandaise, par Tommaso Di Francesco. ■ POLITIQUE AGRICOLE : Imposer le droit des peuples à se nourrir eux-mêmes, par Jacques Berthelot. ■ EDUCATION : L'école publique à l'encair, par Yves Careil.

En vente chez votre marchand de journaux le 24 F

Casablanca, Paris.

Antoinette Cesari, sa fille. Linaute Cesari, 64 ans. Ses beaux-frères, ses belles-sœurs, ses neveux et nièces, ses cousins germains. Et ses parents, ses voisins.

M. Joseph CESARI,

survenu à Ajaccio, le 11 novembre 1998, à l'âge de soixante-quinze ans.

L'inhumation aura lieu le mardi 17 novembre, à 11 heures, au cimetière du cimetière Saint-Pierre, à Marseille.

Ni fleurs ni couronnes, mais des dons à la Fondation pour la recherche médicale ou aux associations caritatives.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Antoinette Cesari, épouse de Jean-Claude, 20140 Casablanca.

194, avenue du Maïoa, 75014 Paris.

- M<sup>me</sup> Jean Huberson, née Simone Petelin.

M. Jean-Daniel Huberson, son fils, ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Jean HUBERSON,

rappelé à Dieu le 9 novembre 1998.

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

40, rue du Mont-Valérien, 92210 Saint-Cloud, 55, chemin du Hâlage, 45800 Saint-Jean-de-Braye.

- Famille, ses épouses, Agnès et Jérôme, ses enfants, Louis et Victor, ses petits-enfants, Sa famille, ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

André KARN,

survenu le 9 novembre 1998.

On se réunira au cimetière du Père-Lachaise, le jeudi 19 novembre, à 15 h 30, pour l'inhumation.

L'inhumation aura lieu le vendredi 20 novembre, à 14 h 30, au cimetière Saint-Pierre, à Marseille.

Ni fleurs ni couronnes. Cet avis tient lieu de faire-part.

44, rue Tiquetonne, 75002 Paris.

- Anne-Marie Turyn,

son épouse. Et toute sa famille, ont la tristesse de faire part du décès de

Jacques TURYN,

survenu, le 10 novembre 1998, dans sa cinquante-septième année.

Les obsèques ont eu lieu le 13 novembre, au cimetière du Père-Lachaise, dans la plus stricte intimité.

9, avenue Tailade, 75020 Paris.

Anniversaires de décès

- Il y a dix ans.

Henick DAJEZ,

A ceux qui l'ont aimé.

- Une pensée aimante pour

Cyril LESTERLIN

qui nous a quittés il y a deux ans.

- Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu de

Marc SANTONI,

une messe sera célébrée le samedi 21 novembre 1998, à 11 h 15, en l'église Saint-Nicolas du Chardonnet.

Séminaires

COLLÈGE INTERNATIONAL DE PHILOSOPHIE

● Séminaire

Egidius Berns et Jean Mathiot : « Le politique des économistes et le politique des philosophes ».

20 novembre, 2 décembre, 22 janvier, 13 h 30-20 heures, amph B, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

Alain Badiou : « De quoi le XX<sup>e</sup> siècle a-t-il été la fin, et de quoi le mouvement ? ».

18 et 25 novembre, 6, 13 et 20 janvier, 20 heures-22 heures, amph 45, université Paris-VII - Denis-Diderot, 2, place Jussieu, Paris.

- Famille, Bruce Begout, Natalie Depraz, Francisco Varela et Pierre Vermersch : « Exploration de l'expérience et pratique de la description phénoménologique ».

19 novembre, 17 décembre, 21 janvier, 18 heures-20 heures, amph A, Carré des sciences, 1, rue Descartes, Paris.

● Journées d'étude Esopica. Regards et débats sur la philosophie occidentale sous la responsabilité de Remo Bodé et François Jullien.

20 novembre, 9 heures-13 heures et 21 novembre, 9 heures-12 heures, salle A, département de philosophie, Piazza Torricelli 3/A, Pisa.

L'accès à toutes les activités du Collège est libre et gratuit (dans la limite des places disponibles). Renseignements sur salles, rendez-vous : 01-44-41-46-85. Autres renseignements : 01-44-41-86-88.

Colloques

COLLOQUE :

INTÉGRATION PAR LE TRAVAIL

Vendredi 12 décembre, au Palais de Luxembourg

Ce colloque, organisé par le Rotary avec l'Union patronale de Paris, se propose d'informer et de clarifier la situation présente pour agir ensemble vers une solution rationnelle, rentable et humaniste.

Avec Claude Guinet, François-Ferdinand Cochin, Philippe Bataille, André Adad, Michel Toque...

Inscription gratuite, contacter Carol Louvigny au 01-48-87-98-28.

27, 28, 29 novembre 1998

Colloque de l'AFAS

(Association française pour l'avancement des sciences) Le citoyen face à la science

Vendredi 27 novembre : La science dans l'enseignement. Samedi 28 novembre : La science dans les médias. Les grands problèmes. Dimanche 29 novembre : La société face aux chercheurs.

Renseignements, inscriptions : AFAS, Tél. : 01-40-05-82-01.

- Les universités Paris-XII et d'Orléans (responsables scientifiques : Erika Tuneser, professeur de littérature allemande, et Yasunori Hoffmann, traductrice) organisent le 20 novembre 1998 (de 10 heures à 16 h 30) un colloque sur « Le mal et les maux dans les arts et les lettres du monde germanique » à la Maison de l'Europe (35-37, rue des Francs-Bourgeois, Paris-4<sup>e</sup>) avec les intervenants suivants : Gila Lusager, Peter-Stephan Jung, Michel Lacroix, Doris von Draken, Christine Lecerf, Robert Fleck, Jean-Marie Paul, Paul Mengal, Anne Neuschäfer, Anne Longuet-Marx, Gérard Dapou, Manuel Durand-Barthez, Francis Claudon, Irving Wohlfart, Philippe Michard de Saint-Cheron.

Pour tout renseignement, veuillez vous adresser à la Maison de l'Europe, tél. : 01-44-61-85-85.

SIDA... LIBERTÉ ? ÉGALITÉ ? FRATERNITÉ ?

Le Grand Orient de France organise le samedi 21 novembre, de 9 heures à 17 heures, et le dimanche 22 novembre, de 9 heures à 18 heures, un colloque ouvert au public sur le thème : « SIDA... Liberté ? Égalité ? Fraternité ? » à l'hôtel du Godf, 16, rue Cadet, Paris-9<sup>e</sup>.

Inscription au colloque et location pour le spectacle du samedi soir : Luc-Marie Jouanneau Netzer, 16, rue Cadet, 75009 Paris.

Conférences

LE MOUVEMENT JUIF LIBÉRAL DE FRANCE (MJLF)

vous propose, dans le cadre de son cycle de conférences sur la pensée juive, la deuxième intervention de

Gérard HADDAD, psychiatre et écrivain, sur le thème : « Maitronisme - Sa vie - Son œuvre. La grande controverse ».

Jeudi 19 novembre 1998, à 20 h 15 MJLF, 11, rue Gaston-de-Calliavet, Paris-19<sup>e</sup>. Buffet dînatoire pour poursuivre le débat, après la conférence.

Participation aux frais : 120 F. Renseignements et réservation au siège du MJLF. Tél. : 01-44-37-48-48

Communications diverses

PARLER EN PUBLIC

Développer l'impact de sa parole, gagner en confiance, présenter efficacement. Méthodes actives animées par des comédiens-formateurs.

Quotient Formation : 01-47-48-18-18.

CINQUANTIÈME ANNIVERSAIRE DES DROITS UNIVERSELS DE L'HOMME

Le Centre des droits de l'homme et de la femme propose un dossier d'information gratuit pour les établissements scolaires qui en feront la demande.

Adresse : CDH, BP 16, 75622 Paris Cedex 13.

Nous diffusons aussi par téléphone par mail et en intervention de René Cassin à l'ONU, le 9 décembre 1948, au 01-45-82-77-77.

CARNET DU MONDE - TARIFS 98
TARIF à la ligne
DÉCÈS, REMERCIEMENTS, AVIS DE MESSE, ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS TARIF ABONNÉS 109 F HT
NAISSANCES, ANNIVERSAIRES, MARIAGES, FIANÇAILLES Toute ligne suppl. : 60 F TTC
THÈSES - ÉTUDIANTS : 67 F HT COLLOQUES - CONFÉRENCES : Nous consulter
01.42.17.39.80 - Fax : 01.42.17.21.36 01.42.17.29.96

Cet argent... Bonne opportunité et l'arbitrage 800 millions les parler réservés au merc...

Handwritten signature or note at the bottom of the page.



HORIZONS

ENQUÊTE

Cet argent « réservé » au Parlement

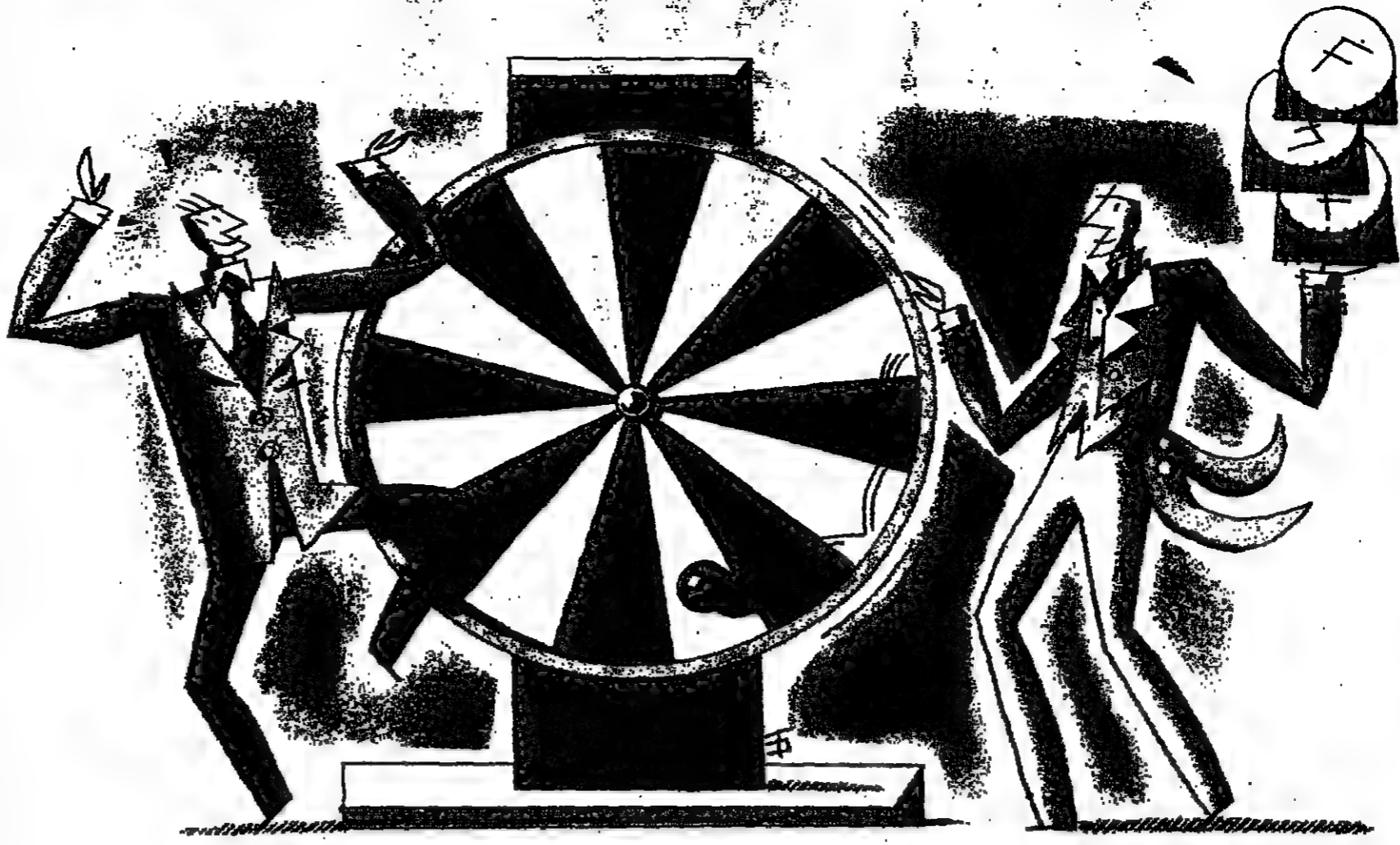
L A réserve parlementaire ? Ce ne sont que des crédits ministériels abondés chaque année, par voie d'amendements du gouvernement votés en seconde délibération, dans chacune des deux Chambres, à la fin de la discussion budgétaire. Le montant total, variable selon les années, est de l'ordre de 500 millions de francs à l'Assemblée nationale et de 300 millions au Sénat, soit au total 0,05 % des dépenses nettes du budget général de l'Etat. L'essentiel de la somme, après avoir transité sur une ligne de crédit du budget de l'intérieur, contribue au financement de projets d'investissement locaux : réfection d'un clocher, construction d'un commissariat, d'une salle polyvalente, aménagement d'un marché couvert, travaux d'assainissement, etc.

La tradition - aucune règle n'étant écrite - veut que les subventions accordées, qui ne dérogent pas aux règles du contrôle administratif des dépenses publiques, ne doivent a priori pas dépasser 1 million de francs, ni représenter plus de la moitié du coût hors taxes de l'opération. Une autre partie de la « réserve » vient corriger à la marge les arbitrages rendus à Bercy, en grossissant les crédits de différents ministères - anciens combattants, affaires étrangères, environnement, jeunesse et sports, culture - pour financer des mesures à caractère général. Outre des subventions versées à des associations, reste ce qu'il est convenu d'appeler les « dépenses exceptionnelles », ou les « bonnes œuvres de la République » : différentes administrations, comme le Conseil d'Etat, la Cour des comptes, le Conseil économique et social, mais aussi Matignon, l'Elysée, ou les présidences des deux Assemblées ont bénéficié de la réserve pour lancer un programme d'information, restaurer une voiture, ravalet une façade.

Ni argent sale, ni caisse noire, ni fonds secrets, ni enrichissement personnel. Le principe même de la réserve, qui peut apparaître comme l'une des rares marges de manœuvre des députés dans la discussion budgétaire, voire un moyen de décentralisation des dépenses d'investissement, n'a rien de scandaleux. L'article 40 de la Constitution, qui interdit aux parlementaires de déposer des amendements ayant pour effet d'augmenter les dépenses de l'Etat, peut même servir de justification aux défenseurs d'une tradition dont personne ne parvient aujourd'hui à dater l'origine.

Flotte pourtant autour de la réserve parlementaire une aura de mystère, savamment entretenue par ceux qui la gèrent - les présidents des commissions des finances et rapporteurs généraux du budget des deux Assemblées -, chargés de répartir entre leurs collègues la manne gouvernementale en choisissant, de façon discrétionnaire, les circonscriptions susceptibles d'en bénéficier. En bout de course, au petit matin et après une dernière nuit harassante de discussion du projet de loi de finances, n'apparaît en séance publique qu'une liasse rose d'amendements sibyllins, un par chapitre budgétaire concerné. En quelques mots laconiques, le secrétaire d'Etat au budget de service exprime son désir de « tenir compte des vœux exprimés par la commission des finances ». Et la messe est dite ! De cette opacité découle une malaise certain, accompagné d'une vive jétence de la plupart des parlementaires à aborder le sujet.

« On est en France, et en France, vous le savez bien, on ne parle pas d'argent », dit en souriant le secrétaire général d'un groupe de l'Assemblée. Pour Claude Estier, « moins on en parle, mieux ça vaut ». Le président du groupe socialiste du Sénat « ne sait pas comment ça fonctionne », ne veut pas le savoir, et « n'a pas d'avis sur la question ». Son homologue de l'Assemblée, Jean-Marc Ayrault, assure qu'il n'y a à « rien d'extraordinaire », mais ajoute qu'il n'en « connaît pas la répartition » et qu'il



« Bonnes œuvres de la République » ou contribution opportune au financement de projets locaux ? L'opacité et l'arbitraire qui président à la répartition des quelque 800 millions de francs dont disposent chaque année les parlementaires, suscite un malaise. Le vote de cette réserve doit intervenir dans la nuit du mardi 17 au mercredi 18 novembre à l'Assemblée nationale

refuse de « rentrer là-dedans ». L'ancien ministre du budget Michel Charasse, sénateur socialiste du Puy-de-Dôme, refuse quant à lui de « contribuer à une entreprise de désinformation ».

Dans l'opposition à l'Assemblée nationale - la droite étant immuablement majoritaire au Palais du Luxembourg -, on n'a plus à se soucier, dans l'immédiat, de la gestion délicate de la réserve. Du coup, on est plus prolixe. Le député RPR de l'Yonne Philippe Auberger, rapporteur général du budget de 1993 à 1997, explique quelle était la pratique lorsqu'il occupait cette fonction : « Pierre Méhaignerie [président UDF-FD de la commission des finances de l'Assemblée de 1995 à 1997] et moi, nous nous partageons la somme en deux. Chacun était responsable de la moitié. Je m'occupais du RPR, lui de l'UDF, et nous nous partageons par moitié les députés de l'opposition. S'il s'agissait d'un député UDF que je connaissais bien, je veillais à ce que Pierre Méhaignerie le serve. Les demandes des députés transitaient, pour la majorité, par les présidents de groupe ; pour l'opposition de gauche, par les représentants de chacun des groupes à la commission des finances. Je conservais ma liste [des bénéficiaires], Pierre Méhaignerie la sienne ; elles nous permettaient, en cas de conflit avec un ministre, de faire témoigner Bercy, qui disposait des deux ».

P OURTANT le critère de l'appartenance politique - « la majorité était nettement mieux servie que l'opposition », reconnaît M. Auberger - n'était pas la seule clé de répartition. « Il y avait un certain nombre d'étus auxquels j'estimais devoir proposer de la réserve, poursuit le député de l'Yonne. Certains parce qu'ils avaient un rôle important à l'Assemblée, d'autres tout simplement parce qu'ils étaient membres de la commission des finances. Tout en évitant de se mettre à dos le ministre du budget, on attribuait également une partie de la réserve à des ministères mal servis et politiquement sensibles. Lui-même a financé grâce à

la réserve une partie de la construction d'un commissariat dans une ville de sa circonscription : « Il fallait voir ce qui est décent de garder pour nous. C'était une question de tact et de mesure. L'arbitraire de la répartition s'accomode mal de la publicité : « La tradition, explique M. Auberger, veut que les éléments de répartition (en particulier le nom des destinataires) disparaissent. Moi-même, je n'en ai reçu aucun de mon prédécesseur [le socialiste Alain Richard]. » Après la dissolution de l'Assemblée, raconte M. Auberger, « certains ministères ont commencé à protester. On a demandé au ministre du budget que la continuité soit assurée... »

Le député écologiste du Val-d'Oise, Yves Cochet, vice-président de l'Assemblée, a également accepté d'afficher « la transparence » : « L'an dernier, nous avons reçu une dotation globale pour le groupe RCV [Radical, Citoyen et Vert] que nous avons décidé de nous répartir équitablement. Cela faisait un peu plus de 666 000 francs par député [soit un montant global pour le groupe de 22 millions de francs]. Lors d'une réunion du bureau du groupe, il y a quelques semaines, nous avons décidé d'aller voir Augustin Bonrepaux [président de la commission des finances de l'Assemblée] pour réclamer 1 million par député, ce qui nous a été refusé. » Selon M. Cochet, M. Bonrepaux et Didier Migaud, rapporteur général du budget, lui ont accordé « au titre de vice-président » 2 millions de francs supplémentaires. Le député du Val-d'Oise indique qu'il a consacré l'essentiel du montant initial de sa réserve à « une dizaine d'associations » de sa circonscription et attribué le reste à deux associations rennaises. « Pour les 2 millions supplémentaires, poursuit-il, on a discuté avec la direction des Verts. Une trentaine d'associations nationales - parmi lesquels Droits de l'Homme, le MRAP, le DAL, et plusieurs ONG tiers-mondistes - ont été retenues. »

« On l'accepte car ce n'est pas de l'argent sale », explique M. Cochet, qui, pour autant, « refuse complètement cette procédure moyennagère

et obscurantiste » : « On ne connaît pas la somme globale, ni les critères d'attribution ; et on ne sait pas ce qui est donné au PS, au PC, ou à l'opposition. C'est le fait du prince ! » Tout en estimant « normal qu'il n'y ait pas que le gouvernement qui puisse dépenser de l'argent », le député Vert se prononce en faveur d'une « procédure publique », afin que « ça se passe dans la transparence ». « Ce n'est pas de l'argent volé, mais c'est un système qui comporte une part d'arbitraire dangereux et qui contribue à renforcer le clientélisme », renchérit son collègue de la Giroude, Noël Mamère. « Je ne suis pas choqué par le fait que le gouvernement décide d'attribuer des crédits à des opérations légitimes, mais je suis choqué par cette absence

« Ce n'est pas de l'argent volé, mais c'est un système qui comporte une part d'arbitraire dangereux et qui contribue à renforcer le clientélisme »

Noël Mamère

totale de transparence », ajoute Patrick Devedjian (RPR, Hauts-de-Seine). En début de législature, les nouveaux députés socialistes ont reçu, lors d'une réunion de groupe, quelques informations sur le dispositif de la réserve.

Ceux qui s'en sont émus sont vite rentrés dans le rang, sous la pression d'« anciens » qui n'ont guère apprécié de se voir indirectement remis en cause par des questions portant sur l'opacité du système. « Beaucoup ont pensé que c'était des pratiques honteuses, alors qu'il ne s'agit que d'abonder des lignes budgétaires », souligne Didier Migaud. René Mangin, élu en Meurthe-et-Moselle en juin 1997, n'a pas lâché prise. Dans un courrier en date du 6 février, adressé à Jean-Marc Ayrault, Augustin Bonrepaux et Didier Migaud, et transmis à tous ses collègues du groupe PS, il fait part de son souhait de voir définir « une voie démocratique dans l'attribution des fonds », réplique le rapporteur général. La discrétion, souligne-t-il, est d'ailleurs la même lorsque des parlementaires, mieux « placés » que d'autres, s'adressent directement aux ministres pour faire avancer des dossiers.

Au détour d'une phrase apparaît l'expression de « caisse noire », qui provoque la fureur du rapporteur général et du président de la commission des finances. Jean Glavany le met en garde contre le risque que sa démarche ne favorise « un antiparlementarisme primaire ». Le 22 juin, il adresse à MM. Bonrepaux et Migaud un nouveau courrier, dans lequel il se défend de vouloir « faire porter une quelconque responsabilité sur des gestionnaires, [ni] accuser quiconque de favoritisme ». Cela posé, le député confirme son souci de voir se développer « l'esprit du projet plutôt que l'esprit du guichet » et se prononce, notamment, en faveur de « la publication de l'utilisation des fonds et de la nature des pro-

« L'irrationalité apparente de la réserve compense cette autre irrationalité », conclut-il, en soulignant qu'« il ne s'agit pas de pièces mécaniques supplémentaires ; mais simplement d'un peu d'huile pour faire fonctionner les rouages ».

D'autres soulignent que les conseillers régionaux et généraux disposent de moyens d'action supplémentaires. Dénonçant au passage « une campagne menée par des énarques fous de rage qu'une infime partie du budget ne passe pas par leurs bureaux », Henri Emmanuel, ancien ministre du budget et ancien président de la commission des finances de l'Assemblée, plaide, lui aussi, en faveur du secret de la répartition, qui permet d'éviter l'« inefficacité » d'un « trop grand saupoudrage ». « Si on fonctionnait à guichet ouvert, on aurait cent fois plus de demandes », renchérit le nouveau rapporteur général du budget au Sénat, Philippe Marini (RPR). Qui tout repose sur le président de la commission des finances et le rapporteur général du budget n'indigne pas les principaux intéressés : « Il faut bien que quelqu'un décide ! », lance Didier Migaud, en rappelant qu'ils agissent « en fonction de traditions et de pratiques antérieures ». In fine, Bercy doit y trouver son compte, pouvant espérer « tenir » ainsi les personnages-clés de la discussion budgétaire.

Au Sénat, le grand manitou de la réserve a longtemps été Christian Poncelet. Avant son élection, le 1<sup>er</sup> octobre, à la présidence de la deuxième Chambre, il avait présidé pendant douze ans la commission des finances. Sa campagne contre le sortant UDF René Monory lui a valu quelques indisciplinés, qui se voulaient malveillants, contre sa gestion « intéressée » de la réserve. Mal en a pris à ses détracteurs : un président de commission des finances qui est parvenu à tripler le montant de la réserve sénatoriale en une décennie ne pouvait mériter que l'estime de ses collègues !

Jean-Baptiste de Montvalon  
Dessin : Thierry Dalby







مكتبة من الجزائر

tes circonstances

justifier ses craintes. des pays à économie fragile

... la crise... la situation... les conséquences...

... les sanctions... le régime... les conséquences...

... les sanctions... le régime... les conséquences...

... les sanctions... le régime... les conséquences...

... les sanctions... le régime... les conséquences...

... les sanctions... le régime... les conséquences...

# Le fiasco des embargos

OMME il y a des « bombes intelligentes » supposées ne frapper que des objectifs militaires, il devrait y avoir des « sanctions intelligentes » punissant les régimes et non les populations. Telle devrait être la principale leçon de cette énième crise irakienne qui, bombardements ou non, aura prouvé, une fois de plus, l'échec d'une politique : le régime de sanctions économiques féroces appliqué depuis huit ans à l'Irak, loin de ramener Saddam Hussein à la raison, l'incite à multiplier les provocations. Il y a même fort à parier qu'une conclusion définitive sera tirée du dernier des affrontements entre le dictateur irakien et la communauté internationale : l'ONU ne votera plus jamais pareil embargo contre un pays.

Le bilan de l'action de l'ONU en Irak est facile à établir. La commission du désarmement, la fameuse Unscovm, a plutôt bien travaillé. En huit ans d'enquêtes et de vérifications sur le terrain, elle a déposé l'Irak de son arsenal d'armes de destruction massive et s'est assurée qu'il n'a reconstruit aucun autre. Gouvernements occidentaux et experts, y compris au sein de l'Unscovm, s'accordent sur le tableau suivant : le régime irakien n'a plus de capacité nucléaire ; à quelques unités près, moins d'une demi-centaine, ses armes chimiques auraient, pour l'essentiel, été détruites. De lourds soupçons et une vaste zone d'ombre subsistent quant à ses armes biologiques et un résidu d'armes chimiques, qui ne laissent pas d'inquiéter Saddam Hussein n'a pas hésité à utiliser les gaz contre sa propre population.

Embargo - ce système de très strictes sanctions économiques - se solde, en revanche, par un désastre politique et humanitaire. Voté lui aussi par le Conseil de sécurité à la fin de la guerre contre l'Irak, au printemps 1991, à l'instigation des Etats-Unis, il a abouti aux résultats exactement inverses de ceux qui étaient recherchés. On voulait pénaliser le régime, on l'a renforcé ; on a, parallèlement, réduit à la misère une population que l'on voulait monter contre le dictateur. Pis, en couplant les deux - désarmement et embargo -, on a mis en place une machine infernale : en faisant dépendre la levée des sanctions d'un désarmement total qu'on ne pourra jamais prouver, on fermait, à l'avance, toute porte de sortie au régime et à la population. Recette pour un désastre.

### ÉCHEC RETENISSANT

L'ONU comme dans certains instituts de recherche américains, on est pas loin de penser que le principe même des sanctions économiques est en question. Le fiasco irakien - coût humain très élevé, résultat politique nul - a conduit à passer en revue les précédents. L'ONU a voté des sanctions économiques, plus ou moins sévères, contre une douzaine de pays. Afrique du Sud, Angola, Haïti, Irak, Libéria, Libye, Vêth Kong (premières sanctions décidées par les Nations unies), Rwanda, Sierra Leone, Somalie, Soudan et République fédérale de Yougoslavie.

Les sanctions économiques et financières ont sans doute été l'un des facteurs qui ont amené les dirigeants sud-africains à faire évoluer le régime d'apartheid. Il est vraisemblable que l'embargo décrété contre la Yougoslavie a incité Slobodan Milosevic à faire preuve d'un peu de modération en Bosnie. Dans tous les autres cas, en revanche, le doute n'est pas permis : les sanctions ont été un échec retentissant.

Elles ont eu trois types de conséquences, tous à l'opposé de ce qui était recherché : - Elles ont favorisé le marché noir, trafic de produits et contrebande, pris en charge par le régime autoritaire que l'on cherchait à pénaliser et qui s'est, en général, colossalement enrichi à l'occasion.

Frappant durement les populations, elles ont souvent provoqué un ressentiment antioccidental ou anti-ONU que les régimes visés ont exploité à leur profit.

Pour en compenser les effets les plus dévastateurs, les sanctions sont souvent accompagnées d'une assistance humanitaire internationale. Prise en charge par le régime, la distribution de cette aide est, presque toujours, un moyen de contrôle accru sur la population. En clair, on renforce la dictature que l'on veut affaiblir.

L'exemple irakien illustre cet affligeant tableau de façon caricaturale. Dans un entretien accordé au Monde début octobre, l'irlandais Dennis Halliday, l'ancien coordonnateur des opérations humanitaires de l'ONU en Irak, observait : « Les sanctions sont en fait, elles n'accomplissent en aucune manière ce qu'on attend d'elles. » Elles frappent 23 millions d'Irakiens, dont une partie n'étaient pas nés ou n'étaient que des enfants en 1990, quand Saddam Hussein lança ses troupes contre le Koweït. Elles ont isolé et peut-être même radicalisé la population : « La nouvelle génération d'Irakiens, celle qui n'a connu que la guerre et les sanctions, s'or-

# Le Monde

21 bis, RUE CAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
TÉL. : 01-42-17-21-22 - Télécopieur : 01-42-17-21-21 - Tél. : 206 806 F  
Tél. relations clients abonnés : 01-42-17-32-90  
Internet : http://www.lemonde.fr

EDITORIAL

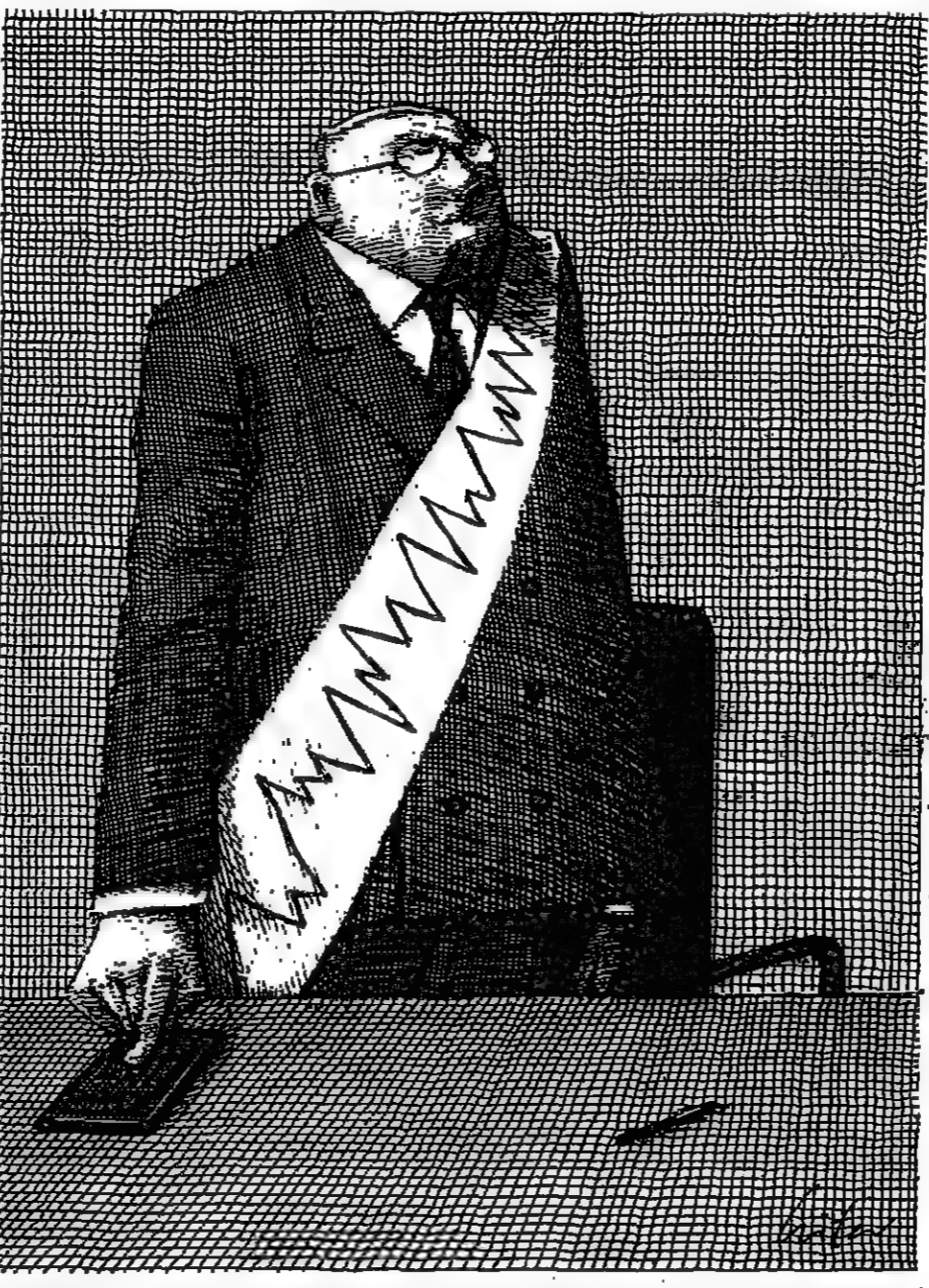
## Monaco, paradis caraïbe

À quel point Monaco est-il devenu un paradis caraïbe ? La Principauté nous amuse beaucoup : les aventuriers de Carrière, Albert et Stéphane, finit vivre dans un grand bal pour la humanité ; elle organise tous les ans un grand bal pour la Croix-Rouge. La Principauté nous instruit : elle finance un magnifique musée océanographique, berceau de Falgout marseillais. Et, bien sûr, par la grâce de la Société des bains de mer, gérante du casino, la Principauté nous procure, un soir ou deux par été, les ambigus plaisirs du tapis vert, de la boule et du baccara.

Ainsi, depuis sept cents ans sous la tutelle de la dynastie Grimaldi, ce micro-Etat, en forme de gros rocher enclavé dans le département des Alpes Maritimes, membre de l'ONU depuis 1993, sert-il de parc d'attractions aux bonnes populations qui l'entourent, française et italienne. Ne serait-il que cela qu'on ne trouverait rien à y redire. Mais le Rocher est bien autre chose. Le décor de palais génois, villas rococo et palaces fitzgeraldiens masque une sorte de sanctuaire bancaire et fiscal échappant à nombre de règles de l'espace judiciaire européen. Les jeux ne représentent qu'un pourcentage infime du budget de la Principauté. Une bonne part de ses revenus est assurée par le secteur bancaire : 50 banques pour 30 000 habitants.

La recette est simple et a déjà été éprouvée ailleurs. C'est le modèle caraïbe. Il s'agit d'attirer les grosses fortunes privées de la planète, en pratiquant la confidentialité, en ignorant l'abus de bien social, en ne prélevant pas d'impôts, en acceptant l'argent de la fraude fiscale. L'ensemble constitue un terrain idéal pour le blanchiment d'argent sale, cette sorte de « paradis qui permet de faire fructifier l'argent de la criminalité organisée », pour reprendre une expression du garde des sceaux, Elisabeth Guigou. C'est bien ce qu'entendait démentir et démanteler une nouvelle génération de magistrats français appelés sur le Rocher. Ce ne va pas sans friction avec SAS, Son Altesse Sérénissime, le prince souverain Rainier III. Mais il faudra que le prince choisisse. Il ne peut, comme il l'entend, vouloir faire partie de l'Europe - condition de la sauvegarde de son industrie bancaire - et continuer à échapper aux règles de l'espace judiciaire européen. Ou bien il se met aux normes, ou bien l'Union doit isoler, soumettre à une multitude d'embargos financiers, cette petite principauté d'opérateurs des bords de Méditerranée. L'espace européen, c'est la liberté des mouvements de capitaux, des biens et des hommes ; cela exclut le maintien d'un Disneyland pour milliardaires pouvant servir de refuge à ceux qui trichent. En son temps, de Gaulle, pour obtenir que les résidents français du Rocher paient leurs impôts, avait su se faire entendre du palais Grimaldi. Il avait menacé de couper l'électricité à la Principauté. C'est un précédent digne d'étude.

### L'élui par Leiter



Afsané Bassir Pour et Alain Frachon

## Les leçons de la crise de la presse algérienne

LA PRESSE algérienne sort affaiblie et divisée d'un mois de combat avec le pouvoir. Entre les patrons de presse et leurs journalistes, entre les titres suspendus et ceux qui n'ont jamais cessé de paraître, entre ceux qui sont revenus dans les kiosques et ceux toujours absents, le fossé s'est creusé. Se posent des questions de principe : quel rôle jouent les journalistes dans un pays qui émerge, lentement, de la violence. L'examen de conscience est tardif mais salutaire.

Les journaux ont mal mesuré le rapport de force. « Nous nous sommes mépris sur notre force et nous avons mis en péril nos entreprises », convient le patron du Matin, Mohamed Benichou, dans un entretien à l'hebdomadaire Lire Algérie. En s'attaquant de front au plus proche conseiller du président Zeroual, le général Mohamed Betchine, en publiant un article - anonyme - ravageur sur le ministre de la Justice, Mohamed Adami, ils ont obtenu leur démission mais déclenché une riposte en règle par un adversaire plus fort qu'eux.

Le pouvoir a frappé les journaux au portefeuille. Comme fait exigés, à la mi-octobre, les imprimeries (publiques) qui éditaient les quotidiens à l'origine des « révélations ». El Watan et Le Matin, les omphres de régler l'intégralité de leurs dettes sous quarante-huit

heures faute de quoi ils ne seraient plus imprimés. La menace n'était pas vaine. Elle a été mise à exécution. Par solidarité, cinq quotidiens - parmi les plus importants par leur tirage - ont choisi de ne plus paraître.

UN FRONT LÉZARDÉ Le front des éditeurs n'était pas aussi uni qu'ils ont voulu le faire croire. Au bout de trois semaines, il était plus que lézardé. Asphyxiés, menacés de devoir mettre la clé sous la porte, trois titres ont reparu dimanche 8 novembre. Quelques jours plus tard, El Watan a suivi après avoir réglé ses dettes. Le Matin a fini par trouver une imprimerie privée, grâce à laquelle il a pu reparaître, dimanche 15, sans payer ses dettes à l'imprimeur officiel. Ne manquent donc plus à l'appel que Le Soir d'Algérie et La Tribune.

« Les Algériens », écrit Omar Belhouche, privés durant près d'un mois de journaux démocratiques, doivent aujourd'hui maintenir et renforcer leur mobilisation. » Le Soir d'Algérie et La Tribune ont quelque raison d'être amers. El Watan et Le Matin sont à nouveau en vente. Mais le retour dans les kiosques de La Tribune ou du Soir d'Algérie est loin d'être acquis. La solidarité dont ils ont fait preuve risque de se révéler mortelle. Pour avoir pris fait et cause dès le début avec les deux titres

sanctionnés, les voici, eux aussi, sommés de régler leurs dettes. Or, ni l'un ni l'autre n'ont les moyens de payer. Le Soir d'Algérie ne s'est jamais remis financièrement de l'attentat qui, en 1995, a saccagé ses locaux et a entraîné une chute de sa diffusion (passée de 200 000 exemplaires à moins de 80 000), tandis que La Tribune, suspendue pendant six mois en 1996, tire le diable par la queue. A l'avenir, confiait-il y a quelques jours à un organe de presse le directeur du Soir d'Algérie, Zoubir Souissi, « la solidarité sera moins platonique et plus en rapport avec nos intérêts ».

EXAMEN DE CONSCIENCE Les journalistes sont également mécontents. Tenus à l'écart des tractations au cours de la crise, ils redoutent aujourd'hui d'en faire les frais. Souvent payés au lancement par des journaux à la gestion artisanale et chaotique, ils risquent de devoir se serrer la ceinture encore davantage. Déjà, les salaires des journalistes d'El Watan ont été réduits de 10 % en novembre et les primes de leurs confrères du Soir d'Algérie supprimées.

La crise a cependant fait des heureux : tous les jeunes quotidiens - La Nouvelle République, Le Jeune Indépendant - qui, récusant une solidarité dangereuse, ont su tirer profit de la profession pour s'installer sur le marché. Le tirage du

Jeune Indépendant, un quotidien créé il y a moins d'un an, est passé, par exemple, de 8 000 exemplaires avant la grève à 60 000.

Le conflit avec le pouvoir, par imprimeurs interposés, était propice à un examen de conscience de la profession. Quelques indices laissent espérer qu'il a commencé. Longuement interrogé par Lire Algérie, le directeur du Matin, M. Benichou - un ancien communiste catalogué comme « éradicateur » - a ainsi admis que « la liberté d'expression » a été utilisée comme « carte de visite par notre gouvernement » que, dans le journal qu'il dirige, le procès « même injuste d'un islamisme » n'était pas considéré jusqu'ici comme « un cas d'atteinte aux droits de l'homme » et que cela « pose des problèmes de fond ».

« A la question de savoir si Le Matin aurait publié tel quel l'article anonyme mettant en cause la vie privée du ministre de la Justice, M. Benichou affirme que non. Et le directeur du quotidien de conclure : « La seule chose qui sauvera la presse, c'est le professionnalisme. Sinon tout peut dériver. »

Ces vérités longtemps tues laissent espérer que, peut-être, la crise que vient de traverser la presse algérienne n'aura pas été vaine.

Jean-Pierre Tuquoy

### IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

#### Chateaubriand intime

UN SIÈCLE après sa mort voilà que Chateaubriand revient parmi nous à cette remarquable exposition du centenaire organisée à la Bibliothèque nationale par M. Julien Cain. Mais on ne saurait dire à la manière d'un fantôme. C'est un Chateaubriand bien vivant, en veine de confidences, qui reçoit comme chez lui, rue de Richelieu, faisant à ses visiteurs les honneurs de sa gloire, de son intimité, entrant pour eux dans le détail de ses missions, de ses aventures, et de ses amours grandes et petites. On croyait le connaître parce qu'on savait par cœur telle page du Génie ou des Mémoires, et voilà qu'on le découvre « tel qu'en lui-même », descendu de son piédestal romantique, de son empire des nuées.

Manuscrits, documents d'archives, dessins, peintures, il y avait de quoi se perdre dans cette moisson de souvenirs. En choisissant l'ordre chronologique, l'administrateur de la Bibliothèque nationale et ses collaborateurs ont donné la préférence à l'ordre le plus simple. C'est vers le Chateaubriand des années dramatiques de la Révolution, de l'Empire et de la Restauration, que le visiteur, fidèle à ses souvenirs de lecture, se sent invinciblement attiré. Les documents abondent. Les lettres sont là, couvertes d'une haute écriture fière et droite, ici pleines de colère, là suppliantes, ailleurs débordantes de passion amoureuse. Au bout de la galerie, c'est la reconstitution du salon de l'abbaye-aux-Bois, avec la chaise longue de Juliette, le cache-pot en porcelaine, les bergères, les médaillons, la harpe et les trois tableaux qui l'ornaient encore il y a cent ans. (17 novembre 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS  
Thématique : 3615 code LEMONDE  
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC  
ou 06-36-23-04-36  
Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30  
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33  
Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE  
Adresse Internet : http://www.lemonde.fr  
Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78



# Le droit contre l'homme par Bernard Pons

**A**LAIN MADELIN a récemment souligné dans vos pages débats (*Le Monde* du 31 octobre) la place importante que prenait le droit dans nos sociétés. Ce phénomène mérite une réflexion politique, car ses conséquences peuvent être néfastes.

L'an dernier, le plan textile mis au point par le ministre de l'Industrie du précédent gouvernement, Franck Borotra, a été remis en question par la Commission de Bruxelles. L'évidence de sa réussite n'était pas en cause. Non, la Commission lui a reproché de violer des « principes » d'interdiction des aides sectorielles et de non-discrimination.

La légitimité moins politique qu'intellectuelle de ces interventions peut être contestée : pour quoi des principes abstraits, interprétés de manière aléatoire, devraient-ils entraver la réalisation de politiques évidemment bénéfiques ? La lutte contre le chômage, la conduite des affaires pour le bien du plus grand nombre ne sont-elles pas déjà assez difficiles pour ne pas être entravées par des carcans juridiques résultant de l'interprétation de plus en plus précise par des spécialistes du droit de principes généraux auxquels leurs auteurs n'avaient jamais donné une telle portée ? L'abus du droit ne se retourne-t-il pas contre l'homme ?

Il semble, comme Edouard Baladur l'avait justement relevé en 1994, que le Conseil constitution-

nel ait dérivé, et que sa jurisprudence, parfois surprenante, n'aboutisse parfois qu'à l'invention de principes contestables qui entravent l'action du législateur inutilement. Ce Conseil ne parvient plus à faire croire qu'il protège les libertés publiques quand sa jurisprudence le conduit à interdire des choses qui sont autorisées dans des pays qui ne le cèdent en rien au nôtre du point de vue de la démocratie.

Il y a trop de juristes jusqu'au secrétariat général du gouvernement, et de parlementaires chevronnés stupéfaits par beaucoup de décisions du Conseil constitutionnel, pour ne plus différer une réflexion sur l'évolution de la jurisprudence de cet organisme et envisager une éventuelle réforme qui traiterait peut-être jusqu'à soumettre ses décisions à une nouvelle délibération du Parlement ou à publier les opinions dissidentes, comme aux Etats-Unis, pour que les juges constitutionnels soient davantage incités à peser la portée de leurs décisions et à en apprécier le réalisme.

Il est, à cet égard, regrettable et contre-productif pour l'avenir de voir certains esprits se mettre actuellement à célébrer sans réserve le crédit du Conseil constitutionnel - dont ils n'ont jamais été très convaincus - uniquement pour appuyer leur désir immédiat de voir démissionner son président.

Le Conseil d'Etat semble atteint du même mal, inventant arbitrai-

rement des règles inutiles : lorsque j'avais la responsabilité du tourisme, il a, par exemple, refusé un allègement de la redevance télévision pour les hôtels au motif qu'un principe de valeur quasi constitutionnelle exigeait que ceux-ci soient soumis au même type de régime que les particuliers. Loin d'assurer la stabilité du droit, il aboutit par une dérive techniciste, à rendre le droit de plus en plus incompréhensible pour les citoyens. Alors que les gardiens du temple juridique se glorifient de la pureté adamantine du droit civil, ils tendent chaque jour, au prétexte d'éviter les « nids à contentieux », à vouloir enfermer la réalité dans des articles L-829-56-quinquies, là où le code civil écrivait simplement des règles générales et de bon sens.

Au niveau international, les mêmes maux se reproduisent et s'amplifient. Les conventions du Conseil d'Europe, le droit européen viennent ajouter leurs contraintes dont on peut parfois voir l'absurdité. De manière plus générale, peut-être serons-nous contraints de revenir sur l'article 55 de la Constitution, qui confère aux actes internationaux une autorité supérieure à celle des lois : il n'est pas adapté au contexte nouveau créé par la multiplication des textes de droit dérivé, contestables et taillonnés, et de jurisprudences souvent contraires aux intentions des signataires des traités. Nous pou-

avons parfaitement participer pleinement à la construction européenne sans admettre l'irruption incontrôlée dans notre ordre juridique de normes communautaires, comme l'expérience de certains pays étrangers le prouve.

Il ne s'agit pas du tout de critiquer les juges en tant que personnes, ni bien sûr la construction européenne, mais en soi la juridification de la société et l'expansion des règles juridiques abstraites qui finissent par ne plus ressembler au vrai droit et qui entravent l'action humaine.

Comment ne pas voir que cette expansion du droit est le signe d'une société de défiance où l'on préfère l'arbitraire de règles aveugles au risque de la décision adaptée au cas particulier, la contrainte uniforme à l'imagination, en matière européenne l'harmonisation, l'uniformisation et la convergence au risque de l'imagination et de la diversité, le droit au bon sens, l'automatisme aveugle des décisions à la délibération politique, le jeu des groupes d'intérêt devant le juge à la recherche de l'intérêt général ?

Pourquoi ne pas préférer le bon sens et le pragmatisme ? Dans les définitions de Montesquieu, la République était fondée sur la vertu, pas sur la règle.

*Bernard Pons, ancien ministre, est président de l'Association des amis de Jacques Chirac.*

## Le dernier legs de Pinochet

*Suite de la première page*

Dans une lettre ouverte adressée au général Pinochet, diffusée ces jours-ci sur Internet, l'écrivain chilien Ariel Dorfman avance l'explication suivante : « Mon général, vous avez confondu votre pays et le monde. » Augusto Pinochet est aujourd'hui persuadé qu'il dialogue avec l'histoire. Après tout, c'est sa Constitution, certes réformée, qui régit les rapports des pouvoirs publics d'un pays démocratique, et c'est le modèle de développement qu'il a imposé dès 1975, à base de libéralisme et de privatisations, qui organise la vie économique du pays.

Du tortionnaire et de l'homme d'Etat, Pinochet veut croire que la majorité de son pays ne retiendra que l'homme d'Etat. Comment pourrait-il comprendre que d'autres pays privilégient toujours le tortionnaire ?

A cette certitude d'avoir « accompli sa mission » s'ajoute une dimension plus complexe : le général Pinochet pensait être débarrassé de la question des droits de l'homme. Il n'était pas le seul : certains membres de la coalition démocratique actuellement au pouvoir estimaient également avoir « réglé la question le mieux possible ».

On a beaucoup parlé, ces jours-ci, de l'impunité et de l'oubli au Chili. C'est faire peu de cas des efforts entrepris par le régime démocratique pour s'attaquer au problème, dès les premiers mois de 1990. Le 14 décembre 1989, le démocrate chrétien Patricio Aylwin fut élu président, à la tête d'une coalition démocratique regroupant 17 partis, dont les démocrates chrétiens et les socialistes de plusieurs tendances.

En acceptant la participation aux scrutins fixés par le régime militaire, la coalition démocratique s'inséra *ipso facto* dans le cadre institutionnel fixé par le régime militaire, et elle a donc amorcé une transition à la démocratie négociée avec les tenants de l'autoritarisme.

Dans ce cadre, la question des droits de l'homme n'a pas été occultée. Mais c'est une stratégie démocrate chrétienne qui a été choisie par Patricio Aylwin. Dès 1990, il a considéré qu'il se trouvait face à un discours paradoxal de la part des forces armées : la négation des faits (il n'y a pas eu de violations des droits de l'homme) se mêlait à la relativisation des exactions (et, d'ailleurs, ces violations étaient nécessaires). Les disparus, tués, torturés, n'avaient pas même pas droit au statut de victime.

Les démocrates chrétiens ont alors pensé que la punition de tous les bourreaux risquait non seulement d'aboutir à des mouvements militaires incontrôlés, mais qu'elle prolongerait durablement la non-adhésion à la démocratie d'une partie importante de la société chilienne, celle qui avait voté, à hauteur de 44 %, en faveur du maintien à la présidence du général Pinochet.

La prise en compte des obstacles légaux (la loi d'amnistie de 1978) et des forces en présence (une armée relativement soudée autour du général, qui resterait commandant en chef de 1990 à 1999), a alors paru aller de pair avec les priorités du gouvernement démocrate : la réaffirmation historique qu'il y avait eu faute et la nécessité éthique de montrer que cette faute constituait une dette à l'égard des victimes.

La majorité démocrate chrétienne, à l'initiative de la coalition démocrate, a sincèrement cru qu'elle arriverait à faire l'économie d'une voie judiciaire en privilégiant « le pardon chrétien ». Il y avait dans cette politique une grande part d'illusion. Celle de croire que, mis face à leurs crimes, les bourreaux reconnaîtraient leurs fautes, demanderaient pardon et l'obtiendraient.

La commission Vérité et réconciliation, entre mars 1990 et mars 1991, essaya d'amorcer le processus. Ne voulant pas faire œuvre judiciaire, elle ne désigna pas les bourreaux.

Mais il y avait aussi, dans cette politique, une part de courage. Le rapport de la commission ébranla la société chilienne et ne fut pas globalement contesté. Ceux qui

avaient perdu la vie en raison des exactions du régime y étaient nommés : plus de 2 000 noms, complétés par une liste de 80 cas non résolus et qu'il y a lieu d'assimiler à des disparitions. La question des droits de l'homme enahit alors les journaux, les médias, les écoles, où de nombreux débats furent organisés. L'on put croire, un mois durant, que le travail de la commission pourrait créer un gigantesque catharsis.

Le général Pinochet fut légèrement responsable de l'échec de la stratégie de Vérité et réconciliation : en refusant de s'exprimer sur les conclusions de la commission, il freina un débat général qui commençait à poindre, y compris au sein de certaines branches des forces armées, armée de l'air ou carabiniers. L'assassinat opprobraire du sénateur Jaime Guzmán - officiellement tué par un mouvement d'extrême gauche, le 1<sup>er</sup> avril 1991 - ferma le dossier : ce très proche conseiller du général Pinochet avait pourtant fait part de son intention de prendre part au débat qui s'engageait. On lui révoqua l'intention de qualifier les exactions de fautes imparables.

Cette fin de non-recevoir de la part du général Pinochet mit un terme à une part importante du projet démocratique : celle d'aboutir à une société politique réconciliée et débarrassée des mouvements centrifuges à laquelle elle semblait soumise depuis les années 50. Ne resta alors qu'un mécanisme d'ingénierie politique à fonctionnement démocratique. Augusto Pinochet y joua alors son rôle, en centralisant et rationalisant les différentes demandes et mécontentements des forces armées.

Le président Aylwin alla même jusqu'à lui rendre un hommage incertain, lui prêtant un « rôle positif » dans la transition. Pour la justice, il fallut se contenter du jugement et de la condamnation de l'ancien chef de la DINA, l'outil de répression de la dictature de 1973 à 1977.

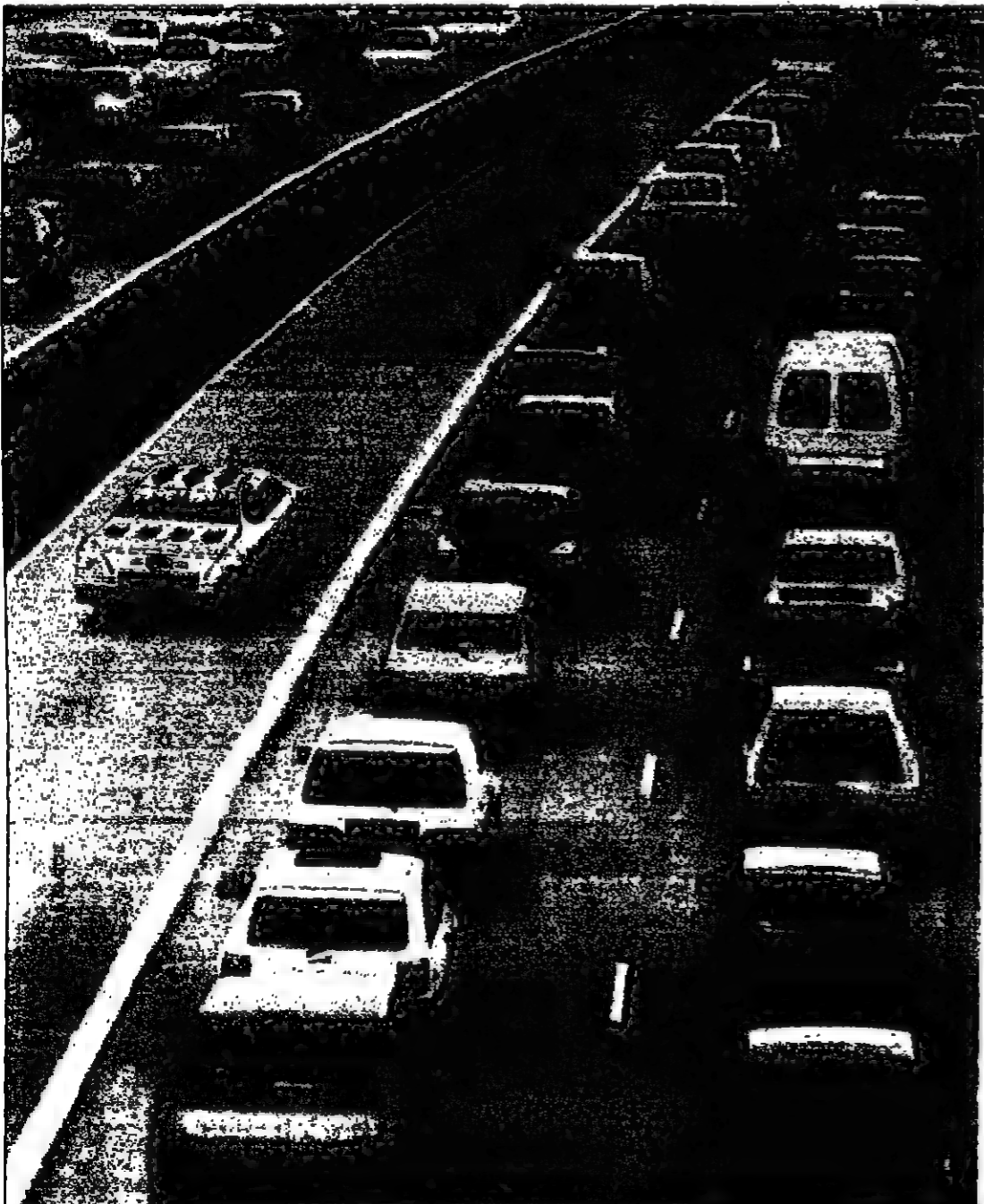
« Son arrestation apparaît comme le révélateur d'un manque de substance du régime démocratique. Face à ce vide révélé, socialistes et démocrates chrétiens chiliens ne parlent plus d'une même voix »

L'arrestation du général Pinochet apparaît dans ce contexte comme le révélateur non seulement d'une division prolongée de la société chilienne, mais encore d'un manque de substance au régime démocratique. Face à ce vide révélé, socialistes et démocrates chrétiens chiliens ne parlent plus d'une même voix.

Si la Chambre des lords invalide l'arrestation du général Pinochet, le vieux dictateur rentrera au pays, fort d'une légitimité retrouvée. Si elle permet une extradition débouchant sur un ou plusieurs procès, la justice aura fait un grand pas, et c'est heureux.

Mais le gouvernement démocrate chilien aura devant lui une tâche difficile : faire naître un projet politique démocratique assés d'une société à nouveau divisée jusque dans les rangs des partisans de la démocratie, à un moment qu'il n'aura pas choisi, et à cause d'un homme dont il se croyait débarrassé. On peut donc concevoir que certains politiques chiliens, parmi les plus sincèrement engagés en faveur de la démocratie, aient considéré l'arrestation de l'ancien dictateur avec une acridité mêlée d'angoisse.

*Bruno Adrian Páino*



**HP**  
21<sup>e</sup> siècle  
Expanding Possibilities  
HP Et tout devient possible

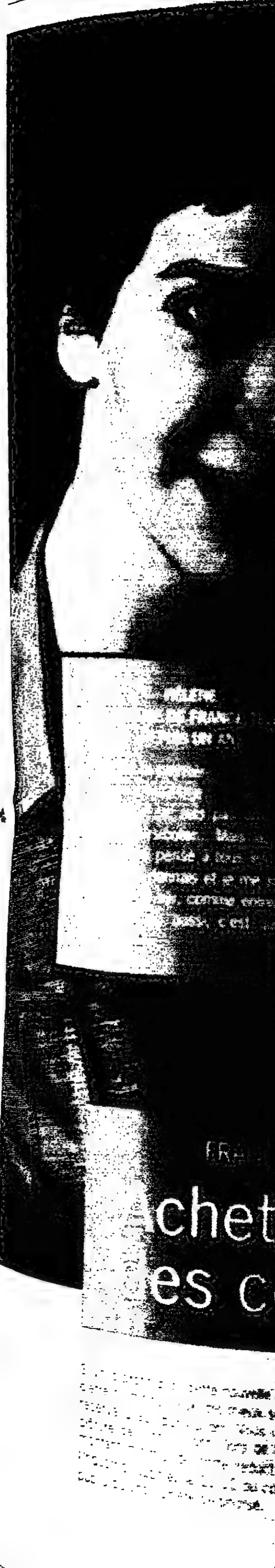
### Nouvelle imprimante • photocopieur • scanner • HP LaserJet personnelle : ne perdez plus votre temps.

Vous avez des documents urgents à sortir et un délai à respecter. Un seul problème. Tout le monde est dans le même cas que vous. Pourquoi ne pas éviter la queue grâce à la nouvelle imprimante • photocopieur • scanner • HP LaserJet 1100A personnelle ? Suffisamment petite pour tenir sur un bureau, elle peut fournir des documents professionnels de grande qualité et les imprimer à la vitesse de 8 pages par minute. De plus, vous pouvez numériser vos documents pour les envoyer directement par courrier électronique, par télécopie ou tout simplement les archiver sur votre PC.

difficile de faire plus simple ! A partir de 3690 FF TTC. Qui peut en faire autant ? Si vous êtes intéressé uniquement par la fonction imprimante, HP vous propose la HP LaserJet 1100 à partir de 2990 FF TTC. Elle fonctionne avec la toute dernière technologie HP JetPrint, qui vous permet de rajouter les fonctions scanner et photocopieur quand vous le souhaitez. Enfin, il existe la HP LaserJet 3100 Tout-en-Un, qui imprime, télécopie, photocopie et numérise pour 5990 FF TTC. Avec un tel choix, une seule chose à faire : prendre votre voiture et filer chez votre revendeur HP le plus proche.



**HP LASERJET 1100A IMPRIMANTE • PHOTOCOPIEUR • SCANNER.**  
Prix conseillés au 1/10/1998. Pour plus d'information sur la gamme des produits et consommables HP, visitez notre site : [www.france.hp.com](http://www.france.hp.com)



800 05 10 10 (appel gratuit du 01 40 10 10 10)  
Un document de...

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.







**DROIT** La réforme du droit des sociétés, réclamée depuis longtemps à la fois par les pouvoirs publics, le patronat et les juristes, est engagée. Un avant-projet de loi a été rédigé.

● LE TEXTE prévoit des règles plus simples, plus contractuelles et des pouvoirs plus équilibrés avec les actionnaires. ● PLUSIEURS DISPOSITIONS irritent le patronat, notamment le fait que le cumul des fonctions de président et de directeur général ne serait plus possible, sauf si les actionnaires l'acceptent explicitement. ● LA PUBLICITÉ des rémunérations des dirigeants deviendrait aussi la règle. ● UNE COMMISSION spéciale réunissant de nombreux dirigeants a été mise en place pour mettre en pièce ses articles controversés. ● LE GOUVERNEMENT n'a pas encore arrêté sa position. Le texte devrait être discuté au Parlement au cours du deuxième semestre de 1999.

Le fait que le cumul des fonctions de président et de directeur général ne serait plus possible, sauf si les actionnaires l'acceptent explicitement.

Le fait que le cumul des fonctions de président et de directeur général ne serait plus possible, sauf si les actionnaires l'acceptent explicitement.

Le fait que le cumul des fonctions de président et de directeur général ne serait plus possible, sauf si les actionnaires l'acceptent explicitement.

# La réforme du droit des entreprises menace le pouvoir des PDG

## Un avant-projet de loi veut établir des règles plus transparentes et plus équilibrées avec les actionnaires. Le patronat est d'accord pour simplifier, beaucoup moins pour limiter les prérogatives des dirigeants

DEVANT le péril, l'union s'impose. A la rentrée, le Medef (ex-CNPF) et l'AFEP, mouvement de grands patrons présidé par Ambrise Roux, ont décidé d'agir ensemble pour peser sur la réforme du droit des sociétés. Sous la houlette de Marc Vienot, ex-PDG de la Société générale, un comité de présidents, avec notamment Serge Tchuruk (Alcatel), Jean-Louis Beffa (Saint-Gobain), André Levy-lang (Paribas), Louis Schweitzer (Renault), Gérard Mestrallet (Suez - Lyonnaise des eaux) et Vincent Bolloré (Bolloré technologies), a été constitué. L'objet de ce comité ? Imaginer des contre-projets de loi sur le droit des sociétés : la fin du cumul des mandats de président et de directeur général et la publicité des rémunérations des dirigeants.

Le dossier se réveille sur les rails, lorsque, en juillet, après un premier texte et les premières consultations, la chancellerie a décidé d'aller plus loin. Constatant que les textes qui permettent le meilleur partage des pouvoirs en instaurant un directoire et un conseil de surveillance sont très peu appliqués - moins de 3 % des sociétés ont adopté ce statut -, le ministère de la Justice propose qu'à l'avenir « le président du conseil d'administration veille au bon fonctionnement des organes de la société. Il préside et représente le conseil d'administration (...). Il peut assumer, sous sa responsabilité, la direction générale de la société, en qualité de président-directeur général, si les statuts prévoient un tel cumul ». En clair, la loi de Vichy de 1940, qui a institué la fonction de PDG, inspirée du Führerprinzip, serait supprimée. Si les présidents veulent conserver cette fonction, ils le peuvent à la condition de s'en expliquer devant leurs actionnaires et de leur faire approuver, en assemblée générale extraordinaire à la majorité des deux tiers, ce cumul des fonctions.

Il y a quatre ans, le patronat était résolu à accepter une législation sur le cumul des postes d'administrateurs. Aujourd'hui, la perspective ne le fait plus frémir. Le projet, il est vrai, fixe un plafond assez élevé : les présidents n'auraient le droit de détenir pas plus de quatre mandats d'administrateurs, les non-dirigeants pas plus de huit. Le nombre des administrateurs touchant un salaire de l'entreprise ne pourrait pas dépasser le tiers des membres du conseil. Les administrateurs auraient le droit à tout moment de demander les documents de gestion qu'ils jugent utiles. Ce qui renforcerait leur pouvoir de contrôle mais

aussi leur responsabilité. Les actionnaires minoritaires, de leur côté, voient leur rôle renforcé. Désormais, ils ne devraient plus détenir, seuls ou en groupe, que 5 % du capital au lieu de 10 % actuellement, pour demander des explications sur des opérations de gestion et obtenir la désignation d'un expert s'ils le jugent nécessaire.

En contrepartie, les sociétés, comme elles le demandent depuis longtemps, disposeraient de plus grandes possibilités pour identifier leurs actionnaires. Les intermédiaires, agissant notamment pour le compte d'actionnaires étrangers, seraient obligés de révéler les noms des propriétaires non résidents, sous peine de perdre leur droit de vote.

Soucieux d'assurer une plus grande transparence financière, l'avant-projet de loi prévoit que les comptes consolidés des entreprises et non plus les comptes sociaux. Bien que, lors des assemblées générales, les détenteurs du capital ne s'intéressent qu'aux résultats de leur groupe et jamais à ceux de la société mère, le Medef est très hostile à ce projet. Selon lui, il fait courir un risque pénal supplémentaire aux dirigeants, car il entraîne de facto la création d'un délit de faux bilan consolidé : il est difficile dans un groupe de s'assurer de toutes les pratiques comptables des filiales.

Si la disposition est retenue tout de même, ce serait une des seules nouveautés pénales créées, avec la responsabilité de la personne mo-

# La mondialisation de l'économie rend nécessaire de nouvelles règles

SI, un moment, le besoin semblait avoir disparu, la crise asiatique vient de le rappeler en urgence : l'économie mondiale a besoin de règles et de garde-fous pour bien fonctionner. Réunis au Palais de justice de Paris les 14 et 15 novembre pour un colloque sur le droit et l'économie, hommes politiques, chefs d'entreprise, juristes, avocats font le même constat : alors que la mondialisation, portée par les nouvelles technologies et la libéralisation des marchés, a bouleversé tous les repères, les relations du droit et de l'économie doivent être repensées.

Mais qu'il peut, face au développement de l'économie mondiale, définir de nouvelles règles de droit ? Pour l'instant, les Etats-Unis, première puissance économique, exportent leurs lois dans le monde, constatant le député européen Catherine Lamihère. Le droit boursier, le droit des affaires et des contrats sont tous issus des pratiques anglo-saxonnes.

Mais l'Europe peut devenir aussi une source de droit, affirmaient de nombreux intervenants. L'enjeu est important pour le ministre des finances et de l'économie : « Le droit traduit des choix politiques », rappelle-t-il. « Si nous voulons d'une économie de marché, nous ne voulons pas forcément d'une société de marché. »

Le ministère de la Justice a entrepris une relecture systématique des quelque 400 articles qui constituent le droit des sociétés. Voici les principales mesures :

● Statuts des sociétés : les sociétés anonymes (SA) auraient le droit de ne compter que trois administrateurs au lieu de sept actuellement. Les obligations des sociétés non cotées sont sensiblement allégées par rapport à celles des sociétés cotées.

● Présidence : le cumul des mandats de président et de directeur général n'est possible que si les statuts le prévoient. Un président de société cotée ne peut exercer une autre présidence. Le directeur général ou les membres du directoire ne peuvent avoir plus de deux mandats. Le rapport annuel doit rendre compte de la rémunération totale versée à chaque mandataire social.

● Administrateurs : les présidents ne peuvent cumuler plus de quatre postes d'administrateurs. Les autres administrateurs ne peuvent exercer plus de huit mandats. Une société ne peut compter dans son conseil plus de tiers d'administrateurs travaillant pour elle. Les administrateurs ont le droit de demander communication de tout document relatif à la gestion de la société.

# La fausse sous-traitance dans le collimateur des juges

JUSQU'OU une entreprise peut-elle sous-traiter ses activités ? La loi du 11 février 1994, dite « loi Madelin », sur « l'initiative et l'entreprise individuelle » avait apporté un élément de réponse particulièrement libéral. Son article 49 précisait que toute personne immatriculée au registre du commerce était « présumée » ne pas être liée par un contrat de travail. La présomption ne pouvait être renversée que si le salarié se trouvait placé dans « un état de subordination juridique permanente » à l'égard d'une entreprise, ce qui, selon les spécialistes, était très difficile à démontrer.

M. Gervais : « la nature des véhicules utilisés par les sous-traitants est quasiment unique et imposée par la société Exapaq, leur financement étant cautionné par Exapaq, la tenue vestimentaire des sous-traitants est uniforme et fait référence unique à la société Exapaq ; le logo de la

seule société Exapaq est apposé sur le véhicule. Les sous-traitants sont invités à assurer leur véhicule chez le même assureur. La société Exapaq met à la disposition de ses sous-traitants un scanner, restant sa propriété, pour organiser la distribution des colis qu'elle contrôle, tâche principale des sous-traitants qui ne peuvent développer d'autres activités parallèles ; les tournées sont imposées, sous forme de horaires ; des sanctions financières sont prévues ; la rémunération des sous-traitants est prédéterminée par Exapaq et ne donne pas lieu à une libre et franche négociation, de sorte (...) qu'il existe un lien de subordination juridique permanent entre les personnes qualifiées de sous-traitant, pour les contrats établis par Exapaq et ce dernier ».

Paradoxalement, ce sont les employeurs qui réclament, au nom même de la libre entreprise, l'intervention de l'Etat. Nul n'envisage d'ouvrir avec les syndicats une négociation sur le recours à la sous-traitance comme cela se pratique aux Etats-Unis et en Allemagne.

Le conflit s'était durci au fil des jours, malgré cinq rencontres syndicales, inspecteurs du travail et magistrats ont encore les moyens de qualifier des contrats commerciaux en contrats de travail.

Paradoxalement, ce sont les employeurs qui réclament, au nom même de la libre entreprise, l'intervention de l'Etat. Nul n'envisage d'ouvrir avec les syndicats une négociation sur le recours à la sous-traitance comme cela se pratique aux Etats-Unis et en Allemagne.



EXPERTISE tricolurée au registre du commerce était « présumée » ne pas être liée par un contrat de travail. La présomption ne pouvait être renversée que si le salarié se trouvait placé dans « un état de subordination juridique permanente » à l'égard d'une entreprise, ce qui, selon les spécialistes, était très difficile à démontrer.

EXPERTISE tricolurée au registre du commerce était « présumée » ne pas être liée par un contrat de travail. La présomption ne pouvait être renversée que si le salarié se trouvait placé dans « un état de subordination juridique permanente » à l'égard d'une entreprise, ce qui, selon les spécialistes, était très difficile à démontrer.

EXPERTISE tricolurée au registre du commerce était « présumée » ne pas être liée par un contrat de travail. La présomption ne pouvait être renversée que si le salarié se trouvait placé dans « un état de subordination juridique permanente » à l'égard d'une entreprise, ce qui, selon les spécialistes, était très difficile à démontrer.

EXPERTISE tricolurée au registre du commerce était « présumée » ne pas être liée par un contrat de travail. La présomption ne pouvait être renversée que si le salarié se trouvait placé dans « un état de subordination juridique permanente » à l'égard d'une entreprise, ce qui, selon les spécialistes, était très difficile à démontrer.

EXPERTISE tricolurée au registre du commerce était « présumée » ne pas être liée par un contrat de travail. La présomption ne pouvait être renversée que si le salarié se trouvait placé dans « un état de subordination juridique permanente » à l'égard d'une entreprise, ce qui, selon les spécialistes, était très difficile à démontrer.

EXPERTISE tricolurée au registre du commerce était « présumée » ne pas être liée par un contrat de travail. La présomption ne pouvait être renversée que si le salarié se trouvait placé dans « un état de subordination juridique permanente » à l'égard d'une entreprise, ce qui, selon les spécialistes, était très difficile à démontrer.

### Hospices de Beaune

## L'alarmante prospérité des grands bourgognes

LES COURTS ont encore attiré l'attention des investisseurs...

Il ne faut pas se plaindre de la marionnette et, pourtant, tout le monde que nous sommes des lendemains de notre charte...

Grève à Air France mardi et mercredi

Quelques semaines après le début de la grève, la direction d'Air France a annoncé...

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.



50

ates circonstances

... fragile

... fragile

... fragile

... fragile

... fragile

... fragile

... fragile

... fragile

... fragile

... fragile

# Hospices de Beaune : l'alarmante prospérité des grands bourgognes

### Les cours ont encore atteint des niveaux records

**BEAUNE**  
de notre envoyé spécial

« Si les cours ne devaient pas, demain, baisser de 15 % par rapport à ceux de 1997, nous devrions nous attendre à court ou moyen terme à de grandes difficultés », nous confiait, à la veille de la 138<sup>e</sup> vente des Hospices de Beaune, Frédéric F. Drouhin, l'un des jeunes responsables de la célèbre maison familiale de négoce. Or non seulement les cours n'ont pas fléchi mais, une nouvelle fois et contre toute attente, ils ont atteint de dangereux records. Ainsi la vente des Hospices a-t-elle connu une cinquième hausse consécutive en cinq ans. Elle a vu le prix global des vins fins augmenter de 12 % en moyenne - 15 % pour les rouges, 5 % pour les blancs. Le prix moyen de la « pièce » (de 228 litres environ) s'est établi, dimanche 15 novembre, à 42 806 francs (39 949 francs pour les vins rouges, 55 798 francs pour les blancs), tandis que la vente rapportait au total 24,6 millions de francs à l'établissement hospitalier.

« Il ne faut jamais se plaindre quand la mariée est trop belle, et, pourtant, tout le monde sait que nous aurons des lendemains qui ne chanteront pas »

Ces résultats surviennent alors que la vente du millésime 1997 avait déjà bouleversé toutes les certitudes marchandes de la place, avec une hausse de 47 % en moyenne par rapport à 1996 (Le Monde du 18 novembre 1997). Et tout se passe aujourd'hui comme si personne, en terre bourgognonne, n'était en mesure de fournir une analyse rationnelle d'un phénomène qui dépasse tous les acteurs de la longue chaîne allant du vigneron au consommateur, français et, surtout, en l'espèce, étranger. Expression des solides appétits spéculatifs ? Grands vins français devenus valeur refuge d'un certain art de vivre, de consommer et de boire ? Nul ne semble saisir les raisons profondes de cette embellie durable et, paradoxalement, lourde de menaces. « On nous dira qu'il ne faut jamais se plaindre quand la mariée est trop belle, et, pourtant, tout le monde sait que nous aurons des lendemains qui ne chanteront pas », confiait, entre deux records battus le 15 novembre dans les halles de Beaune, un vieux vigneron de la côte de Nuits.

Tous les acteurs pressentent en effet que les envolées de ces dernières années, associées à deux décennies de millésimes remarquables sinon exceptionnels, ne peuvent que précéder les années délicates durant lesquelles la compétition avec les vins issus des cépages chardonnay et pinot noir du Nouveau Monde (Etats-Unis, Argentine, Chili, Australie ou Nouvelle-Zélande) va aller s'exacerbant. La Bourgogne devra, quant à elle, respecter des contraintes dont

se moquent les concurrents des pays étrangers où le concept d'appellation d'origine contrôlée n'a aucun sens, et où les droits de plantation sont généreusement accordés par les pouvoirs publics. Chez les plus clairvoyants des Bourgognons, l'angoisse est déjà là de ne pas pouvoir lutter demain à armes égales et d'entrer bientôt dans une phase de récession mal maîtrisée, marquée, qui sait, par un effondrement des cours.

Pour l'heure, sous le ciel bourgognon, tout va bien, merveilleusement bien. La pièce de 228 litres du Clos de la Roche, qui s'était vendue 76 000 francs en 1997, a, cette année, atteint 93 000 francs, et celle de batard-montrachet Dames de Flandres a été adjugée à 155 000 francs, contre 146 000 en 1997. Préfigurant fidèlement le marché à venir du millésime 1998, cette vente aux enchères est, une nouvelle fois, venue conforter le caractère aujourd'hui quasi inaccessible des premiers crus bourgognons. Cette tendance apparemment irrésistible fait que le marché à l'export n'a jamais été aussi soutenu. Durant la campagne 1997-1998, la Bourgogne a battu un record de commercialisation : 180 millions de bouteilles sont sorties de ses caves, soit une progression de 9 % par rapport à la campagne précédente. C'est également la première fois que les ventes à l'exportation de ces vins ont dépassé les ventes sur le marché français. Dans le même temps, l'ensemble des appellations bourgognonnes a enregistré une progression des cours de 17 % en moyenne.

Cela est vrai pour les pays traditionnellement friands de ces vins (Suisse, Allemagne, Belgique et Pays-Bas), mais aussi pour les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et le Japon. Ce dernier pays constitue d'ailleurs une véritable énigme. « Nous assistons depuis peu à une progression massive de nos ventes au Japon, phénomène qui, à la différence de Hongkong ou de la Thaïlande, résiste à la crise économique asiatique et qui s'explique par des modifications majeures de consommation et notamment par l'intérêt que portent les jeunes femmes japonaises à nos vins », explique Pierre-Henry Gagey, président du Syndicat des négociants en vins fins de Bourgogne. L'année 1998 a de ce point de vue été exceptionnelle, qui a vu, rouges et blancs confondus, les vins de Bourgogne bénéficier d'une augmentation des exportations au Japon de 100 %, passant de 30 à 60 milliers d'hectolitres en quelques mois. Le Japon, sur les six premiers mois de l'année, a d'un coup détrôné l'Allemagne et les Etats-Unis.

La vente des Hospices, beau rituel œnologique caritatif, s'est achevée avec l'achat - par un citoyen britannique et pour un montant de 300 000 francs - d'une pièce de vin de Beaune au profit de l'association La Chaîne de l'espoir du professeur Alain Deloche (hôpital Broussais, Paris), qui organise en France des interventions chirurgicales pour des enfants étrangers. Les richissimes Hospices ont perpétué, quant à eux, la tradition de la charité chrétienne en offrant 300 000 francs aux victimes, en Amérique centrale, de l'ouragan Mitch.

Jean-Yves Nau

# Grève à Air France mardi et mercredi

QUELQUES SEMAINES après l'accord de paix sociale signé par les pilotes et la direction d'Air France, c'est au tour des hôtesses et des stewards de se mettre en grève à l'appel de l'ensemble de leurs syndicats. Objectif : obtenir la refonte de la grille salariale, ayant actuellement pour base la « double échelle des salaires » (embauches des jeunes à un salaire moindre), et revoir l'organisation des périodes de travail et de repos. Fait exceptionnel, cette grève pourrait être suivie par 80 % du personnel et perturber fortement le trafic mardi 17 et mercredi 18 novembre. La compagnie prévoit d'annuler 45 % des long-courriers au départ de Paris (Roissy et Orly) ainsi que 40 % des vols européens et domestiques. Renseignements : 0800-05-11-55 (numéro vert) et 0802-802-802, ou Minitel (3615 AF).

# Les producteurs de tabac américains paieront 200 milliards de dollars pour la santé publique

### Un accord est conclu pour mettre fin aux poursuites judiciaires

Quatre fabricants américains, Philip Morris, R.J. Reynolds, Lorillard et Brown and Williamson, acceptent de payer 206 milliards de dollars, soit plus de 1 150 milliards de francs, au cours des vingt-cinq prochaines années. En échange, les trente-huit Etats qui les poursuivaient pour atteinte à la santé publique abandonneraient leurs actions judiciaires. Cet accord, négocié par huit de leurs représentants, doit encore être validé.

Il inculcraient les 40 milliards de dollars que les quatre groupes concernés, plus la société Liggett, ont déjà accepté de payer au titre d'accords séparés avec quatre Etats (Texas, Floride, Mississippi et Minnesota). Au-delà de 2025, la contribution des fabricants de cigarettes serait pérennisée à un niveau annuel de 9 milliards de dollars. Mais elle serait susceptible de varier à la hausse, en cas d'augmentation du nombre de cigarettes vendues aux Etats-Unis, et à la baisse, s'il y avait une contraction du marché. Cette dernière hypothèse n'est pas à exclure,

puisque l'un des objectifs poursuivis par les Etats anti-tabac est d'en réduire sa consommation, première cause de mortalité outre-Atlantique.

### CAMPAGNES ANTI-TABAC

Les sommes versées par les industriels seront utilisées pour financer des campagnes anti-tabac, ainsi que des fondations destinées à éduquer la jeunesse. Parallèlement, les marques de cigarettes s'engagent à retirer du commerce tous les articles destinés à assurer leur promotion. Elles promettent également de s'abstenir de tout

affichage public et de réduire leurs activités de sponsoring sportif. Dans un même souci de protection des plus jeunes, les personnages inspirés du monde de la bande dessinée, comme le célèbre chameau des paquets de Camel, devraient disparaître. L'accord conclu par les industriels du tabac est le résultat d'une négociation de plusieurs mois avec les procureurs de huit Etats mandatés pour représenter l'ensemble des plaignants. Il doit donc être encore accepté par les intéressés pour avoir valeur juridique. Ils ont jusqu'au vendredi 20 novembre pour se décider, en vue d'une signature le 23. Après l'annulation d'un premier accord conclu en juin 1997, qui aurait été beaucoup plus coûteux pour les industriels, et l'échec d'un ambitieux projet de législation réformant l'industrie du tabac lancé par le président des Etats-Unis au printemps 1998, les observateurs parient cette fois sur une validation de l'accord.

A.-M. R.

### Morlaix contre la fermeture de sa manufacture

Le conseil municipal de Morlaix (Finistère), auquel appartient Marylise Lebranchu, secrétaire d'Etat au commerce, aux PME et à l'artisanat, a adopté à l'unanimité, samedi 14 novembre, une motion dans laquelle il menace de démissionner si le conseil d'administration de la Seita confirme, le 23 novembre, la fermeture de la Manufacture des tabacs.

### Morlaix contre la fermeture de sa manufacture

Cet établissement, qui emploie 172 salariés, doit arrêter la production à partir de décembre 1999. Une manifestation, qui débordera largement le cercle de l'entreprise, était prévue lundi 16 novembre à Morlaix. - (Corresp.)

# Pourquoi A.T. Kearney va-t-il devenir le leader mondial du conseil en stratégie ?



1994 : 5<sup>ème</sup> cabinet mondial • 1996 : 3<sup>ème</sup> cabinet mondial • 1997 : 2<sup>ème</sup> cabinet mondial

Une telle progression a ses raisons. Des raisons qui nous font penser que demain, nous pourrions être le leader du conseil en stratégie en continuant à...

- > Investir dans notre capital intellectuel avec des consultants aux expériences variées.
- > Privilégier une démarche professionnelle alliant créativité, expertise théorique et pragmatisme.

> Renforcer notre réputation d'excellence pour la pertinence de nos recommandations et notre efficacité opérationnelle (Enquête Louis Harris 1998).

Exigeants vis à vis de nous-mêmes, nous recherchons des candidats à fort potentiel. Vous êtes Jeunes Diplômés, Consultants confirmés. Vous souhaitez acquérir une expérience internationale et élargir votre champ de compétences.

En nous rejoignant, vous construirez votre vie professionnelle, avec une évolution accélérée vers des responsabilités de direction générale et la satisfaction d'avoir contribué à notre première place.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Dominique Tézé, A.T. Kearney, 8/10 rue Victor Noir, 92200 Neuilly/Seine. E-mail : recrutement@atkearney.com http://www.atkearney.com

# ATKEARNEY



# Michel Boyon a du mal à défendre son bilan à la tête de Radio-France

## Le CSA devra choisir le responsable de la radio publique entre sept candidats, dont l'actuel PDG. S'il peut se targuer du bon état des finances et du blason redoré des stations locales, il est très critiqué pour son manque de stratégie et son exercice solitaire du pouvoir

« À QUOI DOIT-ON aujourd'hui que le sentiment de confiance qui s'était instauré entre vous et le personnel se dégrade ? » : les membres du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) ont sans doute posé, une nouvelle fois, cette question à Michel Boyon, PDG de Radio-France, en le recevant, lundi 16 novembre.

Ils l'avaient déjà interrogé en ce sens en août 1997. Car sa manière

de diriger l'entreprise au cours des trois années de son mandat arrive en tête des critiques faites à Michel Boyon. Responsables syndicaux, représentants des journalistes, des cadres, les producteurs, qui, depuis quelques semaines, ont défilé au CSA, font le même constat : « prise de décision dans un cercle fermé » et « extrême concentration des pouvoirs ».

Très brillant à l'oral, excellent juriste, formé au Conseil d'Etat et dans les cabinets ministériels - celui de François Léotard notamment -, Michel Boyon n'a aucune pratique de l'entreprise lorsqu'il succède à Jean Maheu à la présidence de Radio-France. Dans les premiers mois, le président consulte beaucoup, notamment pour élaborer son « projet pour Radio-France », ce qui fait plutôt bon effet auprès des personnels. Ensuite, les départs d'Ivan Leval, de Patrice Duhamel et d'Anne Coutard des différents postes de direction obligent le nouveau PDG à reconstituer une équipe. Il la choisit à l'extérieur et plutôt de la même obédience politique que lui.

Avec la création du Mouv', la radio pour les jeunes, le malentendu entre les personnels et la direction de Radio-France s'aggrave. Préparée dans le plus grand secret et érigée en modèle, cette station prétend bouleverser le statut des personnels et la conception des programmes. Son mode de fabrication en « tout numérique » et son installation à Toulouse en font à la fois un objet de fascination et d'inquiétude. Aujourd'hui, elle peine à conquérir des auditeurs, le Mouv' est devenu plus classique. « Les archives de contenu dans un grand océan de musique », chers à son directeur, Olivier Nanteau, ont

laissé sa place à une grille plus conformiste.

Le lancement du Mouv', au printemps 1997, fut l'occasion d'escarmouches avec le nouveau gouvernement. Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, commande un rapport à son sujet et réclame des changements. En réponse, Michel Boyon sera le seul PDG de l'audiovisuel public à ne pas nommer de médiateur ni à fournir le plan stratégique réclamé par la ministre.

### L'ATTENTE D'UN CAPITAINE

La critique sur l'absence de stratégie est récurrente chez les adversaires du PDG. « Il a prolongé les courbes et les grilles, mais il n'a pas préparé Radio-France au troisième millénaire », commente un journaliste.

Sans nul doute, Michel Boyon a bien tenu les comptes de la maison. Et il est parvenu à dégager un léger excédent en 1996 et 1997. En

matière d'audience, les chiffres sont moins satisfaisants. Sur fond de progression de l'audience globale du média radio mais de tassement de celle des généralistes, l'ensemble des antennes de Radio-France perd 500 000 auditeurs, principalement sur les radios locales et France-Info. En revanche, France-Inter en a gagné 11 000, grâce, ironisent certains, aux émissions mises en place par ses prédécesseurs.

« J'ai donné de la consistance à l'entité Radio-France : des chaînes qui s'ignoraient ont maintenu la conscience d'appartenir au même groupe », avance Michel Boyon lorsqu'on l'interroge sur son bilan. Il y a une action que tout le monde met à son crédit et dont il se dit « fier », c'est d'avoir « renforcé l'ancrage des radios locales dans le groupe ».

Il a, en revanche, moins bien réussi à France-Culture. En prenant le risque de remplacer Jean-

Marie Borzeix, patron charismatique de cette station depuis treize ans, par Patrice Gélinet, bon producteur mais piètre manager, Michel Boyon a déstabilisé des personnels fragiles et capricieux sans leur fixer un cap clair. Du coup, les coteries se démentent et les personnels protestent, et même se mettent en grève, comme en septembre.

La gestion de ce conflit aura beaucoup nui à l'image de Michel Boyon. Alors que jusque-là il était parvenu à éviter tout conflit, notamment en accordant aux journalistes un rattrapage de leurs salaires et en ouvrant des chantiers sur la réduction de la durée du travail, il a été moins habile avec les chargés de réalisation. Il est vrai qu'à quelques semaines du renouvellement de son mandat, cette grève, mal contrôlée par les syndicats, l'a inquiété. Du coup, il n'a eu de cesse d'y mettre fin au prix d'un accord très critiqué et en

malmenant ses directeurs. « Il a lâché n'importe quoi et il a créé des mini-SFP à l'intérieur de l'entreprise », estiment certains. Beaucoup lui reprochent aussi de ne pas avoir préparé l'entreprise à l'aventure du numérique, avec ce que cette technique permet pour la création de nouvelles chaînes, ce qu'elle suppose de prévisions d'investissements, de discussions sur les nouveaux métiers et de plans de formation. « Il s'agit d'un processus à long terme sur cinq ou dix ans, qui est déjà entamé », répond Michel Boyon.

S'il est renouvelé, ce dossier devra être une de ses priorités. Auparavant, il devra faire preuve de conviction et d'habileté face à l'inévitable déception de tous ceux qui, aujourd'hui, dans la Maison ronde, disent : « Tout sauf Boyon » et attendent « un grand capitaine ».

Françoise Chirot

### Sept candidats

Les neuf membres du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), qui devront désigner le futur PDG de Radio-France avant dimanche 29 novembre, ont entamé une série d'auditions. Ils devaient recevoir Michel Boyon (52 ans), actuel PDG de Radio-France ; Francis Brun-Buisson (51 ans), directeur du service juridique et technique de l'information (SJT) ; Anne Coutard, 47 ans, actuel directeur délégué à la présidence de RTL et ex-directeur délégué de Radio-France ; Eric Ciampi, 46 ans, directeur général de BDDP, ancien directeur général d'Antenne 2 ; Jean-Pierre Hoss, 52 ans, qui fut à la tête de RMC, de la SFP, et d'un département d'Air France ; Ivan Leval, 61 ans, directeur délégué de La Tribune, ancien directeur de l'Information de Radio-France, et Jacques Pomonti, 60 ans, ancien président de l'INA et de l'Association des employeurs du secteur public de l'audiovisuel. Parmi ces sept candidats : trois conseillers d'Etat, deux administrateurs civils, un diplômé de sciences économiques et un... ancien instituteur.

## Huit fréquences supplémentaires pour le Mouv'

### TOULOUSE

de notre correspondant régional « Ce n'est pas époustouffant », reconnaît Olivier Nanteau, le directeur du Mouv', installé à Toulouse depuis avril. Incontestablement, la radio du service public destinée aux jeunes n'a pas encore trouvé son public. Pourtant, elle ne manque ni de moyens - une soixantaine de personnes, d'agréables locaux en centre-ville, un équipement de pointe, 14,5 millions de francs d'investissements et 26 millions de budget de fonctionnement -, ni d'idées. Lorsque la station locale de Toulouse, associée à FR3, a dû lais-

ser sa place à la chaîne nationale pour les jeunes, elle atteignait 3,5 points d'audience sur la ville. Selon la même enquête de Médiamétrie, France-Inter et France-Info réalisent dans les zones où est diffusé le Mouv' entre 15 % et 18 % chacune. A 0,7 %, la nouvelle station est loin derrière. Mais, dans l'équipe, le climat n'est pas au défaitisme. Responsables, techniciens, programmeurs, animateurs ou journalistes estiment avoir de bons arguments à faire valoir pour leur défense : « Comment exiger de nous de faire de l'audimat alors qu'on a 17 sites - soit 1,5 million d'auditeurs potentiels -, il n'y a qu'un embryon de réseau national et que l'existence de la radio est encore peu connue ? »

Après le travail réalisé par Radio-France sur son parc de fréquences, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) vient d'autori-

ser l'affectation de huit fréquences supplémentaires au Mouv'. Celles-ci devraient être utilisables à la fin de l'année. Mais les grandes métropoles, notamment la région parisienne, ne seront toujours pas couvertes. « Pour l'instant, nous sommes dans une économie de pénurie de fréquences », constate Olivier Nanteau : « à partir de là, on ne peut pas tirer de leçons définitives d'un premier sondage qui n'a aucune valeur comparative. »

### JEUNES TALENTS

Le Mouv' n'est pas seulement destiné aux jeunes. La radio elle-même est très jeune. Alors, plutôt que de chercher tout de suite des résultats spectaculaires, le vrai bilan est peut-être à trouver dans le ton de l'antenne. Le Mouv' a-t-il trouvé une couleur et son par rapport à ses concurrents (NRJ, Skyrock, Fun Radio) visant

les 18-25 ans ? Selon ceux qui l'écoutent, et d'après les enquêtes qualitatives, le Mouv' présente aux jeunes une réelle « offre alternative ». « On a l'impression de faire quelque chose de nouveau », considère Sylvain Athlet, responsable des programmes. Deux tiers de musique - à base de techno, de rock et de pop principalement, avec une bonne moitié de chansons françaises -, un tiers de programmes parlés (sans publicité), avec des reportages sur l'actualité, des chroniques, des magazines, des flashes d'information. Le Mouv' n'est pas tombé dans la facilité de la moutonnerie à variétés internationales : la radio s'est même lancée - insuffisamment selon certains - dans la découverte de jeunes talents comme Louise Attaque. Il reste à rencontrer les auditeurs, s'ils existent.

Jean-Paul Besset

## 95,2 Paris descend dans le métro

LA RADIO dans le métro : c'est ainsi que 95,2 espère se relancer et élargir son audience. Après des années d'atermoiements et de difficultés financières, ses dirigeants présenteront, mardi 10 novembre, leur choix pour le format de « City Radio ». A partir d'exemples de New York, Francfort, Milan, etc., ils ont adapté ce concept basé sur l'information, les services et la musique, avec un slogan : « Notre seul sujet de conversation, c'est Paris. »

« Notre public est très large, et il est intéressé par des informations très diverses : sport, emploi, circulation, sorties, enfants, etc. Nous avons opté pour un format court, c'est-à-dire très contraignant », explique Jean-Yves Laneurie, directeur général délégué.

La plupart des informations ne dépassent pas quarante-cinq secondes, sauf les informations générales, toutes les heures et demi-heures. Par ailleurs, un journal de 2 min 30 est réalisé quatre fois par jour. Le reste de l'antenne est consacré à la musique, principalement les « golds » (succès reconnus), qui occupent 75 % à 80 % du temps. Les « nouveautés » se partagent le reste. Mais l'originalité de 95,2 réside surtout dans son mode de diffusion. Grâce à un accord avec Métrobus, régie de la RATP, 95,2 peut être entendue dans douze gares du RER, où cir-

culent quelque 520 000 personnes chaque jour. Afin de ne pas agacer les voyageurs, dans chaque station, la radio est diffusée par le biais de douze bornes avec quatre haut-parleurs chacune : des zones restent donc hors de portée sonore.

### NOUVEAU TON

Cette politique a pu être menée en dépit de la réduction de la subvention de la Ville de Paris - de 6 millions à 4, puis 2 millions, pour un budget de 10 millions de francs environ. Via l'Association pour l'information municipale (AIM), la ville de Paris détient 40 % du capital de la radio. Les autres actionnaires, Havas Images (25 %), Urbiel, filiale de la RATP (15 %), Canal Plus (10 %) et Métro Traffic Control (10 %), ont dû accroître leur effort. Ils comptent sur leur nouveau format et système de diffusion pour accéder au marché publicitaire. « Aucun format de ce genre n'existe dans la capitale. C'est un pari. Notre ambition est de sortir de la marge d'erreur de l'outil de mesure de l'audience », explique Louis-Bertrand Raffour, gérant de 95,2. En décembre et janvier, une campagne de publicité sera lancée pour faire connaître le nouveau ton de 95,2.

F. Ch.

## Les auteurs critiquent le projet de loi sur l'audiovisuel public

« UNE RÉFORME non financée est une réforme condamnée », prévient la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD), qui gère le répertoire des auteurs d'œuvres de fiction destinées aux spectacles vivants, au cinéma et à l'audiovisuel. Financier de la lutte contre l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI), la SACD a provisoirement changé de combat pour dénoncer, à l'unanimité avec les producteurs et de nombreux parlementaires de droite comme de gauche, les menaces qui pèsent sur la télévision publique avec le projet de loi défendu par Catherine Trautmann.

« On ne fera pas un service public de télévision digne de ce nom sans un financement décent de la production, sous peine d'échec à bref délai de la réforme projetée. L'ensemble des mesures non prises

en compte par le projet porte le chiffre avancé de 2 à 3 milliards à des sommes manifestement supérieures », dit Marcel Bluwial, président de la SACD.

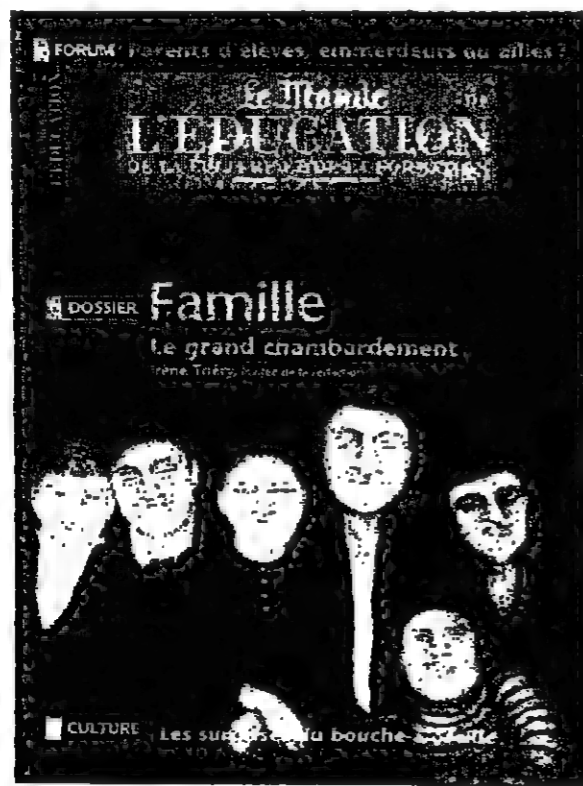
### SCÉPTICISME

« Même si le projet de loi prévoit une compensation de la baisse de la publicité [qui passera de 12 à 5 minutes par heure en 2 000] par des crédits budgétaires, la pluriannualité des budgets des chaînes publiques risque malgré tout d'être remise en cause. De plus, rien ne dit que les 380 heures dégagées par la réduction de la durée des spots publicitaires sur France 2 et France 3 seront remplacées par de nouvelles productions », déplore Olivier Carmet, directeur général de la SACD. Il affirme que les chaînes privées vont « à l'évidence tirer un profit considérable du

déplacement de la publicité télévisuelle » et se demande comment le public pourra faire face à la concurrence, qui s'annonce de plus en plus vive dans les achats de films ou de fictions.

Le directeur général reste très sceptique sur les moyens mis en œuvre par le gouvernement pour tenter de « taxer » la nouvelle manne qui profitera à TF1 et M6. « Même si l'on double la taxe prévue pour la production sur le chiffre d'affaires des chaînes - actuellement de 5,5 % pour le compte de soutien à l'industrie des programmes -, ce procédé devra s'appliquer à toutes les chaînes, même France 2 et France 3, et ne représentera pas grand-chose comme productions nouvelles », explique-t-il.

Nicole Vulser



**Forum :**  
Les parents d'élèves, emmerdeurs ou alliés ?  
• Comment concilier méfiance et nécessaire collaboration ?

**Dossier :**  
Famille, le grand chambardement  
Irène Théry, invitée de la rédaction

• Qu'est-ce qu'une famille aujourd'hui ? • Le PACS menace-t-il le couple et le mariage ? • Les nouveaux parents bousculent l'école. • Êtes-vous une famille à risque pour votre enfant ? • Les grands-parents changent de rôles. • Ces nouvelles familles sans liens du sang. • Les mémoires familiales de Jean Rouaud.

**Culture :**  
le bouche-à-oreille

• Ils sont des milliers de spectateurs, de lecteurs à juger et à décider le succès des œuvres. Les producteurs, éditeurs et distributeurs comptent maintenant sur la rumeur.

Rencontre-débat *Le Monde de l'éducation* - la Fnac le vendredi 13 novembre à 17 h 30 à la Fnac de Toulouse, sur le thème « Le PACS menace-t-il le couple, la famille et le mariage ? »



VOUS AVEZ UN MOIS POUR RÉFLÉCHIR



### AGENDA

#### MARDI 17 NOVEMBRE

MÉTAFRANCE  
19h30 - 20h30  
MÉTAFRANCE  
20h30 - 21h30  
MÉTAFRANCE  
21h30 - 22h30

#### MERCREDI 18 NOVEMBRE

FRANCE  
19h30 - 20h30  
FRANCE  
20h30 - 21h30  
FRANCE  
21h30 - 22h30

#### JEUDI 19 NOVEMBRE

FRANCE  
19h30 - 20h30  
FRANCE  
20h30 - 21h30  
FRANCE  
21h30 - 22h30

#### VENREDI 20 NOVEMBRE

FRANCE  
19h30 - 20h30  
FRANCE  
20h30 - 21h30  
FRANCE  
21h30 - 22h30

### AFFAIRES

• BÉNIN : le président...  
• ÉTATS-UNIS : le...  
• FRANCE : le...  
• ITALIE : le...  
• JAPON : le...  
• RUSSIE : le...  
• UKRAÏNE : le...

### Valeur du jour

LA BOURSE...  
L'INDUSTRIE...  
L'AGRICULTURE...  
L'ÉNERGIE...  
L'ÉCONOMIE...  
L'ÉDUCATION...  
L'ÉNERGIE...  
L'ÉCONOMIE...  
L'ÉDUCATION...

### MONNAIES

LE DOLLAR...  
LE YEN...  
LE MARK...  
LE FRANQUE SUISSE...  
LE FRANQUE ALLEMAND...  
LE FRANQUE SUISSE...  
LE FRANQUE ALLEMAND...

مكتبة



de Radio-France  
 targuer du...  
 roce...

150

TABLEAU DE BORD

LE MONDE / MARDI 17 NOVEMBRE 1998 / 23

AGENDA

- MARDI 17 NOVEMBRE**
- ÉTATS-UNIS : réunion du comité de politique monétaire de la Réserve fédérale (Fed) ; publication des prix à la consommation (octobre).
  - OCDE : l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) publie ses prévisions économiques mondiales pour 1998/99.
- MERCREDI 18 NOVEMBRE**
- FRANCE : présentation en conseil des ministres du projet de loi de finances rectificative du budget 1998.
  - ÉTATS-UNIS : déficit commercial (septembre).
- JEUDI 19 NOVEMBRE**
- ALLEMAGNE : conseil central de la Bundesbank.
- VENDREDI 20 NOVEMBRE**
- FRANCE : production industrielle et commerce extérieur (septembre).

AFFAIRES

- INDUSTRIE**
- RHÔNE-POULENC** : le groupe français pourrait fusionner avec l'allemand Hoechst cette semaine, selon le *Sunday Times* du 15 novembre.
  - DAIMLER-BENZ** : le groupe allemand n'exclut pas de se séparer de sa filiale de services Debs, selon l'hebdomadaire allemand *Focus* du 16 novembre.
  - ROVER** : la Grande-Bretagne pourrait proposer à BMW, propriétaire de Rover, une subvention de près de 200 millions de livres (environ 1,9 milliard de francs) pour permettre de sauver des emplois dans l'usine menacée de Loughborough, selon le *Sunday Times* du 15 novembre.
  - SEMI-CONDUCTEURS** : Samsung et Hyundai ont indiqué lundi 16 novembre être revenus à une pleine production pour les mémoires DRAM 64 mégabits. Depuis juin, ils fermaient leurs lignes de production une semaine par mois.

**STIMICROELECTRONICS** : le fabricant franco-italien de semi-conducteurs escompte une hausse de plus de 12 % de ses ventes en 1999, a indiqué son vice-président Alain Duthell au *Journal des finances* du 14 novembre.

**BTP** : le ministère de l'équipement prévoit une croissance entre 2,4 % et 3,9 % dans le bâtiment en 1999, contre 1,8 % cette année. L'activité dans les travaux publics restera, elle, très morose.

**SERVICES**

- TRANSPORT** : les chauffeurs de bus de Rennes, en grève depuis le 4 novembre, devaient reprendre le travail lundi 16 novembre. Ils ont « obtenu tout » ce qu'ils réclamaient selon la CGT (majoritaire).

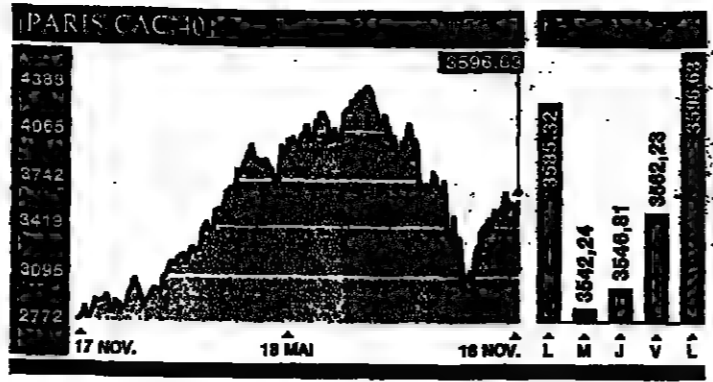
**SATELLITES** : China Great Wall Industry déstabiliserait 9 % du marché mondial du lancement de satellites commerciaux, selon le *China Daily* du lundi 16 novembre. La Chine aurait, à ce jour, lancé 274 satellites, dont 21 commerciaux et 11 de télécommunications.

**HACHETTE** : Hachette-Filipacchi Médias (HFM) et le groupe italien Rusconi Editeur ont décidé de « renforcer leur coopération dans le domaine de l'édition magazine et HFM a pris une participation de 10 % dans le capital » de la société italienne, a indiqué dimanche Hachette-Filipacchi.

FINANCE

**FOKUS** : la banque suédoise Handelsbanken a retiré, vendredi 13 novembre, son offre de rachat de la banque norvégienne Fokus, laissant place nette à sa rivale danoise Den Danske Bank (*Le Monde* du 14 novembre). 90 % des actionnaires de Fokus doivent encore accepter l'offre danoise d'ici au 4 décembre, et au gouvernement norvégien la charge d'accorder une concession à Den Danske Bank. - (Corresp.)

\* Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web du « Monde ». [www.lemonde.fr/bourse](http://www.lemonde.fr/bourse)



**Principaux écarts**

Cours	Var. %	Var. %	
19/11	12/11	31/10	
LEGRIS INDUST.	+0,72	+0,72	+0,72
ALSTOM	+7,18	+7,18	+7,18
SCF	+6,81	+6,81	+6,81
SANOFI	+5,34	+5,34	+5,34
ACCOR	+4,33	+4,33	+4,33
SEITA	+4,33	+4,33	+4,33
THOMSON-CSF	+4,30	+4,30	+4,30
EUROFINN	+4,28	+4,28	+4,28
BAZAR HOT. VI	+3,63	+3,63	+3,63
EFFRAGE	+3,56	+3,56	+3,56

LES PLACES BORSIÈRES

**PARIS**

LUNDI 16 NOVEMBRE, la Bourse de Paris a commencé la semaine en hausse, profitant de l'aide financière apportée au Brésil, de l'apaisement des tensions avec l'Irak et d'un nouveau plan de relance au Japon. A la mi-séance, l'indice CAC 40 progressait de 1,23 % à 3 606,88 points. Le marché était également tiré par des rumeurs de fusion, notamment dans le secteur pharmaceutique. L'action Rhône-Poulenc grimpait de 3,4 % dans un volume d'échanges de titres important. Un article du *Sunday Times* a annoncé dimanche pour imminente une fusion avec l'allemand Hoechst. L'action Elfage enregistrait une baisse de 4,7 % après que la société ait publié un chiffre d'affaires en progression de 4,9 % au troisième trimestre. Du côté des baisses, le titre Technip reculait de 2,9 %. L'entreprise a indiqué que son chiffre d'affaires en 1998 serait « très légèrement supérieur » à celui de l'année dernière.

**TOKYO**

L'INDICE NIKKEI a cédé, lundi 15 novembre, en progression de 1,12 %, à 14 428,27 points. Les investisseurs ont été apparemment satisfaits par l'ampleur du nouveau plan de relance, le neuvième depuis 1992, dont le montant est supérieur aux prévisions.

**NEW YORK**

L'INDICE DOW JONES a terminé en hausse de 1,02 %, à 8 919,59 points, vendredi 13 novembre. L'annonce d'un plan international d'aide au Brésil de 42 milliards de dollars a rassuré les investisseurs, qui continuent par ailleurs à espérer une nouvelle baisse des taux par la Réserve fédérale. Cette progression de l'indice a principalement profité aux valeurs financières, notamment aux titres Merrill Lynch (+5,5 %), BankAmerica (+4,8 %) et Chase Manhattan (+3,74 %).

**FRANCFORT**

LA BOURSE DE FRANCFORT a ouvert, lundi 15 novembre, en progression de 0,95 %, à 4 687,69 points. Vendredi 13 novembre, l'indice Dax avait cédé sur une note stable, en baisse de 0,04 %, à 4 643,8 points. Tandis que les valeurs bancaires, notamment Commerzbank (-4 %), Dresdner Bank (-2,5 %) et Deutsche Bank (-2 %), perdaient du terrain, les titres de l'industrie chimique s'appréciaient nettement, Hoechst, Bayer et BASF gagnant respectivement 6 %, 2,7 % et 2 %.

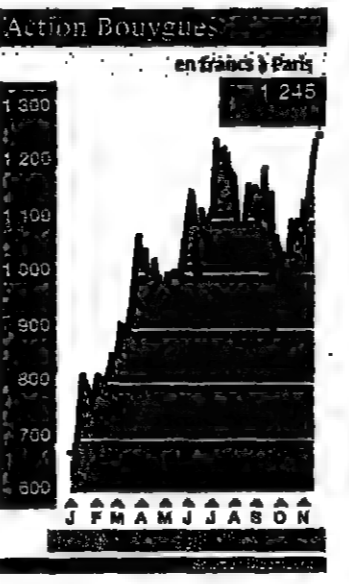
**LONDRES**

L'INDICE FT100 de la Bourse de Londres a finalement terminé en hausse de 0,26 %, vendredi 13 novembre. Les tensions militaires dans le golfe Persique ont profité aux valeurs pétrolières, Shell gagnant 2,9 %, tandis que BP prenait 1,8 %. British Telecom a progressé de 2,7 %.

Valeur du jour : Bouygues rappelé à l'ordre par la COB

LA DÉCISION en faveur des frères Bouygues prise, jeudi 12 novembre, par le Conseil des marchés financiers (CMF) (*Le Monde* du 14 novembre) et considérant que la société des frères Bouygues et la financière de Loch de Vincent Bolloré trahissaient plus de concert, a été saluée en Bourse. Vendredi, l'action Bouygues a grimpé de 2,21 % et a atteint 1 245 francs, un cours proche du plus haut de l'année. Mais l'enthousiasme des boursiers risque d'être tempéré dans les jours à venir.

Le quotidien *La Tribune* du 16 novembre révèle que la Commission des opérations de Bourse (COB) a demandé au groupe de BTP de décourager à des modifications comptables concernant sa filiale Bouygues Télécom. Cette décision de l'autorité boursière de la place de Paris est, à l'inverse de celle du CMF, pénalisante pour la société. La COB exige que Bouygues commencent, dès cette année, à amortir les investissements réalisés par sa filiale spécialisée dans le téléphone portable. Initialement, la société devait différer l'amortissement de ces investissements jusqu'à la mi-1999. Au total, ceux-ci devaient atteindre 12 milliards de francs. Si Bouygues doit les amortir sur dix ans, les résultats de la filiale de télécoms devraient être amputés de plus de 1 milliard de francs par an. Pour le groupe de BTP, l'impact devrait être moindre. La maison



ajoute un autre analyste. Le tribunal de commerce de Paris doit se prononcer sur le pacte d'actionnaires le 24 novembre. Vincent Bolloré estime, depuis son arrivée, à la fin de 1997, dans le capital de Bouygues, que le groupe de BTP ne peut supporter le développement de l'activité de télécoms. La décision de la COB lui donne une arme supplémentaire.

nière ne consolide l'activité de téléphonie mobile qu'à hauteur de 34 %. Les comptes de l'exercice 1998 devraient toutefois être amputés de près de 1 milliard de francs, au lieu des 650 millions prévus. Il faudra donc que les autres activités du groupe enregistrent des bons résultats pour compenser les lourdes pertes de l'activité télécoms. Au premier semestre, Bouygues a déjà dégagé un profit de 120 millions de francs.

L'impact de cette mauvaise nouvelle sur le cours du titre pourrait cependant être limité. Pour beaucoup d'analystes, le poids que représente l'activité télécoms dans le groupe de BTP n'est pas vraiment une découverte. « Cela ajoute aux incertitudes qui planent sur le groupe, ce qui rend le titre très spéculatif », estime l'un d'entre eux. Même si le CMF a rendu un avis favorable aux frères Bouygues, « la situation est toujours aussi conflictuelle entre ces derniers et Vincent Bolloré ».

ÉCONOMIE

Plan de relance massif au Japon

LE PREMIER MINISTRE japonais Keizo Obuchi a annoncé lundi 16 novembre un nouveau plan de relance économique représentant plus de 23 000 milliards de yens (1 100 milliards de francs), soit le plus important jamais mis en place par les autorités nipponnes. Ce nouveau train de mesures, qui vient s'ajouter au plan annoncé en avril intégrant des baisses d'impôts de plus de 6 000 milliards de yens.

Selon l'Agence de planification économique, Tokyo prévoit aussi de consacrer 8 100 milliards de yens à l'amélioration de ses infrastructures sociales, 5 900 milliards de yens pour aider les entreprises à faire face à la raréfaction du crédit, 1 200 milliards de yens en faveur du logement et 1 000 milliards de yens pour aider les personnes ayant perdu leur emploi après une restructuration. (*Lire page 36.*)

**L'objectif du gouvernement japonais est de parvenir à une croissance de 1 % ou plus lors de l'année fiscale 1999 (débutant le 1<sup>er</sup> avril), a indiqué le ministre du commerce international et de l'industrie (MITI), Kaoru Yosano, après la présentation du plan de relance.**

**Les défaillances d'entreprises au Japon ont augmenté de 3,8 % en octobre, par rapport à leur niveau du même mois de 1997, a annoncé, lundi 16 novembre, la société privée d'analyse-crédit Teikoku Databank, dans un communiqué diffusé à Tokyo. Les faillites progressent pour le dix-septième mois consécutif et dépassent déjà, sur les dix premiers mois de l'année, leur niveau pour la totalité de 1997.**

**INDONÉSIE** : le gouvernement a affirmé, dimanche 15 novembre, qu'il comptait renouer avec une « modeste croissance » au milieu de 1999 et limiter le recul de son PIB à 15 % en 1998. (*Lire page 4.*)

**CHINE** : Pékin ne dévaluera pas sa monnaie, le yuan, ont indiqué, dimanche 15 novembre, des responsables chinois présents au Forum économique de l'Asie-Pacifique (APEC) à Kuala Lumpur. « Le ministre des affaires étrangères, Tang Jiaxian, a indiqué pendant la réunion qu'il avait procédé à une analyse complète de la crise financière et il nous a assuré de nouveau quant à la position de la Chine, qui est de maintenir la valeur du yuan », a affirmé le vice-ministre malaisien du commerce international et de l'industrie, Keik Choo Ting.

**EUROPE** : les ministres européens des finances se préparent à signer une nouvelle déclaration appelant à un plus grand contrôle politique sur la Banque centrale européenne (BCE), selon un article du quotidien britannique *The Observer* paru dimanche 15 novembre. Un projet de déclaration - intitulée « La nouvelle manière européenne - Réformes économiques et cadre de l'union économique européenne » - viserait également à permettre un assouplissement des règles budgétaires afin de permettre aux pays de l'Union économique et monétaire (UEM) d'emprunter en vue d'investissements publics, ajoute le journal.

**ISRAËL** : les prix à la consommation ont augmenté de 3 % en octobre, le taux le plus élevé depuis près de dix ans, à la suite de la chute du shekel, la monnaie nationale, face au dollar, a annoncé dimanche 15 novembre le bureau central des statistiques. Cette annonce a coïncidé avec l'entrée en vigueur dimanche d'une hausse de 2 points du taux directeur de la Banque d'Israël, porté à 13,5 %. Cette mesure est destinée précisément à freiner la dégringolade du shekel qui a perdu 20 % face au billet vert depuis le début de l'année.

**MEXIQUE** : la dette extérieure brute du pays s'élève à 77,58 milliards de dollars (434 milliards de francs) fin septembre 1998, a annoncé samedi 14 novembre le ministre de l'économie. Le ratio dette/PIB s'élève à 20,6 % fin septembre, selon la même source. La dette mexicaine représente 60 % des exportations totale du pays.

MONNAIES

**Dollar** : la monnaie américaine a légèrement cédé du terrain, lundi 16 novembre, face au yen sur le marché des changes de Tokyo. Le plan de relance économique présenté par le gouvernement dans la journée n'a pas été un réel facteur de soutien pour la devise nipponne, en dépit de son ampleur : 24 000 milliards de yens, soit 1 100 milliards de francs. Les opérateurs ont été déçus par les déclarations du premier ministre japonais, selon lesquelles il serait difficile d'abaisser la taxe à la consommation qui a été augmentée au printemps et qui est tenue pour responsable de l'aggravation de la récession au Japon. Le dollar cotait 122,36 yens, contre 122,73 yens vendredi soir à New York. Sur le Vieux Continent, le billet vert faisait preuve de faiblesse lors des premiers échanges. Il s'échangeait contre 1,6716 mark et 5,6066 francs. Les investisseurs se détournent du dollar, qui a servi de devise refuge au plus fort de la crise entre l'Irak et les États-Unis.

Cours de change

Cours	16/11	15/11	14/11
FRANC	5,86	6,00	6,44
DM	1,67	1,67	2,79
LIBRE (100)	164,88	164,88	279,72
YEN (100)	121,58	143,45	202,19
FLORIN	1,88	2,22	3,14
FR. S.	1,37	1,82	2,30
LVRE	0,80	0,71	0,44
ECU	0,85	1,42	0,82
DOLLAR	1,18	1,67	0,78

Taux d'intérêt (%)

Taux	16/11	15/11	14/11
FRANCE	3,42	4,25	6,18
ALLEMAGNE	3,38	4,17	6,18
COE-BRETAG.	3,61	4,25	4,80
ITALIE	3,35	4,47	5,47
JAPON	0,01	0,04	0,04
ÉTATS-UNIS	4,47	4,34	5,28
SUISSE	1,44	1,39	3,25
PAYS-BAS	3,47	4,30	5,18

TAUX

**France** : le Matif faisait preuve d'une grande stabilité à l'ouverture de la séance, lundi 16 novembre. Le contrat bottonnel, qui retrace l'évolution des emprunts d'Etat, gagnait 2 centimes, à 109,09. Le taux des OAT à 10 ans s'établissait à 4,31 %. Les opérateurs font preuve de prudence dans l'attente de la réunion de la Réserve fédérale, mardi. Si beaucoup d'intervenants tablent sur un statu quo, d'autres jugent possible une baisse des taux directeurs de la banque centrale américaine.

**États-Unis** : le taux de rendement des bons du Trésor américains à 30 ans s'est établi à 5,25 %, vendredi 13 novembre. Les menaces d'une intervention militaire en Irak ont favorisé le marché obligataire. Les obligations ont été également dopées par les anticipations d'une baisse de 25 points de base des taux de la Réserve fédérale, dont le comité de la politique monétaire doit se réunir mardi.

Marché des changes

Devises	16/11	15/11	14/11
ALLEMAGNE (100)	164,88	164,88	279,72
AUTRICHE (100)	164,88	164,88	279,72
BELGIQUE (100)	164,88	164,88	279,72
CANADA	1,67	1,67	2,79
DANEMARK (100)	164,88	164,88	279,72
ESPAGNE (100)	164,88	164,88	279,72
ÉTATS-UNIS	1,18	1,67	0,78
FINLANDE (100)	164,88	164,88	279,72
COE-BRETAGNE	1,67	1,67	2,79
GRÈCE (100)	164,88	164,88	279,72
IRLANDE	1,67	1,67	2,79
ITALIE (100)	164,88	164,88	279,72
JAPON (100)	121,58	143,45	202,19
NORVÈGE (100)	164,88	164,88	279,72
PAYS-BAS (100)	164,88	164,88	279,72
PORTUGAL (100)	164,88	164,88	279,72
SUÈDE (100)	164,88	164,88	279,72
SUISSE (100)	164,88	164,88	279,72



RÈGLEMENT MENSUEL

LUNDI 16 NOVEMBRE
Liquidation : 23 novembre
Taux de report : 3,63
Cours relevés à 12h30

PARIS
CAC 40
+1,00%
CAC 40
3597,69

Table of stock prices for French companies (VALEURS FRANÇAISES) including Air Liquide, Alcatel, Bouygues, etc.

Table of stock prices for French companies (ACTIONS FRANÇAISES) including Air Liquide, Alcatel, Bouygues, etc.

Table of stock prices for foreign companies (VALEURS ÉTRANGÈRES) including Air Liquide, Alcatel, Bouygues, etc.

Table of stock prices for foreign companies (ACTIONS ÉTRANGÈRES) including Air Liquide, Alcatel, Bouygues, etc.

COMPTANT

Table of bond prices (OBLIGATIONS) including various government and corporate bonds.

ACTIONS FRANÇAISES

Table of stock prices for French companies (ACTIONS FRANÇAISES) including Air Liquide, Alcatel, Bouygues, etc.

ACTIONS ÉTRANGÈRES

Table of stock prices for foreign companies (ACTIONS ÉTRANGÈRES) including Air Liquide, Alcatel, Bouygues, etc.

SECOND MARCHÉ

Table of stock prices for French companies (VALEURS) including Air Liquide, Alcatel, Bouygues, etc.

CELESTIS

Table of stock prices for Celestis companies including various telecommunications stocks.

CELESTIS

Table of stock prices for Celestis companies including various telecommunications stocks.

CELESTIS

Table of stock prices for Celestis companies including various telecommunications stocks.

NOUVEAU MARCHÉ

Table of stock prices for French companies (VALEURS) including Air Liquide, Alcatel, Bouygues, etc.

MARCHÉ LIBRE

Table of stock prices for French companies (VALEURS) including Air Liquide, Alcatel, Bouygues, etc.

SICAV et FCP

Table of mutual fund prices (VALEURS) including various investment funds.

CAISSE D'ÉPARGNE

Table of mutual fund prices (VALEURS) including various investment funds.

CELESTIS

Table of mutual fund prices (VALEURS) including various investment funds.

CELESTIS

Table of mutual fund prices (VALEURS) including various investment funds.

CELESTIS

Table of mutual fund prices (VALEURS) including various investment funds.

CELESTIS

Table of mutual fund prices (VALEURS) including various investment funds.

CELESTIS

Table of mutual fund prices (VALEURS) including various investment funds.

Large advertisement for 'Face à l'Australie, Jo...' and 'Les Australiens ont répété leurs gammes à Villeneuve-d...' with various text and graphics.

Handwritten signature or text at the bottom of the page.



مكتبة من الأناضول

# AUJOURD'HUI

LE MONDE / MARDI 17 NOVEMBRE 1998

**SPORTS** Une semaine avant d'accueillir l'Australie, l'équipe de France de rugby a battu l'Argentine (34-14), samedi 14 novembre, à Nantes, à l'occasion du premier

match international d'une saison qui se conclura par la Coupe du monde (du 1<sup>er</sup> octobre au 6 novembre 1999). ● **DANS UN ENTRETIEN au Monde**, Jo Maso, manager

du XV de France, estime que ce match a été positif : « Nos objectifs étaient, premièrement, de gagner ce match afin de bien rentrer dans la saison et, deuxièmement, d'être

performants en marquant des essais. » ● **PROCHAINS ADVERSAIRES DES FRANÇAIS**, samedi 21 novembre, au Stade de France à Saint-Denis. Les rugbymen australiens

ont disputé la première rencontre de leur tournée. Ils ont dominé l'équipe de France A (24-9), dimanche 15 novembre, à Villeneuve-d'Ascq.

## Face à l'Australie, Jo Maso compte sur « l'envie de lutter » des rugbymen français

Au lendemain de la victoire péniblement acquise par l'équipe de France de rugby sur l'Argentine (34-14), le manager du XV de France, dans un entretien au « Monde », dédramatise la situation avant le match-vérité face aux Wallabies australiens, samedi 21 novembre, au Stade de France

L'AMPLEUR du score (34-14) ne suffit pas à juger la prestation de l'équipe de France face aux Pumas argentins, samedi 14 novembre, à Nantes. Le nombre de ballons perdus et la manière forcément brouillonne, dans ces conditions, sont des indices inquiétants avant la rencontre qui doit opposer les tricolores aux Australiens, samedi 21 novembre, au Stade de France. Jo Maso, le manager français, estime pourtant que la rencontre a été plus riche d'enseignements qu'il n'y paraît. « L'équipe de France reste sur huit victoires consécutives. Je n'ai donc pas peur du tout », confie-t-il au Monde.

« L'équipe de France de rugby a entamé sa préparation de la Coupe du monde par une rencontre plutôt brouillonne. Avez-vous trouvé des motifs de satisfaction ?  
- C'est positif dans la mesure où nos objectifs étaient, premièrement, de gagner ce match afin de bien rentrer dans la saison, et, deuxièmement, d'être performants en marquant des essais. On en marque cinq et on en laisse deux ou trois en route, cela veut dire qu'il y a eu une dynamique de jeu intéressante. Cela faisait cinq mois que l'on ne s'était pas revus en compétition. On avait donc un peu d'appréhension avant ce rendez-vous, essentiel pour la suite.

- Il y a également eu beaucoup de ballons échappés, rendus à l'adversaire  
- C'est vrai. Il y a malheureusement eu beaucoup de déchets sur le plan des passes et de la réalisation. Cela nous donne des points précis à travailler pendant toute la semaine avant de recevoir l'Australie à Paris. Mais ce qui est rassurant, c'est qu'il s'agit de joueurs qui n'ont pas l'habitude d'en lâcher autant. Je pense par exemple à Fabien Pelous, quelqu'un de très adroit, qui a connu contre l'Argentine un déchet incroyable.

- Les joueurs français rencontrent parfois des problèmes de concentration. N'est-ce pas inquiétant à dix mois de la Coupe du monde ?  
- La Coupe du monde est en-

core loin et il y a dix matches de préparation à venir. L'équipe de France reste sur huit victoires consécutives. Je n'ai donc pas peur du tout. Jean-Claude Skrela et Pierre Villepreux sont de grands entraîneurs, ils sont capables de faire évoluer leurs joueurs dans le sens le plus positif. Contre l'Argentine, l'équipe n'a pas connu un manque de concentration, mais plutôt un manque de justesse de jeu. Avant le match, je l'ai au contraire trouvée trop concentrée, trop crispée. On avait tout de même battu les Argentins deux fois cet été.

- Justement, ce enième match contre l'Argentine était-il la meilleure façon de préparer le match le plus important de l'automne, face à l'Australie ?  
- Cela permet aux joueurs et au staff de se réunir, de vivre ensemble pendant une semaine. C'est important avant d'accueillir cette équipe d'Australie qui vient de battre les All Blacks trois fois de suite. Ces matches dits plus faciles sont utiles pour effectuer quelques rodages avant d'attaquer le plat du roi.

- Un an après la lourde défaite concédée face à l'Afrique du Sud, l'équipe de France a-t-elle le sentiment de jouer son quinquième double face à l'Australie ?  
- Pas du tout. La Coupe du monde se disputera dans un état d'esprit complètement différent de ces matches de préparation. Regardez l'équipe de France de football : elle n'est pas très fringante, elle s'est fait accrocher avant le Mondial. Ce match contre l'Australie nous permettra de jauger notre évolution depuis un an. L'équipe a indiscutablement progressé dans la répartition des joueurs sur le terrain, dans la mise en place d'un premier rideau beaucoup plus efficace, et surtout dans l'envie de jouer collectivement.

- Il ne faudrait donc pas s'alarmer d'une nouvelle défaite ?  
- Mais non ! Sinon l'équipe de France n'aurait même pas joué contre les Néo-Zélandais au mois de juin. Il ne faut pas oublier que l'Australie, c'est ce qui se fait de



La joie de Philippe Bernat-Salles après son essai.

mieux en ce moment, peut-être derrière l'Afrique du Sud. Il faudra aller avec confiance, avec l'envie de lutter. Il ne faut surtout pas bloquer les esprits des joueurs, les rendre nerveux. On est outsiders, qu'est-ce qu'on a à perdre ?  
- Comptez-vous procéder à de nombreux essais avant la Coupe du monde ?  
- Nous avons commencé contre l'Argentine, avec le retour à l'ailé d'Emile Ntamack et l'arrivée de deux joueurs neufs, l'ailier Thomas Lombard et le pilier Sylvain Marconnet, une révélation : tenir le poste comme il l'a fait à seulement vingt-deux ans, c'est bien. Le groupe n'est pas figé : on va partir à 30 pour la Coupe du

monde, et on évalue à environ 60 le nombre de joueurs français qui peuvent prétendre au plus haut niveau.  
- La composition du pack français est plutôt stable, les lignes arrières beaucoup moins. La formule utilisée face à l'Argentine, deux centres vifs et deux ailiers puissants, est-elle appelée à durer ?  
- C'est la forme du moment qui nous a imposé ce choix. C'est comme cela que nous fonctionnons. Le staff de l'équipe de France a deux critères de sélection : le joueur doit présenter un profil de jeu adéquat pour évoluer dans le système mis en place par Jean-Claude Skrela et Pierre Ville-

preux et ensuite il doit être en forme. Le poids ou les kilos, ce n'est pas ce qui nous mène. On sait que nos qualités premières sont la vivacité, la créativité. On ne va tout de même pas se pénaliser dans ce qu'on sait faire de mieux !  
- Peut-on s'attendre à des retours spectaculaires ?  
- Nous ne sélectionnerons jamais les gens sur leur nom, seulement sur leurs performances en club. Mais si des joueurs comme Olivier Merle, Philippe Saint-André ou Alain Penaud reviennent dans une forme époustouflante, il n'y a aucune raison pour qu'on ne les rappelle pas.  
- Après des années de passages, il règne une grande séré-

nité autour de l'équipe de France et dans le rugby français en général. C'est une satisfaction ?  
- C'est le résultat de beaucoup de travail, il y a autour des internationaux une équipe de onze personnes professionnelles, qui font tout pour que les joueurs soient bien dans leur tête et dans leur corps. Au niveau des dirigeants, le président de la ligue, Serge Blanco, et le président de la fédération, Bernard Lapasset, ont exprimé leur volonté de s'entendre et de nous aider. Qu'est-ce que le manager de l'équipe de France peut espérer de plus que de savoir qu'il peut avoir des rapports plus faciles avec les clubs, les entraîneurs, les préparateurs physiques ? Le rugby est un sport fait pour rassembler les gens, pas pour les disperser.  
- En dépit de ses deux grands chefs consécutifs, l'équipe de France peine à remplir les 34 000 places du stade de la Beaujoire, à Nantes. N'est-ce pas un peu décevant ?  
- Absolument pas. Je me suis laissé dire que nous avions réalisé à Nantes la deuxième meilleure recette pour une équipe en tournée, en dehors de Paris. Nous sommes réalistes, nous savons que notre sport n'est pas planétaire comme le football. Mais le rugby a ses valeurs, reconnues par une frange de la population, et puis c'est un sport très télévisé. Nous travaillons pour essayer de démocratiser le rugby en France, notamment en allant voir ce qui se fait dans l'Est ou dans le Nord.  
- L'équipe de France a manqué contre l'Argentine un nouvel équipement. Verra-t-on un jour une marque commerciale apparaître sur le maillot français, comme c'est déjà le cas sur les maillots anglais ou australiens ?  
- Ce n'est pas à l'ordre du jour. Personnellement, je n'y tiens pas. C'est une question d'éthique. Il me plaît de garder ce maillot vierge.

Propos recueillis par Eric Collier

## Les Australiens ont répété leurs gammes à Villeneuve-d'Ascq

LES WALLABIES sont là. Trois jours après un voyage à Villers-Bretonneux (Somme), pour s'inciter sur les tombes de compatriotes morts pendant la Grande Guerre, les rugbymen australiens ont disputé la première rencontre de leur tournée, dimanche 15 novembre à Villeneuve-d'Ascq. Sur la pelouse du Stadium Nord, les joueurs des Antipodes ont connu quelques difficultés pour s'imposer face à une équipe de France A composée de réservistes. Alors qu'ils avaient aligné une formation de très bon niveau où les stars du ballon ovale ne manquaient pas, les Wallabies n'ont battu leurs adversaires que par 24 à 9. Les Australiens ont marqué trois essais, par Jason Little (25), Daniel Herbert (29) et George Gregan (65). Les Français aucun.

Le public nordiste ne gardera sans doute pas longtemps en mémoire cette rencontre loupée dans des conditions climatiques difficiles. Si la pluie s'était arrêtée juste avant le coup d'envoi, le froid vif qui régnait dans la région eût pour effet d'ankyloser quelque peu les velléités des uns et des autres. « La dernière fois que nous avons joué ensemble en Australie, il faisait 30°C. Ici, il fallait beaucoup d'adresse pour maîtriser le ballon dans des conditions très glissantes », devait justifier après la rencontre le capitaine australien, John Eales. De retour à la compétition après deux mois d'inaction, les géants de

l'hémisphère Sud prenaient néanmoins rapidement l'ascendant sur leurs opposants d'un jour. En trois minutes, deux essais étaient marqués, ce qui permettait de garder à distance des Tricolores qui avaient ouvert le score grâce à un troisième quart centre Richard Dourthe sur pénalité (3). Plus volontaires en seconde mi-temps, les Bleus tentaient de relever le défi physique. « Les Australiens sont costauds, très durs. Ils font mal sur les impacts », attestait le demi de mêlée du Stade français-CASG, Christophe Laussucq. « On les voit à la télévision pendant les Tri-Nations opposant l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Afrique du Sud. Ils percutent beaucoup à vide autour des regroupements. Ils sont également très forts pour désaxer les mêlées », expliquait le troisième-ligne de Bourgoin Pierre Raschi.

(avec AFP et Reuters)

## Sylvain Marconnet réussit ses débuts dans une équipe encore balbutiante

**NANTES** de notre envoyé spécial « C'est énorme ! » L'expression est en vogue dans le rugby français. Elle salue habituellement une belle performance individuelle, une percée, un joli cadrage-déborderement ou la supériorité conquérante d'un pack. Mais, dans l'esprit de Jean-Claude Skrela, c'est le nombre de ballons perdus, échappés ou rendus à l'adversaire qui était « énorme ». Samedi 14 novembre, contre l'Argentine, l'entraîneur du XV de France a compté, depuis les tribunes du stade de la Beaujoire, à Nantes, « Un ballon sur deux ». Une maigre moisson, suffisante pour s'imposer au métier (34-14), mais sans jamais convaincre malgré les cinq essais inscrits par Philippe Carboneau (27), Stéphane Galles (37, 53), Philippe Bernat-Salles (77) et Frank Comba (83), contre un seul essai argentin, accordé au troisième-ligne Pablo Camerlinckx.

L'équipe de France n'avait pas joué en Europe depuis son deuxième sacre d'affilée dans le

Tournoi des cinq nations, le 5 avril, à Wembley. Largement victorieuse du pays de Galles (51-0), elle s'était retirée sur une impression d'aisance et de brio que les spectateurs nantais espéraient retrouver. Ils attendaient audace, vitesse et précision ; ils n'ont eu droit qu'à un festival de précipitations et d'actions confuses, après qu'un léger grain venu de l'Atlantique eût doué la pelouse et détrempé le ballon : « Une vraie savonnette », selon des joueurs français fébriles comme jamais.

**CINQ ESSAIS EN TROIS MATCHES** Mais que fallait-il raisonnablement attendre d'une équipe qui se frotta aux Pumas pour la septième fois en trois ans - la troisième en moins de six mois ? Rien ou presque, sauf de la part des nouveaux venus. Les deux promus du jour, Thomas Lombard et Sylvain Marconnet, étaient deux élèves de Bernard Laporte, l'entraîneur du Stade français-CASG. Tous les deux ont réussi leur entrée. Le premier s'est bien imposé à l'ailé et le second a avantageusement remplacé le titulaire du poste de pilier gauche, Christian Califano, atteint d'une hernie discale. Champion de France l'année dernière, dans l'ombre des « rapetous » de la première ligne du Stade français, Sylvain Marconnet, vingt-deux ans, vient de réussir un début de saison impeccable, inscrivant notamment cinq essais en trois matches. « C'est le pilier moderne par excellence, adroit et fort physiquement », dit Bernard Laporte. fier du petit prodige qu'il est

allé chercher il y a deux ans à Givors, dans la banlieue de Lyon. Le « petit Cali », c'est son surnom, partage avec son modèle toulousain de nombreuses qualités techniques, mais aussi une indéniable ressemblance morphologique (1,83 m, 113 kg).

Mais, mieux que son maître, Syl-

## Le pays de Galles à deux doigts de l'exploit

Comment passer, en trois mois, d'une déroute à une défaite plus qu'honorable ? Les rugbymen gallois ont apporté leur réponse, samedi 14 novembre. Sur la pelouse londonienne de Wembley (l'Arms Park de Cardiff est en travaux), le pays de Galles a été battu par l'Afrique du Sud sur le score de 20 à 28. Cet été à Pretoria, ces mêmes Gallois avaient pourtant encaissé le carton du siècle, 13-96, face aux Springboks. Pour comprendre un tel retournement en si peu de temps, une seule explication : la venue d'un entraîneur néo-zélandais, Graham Henry, à la tête de la sélection des Diables rouges. Les 54 000 spectateurs présents faillirent même assister un exploit puisque, à trois minutes du coup de sifflet final, les Gallois menaient encore de trois points. Un sursaut d'orgueil permettait aux Sud-Africains de sauver la face dans les ultimes instants. Les Springboks, qui doivent affronter l'Ecosse samedi 21 novembre à Murrayfield, se montreront à l'avenir plus prudents.

vain Marconnet est également capable de jouer des deux côtés de la mêlée. Cette polyvalence, très appréciée des sélectionneurs français, a toute les chances de lui valoir un ticket pour la Coupe du monde. Pour pallier l'éventuelle absence d'un des deux blessés, ou celle du troisième-ligne, Franck Toumaire, menacé d'une lourde suspension depuis qu'il a bousculé un arbitre à la fin d'un match de Coupe d'Europe entre le Stade toulousain et les Gallois d'Ebbw Vale.

Sylvain Marconnet, jeune homme à l'allure déboussolée, avait abordé son premier match international avec l'humilité qui sied à un débutant : « Jouer à côté de Raphaël Ibanez, c'est un plaisir et un honneur. » Mais, à la fin de la rencontre, c'était un joueur presque blasé qui avouait que « les Argentins, c'était quand même pas des foudres de guerre ». Celui qui, sur un terrain, « aime le ballon par dessus tout », avait sagement promis de « servir d'abord ». En expliquant : « Le reste sera du bonus, mais si un ballon passe par là, je ne dis pas... »

Quelques-uns sont passés à sa portée, et Sylvain Marconnet n'a pas manqué de traverser à plusieurs reprises le premier rideau défensif argentin. Même si elles ont souvent été annihilées par des fautes de main, ces percées remarquables ont confirmé l'écllosion de ce jeune pilier, un « Parisien » qui avait pourtant « juré de ne jamais aller à Paris ».

E. C.

### Le calendrier

- Les matches à venir
- Le 18 novembre, Pays-Bas - Italie (qualifications à la Coupe du monde)
- Le 21 novembre, Irlande-Roumanie (qualifications à la Coupe du monde) et Ecosse - Afrique du Sud
- Le 22 novembre, Angleterre-Italie (qualifications à la Coupe du monde)
- Le 28 novembre, Ecosse-Portugal (qualifications à la Coupe du monde)
- Le 2 décembre, Espagne-Portugal (qualifications à la Coupe du monde)
- Le 5 décembre, Angleterre - Afrique du Sud

- Le 28 novembre, Ecosse-Portugal (qualifications à la Coupe du monde)
- Le 2 décembre, Espagne-Portugal (qualifications à la Coupe du monde)
- Le 5 décembre, Angleterre - Afrique du Sud



### Le Giro 1999 s'offre à Marco Pantani et oublie de lutter contre le dopage

LE TOUR D'ITALIE cycliste 1999, dont le parcours a été dévoilé samedi 14 novembre, à Milan, sera marqué par cinq arrivées d'étape au sommet et par la faible distance des deux étapes contre la montre, limitées à 76 kilomètres au total, et par la discrétion du dispositif antidopage dont les organisateurs avaient pourtant annoncé qu'il serait semblable à celui du Tour de France (Le Monde du 7 novembre).

Ce 82<sup>e</sup> Giro a été taillé à la mesure du grimpeur italien Marco Pantani, vainqueur en titre, qui, lors de cette présentation, a confié que les organisateurs ont « exagéré ».

Le peloton s'élancera d'Agrigente, en bord de mer, le 15 mai 1999. Après trois jours en Sicile, le peloton remontera vers le nord pour une étape à Cesenatico, la ville natale du « Pirate », où il ne s'était plus arrêté depuis 1966. Après la journée de repos à Rapallo, le second contre-la-montre précèdera trois étapes de grande montagne. Le Giro renouera avec le Gavia, au-dessus de Bormio, et reviendra sur le redoutable Mortirolo. Au terme d'une dernière étape de 169 km, le 6 juin, les coureurs rejoindront Milan.

« C'est un Giro qui ressemble à celui des autres années », a déclaré son concepteur, Carmine Castellano, faisant valoir que, malgré le nombre plus important d'étapes de montagne (six en 1999, contre quatre en 1997 et 1998) la dénivelée était sensiblement la même (26 400 m en 1999 contre 26 200 m l'année précédente). « C'est un Tour des stations de ski », a commenté Mario Cipollini, le roi des sprinteurs.

Le dispositif de lutte contre le dopage, censé être renforcé, n'a pas été détaillé. Le règlement interne a été légèrement durci - les organisateurs se réservant le droit d'exclure les « groupes sportifs qui, par leur comportement, ne répondraient plus aux critères de fair-play sportif ou risqueraient de nuire à l'image du Giro en particulier et du cyclisme en général » - mais ne s'est pas doté de la charte d'éthique. L'exemple du Tour de France n'a pas été suivi. Il semblerait même que le tracé de la course soit une manifestation claire de concurrence à l'égard de ce qui restera longtemps encore la plus belle et la plus populaire des épreuves cyclistes.

Le Lixisme italien a de quoi inquiéter après la récente découverte d'une importante quantité de drogue - cocaïne et morphine - dans un vieux réfrigérateur du laboratoire antidopage de l'Acquafredda, à Rome, actuellement fermé par le Comité international olympique (CIO) pour une durée de trois mois, en raison de graves irrégularités de fonctionnement.

P. L. (avec AFP)

## A Nantes, le football est à vendre sans trouver preneur

Un conflit sévère concernant la santé financière du club oppose la mairie, qui évoque un déficit de 22 millions, à l'équipe dirigeante. En championnat de France, les joueurs au maillot jaune se sont inclinés (1-0) à Metz

Sept titres de champion de France et dix-huit participations en coupes d'Europe ont fait du FC Nantes-Atlantique (FCNA) un des grands du championnat de France de football. Mais la culture sportive - le « jeu à la nantaise » - a

fait ses preuves - ne suffit pas à gommer les insuffisances chroniques dans les structures économiques du club. Un récent audit, commandé par le maire de Nantes, Jean-Marc Ayrault (PS), fait apparaître un déficit de

22 millions. Les dirigeants contestent la réalité de ce chiffre. Il n'empêche, le maire exige la vente de joueurs et n'hésite pas à mettre en cause les responsables de la gestion du FCNA. La polémique survient alors que le club

souhaite ouvrir son capital à l'investisseur extérieur. Mais l'incertitude sur le statut juridique des clubs - bientôt réformé - et « la complexité des structures de pilotage du club » n'ont pas encore permis d'aboutir.

### NANTES de notre envoyé spécial

Il y a le spectacle et l'entreprise de spectacle. Il y a le FC Nantes-Atlantique, équipe de football réputée par-delà les frontières, et la société anonyme à objet sportif (SAOS), PME locale sans envergure. Il y a la culture sportive, le fameux « jeu à la nantaise » qui a permis d'affronter sans rougir l'élite européenne dans un passé récent, et la structure économique, qui creuse aujourd'hui un irrémédiable fossé avec les empires étrangers. Alors, dans les tribunes du stade de la Beaujoire, le public ne comprend plus que son équipe crounisse ainsi dans le ventre mou du classement. Sept titres de champion de France et dix-huit participations aux coupes d'Europe ont étalonné son niveau d'endossement.

Jean-Marc Ayrault, le maire (PS) de Nantes, s'est fait le relais de l'ère populaire. « Il faut mettre fin aux errements du management, de la gestion, du budget, a déclaré le premier magistrat et supporter de la ville. Si les gens qui sont là ne sont pas à la

hauteur, il y en a peut-être d'autres qui le seraient. » La remontrance fait suite à un redressement fiscal puis à un audit commandé par la mairie. L'expertise aurait révélé un déficit de 22 millions de francs. Mais le chiffre est contesté par l'actuelle direction, qui évoque un problème d'interprétation comptable et avance plutôt ses six exercices bénéficiaires consécutifs.

« Il y a trop de décideurs dans ce club », a encore reproché Jean-Marc Ayrault. Les querelles de personnes, sous-jacentes au FC Nantes, illustrent la complexité extrême des structures actuelles du football : le club possède ainsi quatre présidents. Le partage des compétences entre l'association et la SAOS, les conflits à l'intérieur du conseil d'administration triment la conduite des affaires. Le président de la SAOS, Guy Scherrer, avait été contraint de démissionner en 1996. Jean-René Toumelein, son successeur, et Alain Florès, le directeur général de la SAOS, sont aujourd'hui critiqués. Et plus encore Robert Bidzinski, le direc-

teur sportif, qui son poste situe à la croisée des finances et du terrain, là justement où ça coince.

La polémique survient alors que le club souhaite ouvrir son capital à un investisseur extérieur. Au printemps, le club a proposé 58 % de son capital à qui pouvait promettre un investissement important. Douze candidats s'étaient déclarés. Cinq dossiers ont été plus attentivement examinés. La désignation du lauréat devait se faire avant la fin de la saison. Et, depuis, plus rien.

### INCERTITUDE JURIDIQUE

L'incertitude sur le statut juridique des clubs de football - un projet de loi devrait le réformer prochainement -, mais également « la complexité des structures de pilotage du club », selon le rapport du cabinet Fidal chargé de fermer les investisseurs, explique ce retard. S'il veut simplement maintenir son standing sur le terrain, le FC Nantes-Atlantique se doit pourtant de trouver très vite de l'argent. Selon Alain Florès, il lui faut entre

30 et 50 millions de francs supplémentaires par an « pour pouvoir mettre en place un plan de développement économique et construire un projet sportif ». A l'heure actuelle, seule une participation régulière à la Ligue des champions permettrait un tel apport en fonds propres. « Comment acheter aujourd'hui Ravonelli sans Robert Louis-Dreyfus ? », plaide Alain Florès. Nous, nous pouvons à peine payer le loyer d'une de ses gosses.

Où trouver autrement l'argent ? Les collectivités publiques ? Elles ont donné et ne sont pas prêtes de s'y risquer à nouveau. Les banques ? « Nous n'avons rien pour garantir un emprunt », explique M. Florès. Nous sommes locataires de nos installations. Comme tant d'autres, le club attend donc son « sauveur », tout coussu d'argent, capable de « positionner le FC Nantes parmi les premiers clubs français et de le doter de structures plus rigoureuses du point de vue budgétaire », selon le vœu de Jean-Marc Ayrault.

Dans la Loire-Atlantique comme

dans le reste de l'Hexagone s'envole donc le rêve d'un football en auto-suffisance, vivant de ses seules recettes. Le FC Nantes a bien tenté de diversifier ses activités. Une division extrasportive se charge ainsi de vendre le savoir-faire du club dans la gestion d'événements. L'idée est « nouvelle, extrêmement rentable, mais marginale », de l'avis même de son responsable, Sébastien Aiger.

Le FC Nantes ne redoute point tant l'actuelle baisse de régime sportif que le sentiment diffus que les belles années ne reviendront pas. Reverta-t-on un jour l'équivalent de la « dream team » de la saison 1994-1995, qui ne concéda qu'une défaite en 38 rencontres ? Aujourd'hui, les Patrice Loko, Christian Karembeu, Nicolas Ouédé, Japhet N'Doram ou Reynald Pedros auraient sans doute quitté les bords de la Loire avant même cette apothéose.

Christian Karembeu, qui gagnait 100 000 francs à Nantes, perçoit 1 million, net d'impôt, au Real Madrid. La masse salariale globale du FC Nantes a été multipliée par trois en cinq ans, sans parvenir à freiner l'appauvrissement de l'effectif. Le rumeur, démentie par la direction, annonce même le départ de joueurs, à l'occasion du marché d'hiver.

A l'image du reste du football français, aujourd'hui globalement bénéficiaire, le FC Nantes risque de mourir en bonne santé. « Nous voulons nous inscrire dans la durée, parvenir à lisser sur le plan économique les aléas du terrain, comme d'autres en Europe sont parvenus à le faire », assure Alain Florès.

En attendant, il faudra encore gagner le prochain match de championnat pour assurer l'avenir immédiat.

Benoît Hopquin

### Sept fois champion

- Le FC Nantes a été fondé en 1943.
- Président : Jean-René Toumelein ; entraîneur : Raymond Denoueix ; directeur sportif : Robert Bidzinski.
- Palmarès : champion de France en 1965, 1966, 1973, 1977, 1980, 1983, 1995. Vainqueur de la Coupe de France en 1979 ; finaliste en 1966, 1970, 1973, 1983, 1993. Demi-finaliste de la Ligue des champions en 1996 ; demi-finaliste de la Coupe des vainqueurs de coupe en 1980.
- Les dix dernières saisons en championnat : 1988-89 : 7<sup>e</sup> ; 1989-90 : 7<sup>e</sup> ; 1990-91 : 15<sup>e</sup> ; 1991-92 : 9<sup>e</sup> ; 1992-93 : 5<sup>e</sup> ; 1993-94 : 5<sup>e</sup> ; 1994-95 : 1<sup>er</sup> ; 1995-96 : 7<sup>e</sup> ; 1996-97 : 3<sup>e</sup> ; 1997-98 : 11<sup>e</sup>.
- Grands joueurs du passé : Daniel Eon, Philippe Gondet, Jacky Simon, Jean-Claude Snaudean, Bernard Blanchet, Hugo Bargas, Hugo Curioni, Henri Michel, Loïc Amisse, Maxime Bossis, Thierry Tusseau, Patrice Rio, Eric Pécout, Jean-Paul Bertrand-Demanes, José Touré, Bruno Baronchelli, Valdid Halilhodzic, Antoine Kombouaré, Paul Le Guen, Jorge Buruchaga, Marcel Desailly, Didier Deschamps, Christian Karembeu, Patrice Loko, Reynald Pedros, Claude Makélélé, Japhet N'Doram.

### Pour viser l'Europe, il faut 300 millions au minimum

Eurostaff, un cabinet d'études de marché basé à Paris, vient de publier un rapport sur les clubs de football qui compare précisément les niveaux de budget selon les ambitions. La taille critique pour les clubs « à vocation européenne » se situe à un minimum de 300 millions de francs de budget annuel « avec un niveau de masse salariale compris entre 150 et 200 millions de francs ».

### Le championnat de France de football de D1

Équipe	Pts	M	V	N	D	Diff
Marseille-Lens	1-0					
Bordeaux-Sochaux	0-0					
Rennes-Lyon	0-0					
Bastia-Monaco	3-1					
Metz-Nantes	1-0					
Montpellier-Auxerre	3-0					
La Havre-Paris SG	0-4					
Strasbourg-Lorient	2-0					
Toulouse-Nancy	1-1					
10 Auxerre	19	14	5	4	5	-1
11 Strasbourg	19	14	5	4	5	-1
12 Lens	17	14	5	2	7	-1
13 Metz	15	14	3	6	5	-8
14 Nancy	14	14	3	6	5	-4
15 La Havre	12	14	2	6	6	-7
16 Sochaux	12	14	3	8	7	-13
17 Bastia	4	17	1	2	5	-13
18 Lorient	8	14	1	5	8	-13

### L'Olympique de Marseille décourage, un à un, tous ses poursuivants

« MARSEILLE sera champion de France avec quinze points d'avance sur le deuxième. » La prédiction de l'entraîneur lenois Daniel Clercq ne s'imposait pas forcément au moment où ses joueurs se préparaient à entrer en résistance au Stade-Vélodrome. Les champions de France en titre ont mis une cinquième défaite. Ils n'occupent que le quatrième rang du classement, à treize points de M. arseille. Autant dire qu'un gouffre les sépare du leader. « Nous n'avons pas le niveau pour nous mêler à la lutte pour le titre », déplore l'entraîneur, Jean Tigana, avant de conclure, acide : « Les joueurs n'ont rien compris au jeu. »

Les Havrais ont souffert à leur tour, dimanche 15 novembre, d'un dérapage du scénario avec une lourde défaite à domicile (0-4) face au Paris-Saint-Germain. L'opposition s'annonçait équilibrée entre deux formations aux trajectoires opposées. Les Havrais restaient sur cinq rencontres sans défaite, alors que le PSG, englué en milieu de

classement, se révélait incapable d'enchaîner deux victoires. Le retour de Denis Troch achevait de cataloguer l'affaire dans la série des confrontations à haute tension.

Finalement, l'ancien entraîneur havrais, qui est retourné au PSG le mois dernier comme adjoint d'Arthur Jorje, a passé une soirée tranquille. Il est vrai que la guerre des petites phrases entre Troch et son ancien président, Jean-Pierre Hurreau, avait eu lieu dans la semaine. Dans une ambiance vite dépressivée, les Parisiens ont réglé l'affaire pendant la première période avec des buts de Jimmy Algrino (24'), Marco Simone (36') et Grégory Palsley (40').

La seconde mi-temps s'est éteinte languoureusement avec le seul but de Simone (70') pour récompenser les moins distraits des spectateurs. « Quand les joueurs respectent l'organisation, tout est plus facile », a conclu Arthur Jorje, qui fait avec les moyens du bord.

L'effectif disparate recruté par Charles Biétry devrait être disjoint en juin. Un camouflet supplémentaire pour le président délégué.

Elie Barth

**Télécommunications d'Entreprise**

Ne vous contentez plus des standards existants

N° Indigo 0 803 805 803

### Saint-Etienne et Troyes sont pistés par Caen

Devant près de 10 000 spectateurs rassemblés dans les tribunes du stade Michel-d'Ornano, samedi 14 novembre, les joueurs du SM Caen se sont emparés de la 3<sup>e</sup> place du classement à l'issue de leur victoire sur Troyes (2-0) grâce à deux buts signés Samuel Boutil et Régis Brouard. L'AS Saint-Etienne, tenu en échec à Ajaccio (1-1), reste en tête du classement après cette 17<sup>e</sup> journée, avec un point d'avance sur Troyes. Laval, stoppé sur son terrain par Le Mans (0-0), est 4<sup>e</sup>. La seule victoire obtenue sur terrain adverse lors de cette journée est à mettre à l'actif de Lille, vainqueur à Amiens (3-1), et qui se rapproche à quatre points de Caen. En pleine crise, le Red Star s'est effondré à Sedan (5-0) et se retrouve 16<sup>e</sup>, alors que Nice pointe toujours à la dernière place du classement en dépit du point pris sur le terrain de Valence (0-0).



FOOTBALL

mi-temps pour dominer leurs inhibitions, samedi 14 novembre, face au leader du championnat. Pendant la seconde période, les Nordistes ont démontré leur savoir-faire, mais il était trop tard pour remonter le handicap du but marqué par l'attaquant marseillais Christophe Dugary au terme de la première demi-heure de jeu. Un seul coup d'éclat aura donc suffi à l'OM, soutenu par 51 000 spectateurs, pour signer son huitième succès d'affilée et, surtout, pour creuser l'écart avec ses poursuivants.

Cette 14<sup>e</sup> journée marquera, peut-être, le début de l'irrésistible échappée marseillaise. Bordeaux, le plus valeureux des poursuivants, a bradé pour la première fois de la saison deux points à domicile, et qui plus est devant Sochaux (0-0), jusque-là catalogué comme l'équipe la plus vulnérable sur terrain adverse. « Nous aurions même pu perdre », a reconnu l'entraîneur des Girondins, Elie Baup. C'est dire si Bordeaux, désormais relégué à quatre points du premier, ne présente pas toutes les garanties, à l'heure actuelle, pour s'opposer à l'envolée olympienne.

Le Stade rennais, qui a engrangé des points tout l'automne, est entré en hibernation depuis une semaine. Après la défaite (1-3) subie à Lens, mercredi 11 novembre, les Bretons ont éprouvé en vain le mur édifié par la défense lyonnaise (0-0). C'est la première fois depuis le début de la compétition que les Rennais n'ont pas marqué devant leur public. « Face à un adversaire

**3615 LEMONDE** (2,23 F/mi)

rubrique VOL

COMPAREZ TOUS LES TARIFS AERIENS SUR 500 DESTINATIONS... VOLS RÉGULIERS, CHARTERS, PROMOTIONS

QUIZ : testez vos connaissances et gagnez des billets d'avion ou des guides de voyage

Dans la route du rhum impose de nouve

LES PRI DE NOV

SUR DES CENTAI POUR TOU

Handwritten signature or text at the bottom of the page.



# Dans la route du rhum, une bulle anticyclonique impose de nouveaux choix aux skippers

## En tête de la course, les favoris continuent leur chassé-croisé

Après la succession de dépressions essayées en début de course, les concurrents de cette transatlantique en solitaire doivent composer

avec une bulle anticyclonique qui pourrait freiner leur route vers Pointe-à-Pitre (Guadeloupe). Le Franco-Suisse Laurent Bourgnon (Primagaz),

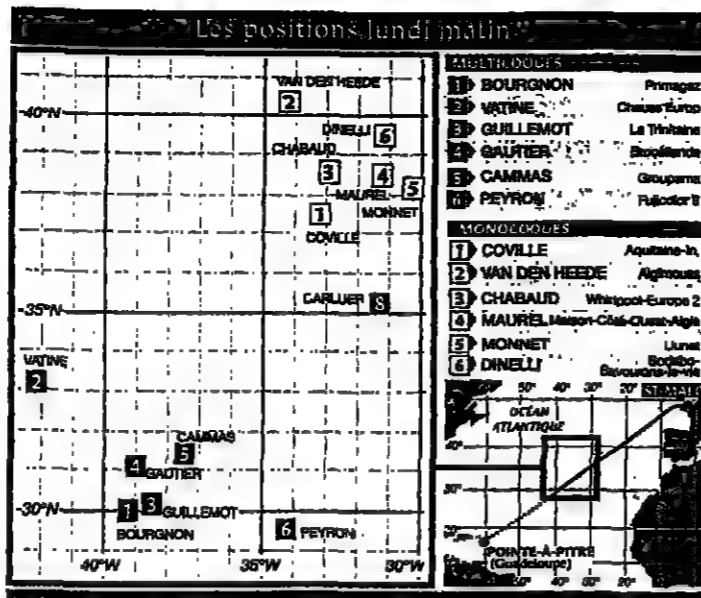
en tête lundi 16 novembre, affichait sa confiance : « Je n'ai jamais été en fait aussi bien dans une course en solitaire. »

**LE PLUS DUR** semble passé. Les vacances radio de la plupart des solitaires de la Route du rhum témoignent d'ailleurs d'une hausse générale du moral. Il y est question de vents plus coopératifs, de températures plus clémentes, de vêtements trempés qu'on peut enfin mettre à sécher, de cabines chamboulées qu'on remet en ordre ou de repas dignes de ce nom.

Le plus dur est passé, mais la course n'est toujours pas jouée. A l'est, face à l'étrave des multicoques leaders, juste dans l'axe de la route directe vers Pointe-à-Pitre, se dirige une bulle anticyclonique guère plus réjouissante que la succession de dépressions essayées la semaine passée par les concurrents.

Cette perspective de « coup de frein » a été, dimanche 15 novembre, le sujet de multiples « conciliabules » entre les skippers et leurs fidèles routiers. Le groupe baptisé ces derniers jours « Club des cinq » à cause de leur concentration en tête - Laurent Bourgnon (Primagaz), Paul Vatne (Chauss'Europ), Marc Guillemot (Biscuits-La Trinitaire), Alain Gautier (Broccelland) et Franck Carumas (Groupama) - devrait se désolidariser quelque peu pour négocier ce nouveau caprice de la météo.

Pour Paul Vatne, « c'est par l'ouest que ça peut passer ». Le skipper de Chauss'Europ, qui avait fait preuve d'originalité dès le départ en optant pour une route nord, veut continuer sur la route directe. Quitte à être un peu freiné. Fort des conseils des routiers Jean-Yves Bernot et Louis Bo-



tion de revenir sur la tête avant l'arrivée.

Pour ce quatuor, Loïc Peyron, situé plus au sud, à la 6<sup>e</sup> place, est désormais l'homme à surveiller. S'ils se trouvaient bloqués par l'anticyclone en tentant de s'en dégager par le sud, ils pourraient bien assister en spectateurs au passage du skipper de Fijicolor-II dans l'axe qui s'établit dans sa zone de navigation. Peyron le sait bien. Il avait envoyé dimanche soir toute sa surface de toile et filait à 20 nœuds, bien reculé sur la route médiane pour recoller au groupe des leaders. « Tous les derniers chavirages ont eu lieu dans ces conditions-là », rappelle-t-il cependant, conscient des risques qu'il est maintenant contraint de prendre.

Partisan d'une option audacieuse qui l'a mené seul jusqu'au long des côtes mauritaniennes et dont il est encore tôt pour prendre toute la mesure, Francis Joyon taille finalement sa route vers l'ouest. Lundi 16 novembre, le skipper de Banque Populaire revient à un train d'enfer. Il pointait en 7<sup>e</sup> position, lundi, après s'être contenté, pendant toute la première semaine de course, du milieu de classement.

Dernière, le duel opposant Thomas Coville (Aquitaine-Innovations) et Catherine Chabaud (Whirlpool/Europe 2) est désormais sérieusement arbitré par Jean-Luc Van den Heede (Alghouss).

L'alizé, dont les routeurs prévoient l'installation durable à partir du mardi 17 novembre, pourrait permettre les premières arrivées à Pointe-à-Pitre dès le samedi 21 novembre. Avec un nouveau record à la clé.

Patricia Jolly

din, qui ont gagné d'autres Routes du rhum par navigateurs interposés, il affiche une confiance presque insolente.

### « JAMAIS ÉTÉ AUSSI BIEN »

« Je suis beaucoup mieux qu'il y a quatre ans [il s'était classé 2<sup>e</sup> derrière Laurent Bourgnon], affirmait-il dimanche. Je n'ai jamais été en fait aussi bien dans une course en solitaire. J'ai navigué constamment sous pilote automatique depuis le départ, ce qui m'a permis de me reposer suffisamment. J'ai quasiment eu ma nuit complète en faisant le point toutes les 40 minutes. Je me trouve dans une forme que l'on pourrait qualifier de spectaculaire, si l'on se replace dans le contexte d'une course en solitaire. »

Laurent Bourgnon, Marc Guillemot et Alain Gautier, eux, ont opté

pour un cap sud-sud-ouest. Alain Gautier aura un soul supplémentaire à gérer. Son puits de dérive s'est fendu, jeudi 12 novembre, après une collision avec un objet flottant non identifié. « Je marchais à 20 nœuds [37 km/h], mais je n'ai rien vu, rien entendu... », a-t-il expliqué. Le foil est également abîmé. Il y avait 30 à 40 cm d'eau à l'intérieur. Le moteur et les alternateurs étaient dans l'eau. Je n'étais pas très fier. Pour l'instant je suis obligé de pomper toutes les deux ou trois heures. »

Un peu à la traîne, Franck Carumas (5<sup>e</sup>), qui bat des records de vitesse, pense le moment venu de faire appel à son instinct de régatier. « C'est une bonne situation pour attaquer », disait-il dimanche, car le vent n'est plus aussi régulier qu'aparavant. C'est peut-être la dernière occa-

### DÉPÊCHES

**BOXE** : Fabrice Tiozzo a conservé par KO, samedi 14 novembre à Mont-de-Marsan, son titre WBA des lourds-légers. D'une fulgurante droite au menton, le Lyonnais a envoyé au sol le Brésilien Ezequiel Pazao, son challenger officiel, dès la deuxième reprise.

**BASKET-BALL** : Pau-Orthez a logiquement battu Besançon (86-77), dimanche 15 novembre, lors de la 14<sup>e</sup> journée, et conserve la tête du championnat de France. Au classement, les Béarnais disposent de deux points d'avance sur Cholet, qui a eu recours à la prolongation pour l'emporter à Evreux (79-82).

**ÉCHECS** : le grand maître Christian Bauer sera le seul Français à participer au championnat du monde organisé en 1999 par la Fédération internationale des échecs. Il a emporté le tournoi zonal regroupant les pays d'Europe de l'Ouest, qui s'est joué du 6 au 15 novembre en Andorre. Le champion de France, Josif Dorfmann, a terminé 8<sup>e</sup>, le jeune prodige Étienne Bacrot 12<sup>e</sup> et le numéro un français, Joël Lautier, 19<sup>e</sup>, dans une compétition relevée où seuls les six premiers étaient qualifiés pour le championnat du monde.

**FOOTBALL** : la Fiorentina, définitivement éliminée de la Coupe de l'UEFA après les incidents du match retour qui l'opposait, le 3 novembre, au Grasshopper Zurich (Le Monde du 5 novembre), conserve sa place de leader du championnat d'Italie, malgré une nette défaite à Palsance (2-4), dimanche 15 novembre. L'AS Roma, vainqueur de la Juventus Turin (2-0), rejoint son adversaire à la deuxième place.

Aston Villa, leader du championnat d'Angleterre et toujours invaincu, a conservé son avance, samedi 14 novembre lors de la 13<sup>e</sup> journée, en s'imposant largement (1-4) à Southampton, grâce notamment à un triplé de sa nouvelle recrue Dion Dublin. Au classement, le club de Birmingham compte trois points d'avance sur Manchester United, victorieux de Blackburn (3-2), et quatre sur Arsenal, tenu en échec sur sa pelouse (0-0) par Tottenham.

**GYMNASTIQUE** : Ludvine Furnon a été sacrée championne de France du concours général, samedi 14 novembre, à Lyon, avant de s'imposer dans les finales de la poutre et du saut, et de terminer troisième aux barres asymétriques. Troisième du concours général, Benjamin Varonian, dix-huit ans, s'est imposé aux barres parallèles et a partagé la première place à la barre fixe avec son partenaire de club Eric Casimir. Il s'est également classé deuxième aux arçons et aux anneaux derrière Casimir et Sébastien Tayaç. Champion du concours général, le Lyonnais Yann Cucherat ne s'est qualifié que pour les finales des arçons et du sol, où il a terminé cinquième et sixième. Enfin, en gymnastique rythmique, Eva Serrano, après avoir aisément dominé le concours général, s'est adjugé les quatre finales par équipes.

**TENNIS** : le Russe Evgueni Kafelnikov a décroché son billet pour les Masters de Hanovre, tournoi réunissant les huit premiers joueurs de l'ATP, grâce à sa victoire (7-6 [7/2], 7-6 [7/5]), dimanche 15 novembre, en finale du Tournoi de Moscou, face au Croate Goran Ivanisevic. Il rejoint Pete Sampras, Marcelo Ríos, Andre Agassi, Carlos Moya, Alex Corretja, Karol Kucera, Tim Henman. Greg Rusedski sera « remplaçant ».

**LOTO** : résultats des tirages n° 91 effectués samedi 14 novembre. Premier tirage : 14, 16, 17, 20, 43, 47 ; numéro complémentaire : 25. Rapports pour 6 numéros : 2 362 875 F ; 5 numéros et le complémentaire : 81 665 F ; 4 numéros et le complémentaire : 382 F ; 3 numéros et le complémentaire : 34 F ; 2 numéros : 17 F.

Second tirage : 6, 15, 18, 21, 30, 33 ; numéro complémentaire : 24. Rapports pour 6 numéros : 7 584 850 F ; 5 numéros et le complémentaire : 38 815 F ; 4 numéros et le complémentaire : 4 840 F ; 3 numéros et le complémentaire : 246 F ; 2 numéros : 123 F ; 1 numéro et le complémentaire : 28 F ; 3 numéros : 14 F.

trouver preneur

voque un déficit de 22 millions, se sont... Metz

voque un déficit de 22 millions, se sont... Metz

voque un déficit de 22 millions, se sont... Metz

voque un déficit de 22 millions, se sont... Metz

voque un déficit de 22 millions, se sont... Metz

voque un déficit de 22 millions, se sont... Metz

voque un déficit de 22 millions, se sont... Metz

voque un déficit de 22 millions, se sont... Metz

voque un déficit de 22 millions, se sont... Metz

voque un déficit de 22 millions, se sont... Metz

voque un déficit de 22 millions, se sont... Metz

voque un déficit de 22 millions, se sont... Metz

voque un déficit de 22 millions, se sont... Metz

voque un déficit de 22 millions, se sont... Metz

voque un déficit de 22 millions, se sont... Metz

voque un déficit de 22 millions, se sont... Metz

voque un déficit de 22 millions, se sont... Metz

voque un déficit de 22 millions, se sont... Metz

voque un déficit de 22 millions, se sont... Metz

voque un déficit de 22 millions, se sont... Metz

voque un déficit de 22 millions, se sont... Metz

voque un déficit de 22 millions, se sont... Metz

voque un déficit de 22 millions, se sont... Metz

voque un déficit de 22 millions, se sont... Metz

voque un déficit de 22 millions, se sont... Metz

voque un déficit de 22 millions, se sont... Metz

voque un déficit de 22 millions, se sont... Metz

voque un déficit de 22 millions, se sont... Metz

GALERIES Lafayette

PRIX

-20% & -10% EN PLUS

CERTAINES D'ETIQUETTES

POUR LES MEILLEURS CLIENTS

USO

LE MONDE

COMPAGNIE POUR LES MEILLEURS CLIENTS

DES CONFÉRENCES...



# Première offensive du froid

**MARDI**, l'air froid s'installe sur la France, les averse disparaissent, et le soleil reprend le dessus.

**Bretagne, pays de la Loire, Basse-Normandie.** - En Basse-Normandie, éclaircies et passages nuageux se succèdent tout au long de la journée; averse possible près des côtes. Dans les autres régions, les nuages dominent; ils s'épaississent l'après-midi et peuvent donner localement en Bretagne un peu de pluie. Températures maximales 9 à 11 sur les côtes, 6 à 8 dans l'intérieur.

**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** - Le long des côtes de la Manche, le ciel alterne éclaircies et passages très nuageux, parfois porteurs d'une brève averse. Partout ailleurs, une fois les bancs de brouillard matinaux dissipés, le soleil s'impose. Températures très fraîches, avec un maximum de 4 à 6 en général, et seulement 3 ou 4 dans les Ardennes.

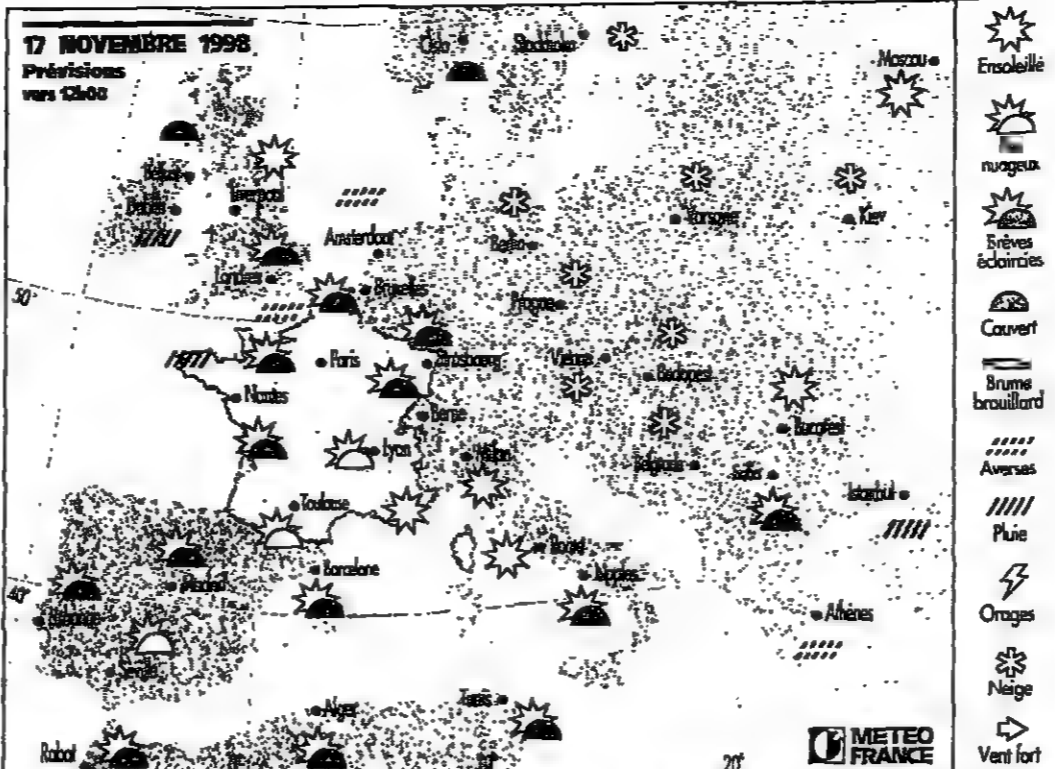
**Champagne, Lorraine, Alsace,**

**Bourgogne, Franche-Comté.** - Temps froid, mais avec prédominance du soleil, cependant parfois conté par des brouillards matinaux, ou bien par des passages nuageux inoffensifs. Températures maximales 3 à 5, localement 2.

**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** - Au nord de la Garonne, le soleil disparaît progressivement derrière un voile nuageux qui se fait plus épais l'après-midi. Au sud, le soleil brille largement; toutefois, son apparition peut être parfois retardée par des bancs de brouillard matinaux. Maximales 6 à 9 au nord de la Garonne, 10 à 13 au sud.

**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.** - Temps sec et froid, avec un ciel partagé entre soleil et nuages. Maxi de 4 à 6 seulement.

**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.** - Le soleil continue à dominer. Le thermomètre affiche au meilleur de la journée 12 à 15 sur la frange littorale, 10 à 12 dans l'intérieur des terres.



## LE CARNET DU VOYAGEUR

**SCANDINAVIE.** La compagnie aérienne SAS annonce des tarifs promotionnels, en classe économique, sur ses vols au départ de Bordeaux, Lyon, Marseille, Nice, Strasbourg et Toulouse vers les principales villes scandinaves, et ce jusqu'au 31 mars 1999. Ces tarifs permettent d'obtenir des prix sur des vols A/R vers Copenhague à partir de 1 705 F ou encore des A/R Stockholm à 1 816 F, Oslo à 1 912 F et Helsinki à 1 930 F. Une réduction supplémentaire de 25 % est accordée aux enfants de moins de 11 ans. Renseignements au 0-801-25-25-25.

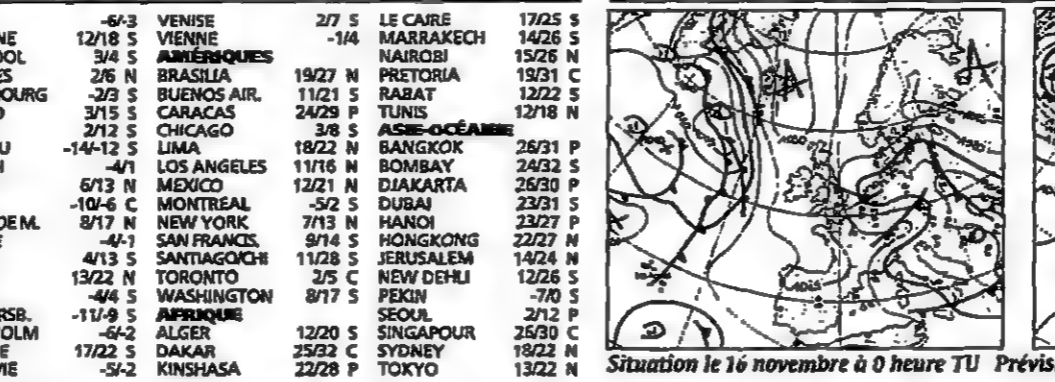
**AUTRICHE.** La compagnie autrichienne Luda Air propose une rotation supplémentaire de Vienne à Sydney (Australie) via Kuala-Lumpur, ce qui porte à sept le nombre de ses vols en partage de code avec Malaysia Airlines. Nouveau numéro de réservation: 0-802-825-825.

**PRÉVISIONS POUR LE 17 NOVEMBRE 1998**

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S: ensoleillé; N: nuageux; C: couvert; P: pluie; N: neige.

FRANCE métropolitaine	NANCY	0/3 N
BIARRITZ	NANTES	1/8 C
BORDEAUX	NICE	6/13 S
BOURGES	PARIS	0/5 N
BREST	PAU	2/10 N
CAEN	PERPIGNAN	4/12 S
CHERBOURG	RENNES	1/8 C
CLERMONT-F.	ST-ETIENNE	-1/3 N
DIJON	STRASBOURG	0/5 N
GRENOBLE	TOULOUSE	0/5 N
LILLE	TOURS	1/6 N
LYONS	FRANCE outre-mer	FRANC-PT
MARSEILLE	CAYENNE	23/31 N
	FORT-DE-FR.	25/30 S
	NOUMEA	23/28 P
	ISTANBUL	7/12 P

25/31 S	KIEV	-6/3	VENISE	2/7 S	LE CAIRE	17/25 S
24/30 S	LISBONNE	12/18 S	VIENNE	-1/4	MARRAKECH	14/26 S
21/27 S	LIVERPOOL	3/4 S	AMSTERDAM	3/4 S	NAIROBI	15/26 N
	LONDRES	2/6 N	BRASILIA	19/27 N	PRETORIA	19/31 C
	LUXEMBOURG	-2/3 S	BUENOS AIR.	11/21 S	RABAT	12/22 S
	MADRID	3/15 S	CARACAS	24/28 P	TUNIS	12/18 N
	MILAN	2/12 S	CHICAGO	3/8 S	ASIE-OCEANIE	
	MOSCOU	-14/-12 S	JAMA	18/22 N	BANGKOK	26/31 P
	MUNICH	-4/1	LOS ANGELES	11/16 N	BOMBAY	24/32 S
	NAPLES	6/13 N	MEXICO	12/21 N	DIKARTA	26/30 P
	OSLO	-10/-6 C	MONTREAL	-5/2 S	DUBAI	23/31 S
	PALMA DEM.	8/17 N	NEW YORK	7/13 N	HANOI	23/27 P
	PRAGUE	-4/1	SAN FRANCISCO	9/14 S	HONGKONG	22/27 N
	ROME	4/13 S	SANTO DOMINGO	11/28 N	JERUSALEM	14/24 N
	SEVILLE	13/22 N	TORONTO	3/5 C	NEW DELHI	12/26 S
	ST-PETERSB.	-11/-9 S	WASHINGTON	8/17 S	PEKIN	-7/0 S
	STOCKHOLM	-6/2	APRINQUE		SEKOL	2/12 P
	TENERIFE	17/22 S	DAKAR	25/32 C	SINGAPOUR	26/30 C
	VARSOVIE	-5/2	KINSHASA	22/28 P	TOKYO	13/22 N



## INFORMATIQUE

# Deux professeurs américains ont conçu un logiciel de correction automatique des copies

THOMAS LANDAUER, professeur à l'université du Colorado à Boulder, et Peter Foltz, son alter ego à l'université d'Etat du Nouveau-Mexique, s'approprient à commercialiser sur le marché américain un logiciel pas tout à fait comme les autres.

L'intelligent Essay Accessor, comme son nom l'indique aux anglophones, est un correcteur intelligent de copies. Rien à voir, donc, avec les classiques correcteurs orthographiques ou grammaticaux. L'intelligent Essay Accessor promet de remplacer purement et simplement les professeurs pour leur fastidieux travail de correction des copies. Notation et commentaires compris!

Afin de mieux convaincre, le quotidien américain Washington Post a relaté, dans son édition du 13 octobre, l'expérience de Hugo Rousselin, étudiant en deuxième année de psychologie à ladite université d'Etat du Nouveau-Mexique.

Au lieu de commencer par un exercice simple, le jeune homme a soumis au logiciel son premier devoir de psycho-linguistique. Verdict de l'ordinateur, moins de vingt secondes plus tard: « B. Bien, mais

vous devez définir l'effet de « supériorité du mot », ainsi que ses implications ». Conseil suivi à la lettre par l'étudiant, qui revot sa copie et la présente de nouveau, vingt-quatre heures plus tard, au jugement de la machine. Deuxième sentence: « A ». L'expérience a au moins le mérite de démontrer la cohérence interne du système de correction.

**MALGRÉ LES RÉSERVES.**

« C'est un peu inquiétant de se rendre compte que l'ordinateur commence à prendre en charge des tâches que les humains étaient jusque-là les seuls à exécuter, avouera Hugo Rousselin. Mais l'avantage, c'est que l'on obtient une réponse immédiate. Dans mon autre cours de psychologie, j'ai rendu un devoir de cinq pages et je n'ai reçu la correction que deux semaines plus tard. » A bon entendeur, salut.

Malgré toutes les réserves qu'elle peut susciter, cette expérience force l'intérêt. Pour preuve, l'Educational Testing Service, autorité chargée de l'ensemble des examens et concours d'admission aux universités et grandes écoles américaines qui mobilise chaque

année plusieurs milliers de correcteurs, envisagerait de s'équiper au plus vite d'un programme similaire.

Cette décision de l'institution ignorerait les réserves qu'émettent eux-mêmes les deux principaux artisans du produit. Pour les professeurs Landauer et Foltz, l'intelligent Essay Accessor serait plus recommandé dans le cadre d'une aide personnelle aux étudiants qu'en remplacement de la correction humaine des professeurs. Un bémol qui n'apaisera sans doute qu'à moitié la grogne du corps enseignant, qui estime que cette au-

tomatisation risque de nuire à l'implication des professeurs, et, par voie de conséquence, de causer, in fine, du tort aux étudiants.

Cela n'empêche pas le logiciel de susciter beaucoup de commentaires de l'autre côté de l'Atlantique. Le journal sur Internet The Denver Post Online, le grand quotidien USA Today et l'agence de presse Associated-Press, entre autres, lui ont déjà consacré des articles.

Techniquement, le logiciel repose sur des principes de traitement de la langue écrite, un peu à

l'image de la traduction automatique, faisant appel à l'intelligence artificielle et à la logique floue (fuzzy logic). En pratique, l'intelligent Essay Accessor peut s'adapter à toutes les matières. « Le système a été testé sur plus de 2 000 documents couvrant une douzaine de sujets, explique Peter Foltz. Parmi ces derniers, on trouve des thèses aussi variées que l'histoire du canal de Panama, les stratégies publicitaires ou encore la production d'énergie. » Les documents ont parallèlement été corrigés par deux experts lors de chaque expérience. « Nous avons montré que le logiciel est au moins autant en accord avec un expert humain que deux experts entre eux. »

« Le procédé a toutefois ses limites, estime pour sa part Angel Osorio y Salas, directeur de recherche au Laboratoire d'informatique pour la mécanique et les sciences de l'ingénieur du CNRS. Il n'est pas très compliqué d'obtenir des outils de ce genre, fiables à environ 80 %. Mais on sait que, dans le cas de l'analyse du langage, il reste une marge d'erreur de 20 %. Et même en tenant compte du fait que les langues anglo-saxonnes se prêtent mieux que les latines à ce type de traitement, peut-on tolérer la plus petite incertitude lorsqu'il s'agit de noter des copies ? »

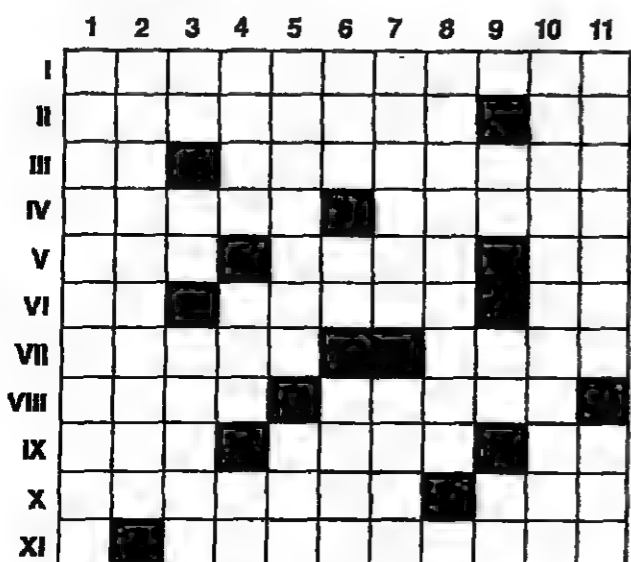
On comprend néanmoins les craintes d'enseignants qui ne pensaient sans doute pas se retrouver si vite sur les rangs des professions que menace l'informatique. A moins qu'elle ne provoque qu'une saine émulation...

Olivier Zilberstein

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98274

SOS Jeux de mots: 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



### HORIZONTALEMENT

I. Communiquant la bombe à la main. - II. Émis pour mettre des limites. Lettres d'Édgar. - III. En tête. Enveloppe la viande. - IV. Forme de jalouse. A souvent le beau rôle à la Bastille. - V. Flotte après le fromage. Avec son marteau, il est le maître du Tonnerre. Début de manifestation. - VI. Personnel. Joua un mauvais tour. Entrée scolaire. - VII. Gros porteur. Maintenu en place. - VIII. Plat pro-

### VERTICALEMENT

I. Attirance réciproque. - II. Il faut la tenir quand elle est prise. - III. D'un auxiliaire. Article. Fait le bonheur des bruyères et des ajoncs. - IV. Bien accueilli. Condamnation à partir. La moitié de deux. - V. Éléments déco-

### SOLUTION DU N° 98273

**HORIZONTALEMENT**  
I. Odontomètre. - II. Radiologie. - III. Troènes. TNT. - IV. Hantz. Ives. - V. OPA. Lenclos. - VI. Détail. Eljs. - VII. Entre. Lèse. - VIII. OE. Nectar. - IX. Même. Tas. Il. - X. Isoler. Soue. - XI. Enlèvements.

**VERTICALEMENT**  
I. Orthodromie. - II. Darape (parade). EOSN. - III. Odonate. Mol. - IV. Niet. Annelé. - V. Tonalité. EV. - VI. Électre. - VII. Mosan. Ta. - VIII. Eg. Celasse. - IX. Thiller. On. - X. Renvois. IUT. - XI. Tesselés.

vençal. Envole et reçoit des signaux. - IX. Atome. Carnivore arboricole. Préposition. - X. En mouvement. Gardien de la paix. - XI. Est donc là.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.

Imprimerie du Monde  
12, rue M. Gutenberg  
94452 Ivry cedex

Le Monde  
Président-directeur général: Dominique Akopy  
Vice-président: Gérard Maréchal  
Directeur général: Stéphane Corne  
21bis, rue Claude-Bernard - BP 273  
75121 PARIS CEDEX 05  
Tél: 01.42.17.33.00 - Fax: 01.42.17.39.26

PRINTED IN FRANCE

## AFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME N° 96

### L'œuf à la coque

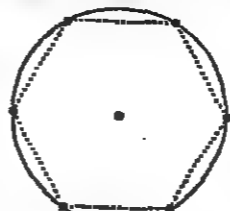
CETTE CUISINIÈRE veut faire cuire un œuf à la coque selon les règles de l'art: 3 minutes exactement dans l'eau bouillante. Mais pour tout chronomètre, elle dispose de deux sabliers, l'un qui s'écoule en 6 minutes, l'autre en 11 minutes. Elle met l'eau à bouillir et fait partir en même temps ses deux sabliers, les retournant chaque fois qu'ils se vident. Elle finit par réussir à mesurer les trois minutes nécessaires à la cuisson de son œuf. Comment?

En s'octroyant le droit de retourner des sabliers encore en partie remplis, elle aurait pu décomposer ses trois minutes en patientant beaucoup moins longtemps. Combien de temps au minimum?

Elisabeth Bussier et Gilles Cohen © POLE 1998

Solution dans Le Monde du 24 novembre.

d'abord que dans un secteur d'angle 60°, deux points quelconques sont à une distance inférieure ou égale à 100 mètres. On prend alors un point X, et on divisera le disque en six secteurs, X étant à la frontière de deux d'entre eux. Ces deux-là sont interdits pour les autres points. Dans les quatre secteurs restants, on ne



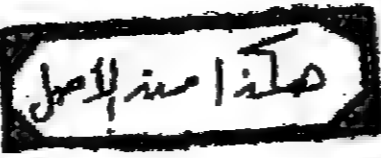
On peut placer sept points si la distance 100 mètres est permise. Il suffit de prendre le centre et les six points de la circonférence situés aux sommets d'un hexagone régulier.

En revanche, si la distance entre deux points doit être strictement supérieure à 100 mètres, on ne peut placer plus de cinq points. Pour le prouver, on montre



### Les jeux dans « Le Monde »

Dans cinq de ses numéros de la semaine Le Monde publie, en plus des mots croisés, un jeu. Le lundi, dans le journal daté mardi, un problème mathématique. Le mardi, dans le journal daté mercredi, une grille de scrabble. Le mercredi, dans le journal daté jeudi, une chronique de bridge. Le jeudi, dans le journal daté vendredi, une question sur l'art. Le samedi, dans le journal daté dimanche-lundi, les échecs.





**DISPARITION** La comédienne Edwige Feuillère, née en 1907, est morte vendredi 13 novembre, à Paris, des suites de complications cardiaques et pulmonaires, quelques

jours après le décès de Jean Marais, qui fut souvent son partenaire. **ENSEMBLE**, ils avaient joué dans *L'Aigle à deux têtes*, pièce écrite pour elle par Jean Cocteau, montée

en 1946, puis portée à l'écran. **SA CARRIÈRE** avait commencé en 1928. Premier prix du Conservatoire de Paris, elle aura une préférence marquée pour le théâtre, de *La Dame*

aux *camélias*, à *La Folle de Chaillot*. C'est Paul Claudel qui lui donne son plus grand rôle, avec *Ysé de Partage de midi*. **LA CARRIÈRE** cinématographique de cette « grande

dame » à l'élégance naturelle et à la voix travaillée n'est pas moins riche et commence dès les années 30, faisant notamment scandale avec le *Lucrèce Borgia* d'Abel Gance.

## Edwige Feuillère, le pur amour du théâtre

Quelques jours après Jean Marais, avec qui elle avait joué pour Cocteau, au théâtre puis au cinéma, « L'Aigle à deux têtes », la comédienne Edwige Feuillère est morte le 13 novembre à Paris, à l'âge de quatre-vingt-onze ans

« LA GRANDE DAME », le titre lui a été attribué à ses débuts ; il lui est resté. Talent, taille, allure — elle était grande —, une allure de reine, une voix de diva qui vibrerait de tous les artifices de l'art. Edwige Feuillère naît à Vesoul le 29 octobre 1907. Sa mère, française et protestante, lui apprend à lire dans la Bible. Son père, italien (il s'appelle Cunati) et catholique, dans *La Divine Comédie*. Ils lui donnent une éducation stricte, mais quand ils s'installent à Dijon, ne l'empêchent pas de suivre des cours d'opéra-comique et de comédie. Après un premier prix, Edwige monte à Paris, entre au Conservatoire, habite, raconte-t-elle, à l'Union chrétienne de jeunes filles, rue de Naples, où « tous les soirs, il y avait lecture de la Bible ».

Paradoxalement, en cette année 1928, elle semble vouée aux rôles de soubrettes, aux personnages de « petites femmes » dans ces revues coquines qui vivaient leurs derniers beaux jours. *Ronde et mutine*, sous le nom de Cora Lynn, elle apparaît à peine vêtue dans le circuit des théâtres de vaudeville : le Palais-Royal (*L'Attache*), les Bouffes-Parisiens (*Le Roi Pausole*), le Daumou (*La Fleur de luxe*).

Mais quand elle sort du Conservatoire en 1931 avec un Premier Prix — pour une scène de *La Parisienne*, d'Henri Becque — elle se marie avec un comédien, Pierre Feuillère — dont elle va se séparer en 1937 — et entre à la Comédie-Française. Elle y fait ses débuts dans *Suzanne du Mariage de Figaro*. Personne, pas même elle, n'a pressenti son talent de tragédienne.

Edwige Feuillère quitte la Comédie-Française en 1933. Elle part pour l'Égypte en tournée. Elle joue le boulevard — raffiné dans le goût de l'époque — entre comédie de mœurs et comédie sophistiquée, de Jean Sarmont à Marcel Achard, du *Maître de son cœur* à *Jean de la Lune*. Elle y représente la coquette égoïste, charmeuse. Elle joue aussi Musset, *Les Caprices de Marianne*.

Elle est encore à la Comédie-Française quand elle commence à tourner, en 1931, des films sans gloire : *Une petite femme dans le train*, puis *Monsieur Albert*, *Le Cordon bleu*, *Mam'zelle Nitouche*, *Le Miroir aux alouettes*, *Ces messieurs de la Santé*, *Tou que j'adore*, *Matri-cule 33*, *Barcarole*...

Arrivent 1935, Abel Gance, *Lucrèce Borgia*. Ce film, moins historique que délectant, où Edwige Feuillère tient le rôle-titre, lui apporte une célébrité inattendue : on l'aperçoit sans voile dans son bain, véritable transgression en ces temps pudibonds. Mais sur-



Dans « L'Aigle à deux têtes », de Jean Cocteau (1947), en compagnie de Jean Marais.

tout, à côté des outrances de ses partenaires, elle paraît siffler « naturelle » — ce ne sera jamais ce qu'elle cherchera —, du moins émuante. Son expérience théâtrale lui permet de montrer les passions en dirigeant son jeu. Pour la première fois, on peut reconnaître ce qui sera le style Feuillère : le dessin maîtrisé des gestes et des expressions.

Plus tard, quand elle aura sculpté son apparence en harmonie avec son tempérament, à chaque fois qu'une actrice se révélera grâce à un personnage scandaleux — de Martine Carol, qui, elle aussi, a été *Lucrèce Borgia*, à Brigitte Bardot —, on rappellera les

débuts de la Grande Dame. Elle laissera dire, sans commentaires. Edwige Feuillère est une femme secrète. Aimable, discrète, mais qui, finalement, se livre peu dans ses interviews, et même une existence totalement privée.

Peu après *Lucrèce Borgia*, elle tourne *Golgotha* de Julien Duvivier, et le cinéma l'accapare. Marlene a lancé la mode des femmes fatales au cœur tendre, au regard las, traînant un passé lourd et des rêves de midnights. Edwige Feuillère incarne avec classe ces aventurières sentimentales, parfois espionnes pour la bonne cause, comme la *Marthe Richard* de Raymond Bernard, en 1937.

Dans le même registre, elle tourne *L'Émigrante*, de Léo Joannon, en 1939, *Sans lendemain*, de Max Ophüls, en 1940, *La Dame de Malacca*... Elle ose en même temps, en une époque où changer d'emploi était risqué, interpréter des personnages fantastiques imités des comédies américaines, *Mister Flow*, avec Fernand Gravey, *J'étais une aventurière*...

Edwige Feuillère est à la fois notre Marlene, notre Irene Dunne, notre Garbo. Au théâtre en tout cas, où son grand rôle est *La Dame aux camélias*. Avec pour partenaire le jeune premier romantique d'avant guerre Pierre Richard-Willm en Armand Duval,

elle meurt poitrinaire dans de somptueuses crinolines, près de huit cents fois de 1939 à 1959, en plusieurs périodes, précise-t-elle, et jamais plus de quatre mois de suite.

Pendant la guerre et l'Occupation, comme la haute couture qui maintient orgueilleusement la prédominance de Paris, elle demeure la Grande Dame. Noblesse de l'apparence, noblesse de l'âme. Au cinéma, elle est la belle aristocrate blessée, *La Duchesse de Langeais* pour Jacques de Baroncelli en 1942, et, pour Marcel L'Herbier en 1943, *L'Honorable Catherine*, élégante folle. Au Théâtre Hébertot, elle crée en 1943 *Sodomie et Gomorrhe*, de Giraudoux, avec Gaby Sylvia et Gérard Philippe tout juste sorti du Conservatoire. Un triomphe.

Elle est la femme qui porte le mieux la mode, jusqu'à faire oublier la pénurie. Elle n'est plus la petite brune dodue aux jambes nues, aux yeux pétillants. Elle est rousse, élancée, le dos droit, les épaules marmoréennes, le visage parfaitement dessiné au-dessus d'un long cou, le regard mi-hautain, mi-ironique, les sourcils en arc, le sourire énigmatique, les mains dansant avec grâce, la démarche royale... Chacun de ses gestes est nécessaire, chacune de ses inflexions a une signification. Elle détient l'étrange pouvoir de toucher au cœur sans paraître jamais se laisser dépasser par ses émotions. Son art est aussi codé que celui des divas. Elle est Feuillère.

La paix revenue, Edwige Feuillère continue à se partager entre cinéma et théâtre, à incarner les raffinements du luxe, de l'élégance. En 1946, Jean Cocteau écrit pour elle et met en scène *L'Aigle à deux têtes*, mélo historico-fantastique, qu'elle joue au théâtre et l'année suivante au cinéma avec Jean Marais. Elle apparaît comme une impératrice idole, parée de bijoux, de robes somptueuses. L'important vient plus tard. En 1948, grâce à Jean-Louis Barrault, qui lui confie le rôle d'Ysé dans *Partage de midi*, de Claudel. En amoureux du théâtre japonais et de sa perfection stylistique, il parle d'un « avènement ». Il est vrai que, comme la voix travaillée des acteurs de kabuki, celle d'Edwige Feuillère module la musique et le mystère du texte.

Au cinéma, elle pléine dans des films agréables (*Adorables créatures*, de Christian-Jaque, 1952) déjà dépassés (*En cas de malheur*, de Claude Autant-Lara, 1958), de demi-réussites : *L'Idiot*, de Georges Lampin, d'après Dostoïevski. Elle y retrouve Gérard Philippe en Prince Muichkine, elle est une Nastassia Philipovna gla-

cée. Le théâtre est sa revanche. Elle joue *Rodogune* en 1960 avec Antoine Bourseiller, et *Phèdre* en 1962 avec Jean Deschamps, reprend *Partage de midi* avec Jean-Louis Barrault à l'Odéon en 1961.

Elle est parvenue au moment où les comédiennes trouvent difficilement des rôles correspondant à leur âge, alors elle saute par-dessus le temps et en 1965, se grime en monstresse picaresque, et succède à Marguerite Moreno : elle est *La Folle de Chaillot* de Giraudoux au TNP : « Sa folie généreuse est un peu la mienne », déclare-t-elle. Toujours est-il que la pièce, le personnage, lui offrent d'immenses satisfactions. A elle et à son public, éberlué, fasciné de voir la façon dont sa Grande Dame s'est transformée en clochard. Mais une reine des clochardes.

Elle détient l'étrange pouvoir de toucher au cœur sans paraître jamais se laisser dépasser par ses émotions. Son art est aussi codé que celui des divas

Le théâtre la tient (*La Visite de la vieille dame*, de Dürrenmatt, *Doux oiseaux de jeunesse*, de Tennessee Williams, *Un bateau pour Lipia*, *Cher menteur*, de George Bernard Shaw). Elle tourne un peu pour le cinéma (*Julie de Carnéhan*). Beaucoup pour la télévision, qui fait appel à son sourire et à sa voix dans des séries « de prestige » et des téléfilms, et qui lui consacre des soirées. Elle écrit une biographie de la Clairon, légendaire actrice du XVIII<sup>e</sup> siècle en qui elle se reconnaît, et publie ses propres souvenirs. Mais elle ressent une fatigue qui l'oblige parfois à interrompre ses tournées, et, en 1984, annonce ses adieux au théâtre dans *Leocadia*, d'Anouilh.

C'était trop tôt. Elle revient sur scène, en 1986 pour *La Maison du lac*, avec Jean Marais, et, en 1989, dans *Les Meilleurs Amis*, d'Hugh Whitmore, à la Comédie des Champs-Élysées. En 1992, elle parcourt la France, racontant sa vie à des générations de spectateurs, qui se souviennent, ou la découvrent, qui tombent sous le charme, demeurent fascinés. Toute sa vie, il en a été ainsi.

Colette Godard

## Jusqu'au dernier jour, la volupté des mots

EDWIGE FEUILLÈRE ne ressemblait ni à la terrible vieille dame de *La Chair de l'orchidée*, le film de Patrice Chéreau, ni à *La Folle de Chaillot*, de Giraudoux, qu'elle interpréta toutes deux magnifiquement. Elle était beaucoup plus la femme troublante du *Bleu en herbe*, la mystérieuse héroïne d'*Olivia*, *Olivia*, l'éternelle Ysé de *Partage de midi* et enfin la comédienne d'exception qui, un soir de 1993, à près de quatre-vingt-six ans, joua en guise d'adieu, à Paris, Edwige Feuillère en scène, un long monologue retraçant sa carrière : performance d'actrice à la voix inoubliable, ultime déclaration d'amour au théâtre après quelque soixante années de scène, auto-portrait délicat, allusif (conçu par Jean-Luc Tardieu) et suffisamment secret pour être fidèle.

Secret et discrétion : c'est probablement ce qu'on a envie de dire en tout premier pour évoquer Edwige Feuillère, qui voulait « ne jamais être dupe de ce qu'on appelle la célébrité ». « La renommée, c'est

Hugo, ou Mozart. Pour nous, tout au mieux, c'est de la popularité. Pour ma part, j'ai fait une honnête petite carrière... » (Le Monde daté 20-21 mai 1984). Les récompenses, comme ces Césars et ce Molière d'honneur, elle les accueillait avec joie, mais savait garder ce qu'il faut d'ironie sur la comédie sociale.

### LECTRICE INSATIABLE

Jusqu'au dernier jour, même dans la maladie et l'affaiblissement du grand âge, Edwige Feuillère était de ces êtres singuliers qui guérissent de la peur de vieillir. Était-ce par un inaltérable alliage d'humour et de retenue, d'orgueil et de pudeur ? Assurément. Mais aussi par cette volupté des mots, qui a non seulement fondé son désir de théâtre, mais a déterminé sa vie entière. « J'ai aimé les mots, d'instinct », dit-elle dans son dernier livre, *A vous de jouer*, où elle parle longuement de Claudel : « Ses mots m'ont apporté le grand épanouissement de mon corps, de

ma pensée. (...) Le mot et le son ont guidé mon bonheur d'exister. »

Elle demeurait une lectrice insatiable, ne se contentant pas de relire, « comme le font trop souvent les vieux », mais découvrant chaque année des premiers romans, suivant le travail d'Annie Ernaux comme de Patrick Modiano, Danièle Sallenave, Hector Bianciotti et bien d'autres. Juste avant que la lecture intensive ne lui devienne difficile, elle a lu, confie-t-elle dans *A vous de jouer*, *Sois*, de l'italien Alessandro Baricco, « d'abord en français, puis dans sa langue qui est si belle (...). Les Enfants de Saturne, de Jean-Paul Enthoven (...), le Vivant Démon de Philippe Sollers. Voyez comme je passe mes nuits en bonne compagnie... »

Ce livre, qui constitue une manière de testament — après des Mémoires très évaisifs (*Les Feux de la mémoire*, Albin Michel) et un hommage, plus personnel finalement, à une tragédienne (*Moi, la Clairon*, Albin Michel) —, elle s'en inquiétait, il y a quelques jours encore,

en prenant rendez-vous pour un entretien au Monde, qui n'aura pas lieu : « Montre-t-il suffisamment ma part d'humour, cette distance que j'ai toujours voulu conserver et qui permet de vivre vraiment jusqu'au bout, sans se raconter d'histoires ? » Il est difficile, Edwige Feuillère ne l'ignorait pas, de faire comprendre, à l'écrit, « une vie pour le théâtre ». Pénible aussi de vouloir résumer ou décrypter une

existence si secrète, un rapport si complexe et raffiné au monde, une attention aux autres que seuls possèdent ceux qui ont, comme elle le disait, « réfléchi à l'irréductible solitude de chacun, qui sont sans attaches, sans regrets et qui vivent, c'est tout ! ».

« Quand je mourrai, les journaux vont une fois de plus se tromper, s'amuser-elle souvent. Je vais avoir droit à L'Aigle à deux têtes, à la

### Claudel : « C'est Ysé elle-même »

« Quand j'ai joué *Partage de midi*, je me suis offerte tout entière dans ce personnage d'Ysé. (...) Je me suis libérée, et le verbe claudélien a été ma renaissance », raconte Edwige Feuillère dans son livre *A vous de jouer*. Paul Claudel, lui, dans son *Journal* (« Bibliothèque de la Pléiade », Gallimard, tome II), évoque à de nombreuses reprises Edwige Feuillère. Il fait allusion à leur première rencontre, le 8 mai 1948, en ces termes : « Jean-Louis Barrault m'amène une dame blonde que je ne voudrais pas rencontrer tout seul au coin d'un bois et qu'il prétend être Edwige Feuillère. (...) Mais, lors de la première de *Partage*, le 18 décembre 1948, il écrit notamment : « E. F. est épatante. C'est Ysé elle-même. » En 1953, quand elle joue *Pour Lucrèce*, de Giraudoux, Claudel commente : « La pièce me paraît absurde. Sauvée par seule l'extraordinaire "présence" d'Edwige F. Tous les hommes ridicules. »

« majestueuse Edwige Feuillère », à ma réputation de femme froide, lointaine, etc. Bien sûr, j'ai joué tous ces personnages altiers, j'ai été ces femmes, passionnément. Mais une personne, c'est autre chose. » Elle avait su rester une personne, ce qui n'est pas si courant lorsqu'on fait son métier. Et c'est sans doute pour cela qu'on ne peut presque rien dire, sauf peut-être lui donner la parole une dernière fois, comme elle le souhaitait : « Il y a des belles vies, des vies complètes, des vies longues, conclut-elle dans *A vous de jouer*. Lorsque, une à une, elles ont disparu autour de moi, j'ai eu l'impression de ne pas les perdre car je continuais à les porter en moi. Toutefois, c'est difficile de ne pas avoir de peine, parce que le cœur, parfois, nous échappe. »

Josyane Savigneau

\* A vous de jouer, entretiens avec Jean-Jacques Lafaye, Albin Michel, 256 p., 98 F. En librairie le 19 novembre.



# Chez Rudy Van Gelder, boîte noire du jazz

### Visite au studio où le quartette de Coltrane a enregistré les séances historiques pour Impulse ! rééditées aujourd'hui en coffret

**ENGLEWOOD CLIFFS (New Jersey) et NEW YORK**  
de notre envoyé spécial  
Depuis la fin des années 50, la plupart des musiciens de jazz connaissent le chemin pour rallier, depuis New York, Englewood Cliffs, un îlot de verdure dans l'Etat du New Jersey, sur la rive ouest de la rivière Hudson. C'est là que se trouve le studio d'enregistrement de Rudy Van Gelder, un peu en retrait de la Route 9 W.

Il faut d'abord traverser Harlem. Il y a l'Apollo Theater, toujours en activité sur la 125<sup>e</sup> Rue. Mais au cours des ans, beaucoup d'autres lieux historiques du jazz ont disparu ou sont tombés en ruine : le Minton's Playhouse sur la 118<sup>e</sup> Rue, les clubs de la 133<sup>e</sup>, collés les uns aux autres, le Renaissance Ballroom dans la 138<sup>e</sup>, dont les lettres s'effacent... Alors, on peut aussi, si l'on est pressé, ou si Harlem inquiète, emprunter les voies rapides, Roosevelt Drive puis Harlem River Drive. Les falaises d'Englewood sont un quartier résidentiel avec ses maisons de bois entourées d'arbres aux teintes automnales, des jaunes brûlés, des oranges, les taches rouges des érables. Des petites entreprises y ont installé leur siège social. En voiture, New York reste aisément accessible.

En entrant dans le studio de Rudy Van Gelder, il faut se souvenir que des centaines de disques de jazz y ont été enregistrés, que des centaines de musiciens ont confié à celui qui est probablement l'ingénieur du son le plus réputé de l'histoire du jazz moderne le soin de transférer avec une fidélité exagérée leur musique sur une bande magnétique. Avant de s'installer à Englewood Cliffs, Rudy

Van Gelder recevait, depuis 1953, les musiciens dans le salon de la maison familiale, à Hackensack, à quelques kilomètres. Les compagnies phonographiques indépendantes qui ont fait l'histoire du jazz comme Prestige ou Blue Note lui doivent beaucoup. Rudy Van Gelder a suivi, durant près de deux ans, du début de 1958 à la fin 1959, la construction de son nouveau studio. Des matériaux nobles, une pierre gris-rouge pour les murs, du cèdre, au sol des dalles rouge vif. A l'intérieur, la charpente, visible, a les allures d'une coque de navire qui aurait pris le ciel pour support.

**« IL SAVAIT CE QU'IL VOULAIT »**  
On claque des doigts, pour entendre le son. Idéal. Il y a une légère réverbération naturelle. C'est là que le saxophoniste John Coltrane est venu avec le pianiste McCoy Tyner, le contrebassiste Jimmy Garrison et le batteur Elvin Jones enregistrer la plupart de ses séances en quartette pour le label Impulse !, aujourd'hui regroupées dans un coffret de huit CD. Ce sera, sans concurrence possible des autres maisons de disques, l'objet de la fin de l'année.

Altable, attentionné, Rudy Van Gelder, petit homme sec d'une soixantaine d'années, a un souvenir précis de ces moments intenses. « Ce qui m'a toujours frappé, ce qui se soit à Hackensack, où je l'ai enregistré pour Prestige dès 1955, ou ici, c'est que Coltrane arrivait en sachant parfaitement ce qu'il voulait, se souvient cet artisan du son qu'on a envie d'appeler homme de l'art. De tous les musiciens avec qui j'ai travaillé, c'est le seul qui avait cette conscience si poussée de ce qu'il souhaitait atteindre et de ce qui était bon. C'est très rare, un musicien capable d'avoir une décision précise sur lui-même, sur ce qu'il vient de créer. C'est l'une des raisons pour lesquelles je le respectais. »

« Ici, Coltrane était très détendu, à l'aise. Je n'ai jamais senti la moindre tension avec lui », ajoute Rudy Van Gelder. Plus tard, dans un restaurant chinois de New York, le pianiste McCoy Tyner confirmera cette atmosphère. « Son fils, Ravi, est pareil. Après les séances pour Prestige et son passage chez Atlantic, John a demandé à re-



McCoy Tyner (à gauche) et John Coltrane à l'époque des enregistrements pour Impulse !.

venir travailler avec moi. C'était sa décision et j'en suis extrêmement fier. C'est l'un des moments forts de ma vie », se souvient-il encore.

Durant treize ans, Rudy Van Gelder a été optométriste (opticien), tout en apprenant son futur métier. « Ça a commencé comme

chissant maintenant, c'est amusant, étrange que j'ai hésité entre les yeux et les oreilles. »

Rudy Van Gelder a aussi touché un peu au classique, mais pas au rock. Ce n'est pas sa musique. « Le rock a ouvert la porte aux systèmes multipistes, aux effets, à des man-

centaine d'albums Blue Note pour le Japon.

Il reste discret sur sa manière de travailler. « Je me suis battu pendant si longtemps, j'ai dû faire face à tant de difficultés pour parfaire tout ça. Je ne dirai pas que ce sont des secrets, mais c'est une part intime de ma vie. » Longtemps seul derrière la vitre qui sépare la salle de contrôle de la salle d'enregistrement - « personne n'est autorisée à toucher aux machines et pas un musicien ne s'y est risqué, même si je crois que certains en ont eu l'envie », Rudy Van Gelder est dorénavant aidé par Maureen Siskler, l'épouse du trompettiste Don Siskler. Elle est, d'une certaine manière, la mémoire de Van Gelder, attentive à tous les détails des séances. S'il a un regret, c'est que les producteurs soient moins présents lors de l'enregistrement ; la plupart d'entre eux se contentent dorénavant d'un ou deux coups de téléphone. Le métier se résume aujourd'hui à évaluer les coûts et les bénéfices possibles.

Cependant, Rudy Van Gelder tient à rappeler une autre particularité de ces séances avec Coltrane : Bob Thiele, l'homme d'Impulse !, qui a accompagné les dernières années du musicien, restait en dehors. « John m'appelait, il demandait si le studio était libre. Ils arrivaient, on enregistrait. John apportait avec une copie. Ils étaient là quelques heures pour un ou deux titres, peu de prises différentes. Et l'album était conçu ainsi, sur plusieurs semaines. » Et l'on sent bien que pour cet apparent solitaire, qui s'aventure rarement dans les clubs, ces semaines resteront à jamais dans sa mémoire.

S. S.

## John Coltrane en route vers la liberté

Au découpage disque par disque, les responsables de cette réédition des séances du quartette de John Coltrane pour le label Impulse ! ont préféré l'ordre chronologique, de mi-1961 à septembre 1965. On suit ainsi l'évolution rapide de la musique du saxophoniste vers le free jazz. Si, au gré de précédentes rééditions, la reproduction sonore des enregistrements originaux de Rudy Van Gelder n'a pas toujours été respectée, ces studio recordings sont, à l'écoute, fidèles à la clarté et au sens du détail des bandes masters. Dans le livret conçu - photographies et typographies - sur des variations de noirs, de blancs et de gris argenté, un texte précis et documenté (en anglais seulement) de Bob Blumenthal revient sur les séances une par une. Les pochettes d'origine n'ont pas été reproduites.

« John Coltrane, « The Classic Quartet, Complete Impulse ! Studio Recordings », un coffret de huit CD Impulse ! IMPD8-280, distribué par Universal Music.

un hobby, avec des chanteurs, des formations amateurs, puis du jazz. J'aimais la musique, j'ai toujours été un collectionneur de disques, et je m'intéressais à l'aspect technique de l'enregistrement des disques et à la manière de l'améliorer. En y réflé-

pulations sans fin, à des corrections sonores. La créativité du musicien a été transférée à la table de mixage. Je ne dis pas que ce n'est pas bien, mais je suis plus à l'aise avec la musique acoustique, dans la relation directe avec ce que crée le musicien improvisateur. »

Pour autant, Rudy Van Gelder n'a pas refusé la modernisation. Il a abandonné les ciseaux et la bande adhésive pour les facilités qu'apportent les ordinateurs et le montage digital. Les musiciens qui continuent de venir ici attendent une certaine qualité de son, celui de Rudy Van Gelder, aujourd'hui, pas pour l'histoire ou la nostalgie d'un âge d'or. En ce moment, il termine la remasterisation d'une

## A l'Unesco, Lionel Jospin défend le pluralisme culturel

« LA MONDIALISATION porte en elle le danger de l'uniformisation culturelle », a déclaré le premier ministre, Lionel Jospin, samedi 14 novembre, lors du colloque « Europe, la force de la culture » organisé par la Fondation Jean-Jaures au siège parisien de l'Unesco. Pour défendre le « pluralisme », la France va signer et ratifier la convention du Conseil de l'Europe sur les langues régionales ou minoritaires. Lionel Jospin a rappelé pourquoi la France s'était retirée des négociations sur l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) : « Nous ne pouvions revenir sur une exception culturelle obtenue de haute lutte. Préserver le soutien aux productions européennes contribue aussi au pluralisme culturel. Dans cet esprit, l'élargissement vers l'Est de l'Union européenne est une chance. Pologne, Hongrie, République tchèque bénéficieront des quotas de diffusion mis en place par la Communauté. » Pour la France, le premier ministre a assuré qu'« avant la fin de la législature », l'engagement de consacrer 1 % du budget de l'Etat à la culture serait tenu.

### DÉPÊCHES

**ALLEMAGNE** : Michael Naumann, ministre allemand délégué à la culture, a annoncé, jeudi 12 novembre, au Bundestag, la création d'une fondation fédérale pour les artistes et écrivains persécutés par la culture nazie. Avec le concours d'Amnesty International, une résidence d'au moins un an leur sera proposée en Allemagne. Le pays entend faire ce que la Grande-Bretagne, la France et les Etats-Unis avaient fait pour les artistes allemands persécutés par les nazis, a-t-il ajouté.

**ART** : le Musée J.-Paul-Getty de Los Angeles a acquis, pour un montant tenu secret, le tableau Soleil levant, peint par Claude Monet durant le printemps 1873. Soleil levant, conservé à Paris au Musée Marmottan, représente le port du Havre. La toile sera exposée à partir du 27 novembre.

**Musée de l'Université d'Austin (Texas)** a acquis les sept cents œuvres d'art de la collection Suida-Manning. Estimées à 35 millions de dollars (près de 200 millions de francs), la collection avait été réunie par l'historien d'art William Suida, puis complétée par sa fille Bertina et son gendre, Robert Manning. Leurs descendants l'ont cédée pour 20 millions de dollars. Elle comprend deux cent cinquante peintures, quatre cents dessins et cinquante sculptures allant du XIV<sup>e</sup> siècle italien au XVIII<sup>e</sup> siècle français, dont des pièces maîtresses du Corrége, de Véronèse, Guerchin, Poussin, Le Lorrain, Rubens, Tiepolo ou Boucher.

### TROIS QUESTIONS A...

#### MCCOY TYNER

1 La quartette de John Coltrane, auquel vous avez participé comme pianiste, avait-il une organisation collective ?

John Coltrane avait une vision de sa musique et il a réuni les musiciens adéquats pour donner vie à cette vision. Cela dit, dans l'organisation de la musique il y avait une notion collective. Il disait souvent : « Je joue selon ce qui m'entoure » ; il y avait donc des échanges intenses, de nous vers lui et lui vers nous. Nous étions en même temps soliste et accompagnateur. C'était une manière très démocratique de concevoir un groupe, avec du respect, la musique avant toute chose, pas d'ego. J'étais très fier d'être là, très heureux, parce que j'étais en train d'apprendre avec un grand créateur et un ami depuis plusieurs années. Tout le monde veut être une grande star aujourd'hui, tout de suite.

2 Quelle est la qualité qui le caractérisait ?  
C'était un homme d'une grande bonté, d'une grande douceur. Il vous donnait envie de le suivre de manière très naturelle. Miles Davis lui avait permis de s'exprimer ; il lui avait accordé une grande liberté dans son groupe, et pour que Miles fasse cela... John nous a accordé la même liberté. Il ne nous coupait jamais. Je m'en suis souvenu en devenant leader.

3 Il a souvent été dit que le disque A Love Supreme marquait une étape importante dans la musique du quartette. En étiez-vous conscient ?

Oui. Je savais que nous avançons vers quelque chose d'unique. Mais je ne pouvais pas l'expliquer, je le ressentais. Cette suite a souvent été présentée comme l'un des chefs-d'œuvre de la musique. C'était une combinaison de ce que nous avions fait avant qui nous a amenés vers une autre musique, une manière naturelle de jouer sans formes, sans mesures prédéterminées, sans accords. Juste jouer et voir ce qui se passerait.

Propos recueillis par Sylvain Siclier

**Force Bureautique dit :**  
**« si vous changez de copieur, pourquoi perdre 10 000 F »**

Force Bureautique : toute la force du numérique.

Le GP 215 F numérique de Canon : une imprimante laser, un fax, un scanner, un photocopieur...



Force Bureautique  
Le spécialiste de la Canon

Le service à votre service  
47, avenue George V • 75008 Paris • Tél. : 01 4720 6000

**DÉCOUVREZ Jérusalem... à la folie**  
Un film inédit de Theo Robichet  
en exclusivité du 16 au 27 novembre 1998

Complexité, drôlerie, tragique et absurde de la vie quotidienne à Jérusalem, la ville où tous les dieux cohabitent. Portraits, ambiances et commentaires.

Une coproduction Planète / La compagnie des phares et balises, 1998.

**PLANÈTE**

LA CHAÎNE DU DOCUMENT SUR LE CÂBLE ET CANALSATELLITE

## Les airs qui swingent du Jazz Ensemble

Le Jazz Ensemble de la Ville de Paris présente sa formation...

## Maximilien fait revivre

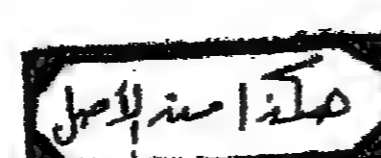
Maximilien fait revivre l'œuvre de Claude Monet...

## CONCERTS

**GAYEAU**  
INTEGRALE CHOPIN  
GARRICK OHLSSON

**Opéra de Paris**  
Mardi 18 novembre à 20h00  
Quatuor St. Lawrence

**Auditorium de Paris**  
Mardi 18 novembre à 21h30  
Benjamin Hochman, piano





50 من الجدل

SORTIR

PARIS

Christiane Vercel Avec Nandry ou de Lorient à Pondichéry, la Lyonnaise Christiane Vercel propose un spectacle singulier et poétique : elle est allée chercher en Inde des enfants auxquels elle fait jouer une tragédie contemporaine, drôle et cruelle, qui s'adresse plutôt aux adultes. Avec les autres jeunes de la compagnie Image aigüe, venus de différents pays, ils disent le partage inégal des richesses, le prix de l'eau, le drame des guerres. Cette troupe déplaît au Front national de la région Rhône-Alpes, qui lui a coupé les subventions.

batteur (Andrea Michelutti), une contrebasse debout derrière laquelle se tient un contrebassiste habillé (Gildas Bocle), un quart-de-queue Steinway fermé sur lequel (oh ! misère !) sont posés une bouteille d'eau minérale, quelques accessoires et un énorme ampli de guitare pour l'excellent Misja Fitzgerald Michel. Au ténor, un musicien de première qualité, Rich Perry. Bref, la soirée parfaite : jazz à tous les étages. La Villa, 29, rue Jacob, Paris 6<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Saint-Germain-des-Prés. Les 16 et 17, à 22 h 30. Tél. : 01-43-26-60-00. De 120 F à 150 F.

VANDŒUVRE-LÈS-NANCY

Attitudes Attitudes est la dixième édition d'une manifestation consacrée à la jeune danse à travers une programmation toujours extra-fine. Parmi les pièces présentées figure Gewege, de la chorégraphe allemande Henrietta Horn (le 17). Frédéric Werlé, plus profond qu'il n'en a l'air, nous donne, avec humour, des nouvelles du moral des hommes dans J'aimerais savoir ce que tu me dis en me regardant (le 19) : pas triste ! Solos de femmes avec Julie Nioche, Sylvie Giron, Sophie Lessard (le 21), Hela Fattoumi et Eric Lamoureux présentent Solstice (le 24) ; Xavier Lot dansera Next, tandis que Pascale Houbin, fine mouche, chantera sa danse réaliste (le 28). Centre culturel André-Maurois, 1, place de l'Hôtel-de-Ville, 54 Vandœuvre-lès-Nancy. Tél. : 03-53-56-15-00. De 40 F à 90 F.

Les airs qui swingent et les solos culottés du Jazz Ensemble de Patrice Caratini

Le contrebassiste a présenté sa formation aux 12<sup>es</sup> Rencontres internationales de jazz de Nevers

Les Rencontres internationales de jazz de Nevers sont attachées au pan créatif du jazz, avec le goût de l'aventure. Si le saxophoniste américain James Carter n'a pas convaincu lors de la dernière soirée de cette douzième édition, le batteur italien Ettore Fioravanti et le contrebassiste français Patrice Caratini, avec son Jazz Ensemble, ont touché par leur justesse et leur désir de musique.

ETTORE FIORAVANTI QUARTET, CARATINI JAZZ ENSEMBLE, JAMES CARTER QUINTET, 12<sup>es</sup> Rencontres internationales de jazz de Nevers, samedi 14 novembre.

NEVERS

de notre envoyé spécial Programmé samedi 14 novembre pour clore la douzième édition du festival de jazz de Nevers, le saxophoniste américain James Carter est encore resté une énigme. Le joue du baryton en baryton, du ténor en ténor, de l'alto en alto, etc. : toute la famille y passe. Il aborde l'histoire, du bop au free, et il le fait avec facilité. Il a le phrasé, du souffle, un son, mais pas de vision. James Carter, c'est la représentation du jazz, de son encyclopédie, mais on attend l'émotion. Rien. Son groupe est inexistant, tristement sérieux, mais peut-il en être autrement ? Lors de cette dernière soirée d'un festival qui a le goût de l'aventure - André Minvielle, Sophia Domancich, Louis Sclavis, Tous Dehors, Tim Berne, Tomasz Stanko, le duo Raulin/Oliva... -, l'émotion, le désir, la joie des musiciens, c'était avant. Rétrospectivement, on a eu là un final idéal. D'abord, au petit Théâtre de Nevers, le batteur italien Ettore Fioravanti et son recueil de chansons du folklore, des succès populaires, ses propres compositions dans l'esprit. Sans paroles, avec des touches de jazz des années 30 et 40, sa musique donne des ailes.

Un jeune pianiste, Stefano De Banis, inconnu, s'y distingue. Puis, à la Maison de la culture, le contrebassiste français Patrice Caratini présente son Jazz Ensemble, extension, prolongation, de son Onzette déjà venu jouer ici. Jeune garde et anciens réunis en fidélité, les douze musiciens sont dans la musique, pas seulement sur scène. L'orchestre a été fondé à Sceaux, en octobre 1997 (Le Monde du 14 octobre 1997), avec un répertoire de compositions de Caratini, de membres de l'orchestre, de compositeurs français. Des variations sur la musique de Louis Armstrong suivront. Une saison de concerts a parfait les qualités entendues alors : il y a le jeu de réponses des sections

(anches, cuivres, rythmique) ; l'équilibre des masses orchestrales ; une grande attention portée à la clarté des mélodies ; le passage permanent d'une sorte de musique de chambre contemporaine au jazz. Endeka pour débiter, Come Sunday, de Duke Ellington, pour finir. Entre ces deux bornes, des airs qui swingent, des solos culottés - le guitariste David Chevallier, le saxophoniste Christophe Monnot... -, de la classe - Alain Jean-Marie au piano, le batteur François Merville -, une écriture complexe et pourtant totalement lisible. C'est du grand jazz, avec de l'ampleur, de la fraîcheur, un pont entre les styles qui casse les barrières et les œillères.

Sylvain Sicler

Marcel Maréchal fait revivre François Billetdoux

TCHIN-TCHIN, de François Billetdoux. Mise en scène : Marcel Maréchal. Avec Myriam Boyer, Marcel Maréchal, Florian Sibon. THÉÂTRE DU ROND-POINT, 2 bis, avenue Franklin-Roosevelt, Paris-8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Franklin-Roosevelt. Tél. : 01-44-95-98-10. 60 F à 180 F. Mardi à 19 h 30 ; du mercredi au samedi à 20 h 30 ; dimanche à 15 heures. Jusqu'au 31 décembre.

Tchin-tchin, de François Billetdoux, a été créée en janvier 1959. Reprise plusieurs fois depuis, elle est présentée aujourd'hui par Marcel Maréchal. Impression première : elle n'est plus la même pièce. Elle a vieilli ? Non, pas du tout ! En quarante ans, elle a changé.

Tchin-tchin, c'est deux immigrés (pas dans la mouise : lui, italien, chef d'entreprise, elle, Anglaise, épouse d'un grand médecin). Tous deux quittés par leur conjoint, ils vont, de concert, s'alcooliser ; puis, comme l'on disait alors, se « clochardiser ». Le propos déclaré de l'auteur, à l'origine, était que nos deux pèlerins, par l'alcool puis par une mise en marge volontaire, s'orientaient vers quelque chose de l'ordre d'une rédemption (c'était un peu angélique). Aujourd'hui, les immigrés, ceux du moins qui

tiennent le devant de la scène, ne sont plus des gens de la dolce vita se payant un gros caprice. Et le scotch pur malt n'est plus nécessairement un signe de vie aisée. « En 1959, à Paris, le whisky ne se vendait pas dans les épiceries arabes », a dit Billetdoux avant de gagner un monde meilleur. Il y a dans la pièce pas mal de choses qui, comme celles-là, ont bougé.

Marcel Maréchal efface, en petit saint consommé, les « fions » de Tchin-tchin. Un total-lifting, parfait. Le carreau des Halles, l'hôtel miteux, les pauvres trottoirs de Billetdoux, ont disparu : décor blanc comme neige, nickel. Nos deux alcoolisés ont parfois l'air bien sage, un verre à la main, ce ne peut être que de l'eau minérale. Maréchal fait danser et virevolter le texte. Le texte est de l'eau courante et lui est une anguille, le texte est le ciel et lui est une hirondelle. Maréchal est un fumambule de la corde vocale. Son apesanteur donne au propos de Billetdoux une drôle de sensibilité. Myriam Boyer, c'est l'inverse, elle tient ferme sa voix sur une note, elle est immuable, c'est son truc : juste, claire, parfaite, un sans-faute absolu, dans le non-jeu. Ce n'est pas permis à tout le monde. Tout cela est du vrai théâtre, du pur plaisir d'un soir, merci.

Michel Cournot

NOUVEAU FILM

DANCER, TEXAS

Quatre adolescents ont fait le serment de quitter pour la Californie leur ville natale - Dancer, troupe texan d'une centaine d'habitants - au terme de leurs études secondaires. Le film commence en même temps que l'échéance tant attendue, déroulant de façon un peu mécanique les raisons qui pourraient inciter chacun d'entre eux à ne pas respecter le serment. L'apologie des valeurs traditionnelles de l'Amérique profonde étendue à l'Amérique profonde étendue elle est moins encombrante, les soleils couchants sur les prairies moins touristiques, le scénario et les personnages moins bâclés, on aurait vraisemblablement accordé un tout petit plus d'intérêt à la question de savoir si ces sautes et sympathiques jeunes gens partiraient ou non. J. M. Film américain de Tim Mac Canies. Avec Breckin Meyer, Peter Facinelli, Ethan Embry, Eddie Mills. (1 h 40.)

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Best Men de Tamra Davis (Etats-Unis, 1 h 26). Dancer, Texas de Tim MacCanies (Etats-Unis, 1 h 30). Elizabeth de Shekhar Kapur (Grande-Bretagne, 2 h 04). Le Fascisme ordinaire de Michail Romm (URSS, 2 h 13). Fourmis dessin animé d'Eric Darnell et Tim Johnson (Etats-Unis, 1 h 19). Mary à tout prix de Peter Farrow et Bobby Farrelly (Etats-Unis, 1 h 59). Milan dessin animé de Tony Bancroft et Barry Cook (Etats-Unis, 1 h 28). Slam de Marc Levin (Etats-Unis, 1 h 40). Snake Eyes de Brian De Palma (Etats-Unis, 1 h 38).

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel 3615-LEMENDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn).

REPRISES

La Femme modèle de Vincente Minnelli, avec Gregory Peck, Laurence Bacall. Américain, 1957 (2 heures). Reflet Médicis, salle Louis-Jouvet, 5<sup>e</sup> (01-43-54-42-34).

VERNISSAGES

Pierre Boulart (1924-1998) : moments donnés Archives nationales, Musée de l'Histoire de France, 60, rue des Francs-Bourgeois, Paris 3<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Saint-Paul. Tél. : 01-42-27-62-18. De 12 heures à 17 h 45 ; samedi et dimanche de 13 h 45 à 17 h 45. Fermé fêtes. Du 16 novembre au 4 janvier 2000.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche. L'Art de Mel Langfang et le renouveau de la scène européenne avec Georges Banu, Fu Qiumin et Philippe Morier-Genoud. Comédie-Française Studio-Théâtre, 99, rue de Rivoli, Paris 1<sup>er</sup>. M<sup>e</sup> Palais-Royal. Le 16, à 20 h 30. Tél. : 01-45-62-97-02. Entrée libre sur réservation. Pessoa de Fernando Pessoa, mise en scène de Carlos Otero. Espace Kirou, 10, rue de la Vacquerie, Paris 11<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Voltaire. Le 16, à 20 h 30. Tél. : 01-48-34-72-67. De 60 F à 120 F. La Dibbouk d'après An-Ski, mise en scène de Daniel Mesguich. Espace Rachi, 39, rue Broca, Paris 5<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Censier-Daubenton. Le 16, à 20 h 45. Tél. : 01-42-17-10-36. De 50 F à 120 F. Ensemble musique oblique Œuvres de Fauré. Sophie Marin-Degor (soprano). Théâtre Grévin, 10, boulevard Montmartre, Paris 9<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Grand-Boulevard. Le 16, à 20 h 30. Tél. : 01-48-24-16-97. De 90 F à 200 F. Cycle Schumann Mireille Delunsch (soprano), Hélène Ferraguin (mezzo-soprano), Simon Edwards (ténor), Franck Le Guénel (baryton), Claire Désert, Christian Waldi (piano).

DERNIERS JOURS

20 novembre : Electra d'Hugo von Hofmannstahl, d'après Sophocle, mise en scène de Michel Carda. Théâtre de la Cité internationale, 21, boulevard Jourdan, Paris 14<sup>e</sup>. Tél. : 01-43-13-50-50. De 55 F à 110 F. 21 novembre : La Nuit des rois de William Shakespeare, mise en scène de Hélène Vincent. Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris 4<sup>e</sup>. Tél. : 01-42-74-22-77. 95 F et 140 F. 22 novembre : Pierre Alechinsky Galerie nationale du Jeu de paume, 1, place de la Concorde, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 01-42-60-69-69. De 12 heures à 19 heures : samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures ; mardi jusqu'à 21 h 30. Fermé lundi. 38 F.

CONCERTS

Centre Culturel Calouste Gulbenkian 51, avenue d'Iéna, 75116 Paris Jeudi 19 novembre - 20 h 45 Aleksandar Madzar Premier Prix et Prix Gulbenkian d'interprétation au Concours de Piano Umberto Micheli 1997. Œuvres de J.S. BACH ALBAN BERG F. LISZT PL. TCHAIKOVSKI MAURICE RAVEL Entrée dans la limite des places disponibles

ORCHESTRE DE PARIS Salle Pleyel, 20 h Mercredi 25 Jeudi 26 novembre Frans Brüggen Direction Thomas Zehetmair SCHUMANN - MENDELSSOHN 80 à 280 F. Tél. : 01 45 61 65 89 Tarif jeunes 1 50 F www.orchestredeparis.com

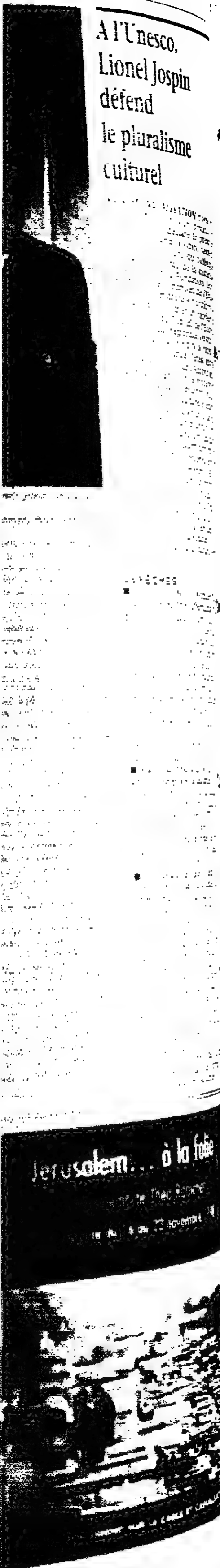
théâtre des champs-élysées orchestre philharmonique de vienne mariss jansons, direction weber ouverture d'oberon Strauss ainsi parlait zarathoustra dvorak symphonie n°8 mercredi 18 novembre, 20h30 Info & location 01 49 52 50 50

GAVEAU Jeudi 19 novembre - 20 h 30 Jeudi 26 novembre - 20 h 30 Jeudi 3 décembre - 20 h 30 INTEGRALE CHOPIN 2<sup>e</sup> Violon par GARRICK OHLSSON Loc. : 01-49-53-05-07 Fournier/Valmalette Prod.

OPERA PARIS Dimanche soir au Palais Garnier Musique de chambre Par les musiciens de l'Orchestre de l'Opéra Ramsco - Beethoven Haendel - Tomasi Bruckner - Janáček 22 novembre - 20h30 Palais Garnier Informations-Reservations 0 836 69 78 68

Auditorium du Louvre mercredi 18 novembre à 20h00 Quatuor St. Lawrence SCHUMANN - J. HAYDN jeudi 19 novembre à 12h30 Benjamin Hochman, piano BACH - BEETHOVEN ZUR - BERG Loc. : 01 40 20 84 00

Publié depuis 10 ans par le Ministère de la culture et de la communication le guide culturel de l'hiver vient de paraître : La saison culturelle, France 1998/1999 676 pages - 60 francs Ce guide présente les programmes des spectacles, festivals et expositions organisés aux quatre coins de la France, d'octobre 1998 à juin 1999. Conçu comme un annuaire, chaque manifestation indique les dates, horaires, adresses, numéros de téléphone et le détail des programmes. Soit plus de 12 000 manifestations. • 440 organismes de spectacles • 200 festivals • 600 musées ou centres d'art contemporain. Regroupées par région, département et ville, ces informations sont également accessibles grâce à quatre index : régions, départements, villes et organismes de spectacles et de festivals. En vente par correspondance, en retournant le bon de commande ci-dessous à : L'OFFICE CENTRAL DE PARTENARIATS 149, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS Je souhaite recevoir ..... exemplaire(s) du guide : La saison culturelle, France 1998-1999 au prix unitaire de 60 francs TTC. Montant total de votre commande : ..... francs Prière de joindre au présent bon de commande votre règlement par chèque bancaire ou postal exclusivement, à l'ordre de L'OFFICE CENTRAL DE PARTENARIATS. Nom : ..... Prénom : ..... Organisme : ..... Adresse (organisme ou privée) : ..... Code postal : ..... Ville : .....





EN VUE

Un industriel grec paie 400 drachmes par nuit (environ 8 francs) un immigré albanais de treize ans pour lui servir d'antivol à l'arrière de sa Mercedes.

Samedi 14 novembre, des jeunes d'un quartier de Strasbourg s'emparent d'un quinquagénaire excédé par le bruit et lui fendent le crâne avec la crosse du fusil dont il vient de se servir pour leur tirer dessus.

Récemment, des rescapés de la chaise électrique, réunis à Chicago, trouvaient les exécutions bien expéditives, car, aux Etats-Unis, un supplicié sur six est innocenté après sa mort.

A Vladivostok, les enseignants ne font plus classe dans les écoles sans chauffage. A Irkoutsk, la justice n'est plus rendue dans les tribunaux, privés d'électricité. La Sibirie redoute un hiver précoce.

Alexei Suvernev, chercheur sibérien, sévèrement les toxicomanes en faisant monter la température de leur corps à 43 degrés Celsius.

La police de Dakar vient d'arrêter un imam qui, officiant à domicile, distribuait de l'héroïne à ses fidèles après la prière du crépuscule.

Cérémonie de perversion !, se sont récriés les marabouts nigériens contre le Festival international de la mode africaine (FIMA), à Tiguilid, en plein désert, où, pour rafraîchir les invités, un fabricant de vodka venait de livrer une gigantesque sculpture de glace qui fondait sous l'action du soleil et se gaspillait dans les sables.

Les mendiants de Bhopal, en Inde, manifestaient récemment pour que le gouvernement retire de la circulation les piécettes qui ne valent plus rien. Dimanche 8 novembre, ceux de Kalknada demandaient aux autorités de refouler leurs collègues étrangers à la ville.

Il y a quatre mille ans, la civilisation de la vallée de l'Indus avait des égouts très bien faits, rappelle Bindeshwar Pathak, qui, pour éduquer les millions d'Indiens qui se soulagent en plein air, vient de créer le Musée international Sulabh des toilettes, dans la banlieue de New Delhi.

La Cour suprême administrative allemande a récemment jugé que les machines à laver pourraient être remboursées aux bénéficiaires de l'aide sociale, à condition que la vitesse d'essorage reste raisonnable.

Dimanche 15 novembre, à Trassano, près de Bologne, en Italie, seize paroliers ont été intoxiqués pendant la messe par des émanations de gaz carbonique : un oiseau avait fait son nid dans la cheminée de l'église.

Christian Colombani

« The Lancet » plaide l'« indulgence modérée » pour le cannabis

Des travaux de chercheurs conduisent l'hebdomadaire britannique à juger cette drogue moins dangereuse que le tabac ou l'alcool. Un comité de la Chambre des lords préconise son usage pour les personnes en fin de vie

« IL SERAIT raisonnable de juger que le cannabis constitue moins une menace pour la santé que l'alcool et le tabac. » Le prestigieux hebdomadaire scientifique The Lancet publie dans sa dernière livraison, datée du 14 novembre, un éditorial qui prône une nouvelle approche du débat sur le statut légal de cette drogue.

A partir d'une étude des professeurs australiens Wayne Hall et Nadia Solowij (université de Nouvelle-Galles du Sud, Sydney) portant sur « les effets indésirables les plus probables du cannabis » et diffusée dans le même numéro, The Lancet rappelle, pour la tempérer, la position qu'il avait prise en novembre 1995 : « le fait de fumer du cannabis n'est pas, même

à long terme, dangereux pour la santé. »

Trois ans plus tard, l'éditorialiste tient à « modérer » ce constat. Il n'en estime pas moins que « le désir de prendre des substances modifiant l'état de conscience est une constante dans les sociétés humaines du monde entier et [que] même la plus draconienne des législations a échoué à anéantir ce désir ».

Admettant la nécessité de définir des « limites socialement acceptables » aux comportements individuels, l'auteur de l'éditorial estime que « les gens ont le droit de savoir quels sont les risques pour eux-mêmes et pour autrui ». Mais « parce que le débat sur l'usage de cannabis provoque des émotions



fortes », il n'existe « pas de consensus sur les informations que les professionnels de santé pourraient

donner à leurs patients qui consomment ou qui pourraient consommer du cannabis ».

Selon les chercheurs australiens, qui reprennent l'ensemble de la littérature scientifique publiée sur la question, les effets secondaires avérés les plus importants liés à un usage « intensif » de cannabis sont les complications respiratoires (bronchites, notamment) et les accidents de la route (un risque qui augmente avec la prise d'alcool). Une consommation « chronique » de cannabis peut en outre être associée, à long terme, à une altération « subtile » des fonctions cognitives (mémoire, attention, compréhension) et à un risque accru de « dépendance ». Les chercheurs précisent

qu'on ignore si ces effets perdurent après une longue période d'abstinence.

Le rôle du cannabis dans la survenue de troubles psychiques, et au premier chef dans la schizophrénie, semble par ailleurs assez rare et se résume à une « accélération » de la maladie chez « des individus vulnérables » ayant des antécédents personnels ou familiaux de psychoses. Enfin, les effets altèrent les fonctions de reproduction chez l'homme sont jugés « incertains » et les preuves scientifiques afférentes « faibles et inconsistantes ».

Au vu des données scientifiques disponibles, l'éditorial conclut qu'« une indulgence modérée à l'égard du cannabis a peu d'effets néfastes sur la santé » et que « les décisions d'interdire ou de légaliser le cannabis devraient être basées sur d'autres considérations ».

Cette prise de position risque fort d'alimenter le débat sur la légalisation du cannabis qui vient d'être relancé au Royaume-Uni. Un rapport émanant d'un comité scientifique de la Chambre des lords, paru mercredi 11 novembre, s'est en effet prononcé en faveur d'une « légalisation partielle » du cannabis à des fins médicales. L'usage « compassionnel » du cannabis chez des patients en fin de vie ou atteints de sclérose en plaques devrait être autorisé, a plaidé le comité, et ce même en l'absence de preuve sur ses vertus thérapeutiques.

Laurence Folléa

DANS LA PRESSE

L'HUMANITÉ

Charles Silvestre

Il n'y a plus une minute à perdre. Non pour éviter les bombardements américains en Irak, suspendus en catastrophe par le président Clinton, mais pour prévenir déjà le prochain épisode. La répétition des braquages de combat et des sauvetages en extrême, ce drôle de « stop and go », peut certes banaliser la stratégie du bord du gouffre, mais on aurait tort de s'y accoutumer. Car, à trop froter le gouffre, il arrive qu'on y tombe.

L'issue est bien dans ce que l'on nomme « l'examen global » de la question irakienne, ce qui suggère un règlement du même ordre. Il

faut un acte d'autant plus fort en direction du peuple irakien - un calendrier de la levée de l'embargo meurtrier - que la fermeté vis-à-vis de son chef restera de mise. Et de cela, c'est au concert des nations d'en décider et non à la seule Maison Blanche.

LCI

Pierre-Luc Séguillon

Il reviendrait donc à l'Europe de tirer profit de cette accalmie provisoire pour prendre une initiative diplomatique en sorte de faire comprendre à Saddam Hussein qu'il ne peut espérer mille complaisances des Occidentaux s'il ne respecte pas ses engagements de désarmement, mais afin de faire comprendre aussi aux Etats-Unis que l'embargo à l'en-

contre de l'Irak doit être levé dès lors que celui-ci se conforme aux demandes de l'ONU. Et si l'Europe, comme à l'accoutumée, fait preuve de timidité diplomatique, il reviendrait à la France, en la circonstance, de jouer les mouches du coche et de démontrer qu'elle a encore une politique étrangère autonome.

EUROPE 1

Alain Duhamel

Les Verts deviennent un parti ambitieux mais restent une formation atypique. Ils évoluent, ils mûrissent, ils acquièrent des fragments de culture de gouvernement, ils apprennent à composer mais ils demeurent ce parti idéaliste, iconoclaste, imaginaire, éternellement adolescent. L'indiscipline a toujours

été la force principale des écologistes. Ils le démontrent de nouveau avec l'affaire des sans-papiers. (...) Ils savent qu'au sein de la majorité plurielle le dialogue est de droit et que les décalages sont gérables. Lionel Jospin disant le dernier mot. Il n'empêche : le premier ministre se serait bien passé de cette divergence-là.

RTL

Michèle Colla

Deux idées clés dominent depuis longtemps l'univers politique de Daniel Cohn-Bendit. Sa haine du communisme d'abord, sa méfiance à l'égard des socialistes ensuite. (...) Avec lui, c'est sûr, la gauche plurielle doit attacher sa ceinture : turbulences en vue.

www.beaujolais.com

De bonnes adresses pour déguster le beaujolais nouveau dans le monde entier



au Courthouse, « le club le plus branché » de Toronto, ou encore au Jockey Club de Hongkong, où ils seront accueillis par des « Beaujolais girls », chargées d'aider à la dégustation. Le maire de Villefranche, « capitale du Beaujolais », sera, pour sa part, l'hôte d'une fête organisée au Palace Hotel de Pékin. En outre, le site propose

un dossier très complet sur les crus du Beaujolais. Chaque appellation (village, brouilly, chénas...) est présentée brièvement et identifiée sur une carte de la région. On apprend aussi qu'il faut servir le beaujolais nouveau à 10°C, et l'accompagner de préférence de carons, de moelle et de pommes de

terre grillées avec des oignons. En attendant le 19 novembre, l'internaute est convié à une dégustation virtuelle du millésime 1998 : « La robe est franche, vive, d'une brillance et d'un éclat supérieurs au millésime 1997, avec des reflets violacés bien présents. »

Par ailleurs, les apprentis œnologues pourront consulter le lexique, pour apprendre, par exemple, que « l'esprit du vin » est « le produit de la fermentation du sucre qui, après l'eau, constitue l'élément liquide quantitativement le plus important ».

Enfin, et peut-être surtout, « Bienvenue en Beaujolais » est aussi une boutique électronique, proposant notamment une sélection de dix crus vendus entre 18 et 23 francs la bouteille. Un jeu d'érudition intitulé « Raymond le Vendangeur » permet de gagner un lot de 72 bouteilles. Le lauréat pourra personnellement vérifier la justesse de la devise de la confrérie des maîtres vigneron de chénas et moulin-à-vent : « A tassée pleine, joie s'enchaîne » !

Stéphane Mandard

SUR LA TOILE

PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

A l'occasion du 80<sup>e</sup> anniversaire de l'armistice du 11 novembre 1918, le Musée de l'histoire allemande de Berlin a ouvert un site Internet consacré à la première guerre mondiale. Il présente ses collections d'œuvres inspirées de cette période, complétées de séquences vidéo. Il s'agit de la première étape dans la mise en place d'une exposition virtuelle qui couvrira l'histoire de l'Allemagne au XX<sup>e</sup> siècle. www.dhm.de/emo

VACHE FOLLE

La Commission européenne a publié sur Internet la nouvelle édition du « vademecum du consommateur » sur l'encéphalopathie spongiforme bovine, dite maladie de la vache « folle ». La Commission rappelle ainsi qu'elle « reste sur le pied de guerre » pour assurer « la plus grande sécurité alimentaire ». europ.eu.int/comm/leg24health/bsafindex-en.html

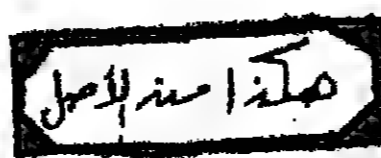
COMMERCE ÉLECTRONIQUE

Le groupe allemand Bertelsmann et l'éditeur italien Mondadori (groupe Berlusconi) ont annoncé la création d'une filiale commune, baptisée Mondo Libri, qui sera notamment chargée de gérer un service de vente de livres sur Internet. - (AP)

Abonnez-vous au Monde. Jusqu'à 360 F d'économie soit 7 semaines de lecture GRATUITE. OUI, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante: 3 MOIS - 562F, 6 MOIS - 1086F, 1 AN - 1980F. Prix de vente au numéro (tarif en France métropolitaine uniquement) F 801 MO 007. Pour tout autre renseignement concernant le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers. Téléphonez au 01-42-17-32-90 de 8 h 30 à 18 heures du lundi au vendredi.

France 3, c'est magique! par Alain Rollat. LE PREMIER numéro d'« On se dit tout », le nouveau magazine hebdomadaire de France 3, qui se propose de répondre aux questions des téléspectateurs sur le fonctionnement et les programmes de la télévision publique, a eu, dimanche, un trait de génie : il a répondu à une question que les téléspectateurs ne se posent pas encore. Et pour cause : cette question renvoyait à une émission qui n'a pas encore été diffusée et qui n'est pas encore programmée. S'agissait-il, au demeurant, d'une vraie question ? Rien n'est moins sûr. Car elle était cousue de fil blanc. Elle était posée par un jeune homme qui se faisait le porte-voix de l'honorable confrérie des illusionnistes professionnels, partis en croisade contre France 3 pour empêcher la diffusion d'une série américaine dévoilant les secrets de fabrication des tours de magie (supplément Télévision-radio-multimédia du Monde daté 11-12 octobre).

LE BAR. VENTES. PARIS 7. PARIS 10. PARIS 11. PARIS 12. PARIS 13. PARIS 14. PARIS 15. PARIS 16. PARIS 17. PARIS 18. PARIS 19. PARIS 20. PARIS 21. PARIS 22. PARIS 23. PARIS 24. PARIS 25. PARIS 26. PARIS 27. PARIS 28. PARIS 29. PARIS 30. PARIS 31. PARIS 32. PARIS 33. PARIS 34. PARIS 35. PARIS 36. PARIS 37. PARIS 38. PARIS 39. PARIS 40. PARIS 41. PARIS 42. PARIS 43. PARIS 44. PARIS 45. PARIS 46. PARIS 47. PARIS 48. PARIS 49. PARIS 50. PARIS 51. PARIS 52. PARIS 53. PARIS 54. PARIS 55. PARIS 56. PARIS 57. PARIS 58. PARIS 59. PARIS 60. PARIS 61. PARIS 62. PARIS 63. PARIS 64. PARIS 65. PARIS 66. PARIS 67. PARIS 68. PARIS 69. PARIS 70. PARIS 71. PARIS 72. PARIS 73. PARIS 74. PARIS 75. PARIS 76. PARIS 77. PARIS 78. PARIS 79. PARIS 80. PARIS 81. PARIS 82. PARIS 83. PARIS 84. PARIS 85. PARIS 86. PARIS 87. PARIS 88. PARIS 89. PARIS 90. PARIS 91. PARIS 92. PARIS 93. PARIS 94. PARIS 95. PARIS 96. PARIS 97. PARIS 98. PARIS 99. PARIS 100.





150

# M M O B

## LE BAROMETRE DE L'IMMOBILIER PAR LES NOTAIRES

Sur l'ensemble des quatre départements, nous constatons une augmentation du volume des ventes d'appartements neufs de +11%, au 2ème trimestre 1998 par rapport à la même période 1997 ainsi répartie :

Paris	- 2,9%
Hauts-de-Seine	+ 6%
Seine-Saint-Denis	+ 26,8%
Val-de-Marne	+ 37,7%

En terme de chiffre d'affaires

Paris	- 1,7%
Hauts-de-Seine	+ 9,8%
Seine-Saint-Denis	+ 36,1%
Val-de-Marne	+ 27,7%

Le marché immobilier neuf ne connaît pas la même augmentation que le marché de l'ancien du 2ème trimestre. Il faut savoir que l'activité sur le neuf en 1997 avait été très forte à Paris et dans les Hauts-de-Seine : nous ne pouvions donc espérer une augmentation importante du volume des ventes par rapport à l'année précédente. Il nous faudra attendre le 2ème semestre 1998 et le 1er semestre 1999 pour ressentir les effets de l'arrêt des dispositions "Périssol" et son remplacement par la Loi "Besson". La Loi "Périssol" a largement porté ses fruits en 1997. L'année 1998 et le 1er semestre 1999 devraient donc constituer une nouvelle année exceptionnelle sur ce segment de marché et ce pour deux raisons objectives :

- \* l'incitation fiscale est favorable
- \* ce dispositif devrait être remplacé prochainement.

Il faut rappeler que nos statistiques sont établies à partir du nombre d'actes authentiques sans prendre en considération les contrats de réservation.

Cependant si nous avons constaté depuis 2 ans un certain décalage dans la progression du volume du neuf sur les départements de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, il semble qu'aujourd'hui que ces départements rattrapent ce retard.

Chambre des Notaires de Paris - Place du Châtelet - Paris 1er - Téléphone : 01.44.82.24.00

Pour plus d'information : www.paris.notaires.fr

**VENTES**

**FONDS DE COMMERCE**

12° LIBRAIRIE-PAPET. PRESSE 100 m², quartier d'avenir, C.A. 3 678 000 F. OFL. 01-45-08-00-16

(95) LIBRAIRIE PRESSE 15 000 personnes autour C.A. 4 635 000 F. Prix exceptionnel : 1 650 000 F. OFL. 01-45-08-00-16

**APPARTÈMENTS**

**PARIS 1<sup>er</sup>**

**SAINT-HONORÉ**  
48 m², lumineux 2 p.  
1 150 000 F - 01-47-20-40-03

**PARIS 3<sup>e</sup>**

MARAI-ARCHIVES STUDIO 29,5 m² rénové, entrée, séj., s.a., cuis, ind., coin repas, parquet, cheminée, calme, 3<sup>e</sup> asc. digl., gardien.  
510 000 F - 01-47-53-83-82

**BASTILLE : 5 PIÈCES**  
174 m² de qualité + service imm. pierre de t. standing  
A.L.M. : 01-53-01-89-01

**PARIS 4<sup>e</sup>**

**ILE SAINT-LOUIS**  
pat. r.d.c. à revok 5 p. 90 m², 3,50 m hsp  
vue s/Seine. 01-43-35-18-36

**RUE DES TOURNELLES**  
2 p. EN DUPLEX  
2 + 3 derniers ét. 695 000 F  
A.L.M. : 01-53-01-89-01

**ÎLE DE LA CITE**  
sur jardin Notre-Dame duplex 105 m² dernier étage plein sud balcon. 01-45-62-04-99

**PARIS 5<sup>e</sup>**

MAUBERT  
Bel imm. p.d.t. gd studio possib. 2 p., bon ét., calme, clair, soleil, ét. élevé, asc. 950 000 F - 01-43-25-87-16

**M<sup>rs</sup> CENSIER 2 P.**  
47 m², ét. élevé, asc. soie.  
01-43-59-14-05

**CARDINAL-LEMOINE**  
Imm. XVIII<sup>e</sup> beau studio charme, bon état, parquet, plein sud, vue dégagée.  
570 000 F - 01-43-25-87-16

**PORT-ROYAL**  
Imm. XVII<sup>e</sup> 2 p. s/cour arborée, caractère, charme, poutres, bon ét., t. calme  
590 000 F - 01-43-25-87-16

**PARIS 6<sup>e</sup>**

Océan/Seine imm. XVII<sup>e</sup> 2 p. tt cit. rue et cour. 35 m², parf. état, calme, charge min.  
01-43-35-18-36

Montparnasse 3 p. + balc. parking, 5<sup>e</sup> asc. 1 950 000 F  
FLEURUS 01-45-44-22-36

**SAINTE-PLACIDE BEAU 5 P.**  
Imm. p.d.t. 2 950 000 F  
FLEURUS 01-45-44-22-36

Montparnasse p.d.t. gd séj. 7 p., gde cuis., 3 balcs, 3 wc, 227 m² + serv. rra. 01-43-35-18-36

**PARIS 7<sup>e</sup>**

CHAISE/GRENELLE sup. imm. 45 p. 99 m², 2<sup>e</sup> ét. LITRE 01-45-44-44-45

**PARIS 8<sup>e</sup>**

**BD SAINT-GERMAIN GRAND 5 PIÈCES**  
A.L.M. : 01-53-01-89-01

● ENCHÈRE ●  
18-22, rue de Berni

4 studios libres de 40 à 62 m² (5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> ét.), chacun avec 2 caves + parking. Mises à prix : de 430 000 F à 700 000 F.

2 p. 72 m² libre, 7<sup>e</sup> ét. + 2 caves et parking. Mise à prix : 850 000 F.

Studio 42 m², 4<sup>e</sup> ét. + 2 caves et parking. Loué 63 480 F/an. Mise à prix : 450 000 F.

Visites 17/11 et 5/12 : 11 heures à 13 heures, 26/11 : 15 heures à 17 heures.

**PARIS 10<sup>e</sup>**

M<sup>rs</sup> LOUIS-BLANC apt d'exception style loft. 180 m² (possib. 200 m², cit. et calme. Px justifié. Tél. : 01-47-00-77-27

PR. CANAL ST-MARTIN 78 m² style loft gd liv. 1 chbre (possib. 2), lumineux, calme 1 480 000 F - 01-47-00-77-27

**RÉPUBLIQUE : 5 P. À RÉNOVER 2<sup>e</sup> ÉT.**  
A.L.M. : 01-53-01-89-01

**PARIS 11<sup>e</sup>**

53 av. PARMENTIER Entièrement refaites srue et sjardin

**STUDIOS 34 et 35 M<sup>2</sup>.**  
465 000 F à 530 000 F  
**2 PCES 52 à 55 M<sup>2</sup>**  
720 000 F à 780 000 F  
01-48-06-22-96

**PARIS 12<sup>e</sup>**

DAUMESNIL PROX. BOIS LES TROIS DERNIERS CINQ-PIÈCES  
Expo sud/est/ouest - 98 m² px : 1 405 000 F - 107 m² px : 1 435 000 F - 113 m² px : 1 745 000 F

**SEFIMEG**  
34, r. Claude-Decaen 01-43-43-89-68

DAUMESNIL 2 P. - 47 m² 840 000 F parfait état part. face Viaduc des Arts visite samedi-dimanche.  
02-40-47-43-72/06-12-25-37-07

**BD DE PICPUS**  
2 p. libres et occupés à partir de 11 000 F le m²

**IDEAL INVESTISSEMENT OU PIED-à-TERRÉ**  
Imm. ancien ravalé, gardienne, digicode. AD VALOREM 01-49-28-05-94

**PARIS 13<sup>e</sup>**

MAISON DE POUPEE 13<sup>e</sup> Impeccable 2 p. de charme 780 000 F - 01-45-87-09-09

**GOBELINS**  
dans imm. 1900, 2 p., 39 m² en très bon état. Vue dégagée : 700 000 F. AD VALOREM - 01-56-59-77-77

**PARIS 14<sup>e</sup>**

M<sup>rs</sup> ALESIA Résid. dans cadre privilégié, 5<sup>e</sup>, clair, calme, séj. 27 m², gde cuis., 3 chbres, bains, s. d'eau. 2 600 000 F - 01-45-39-13-13

DENFERT/Observatoire Lot de gde qualité 167 m² LITRE - 01-45-44-44-45

DENFERT-R., 3 p., 70 m², entre Daguerre et Mairie, très calme, clair, 4<sup>e</sup> ét. asc., parquet, charges min., RER, 3 mét., 4 bus. 01-45-45-72-99

**PARIS 15<sup>e</sup>**

M<sup>rs</sup> Lourel récent dernier ét. 5 p. tt cit. 115 m² + terrasse 147 m² - 2 park. + studette Pte Versailles réo. dem. ét. séj., 3 chbres, 10 m² sjard. parking obs. 01-43-35-18-36

**PARIS 16<sup>e</sup>**

● ENCHÈRE ●  
NOTAIRE - 01-44-70-94-94 125, avenue Victor-Hugo, local d'habitation 47 m². Mise à prix : 350 000 F. Visites 17/11 et 5/12 : 15 heures à 17 heures, 26/11 : 10 heures à 12 heures.

● ENCHÈRE ●  
NOTAIRE - 01-42-66-30-21 48-50, av. du Roule Neuilly (92), park. s/col. Mise à prix : 105 000 F. Visite 25-11 : 15 h à 17 h

● ENCHÈRE ●  
NOTAIRE - 01-44-70-94-94 Paris 8<sup>e</sup>, 18-22, rue Berni - 2 park. (dont 1 dble) Mise à prix : 60 000 F chacun - 3 park. Mise à prix : 50 000 F chacun. Visites 17-11 et 5-12 : 11 h à 13 h ; 26-11 : 15 h à 17 h

● ENCHÈRE ●  
NOTAIRE - 01-44-70-94-94 Paris 8<sup>e</sup>, 18-22, rue Berni - 2 park. (dont 1 dble) Mise à prix : 60 000 F chacun - 3 park. Mise à prix : 50 000 F chacun. Visites 17-11 et 5-12 : 11 h à 13 h ; 26-11 : 15 h à 17 h

● ENCHÈRE ●  
NOTAIRE - 01-44-70-94-94 Paris 8<sup>e</sup>, 18-22, rue Berni - 2 park. (dont 1 dble) Mise à prix : 60 000 F chacun - 3 park. Mise à prix : 50 000 F chacun. Visites 17-11 et 5-12 : 11 h à 13 h ; 26-11 : 15 h à 17 h

● ENCHÈRE ●  
NOTAIRE - 01-44-70-94-94 Paris 8<sup>e</sup>, 18-22, rue Berni - 2 park. (dont 1 dble) Mise à prix : 60 000 F chacun - 3 park. Mise à prix : 50 000 F chacun. Visites 17-11 et 5-12 : 11 h à 13 h ; 26-11 : 15 h à 17 h

● ENCHÈRE ●  
NOTAIRE - 01-44-70-94-94 Paris 8<sup>e</sup>, 18-22, rue Berni - 2 park. (dont 1 dble) Mise à prix : 60 000 F chacun - 3 park. Mise à prix : 50 000 F chacun. Visites 17-11 et 5-12 : 11 h à 13 h ; 26-11 : 15 h à 17 h

● ENCHÈRE ●  
NOTAIRE - 01-44-70-94-94 Paris 8<sup>e</sup>, 18-22, rue Berni - 2 park. (dont 1 dble) Mise à prix : 60 000 F chacun - 3 park. Mise à prix : 50 000 F chacun. Visites 17-11 et 5-12 : 11 h à 13 h ; 26-11 : 15 h à 17 h

● ENCHÈRE ●  
NOTAIRE - 01-44-70-94-94 Paris 8<sup>e</sup>, 18-22, rue Berni - 2 park. (dont 1 dble) Mise à prix : 60 000 F chacun - 3 park. Mise à prix : 50 000 F chacun. Visites 17-11 et 5-12 : 11 h à 13 h ; 26-11 : 15 h à 17 h

● ENCHÈRE ●  
NOTAIRE - 01-44-70-94-94 Paris 8<sup>e</sup>, 18-22, rue Berni - 2 park. (dont 1 dble) Mise à prix : 60 000 F chacun - 3 park. Mise à prix : 50 000 F chacun. Visites 17-11 et 5-12 : 11 h à 13 h ; 26-11 : 15 h à 17 h

● ENCHÈRE ●  
NOTAIRE - 01-44-70-94-94 Paris 8<sup>e</sup>, 18-22, rue Berni - 2 park. (dont 1 dble) Mise à prix : 60 000 F chacun - 3 park. Mise à prix : 50 000 F chacun. Visites 17-11 et 5-12 : 11 h à 13 h ; 26-11 : 15 h à 17 h

● ENCHÈRE ●  
NOTAIRE - 01-44-70-94-94 Paris 8<sup>e</sup>, 18-22, rue Berni - 2 park. (dont 1 dble) Mise à prix : 60 000 F chacun - 3 park. Mise à prix : 50 000 F chacun. Visites 17-11 et 5-12 : 11 h à 13 h ; 26-11 : 15 h à 17 h

**MAISONS PARIS**

13<sup>e</sup> MAISON 130 M<sup>2</sup> L.v. + 4 chbres, verdure. 2 950 000 F - 01-45-46-26-25

PARIS 20<sup>e</sup> maison-atelier atypique, 215 m², 5 chbres 2 terrasses, garage, sous-sol. 2 800 000 F LP : 01-48-83-32-88

**REG. PARISIENNE**

10<sup>e</sup> PARIS OUEST très belle maison bourgeoise XIX<sup>e</sup>, 300 m² hab., 900 m² de parc, 6 chbres, 7 cheminées, parfait état. 2 500 000 F - LP. 01-48-83-32-88

Bois-Colombes. Pav. séj. obs, 3 chbrs, wc, gar. 890 000 F - 01-48-76-36-71

**VIAGERS**

5<sup>e</sup> RUE PASCAL F1 libre, 120 000 F + 1 450 F/mois. 01-42-54-64

**PARKINGS**

IDEAL INVESTISSEUR PARKINGS COUVERTS M<sup>rs</sup> BONNE-NOUVELLE Prix : 95 000 F + F.A. + trav. : 95 000 F, déductibles des revenus 98. Rendement 8,50 % Tél. : 01-53-45-54-30

URG. Famille rech. appart. ét. élevé, env. 210 m² 8 p., 6 chbr, duplex poss. 8<sup>e</sup> Haussmann ou 10<sup>e</sup> Trocadéro. Prix max. 5 500 000 F. Tél. : 01-40-75-03-40

INTER PROJETS recherche sur Paris et est parisien volumes atypiques à vendre ou à louer. Tél. : 01-42-83-46-46

IMMO INTERNATIONAL RECH. CHATEAUX Maisons, ptes, villas pour sa clientèle acheteurs. Tél. : 05-34-40-70-00

**ACHATS**

RECH. 100 A 120 M<sup>2</sup>, Paris préf. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>. 01-48-73-49-07 même soir.

URG. Famille rech. appart. ét. élevé, env. 210 m² 8 p., 6 chbr, duplex poss. 8<sup>e</sup> Haussmann ou 10<sup>e</sup> Trocadéro. Prix max. 5 500 000 F. Tél. : 01-40-75-03-40

URG. Famille rech. appart. ét. élevé, env. 210 m² 8 p., 6 chbr, duplex poss. 8<sup>e</sup> Haussmann ou 10<sup>e</sup> Trocadéro. Prix max. 5 500 000 F. Tél. : 01-40-75-03-40

URG. Famille rech. appart. ét. élevé, env. 210 m² 8 p., 6 chbr, duplex poss. 8<sup>e</sup> Haussmann ou 10<sup>e</sup> Trocadéro. Prix max. 5 500 000 F. Tél. : 01-40-75-03-40

URG. Famille rech. appart. ét. élevé, env. 210 m² 8 p., 6 chbr, duplex poss. 8<sup>e</sup> Haussmann ou 10<sup>e</sup> Trocadéro. Prix max. 5 500 000 F. Tél. : 01-40-75-03-40

URG. Famille rech. appart. ét. élevé, env. 210 m² 8 p., 6 chbr, duplex poss. 8<sup>e</sup> Haussmann ou 10<sup>e</sup> Trocadéro. Prix max. 5 500 000 F. Tél. : 01-40-75-03-40

URG. Famille rech. appart. ét. élevé, env. 210 m² 8 p., 6 chbr, duplex poss. 8<sup>e</sup> Haussmann ou 10<sup>e</sup> Trocadéro. Prix max. 5 500 000 F. Tél. : 01-40-75-03-40

URG. Famille rech. appart. ét. élevé, env. 210 m² 8 p., 6 chbr, duplex poss. 8<sup>e</sup> Haussmann ou 10<sup>e</sup> Trocadéro. Prix max. 5 500 000 F. Tél. : 01-40-75-03-40

URG. Famille rech. appart. ét. élevé, env. 210 m² 8 p., 6 chbr, duplex poss. 8<sup>e</sup> Haussmann ou 10<sup>e</sup> Trocadéro. Prix max. 5 500 000 F. Tél. : 01-40-75-03-40

**PROPRIETES**

(92) Très belle propriété Napoléon III, 400 m² + dépendances, parc 5 500 m², 4 km Paris, calme, résidentiel. 01-43-59-12-95

**HÔTELS PARTICULIERS**

**AMPÈRE 17<sup>e</sup>**  
Idéal pour vente par lots 750 m² dont une maison Tél. : 01-44-13-98-18

**LOCATIONS**

**LOCAUX COMMERCIAUX**  
Graphiste indépendant souhaite partager son local avec un autre graphiste Paris 14<sup>e</sup>. Bureau refait neuf, r.d.c., près parc Montsouris, proximité Poste, (50 m² à partager, comprenant petite cuisine et toilettes.) Loyer : 2 600 F Tél. : 01-45-65-16-00

**FRANCE LOCATIONS**

01 49 03 43 40

M<sup>rs</sup> GAMBETTA, 20<sup>e</sup> F4 73 m², 3 chbres, s. de ba. Refait à neuf, balc. 9 m², cave, park. 6 823 F ch. compr. Hon. : 3 837 F

M<sup>rs</sup> GAMBETTA, 20<sup>e</sup> R. Villiers-de-l'Isle-Adam Dans résidence calme 3 p. 69 m², 1<sup>er</sup> ét. asc. Cave, park. inclus, 5 697 F ch. compr. Hon. : 3 488 F

M<sup>rs</sup> CHARONNE, 1<sup>er</sup> Rue Carrière-Maignet Résidence calme F4 77 m², park., cave 6 413 F c.c. Hon. : 3 788 F

**OFFRES MEUBLÉS**

VENISE, 100 m de ST-MARC Loux apt, sem., 4, 6 pers., conf., calme, vue, charme, 80 m², 2 salles d'eau. 5 950 F c.c. Tél. : 04-93-84-84-72

Particulier à particulier recherche à louer Versailles quartier Porchefontaine ou à Viroflay 1 séj. double, 1 cuis., 2 s.d.b., 3 ch., box Tél. : 01-30-52-62-10

**BUREAUX**

**BD HAUSSMANN**  
280 m² refait neuf 10 bureaux + parking Tél. : 01-44-13-98-18

**BD DE CHARONNE, 11<sup>e</sup>**  
Imm. indép. 3 000 m² Entièrement réstructuré Livraison mi-1999 Alban Cooper 01-44-13-98-18

**AV. CH. DE GAULLE/NEUILLY**  
983 m² sur 1 plateau Grand standing, climatisation Alban Cooper 01-44-13-98-18

**APPARTÈMENTS**

**OFFRES VIDE**  
Imm. neuf jamais habité 17<sup>e</sup>, 91, av. de Clichy. S/place mardi 11 h à 13 h - 3 p. 71 m², 6 040 F + ch. - 3 p. 67 m² + balc. 6 210 F + ch. - Duplex 77 m² en terrasse. Dernier étage 8 400 F + ch. 01-45-04-41-00

EXELMANS. Bel imm. P.d.t., 2-3 p., dble-séj. + 1 chbre Ref. n° Parquet, Pl. Ouest Calme, clair, 4<sup>e</sup> ét. asc. 5 425 F ch. compr. 01-43-25-97-18

MONTROUGE, près mairie 3 p. 4<sup>e</sup> ét. 75 m², chf. élect. 5 727 F c.c. 01-40-47-62-38

**Pour vos annonces dans L'EMPLOI**

Tél. : 01-42-17-39-33  
Fax : 01-42-17-39-25

**Le Spécialiste du Financement Immobilier**

Parmi

- Les taux les plus bas du marché
- Accord spécial fonctionnaire
- Défiscalisation PERISSOL (Nombreux produits)
- Rachat de Crédit (Economie jusqu'à 35% de la mensualité)

27, avenue de Tourville - 75007 PARIS  
01 53 59 50 50

**ACHATS**

RECH. 100 A 120 M<sup>2</sup>, Paris préf. 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, 7<sup>e</sup>, 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>. 01-48-73-49-07 même soir.

URG. Famille rech. appart. ét. élevé, env. 210 m² 8 p., 6 chbr, duplex poss. 8<sup>e</sup> Haussmann ou 10<sup>e</sup> Trocadéro. Prix max. 5 500 000 F. Tél. : 01-40-75-03-40

URG. Famille rech. appart. ét. élevé, env. 210 m² 8 p., 6 chbr, duplex poss. 8<sup>e</sup> Haussmann ou 10<sup>e</sup> Trocadéro. Prix max. 5 500 000 F. Tél. : 01-40-75-03-40

URG. Famille rech. appart. ét. élevé, env. 210 m² 8 p., 6 chbr, duplex poss. 8<sup>e</sup> Haussmann ou 10<sup>e</sup> Trocadéro. Prix max. 5 500 000 F. Tél. : 01-40-75-03-40

URG. Famille rech. appart. ét. élevé, env. 210 m² 8 p., 6 chbr, duplex poss. 8<sup>e</sup> Haussmann ou 10<sup>e</sup> Trocadéro. Prix max. 5 500 000 F. Tél. : 01-40-75-03-40

**FRANCE LOCATIONS**

01 49 03 43 40

M<sup>rs</sup> GAMBETTA, 20<sup>e</sup> F4 73 m², 3 chbres, s. de ba. Refait à neuf, balc. 9 m², cave, park. 6 823 F ch. compr. Hon. : 3 837 F

M<sup>rs</sup> GAMBETTA, 20<sup>e</sup> R. Villiers-de-l'Isle-Adam Dans résidence calme 3 p. 69 m², 1<sup>er</sup> ét. asc. Cave, park. inclus, 5 697 F ch. compr. Hon. : 3 488 F

M<sup>rs</sup> CHARONNE, 1<sup>er</sup> Rue Carrière-Maignet Résidence calme F4 77 m², park., cave 6 413 F c.c. Hon. : 3 788 F

**OFFRES MEUBLÉS**

VENISE, 100 m de ST-MARC Loux apt, sem., 4, 6 pers., conf., calme, vue, charme, 80 m², 2 salles d'eau. 5 950 F c.c. Tél. : 04-93-84-84-72

Particulier à particulier recherche à louer Versailles quartier Porchefontaine ou à Viroflay 1 séj. double, 1 cuis., 2 s.d.b., 3 ch., box Tél. : 01-30-52-62-10

**BUREAUX**

**BD HAUSSMANN**  
280 m² refait neuf 10 bureaux + parking Tél. : 01-44-13-98-18

**BD DE CHARONNE, 11<sup>e</sup>**  
Imm. indép. 3 000 m² Entièrement réstructuré Livraison mi-1999 Alban Cooper 01-44-13-98-18

**AV. CH. DE GAULLE/NEUILLY**  
983 m² sur 1 plateau Grand standing, climatisation Alban Cooper 01-44-13-98-18

**APPARTÈMENTS**

**OFFRES VIDE**  
Imm. neuf jamais habité 17<sup>e</sup>, 91, av. de Clichy. S/place mardi 11 h à 13 h - 3 p. 71



# IMMOBILIER

## NEUF ET RÉSIDENTIEL

### PARIS


#### 9<sup>e</sup> arrondissement

**1-3, rue du Delta 75009 PARIS**  
M<sup>e</sup> Auzan

Réalisation : RIVP  
Tél. 01 40 51 27 54 ou 01 40 51 27 54  
4, Place Saint-Thomas d'Aquin, 75341 Paris Cedex 07

La RIVP réalise la transformation d'un immeuble industriel datant de 1930 en quatre "tours" résidentiels d'un très bel éclairage grâce aux grandes verrières (catalanes) neuves avec double-étage ; chauffage collectif gaz. Surfaces disponibles, en duplex ou triplex, à partir de 50 m<sup>2</sup>, certaines avec terrasse. Veste hall d'entrée de caractère. Une maison individuelle avec cour privative à l'arrière de la parcelle. Métro Austerlitz. Livraison début septembre 1999.  
A partir de 13 000 F/m<sup>2</sup>  
Frais de notaire révisés.

Renseignements et observations : 01 40 51 27 54



#### 10<sup>e</sup> arrondissement


**"Le Saint Louis"**  
21, rue de la Chapelle aux Herbes, 75010 Paris

Réalisation : STIM BATIR  
Groupe Bouygues Immobilier, 150, rue de la Renne 92513 Boulogne cedex  
Tél. 01 55 26 25 38  
Internet : <http://www.stimbatis.com>

LIVRAISON IMMÉDIATE. IDÉAL DÉFISCALISATION PÉRISSOL.

STIM BATIR vous propose à quelques pas du Canal St-Martin et de l'Hôpital Saint-Louis une résidence de standing, proche de tous commerces. Prestations de qualité. Label Qualité et confort électrique. Frais de notaire offerts.

Studio et 2 pièces disponibles, téléphones dès maintenant au 01 55 26 25 38



#### Le S-Martin 75010 PARIS


**Le S-Martin**  
125, rue de Flandre S-Martin 75010 PARIS

Réalisation : FINANCIERE RIVE GAUCHE  
104, bd du Montparnasse 75014 Paris  
Commercialisation : TEL. 06 14 86 85 13 Fax 01 47 59 95 92

IMMEUBLE NEUF PROCHE GARE DE L'EST. VUES DÉGAGÉES

Métro, RER, marché, jardin public, écoles, poste...  
24 appartements : studio, 2 pièces, 3/4 pièces de 530 000 F à 1 600 000 F + parking

DÉFISCALISATION PÉRISSOL.



#### 11<sup>e</sup> arrondissement


**11/15A, rue Godofroy Cavaignac 75011 Paris**

Réalisation et commercialisation : SEFIMA  
L'immobilier depuis 1960  
4942, avenue Raymond Poincaré 75116 PARIS  
Tél. 01 55 73 00 10 (de lundi au vendredi)

LANCEMENT DÉFISCALISATION "PÉRISSOL"  
Du studio au 5 pièces, 20 400 F le m<sup>2</sup> moyen hors parking.

Entre le métro Voltaire et le métro Plateau dans un quartier protégé, une résidence de caractère sur jardins intérieurs. Une ambiance de village à 2 pas de l'animation de la place Léon Blum, de ses commerces, ses écoles et lycées.

Bureau de Vente sur place : 11/15A, rue Godofroy Cavaignac 75011 Paris ouvert tous les jours de 14h à 19h, sauf mardi et mercredi.  
Tél. 01 43 73 40 64




#### 16<sup>e</sup> arrondissement

**Les Jardins de la Fontaine**  
55, rue de la Fontaine 75016 PARIS  
Entre Auteuil et Passy

Réalisation : COPRIM  
Commercialisation : GEFIC  
Tél. bureau de vente 01 46 50 12 10

AU CŒUR DU 16<sup>ÈME</sup> - DU STUDIO AU 5 PIÈCES DU PIED À TERRE AU GRANDS APPARTEMENTS

Découvrez le charme d'un jardin secret agrémenté d'une piscine (baignade de nuit et de jour et d'été), des appartements haut de gamme prolongés de vastes balcons. Livrés 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> trimestre 99. Réalisation de standing et prestations de qualité, parquets chêne, marbre dans salle de bains, portes intérieures en boiseries, vitraux et portes palières blanches. Réalisation COPRIM. Commercialisation GEFIC. Bureau de vente ouvert sur place de lundi au vendredi de 14h à 19h, le samedi de 10h30 à 12h30 et de 14h à 19h.  
Tél. 01 46 50 12 10



#### 19<sup>e</sup> arrondissement


**Les Allées**  
Buissonnières  
Parc des écrivains  
rue Adolphe Millé - 75019 Paris  
NOUVEAU PROGRAMME

Réalisation : SOFERIM  
Commercialisation : ASTIAM CONSEIL  
9, rue Vignon 75008 Paris  
Tél. 01 47 42 13 12

A 200 m du métro Porte de Pantin

Face à 55 ha de Parc au bord de l'eau, à l'entrée de la Cité de la Musique, 2 immeubles de charme aux prestations luxueuses : parquets, chauffage gaz, terrasses et balcons. GAZ ET QUALITE. De studio au 6 pièces. 30 appartements disponibles.  
A partir de 17 500 F le m<sup>2</sup> hors parking.

Autorisation Préfectorale  
Bureau de vente sur place ouvert : lundi, jeudi, vendredi et dimanche de 14h à 19h et samedi de 10h à 13h et de 14h30 à 19h.  
Rue Adolphe Millé, 75019 Paris. Tél. 01 42 46 37 29.



### 20<sup>e</sup> arrondissement

**Les Lauréades**  
135-137, bd Drouot 75020 Paris


Réalisation : SCI DAVOUT  
4, Embourg Saint-Honoré 75006 Paris  
Commercialisation : TEL. 01 47 42 85 95

DÉFISCALISATION PÉRISSOL 1998. FINANCEMENT PERSONNALISÉ.

Spécial Investisseur. Réduisez vos impôts en investissant à Paris dans le Top des résidences pour étudiants.  
Accès Métro Porte de Vincennes, Porte de Montmartre ou Montparnasse.

Studio à partir de 349 000 F.  
Défiscalisation Périod.

Commercialisation : tél. 01 47 42 85 95



### RÉGION PARISIENNE

#### 78 Carrières-sur-Seine

**Résidence "La Vallière"**  
45449, route de Cluses 78 Carrières-sur-Seine

Réalisation : Groupe FRANIM  
Tél. 01 47 39 48 09

LIVRAISON IMMÉDIATE. SUPERBES APPARTEMENTS de 2 F ou 4 F. Maisons de ville à 3 pièces, à partir de 13 500 F/m<sup>2</sup>.

Constructions traditionnelles - prestations de qualité exceptionnelle. Calme total dans un cadre de verdure au bord de Seine.  
6 km de La Défense - Labels QUALITE et PROMOTEUR PAS et profit à tout 0%

APPARTEMENT MODÈLE sur place, de jeudi au lundi de 15h à 19h (sauf jours non ouvrés)  
Tél. 01 39 57 24 10



#### 92 Courbevoie

**Résidence Kléber**  
92 Courbevoie


NOUVELLE RÉALISATION

Bureau d'information et de vente : 257, rue Lavoisier 75015 Paris  
Tél. 01 53 98 70 78

En devenant propriétaire de la résidence Kléber à Courbevoie :

Consommez-vous un patrimoine de qualité. Économisez immédiatement la TVA. Avez-vous une résidence sans de fortes charges sans sous de parking. Profitez d'imprévables économies d'impôts.

Pour recevoir votre étude financière personnalisée contactez Pierre & Vacances au 01 53 98 70 78



#### 92 Neuilly-sur-Seine


**La Villa de la Roseraie**  
17/23, boulevard Georges Seurat Ile de la Jatte - 92 Neuilly 92 Neuilly-sur-Seine

Réalisation : SOFRACIM  
Tél. 01 46 24 01 00

NOUVEAU ILE DE LA JATTE

Une petite résidence de 26 appartements de grande qualité avec un exceptionnel jardin intérieur paysager. Grands appartements très clairs.

Bureau de Vente sur place : 17/23, boulevard Georges Seurat - Ile de la Jatte - 92 Neuilly ouvert tous les jours de 14h à 19h.  
Tél. 01 46 24 01 00



#### 92 Saint-Cloud


**Villa Bouspartie**  
92 Saint-Cloud

Réalisation : STIM BATIR  
Groupe Bouygues Immobilier, 150, rue de la Renne 92513 Boulogne Cedex  
Tél. Amz : 0.891.152.176  
Internet : <http://www.stimbatis.com>

STIM BATIR vous propose une nouvelle résidence de standing à deux pas du parc de Saint-Cloud : de studio au 5 pièces, avec prestations de qualité qui vous assureront un parfait confort de vie.

Prix de lancement

Pour toute renseignements appelez dès maintenant au n<sup>o</sup> Amz 0.891.152.176



**NEUF ET RÉSIDENTIEL  
POUR ACHETER, INVESTIR...  
RENSEIGNEMENT : 01 42 17 39 45**

**IMMO NEUF**

**Le mensuel qui vous aide à acheter dans le neuf. Chez votre marchand de journaux.**

**FILMS DE LA SOIRÉE**

**GUIDE TÉLÉVISION**

**FILMS DU JOUR**

**GUIDE TÉLÉVISION**

مكتبة من الكتب



LUNDI 16 NOVEMBRE

FILMS DE LA SOIRÉE

- 17.40 Voici le temps des assassins... 18.50 Un patrouilleur sur l'épave... 20.40 Mort d'un poète... 21.00 Quelle heure est-il ?

NOTRE CHOIX

PROGRAMMES

20.45 Mezzo La Vie de Berlioz Dans les années 80, la mode était aux séries de prestige...

TÉLÉVISION

- TF1 18.30 Excluser... 20.00 Journal... 20.45 Météo... 22.45 Y a pas photo !

ARTE

- 19.00 Nature... 19.45 Météo, Arte Info... 20.15 Reportage... 20.45 Fraîche et chocolat

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

- 18.30 Nulle part ailleurs... 19.10 Le Rendez-vous... 20.00 Evoyés spécial... 20.20 20h Paris Première

SPORTS EN DIRECT

- 20.40 Opération survie... 21.00 Ceux qui se souviennent... 21.15 Au nom des animaux... 21.40 Les Dangers de la mer

VARIÉTÉS

- 22.40 Un petit peu d'exercice... 23.45 Rockpalast 78... 0.40 Jazz 6... 20.30 Souvenir

PROGRAMMES

2.00 France 3 Maxwell, le naufrage d'un nabab Député travailliste, empereur des médias...

TÉLÉVISION

- 18.20 Questions pour un champion... 18.50 Un livre, un jour... 18.52 L'Euro, mode d'emploi... 20.05 Le Kado... 20.35 Tout le sport

RADIO

- FRANCE-CULTURE 20.30 Agora... 21.00 Le Grand Débat... 22.10 Fiction... 23.00 Nuits magnétiques

FILMS DU JOUR

- 13.10 Little Buddha... 14.00 Guantánamera... 14.40 C'est pas une vie, Jerry... 15.40 Fort Saganne... 18.05 Smoking

NOTRE CHOIX

14.40 La Cinquième La Cinquième rencontre... Superphénix, chronique d'une mort annoncée

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

- TF1 13.55 Les Feux de l'Amour... 14.45 Arabesque... 16.35 Sunset Beach... 17.35 Beverly Hills... 18.30 Excluser

LA CINQUIÈME/ARTE

- 13.40 Les Sectes, mensonges et idéaux... 14.35 La Cinquième rencontre... 16.00 Modes de vie, modes d'emploi... 17.00 Cellulo... 17.30 100 % question

GUIDE TÉLÉVISION

MAGAZINES

- 10.50 Droit d'auteurs... 15.15 Strip-tease... 17.00 Les Dossiers de l'Histoire... 17.05 Les Lumières du music-hall... 18.30 Nulle part ailleurs

SPORTS EN DIRECT

- 19.50 Arctique... 20.05 Mon ami Fred... 20.15 Le Business des épaves... 20.20 Les Dangers de la mer... 20.35 Des filles comme nous

VARIÉTÉS

- 22.30 Le Porteur de cerceaux... 0.05 Voici le temps des assassins... 1.10 Dead Man... 1.15 La Ville abandonnée... 2.35 Talons aiguilles

PROGRAMMES

14.40 La Cinquième La Cinquième rencontre... Superphénix, chronique d'une mort annoncée

TÉLÉVISION

- TF1 13.55 Les Feux de l'Amour... 14.45 Arabesque... 16.35 Sunset Beach... 17.35 Beverly Hills... 18.30 Excluser

RADIO

- FRANCE-CULTURE 19.45 Les Enjeux internationaux... 20.02 Les Chemins de la musique... 20.30 Agora... 21.00 Les Nuits magnétiques

DOCUMENTAIRES

- 17.55 Chasseurs de baleines... 18.00 Trente ans d'Histoire... 18.05 Georges Becker ou la passion des championnes... 18.25 Les Démon de la mer... 18.30 Pantalain, un marais en danger

MUSIQUE

- 18.00 Jazz à Antibes 1990... 19.10 Jérusalem, à la folie... 19.30 Patrick Dupond

TÉLÉFILMS

- 18.30 Les Maîtres du pain... 21.25 L'Homme de la maison... 22.40 Silhouette... 23.05 Rage

PROGRAMMES

17.00 Drôles de dames... 17.20 Hartley, cœur à vie... 18.00 Highlander... 19.20 Equalizer... 20.40 Murder One

TÉLÉVISION

- En clair jusqu'à 13.35... 13.35 Turbulences à 30 000 pieds... 15.15 Femmes en prison... 16.40 L'Enfer blanc... 18.30 Nulle part ailleurs

RADIO

- FRANCE-CULTURE 18.30 Le Magazine... 19.15 Les Soirées... 20.40 Wilhelm Friedemann Bach... 22.30 Le Porteur de cerceaux

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et de la télévision...

Dominique Gallois



## Un contemporain

par Pierre Georges

ELECTIONS, piège à clichés ! Enfin, il est revenu. Et le charme opère comme d'un acteur qui se serait fait trop rare. Dany le Rouge, le Vert, ou tout ce que l'on voudra dans l'avalanche comode des qualificatifs de convention, Daniel Cohn-Bendit est de retour. Et d'entrée, ce retour s'annonce explosif, de nature à dynamiser le conventionnel rite politique du pays.

Mais qu'a donc ce type que cachent si bien les autres ? Du bagout, de la malice, de la vivacité d'esprit, de l'intelligence à revendre dans la prodigieuse effervescence d'un esprit touche-à-tout ? Peut-être bien en effet. Une présence aussi, celle de l'acteur souvent, du camelot aussi, d'un comédien du siècle, totalement dans son siècle.

Daniel Cohn-Bendit est de retour. Et voici un fait qui nous arrange drôlement pour enfin mettre un terme aux tourments familiaux. Notre mémoire générationnelle commençait sérieusement à prendre de la gîte, moquée par une progéniture ingrate et lassée, à juste titre, des rhumatismes soixante-huitards. On avait beau dire, beau faire, les célébrations anniversaires récentes l'ont montré, nous n'arrivions plus à justifier un passé, une pseudo-révolution, notre jeunesse. C'est cela papy, va yoyoter dans le bac à Gay-Lussac ! Et mets une laine !

Pour toutes les moqueries, pour toutes les avances subies, ne laissant d'autre choix qu'entre le reniement, le cynisme, la course au pouvoir ou le gâtisme babacool, il fallait bien qu'un jour somme l'heure de la revanche. Qu'enfin vienne le moment où, si l'on voulait bien admettre s'être trompé sur tout, avec constance, du moins que justice soit faite.

Cette réhabilitation-là est en marche : en tout cas, on ne s'était pas trompé sur un personnage !

Daniel Cohn-Bendit est vivant ! *Alive*, dirait-on, en rigolant doucement. Et il l'est tellement qu'on imagine volontiers, à l'avoir vu dimanche soir, sur TF 1, crever l'écran gris fin de siècle de nos télévisuels, que plus un politique, un peu expert, un peu sensé, ne devrait raisonnablement avoir un poil de sec. Surtout à gauche.

Rouge, il fut. Vert, il débarque. Comme neuf ! Tout autre et le même.

Capable de conjuguer le passé au futur. C'est une force, cela : avoir pris de la bouteille et, en même temps, pas une ride dans la tête. En observant le numéro télévisuel, - car c'en fut un aussi, avec les cabotinages, embrassons-nous Verteville, de la bête écologiste à deux têtes, Dany et Dominique -, en les regardant, un peu comme au spectacle, on a cherché à comprendre ce qui faisait le charme du revenant.

En fait, c'est simple et redoutable : il est contemporain, Daniel Cohn-Bendit. Il parle contemporain. Il pense contemporain. Il vit contemporain. Il respire contemporain. Il s'exprime dans une langue de son temps, sur les problèmes de son temps, avec les mots et les idées de son temps. On comprend ce qu'il dit. Et il dit ce qu'il veut, sans précautions ni circonlocutions.

On peut être d'accord, pas vraiment d'accord, pas d'accord du tout. Il est intelligible, clair, provocateur et séduisant. Une bête de scène politique en somme. Voilà pour la forme. Reste à savoir, maintenant, l'effet produit sur le fond. Les Verts voulaient une tête de liste médiatique ; ils l'ont. Avec tous les avantages et les risques du genre.

## Bruxelles accepte le prix unique du livre

**BRUXELLES** (Union européenne) de notre correspondant  
Les partisans du prix unique du livre viennent de marquer un point : dans une lettre aux ministres de la culture des Quinze, Marcelino Oreja, commissaire européen responsable de la politique culturelle, et Karel Van Miert, son collègue chargé de la concurrence, confirment qu'ils n'ont l'intention de mettre en cause ni les accords contractuels conclus dans certains Etats membres (Italie, Danemark), ni les dispositions législatives, telle la loi « Lang » ou ses équivalents.

Cette assurance intervient à la veille de la réunion des ministres de la culture, le 17 novembre à Bruxelles, où ce point figure à l'ordre du jour. L'inquiétude était née en France et dans les autres pays favorables au prix fixe, après que M. Van Miert, réagissant à des plaintes de distributeurs, eut mis en cause un certain nombre d'accords transnationaux conclus entre éditeurs et libraires de « zones linguistiques homogènes ».

Les griefs de la Commission portaient sur les atteintes possibles aux échanges (entre l'Allemagne et l'Autriche, ainsi qu'entre les Pays-Bas et la Belgique) qui pouvaient

résulter de ces arrangements. M. Van Miert avait beau affirmer (*Le Monde* du 1<sup>er</sup> juillet) qu'il n'avait pas l'intention de s'attaquer aux systèmes nationaux, son scepticisme à l'égard du prix fixe faisait craindre qu'il ne cherche à imposer une dérégulation.

Le conseil des ministres avait demandé à la Commission une étude sur les systèmes de prix fixes. Celle-ci, réalisée par un consultant indépendant, n'est apparemment guère concluante, trouvant vertus et inconvénients aux différents régimes. Cependant, la Commission a estimé que ce secteur sensible, vecteur de la création, ne pouvait être soumis à des règles de concurrence s'appliquant mécaniquement.

La lettre précise que les systèmes nationaux de prix ne seront globalement pas mis en cause. Quant aux accords transnationaux, la Commission fait un geste dans le sens des préoccupations du nouveau ministre allemand de la culture, Michael Naumann. Elle les examinera avec un préjugé favorable, à condition que leur objectif culturel apparaisse clairement.

Philippe Lemaître

## Faible participation à la Fête du livre du FN

COMME l'an dernier, la Fête de la liberté du livre, organisée du 13 au 15 novembre en centre-ville par la majorité Front national de la municipalité, s'est déroulée à Toulon en même temps que la Fête des livres en toute liberté, initiative du conseil général, installée au port de commerce. « *Lébas, c'est la fête des livres qu'on trouve partout ; ici, c'est la fête des livres qu'on trouve nulle part.* » Cette phrase, lancée par Jean-Marie Le Chevalier, maire (FN) de Toulon, lors de l'inauguration de sa manifestation, aurait suffi à la résumer de façon lapidaire. La faible participation donnait à l'ensemble une ambiance de kermesse triste. Olivier Le Jeune animait un jeu pour quelques participants, un curé en soutane et de nombreuses chaises vides. A l'autre extrémité de la ville, l'autre fête, malgré une certaine grogne des libraires se plaignant d'être marginalisés par les organisateurs de la manifestation, a connu le même succès que celle de l'an dernier avec une fréquentation de plus de cinquante mille personnes. — (Corresp.)

Tirage du *Monde* daté dimanche 15-lundi 16 novembre 1998 : 574 184 exemplaires - 3

## Le nouveau plan de relance japonais est accueilli avec scepticisme

Tokyo va injecter 1 000 milliards de francs dans l'économie pour sortir de la récession

**TOKYO** de notre correspondant  
Le gouvernement Obuchi a voulu frapper fort et montrer qu'il respecte son engagement de sortir le Japon du marasme économique. Le programme d'urgence d'action économique, approuvé lundi 16 novembre, se chiffre à la somme impressionnante de 23 900 milliards de yens (plus de 1 000 milliards de francs). C'est, par le montant des dépenses engagées, le plus important des plans de relance adoptés par le Japon depuis qu'il est entré en récession (le dernier plan record mis en œuvre en avril se chiffrait à 16 000 milliards de yens).

Selon l'agence de planification, ce programme d'urgence devrait se traduire par des dépenses publiques nouvelles de 14 000 milliards de yens (8 000 milliards en travaux d'infrastructures et 6 000 milliards de crédits par les institutions financières publiques aux entreprises) et par des réductions d'impôts sur le revenu et sur les sociétés pour 7 000 milliards. Le plan de stimulation de l'écono-

mie devrait permettre au Japon d'atteindre un taux de croissance de 1 % au cours de l'année fiscale 1999 (qui commence en mars), après deux années de décroissance. Selon le ministre du commerce international et de l'industrie (Mitü), Kaoru Yosano, la demande privée devrait prendre le relais de la demande publique dès 2001.

Le plan, qui sera soumis au Parlement à partir du 27 novembre, comporte plusieurs séries de mesures destinées d'abord à stabiliser le système financier et à remédier à la contraction du crédit qui étreint les petites et moyennes entreprises, ensuite à développer les infrastructures économiques et sociales, enfin, à lutter contre le chômage : 1 000 milliards de yens seront consacrés à un fonds encourageant les entreprises à embaucher des salariés en fin de carrière ayant perdu leur emploi qui devrait permettre de créer un million d'emplois.

Les réductions d'impôts sur les revenus et sur les sociétés seront inscrites dans le projet de loi de fi-

nances pour l'année fiscale 1999. Le premier ministre a aussi confirmé le gel des dispositions de la loi de novembre 1997 relative à la discipline budgétaire.

Le plan comporte une assistance de 1 000 milliards de yens aux pays d'Asie en difficulté. M. Obuchi a déclaré qu'il entendait, par ailleurs, mettre en œuvre un fonds d'aide de 30 milliards de dollars (168 milliards de francs). Baptisé « Initiative Miyazawa » ce fonds a été proposé en octobre à Washington par le ministre des finances.

### MANQUE D'ORIGINALITÉ

L'optimisme du gouvernement est tempéré par ceux qui estiment que, en dépit de l'effort sans précédent consenti, les mesures annoncées manquent d'originalité et ne sont pas de nature à redonner confiance aux investisseurs ou aux consommateurs. Une partie des dépenses semble en effet simplement recyclée de plans précédents et les réductions d'impôts figureraient déjà dans le plan d'avril sous d'autres formes.

L'abaissement de la taxe à la valeur ajoutée, réclamée par l'opposition et les milieux d'affaires, ne figure pas dans le nouveau plan. En revanche, la distribution de bons d'achats a été retenue, mais devant le tollé suscité par ce projet concocté par le parti Komei et endossé par le parti gouvernemental, il a été décidé de limiter les bénéficiaires aux familles ayant des enfants de moins de 15 ans et aux personnes âgées de plus de 65 ans. Trente-cinq millions de Japonais (sur 128 millions) bénéficieront de cette allocation à la consommation sous forme de vingt « coupons du pays natal » d'une valeur de 1 000 yens (50 francs) et d'une validité de six mois.

L'opération, d'un coût de 700 milliards de yens « n'auroit aucun impact », écrit le quotidien *Asahi Shimbun*. La Bourse de Tokyo a terminé lundi en hausse de 1,1 %, les investisseurs réservant un accueil des plus tièdes au plan du gouvernement.

Philippe Pons

# 94% des chefs d'entreprise ont une bonne opinion de HEC\*

## ...c'est 5 points de plus qu'en 1996.

De France, qu'on ne voit pas, tout le monde a une bonne opinion de HEC.

	Répond 1996	1998
Une très bonne opinion	29%	32%
Une assez bonne opinion	65%	62%
Une assez mauvaise opinion	5%	4%
Une très mauvaise opinion	0%	2%

Par ailleurs, 81% des chefs d'entreprise considèrent HEC comme l'école la plus renommée.

Une note globale de 8/10 pour HEC, classée N°1 contre 6,8 en moyenne pour les autres écoles.

En 1996, 72% des chefs d'entreprise considéraient HEC comme l'école la plus renommée. En 1998, ils sont 81%.

Une note globale de 8/10 pour HEC, classée N°1 contre 6,8 en moyenne pour les autres écoles.

\* d'après l'étude réalisée par l'Institut Louis Harris en septembre dernier auprès de 304 chefs d'entreprise en France.



La réussite, ça se travaille



Et ce n'est pas un hasard.

Depuis 2 ans, les professeurs du Groupe HEC ont publié plus de 75 articles scientifiques dans les meilleures revues internationales et présenté plus de 200 communications dans des colloques internationaux. Grâce aux efforts de recrutement à l'international et aux 80 accords avec les meilleures Business Schools et Universités du monde, 25 % des étudiants et des dirigeants en formation sont étrangers, représentant 49 nationalités. Avec 2000 offres d'emploi reçues cette année, 50 % des élèves sont placés avant la sortie de l'école et plus de 20 % débute à l'étranger pour leur premier emploi (hors CSN).

Les

- Forum
- Assant

Unicom revient à Bagdad

Sans-papiers : dramatiser

Le revirement de M. Lafontaine

Thomson-CSF : la facture sociale

Le suicide des baleines

Les projets de M. Glavany

720 banques russes condamnées

Des transports transpyréneens

مكتبة